

Stenographisches Bulletin der Bundesversammlung

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale

Sommer-Session — 1940 — Session d'été

4. Tagung der 31. Amtsdauer — 4^{me} session de la 31^e législature

Bezugspreis: In der Schweiz jährlich 12 Fr., die Postgebühr eingerechnet, im übrigen Postvereinsgebiet 16 Fr.

Bezug ausschliesslich durch die Expedition Verbandsdruckerei A.-G., Bern.

Abonnements: Un an: Suisse, 12 frs., port compris. Union postale, 16 frs.

On s'abonne exclusivement auprès de l'Imprimerie fédérative S. A., à Berne, qui est chargée de l'expédition.

Nachmittagssitzung vom 3. Juni 1940. Séance du 3 juin 1940, après-midi.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Stähli*.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Botschaft und Gesetzentwurf vom 29. Dezember 1939 (Bundesblatt I, 1/40). — Message et projet de loi du 29 décembre 1939 (Feuille fédérale I, 1/40).

Beschluss des Ständerats vom 4. April 1940.
Décision du Conseil des Etats du 4 avril 1940.

Antrag der Kommission.

Eintreten.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles.

M. Dollfus, rapporteur: Encore jamais, dans l'histoire des derniers cent ans, la Confédération n'a passé par des moments aussi graves qu'actuellement. Sur trois-quarts de nos frontières, nos voisins sont engagés dans la plus meurtrière des guerres, la jeunesse est fauchée, chacun fait un effort total, en engageant toutes les forces du pays, au front et à l'arrière, car il s'agit de la vie ou de la mort des nations engagées. Bientôt peut-être, nous serons entourés de belligérants de tous les côtés.

Grâce à Dieu, les horreurs de la guerre ont été épargnées jusqu'ici à notre pays. Si demain la Suisse était attaquée, nous jetterions à notre tour dans le combat toutes les forces de la nation: l'armée qui, par rapport à la population totale, est plus nombreuse que partout ailleurs; toute la production et l'économie, mises au service de la défense

nationale; jusqu'aux femmes et aux adolescents organisés dans les services complémentaires. Et nous aurions pleine confiance en notre cause sacrée, malgré le sort tragique d'autres petits pays. Nous avons des atouts qu'ils n'avaient pas dans la même mesure: la configuration du pays, avec ses obstacles naturels, ses cours d'eau encaissés, ses montagnes, ses forêts; la valeur morale de nos soldats, nourris d'un idéal commun à tous, élevés dans la plus belle des traditions historiques, celle qui nous enseigne que des montagnes d'Appenzell à Grandson, de la Birse à Giornico, et sur les champs de bataille de toute l'Europe, les Suisses ont presque toujours été victorieux, en se battant un contre dix. C'est que chaque soldat et chaque chef de soldat savent que ce n'est ni la stratégie, ni la tactique, ni l'armement qui, seuls, font gagner les batailles, mais que la valeur individuelle de chaque combattant est un facteur d'une importance capitale.

Or, la valeur individuelle du combattant est faite de qualités morales: confiance en Dieu, patriotisme, conviction de se battre pour une cause juste et saine; mais aussi de qualités physiques: vigueur, souplesse, résistance, habileté au tir et au maniement des armes; tout ce qui donne au soldat, pris individuellement, confiance en ses propres forces.

L'importance de la valeur individuelle du combattant avait déjà été reconnue à l'époque de l'ancienne Confédération. Le jeune Etat, qui avait constamment à défendre son indépendance contre de puissants voisins, était pleinement conscient de l'importance de l'entraînement physique pour le maintien et le développement des vertus militaires de sa jeunesse. Chaque commune veillait à l'entraînement des garçons de 8 à 16 ans dans les exercices traditionnels: la lutte, la course, le jet de pierres. De 16 à 18 ans, le jeune confédéré apprenait à dure école le maniement de la pique et la discipline du rang. L'avènement des armes à feu fit passer le tir au premier plan des exercices. Les concours de tir des XV^e et XVI^e siècles, accompagnés d'épreuves gymnastiques diverses, étaient fréquentés par des corps de garçons armés et exercés.

De nos jours, l'importance de la valeur individuelle du combattant a été démontrée surtout dans la guerre de Finlande. C'est cette valeur seule qui explique la merveilleuse résistance finlandaise contre un ennemi infiniment plus nombreux, doté surabondamment d'avions et de chars d'assaut. Et n'est-ce pas significatif qu'en Norvège, en Hollande, en Belgique, des succès éclatants soient remportés par les soldats de la nation qui, plus qu'aucune autre dans les temps modernes, s'est appliquée à développer systématiquement l'entraînement, la vigueur physique de sa jeunesse ?

Si le jeune Suisse, par la gymnastique obligatoire dans les écoles, par l'instruction préparatoire militaire volontaire, est peut-être mieux préparé physiquement que les jeunes gens de certains pays voisins, il est par contre bien inférieur aux jeunes athlètes que d'autres pays ont su former en masse. Il s'agit donc de rattraper au plus vite la distance qui nous sépare, sous ce rapport, de quelques autres pays.

Pour arriver à ce but, l'instruction préparatoire militaire volontaire ne suffit pas, car elle ne s'applique qu'à une partie de la jeunesse. Les jeunes gens de santé délicate, ceux qui ne sont pas doués pour les sports, ceux qui auraient le plus grand besoin d'un entraînement physique, sont justement ceux qui, dans la règle, ne prennent pas part à l'instruction préparatoire. Il faut donc que celle-ci soit rendue obligatoire. C'est le but que veut atteindre le Conseil fédéral moyennant la modification de l'art. 103 de la loi du 12 avril 1907 sur l'organisation militaire.

D'après le projet de loi que présente le Conseil fédéral, l'instruction militaire préparatoire comprend l'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans, les cours pour jeunes tireurs de 17 et 18 ans et le cours préparatoire militaire pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service.

L'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans est un complément nécessaire à l'enseignement scolaire obligatoire de la gymnastique, prévu par l'art. 102 de la loi de 1907. En effet, il y a une grosse lacune entre la fin de la période scolaire et l'école de recrues. Il est vrai que la Confédération offre à l'initiative privée les moyens nécessaires pour préparer la jeunesse post-scolaire à ses devoirs de soldat. Mais l'enseignement volontaire n'atteint, en cette période où se forme la jeunesse, qu'un nombre restreint de jeunes gens, qui sont une élite. Cette élite ne sera pas entravée par d'ennuyeuses prescriptions étatiques, elle pourra continuer, en donnant libre cours à son initiative, à atteindre un développement physique satisfaisant par des moyens très divers, puisqu'il est simplement prévu un examen de gymnastique à 15, 16 et 17 ans. Seuls, les jeunes gens qui n'auront pas subi l'examen avec succès seront astreints, l'année suivante, au cours obligatoire.

Les cours pour jeunes tireurs comprennent au moins 6 exercices de 4 heures par an pour jeunes gens de 17 et 18 ans. A 19 ans, le projet prévoit un cours militaire, de 80 ou 60 heures, pour les jeunes gens qui ont été déclarés aptes au service.

Le Conseil des Etats a apporté au projet deux

modifications profondes, qui le transforment de fond en comble et l'empêcheraient probablement, si elles étaient adoptées, d'atteindre son but bien-faisant. Le Conseil des Etats, en effet, veut charger les cantons de l'instruction préparatoire et supprimer le cours préparatoire pour jeunes gens de 19 ans.

En ce qui concerne la première modification, il convient d'observer que, de même que nous avons une armée fédérale et non des contingents de milices cantonales, la préparation au service doit également être organisée d'une façon unitaire par la Confédération. Sinon, il serait impossible d'obtenir, de la part de 25 cantons, des résultats identiques. Les jeunes gens de tel canton arriveraient à l'école de recrues bien préparés au service, ceux de tel autre le seraient beaucoup moins. Toute l'instruction militaire, la cohésion même de l'armée en souffriraient.

Quant à la suppression du cours préparatoire pour jeunes gens de 19 ans, il serait peu logique d'interrompre la préparation au service juste au moment où le jeune homme, approchant de l'époque de l'école de recrues, a le plus besoin d'entraînement. On a prétendu que plusieurs commandants d'unités d'armée s'étaient déclarés contraires à l'instruction préparatoire militaire armée. Mais il s'agissait de l'ancienne instruction volontaire qui, en effet, n'a pas toujours donné de bons résultats. Au sein de la commission du Conseil national, M. le colonel-commandant de corps Wille a protesté contre une affirmation du président de la commission du Conseil des Etats qui avait dit que le chef d'arme de l'infanterie n'attribuait aucune valeur au cours préparatoire. C'est le chef d'arme lui-même, le colonel Wille, qui est l'auteur du projet de loi. Devant la commission du Conseil des Etats, où un fort courant voulait maintenir le cours préparatoire basé sur le volontariat et en confier l'organisation aux cantons, le colonel Wille avait déclaré « Dans ce cas, je préfère qu'il n'y ait pas de cours préparatoire. » Mais ce serait une erreur fâcheuse que d'en déduire que le colonel Wille est contraire au cours préparatoire obligatoire et organisé sur le terrain fédéral. Quant au chef du Département militaire, il a déclaré que le cours pour jeunes gens de 19 ans est le joyau de tout le projet. Lui et le colonel Wille déclarent que ce cours donnera la souplesse et l'endurance voulues aussi aux nombreux jeunes gens qui arrivent à l'école de recrues rendus raides et lourds par les travaux de l'usine ou des champs. Il s'agit d'une préparation idéale à l'école de recrues, qui a en outre l'avantage de servir d'entraînement très utile aux cadres. Il ne s'agit pas de « jouer au soldat », d'exercer le salut et le pas cadencé. Il s'agit d'adapter l'organisation de ces cours aux circonstances, en tenant compte, par exemple, de la situation particulière des régions montagneuses. Il s'agit d'enseigner aux jeunes gens à se servir de leur fusil en toutes circonstances, de les entraîner à la marche, de les familiariser avec l'utilisation du terrain, avec les ruses de la guerre et du combat individuel. Il s'agit surtout de leur inculquer un esprit sain de camaraderie, l'enthousiasme pour l'activité sportive en plein air, dans le cadre naturel merveilleux qui forme le visage aimé de la Patrie.

C'est pour bien marquer l'esprit nouveau qui doit présider à l'organisation de ces cours que la commission du Conseil national, tout en vous proposant de les rétablir contre l'avis du Conseil des Etats, vous propose de changer leur nom, de ne plus parler de «cours préparatoire militaire», mais de «cours préparatoire» tout court.

La commission est heureuse de se savoir d'accord, dans le jugement qu'elle porte sur l'utilité du cours préparatoire, avec le général Guisan, qui a demandé expressément à l'adjudant-général de faire tout son possible pour que le Conseil national rétablisse l'économie du projet, compromise par les décisions du Conseil des Etats.

Pour les raisons déjà exposées, la commission vous propose de biffer la décision du Conseil des Etats qui a trait à l'organisation de l'instruction militaire préparatoire par les cantons.

Le projet du Conseil fédéral prévoit que les officiers subalternes et les sous-officiers de l'élite sont tenus de donner, dans les cours préparatoires militaires, l'enseignement dont ils sont chargés par les autorités militaires de la Confédération et des cantons. Le Conseil des Etats a biffé cette prescription qui n'a plus de sens dès que les cours préparatoires sont supprimés. C'est parce que la commission du Conseil national vous propose de rétablir les cours préparatoires que, logiquement, elle vous propose aussi de rétablir la prescription en question, qui indique par qui ces cours seront dirigés.

Dans les grandes lignes on peut dire que la commission du Conseil national a été unanime à reconnaître que c'est un devoir impérieux de faire tout notre possible pour que notre jeunesse devienne plus robuste, plus résistante, plus trempée pour la guerre, qui sera peut-être notre destin à brève échéance. Si deux propositions de minorité ont été présentées, c'est que certains membres de la commission ont trouvé que le projet n'allait pas assez loin. Ils auraient voulu profiter de l'occasion pour rendre obligatoire l'enseignement scolaire de la gymnastique aussi pour le sexe féminin, et pour charger la Confédération de subventionner l'installation de places de gymnastique, de jeux et de sports, ainsi que de halles de gymnastique. La majorité de la commission n'a pas cru pouvoir se rallier à ces deux propositions, tout en déclarant qu'elles lui sont, en principe, sympathiques. Elle a craint que l'enseignement scolaire obligatoire de la gymnastique pour les jeunes filles fasse courir de trop grands risques au projet en cas de referendum. Quant à la subvention des gymnases et places de sports, on était dans l'obscurité complète en ce qui concerne la portée financière de ce projet. C'est pourquoi la commission a préféré vous présenter les mêmes idées sous forme de postulats qu'elle recommande très chaudement à votre approbation.

Messieurs, on a prétendu que le cours préparatoire n'ajoute rien, pour le moment, à la valeur de notre défense nationale, parce qu'il ne peut de toutes façons pas être mis sur pied pendant le service actif. C'est vrai, mais il faut ajouter que cette mise sur pied n'est pas nécessaire, puisque le Conseil fédéral peut actuellement appeler sous les drapeaux la jeunesse de 19 et même de 18 ans et lui donner à l'école de recrues et au service actif

les qualités de souplesse et d'endurance que le cours préparatoire devrait leur procurer en temps normaux. Mais ceux qui font cette objection parlent comme s'ils avaient la certitude que l'Europe va au devant d'une guerre devant durer de nombreuses années. N'est-il pas permis d'envisager, du moins comme possible, la fin de la guerre dans quelques mois? Mais alors, vraisemblablement, nous serons à la merci d'une agression n'importe quand, un, deux ou trois ans après la cessation de la guerre actuelle. Car l'Europe sera aussi peu pacifiée qu'entre une guerre et l'autre de l'époque napoléonienne. Alors, s'il nous faut mourir, nous voulons mourir en beauté. Ayons les yeux fixés sur la Finlande héroïque. Le courage prodigieux de ses fils venait de ce que chacun d'eux était un chrétien, un sportif et un athlète. D'autres, plus matérialistes, plus douilletts, plus habitués au confort, moins entraînés et moins résistants ont été submergés en quelques jours. Si notre heure sonne, nous voulons être dignes de l'exemple de la Finlande. Or, l'après-guerre de 1918 nous montre qu'après l'effort d'un service actif prolongé l'on ne songe plus qu'à réduire les frais militaires. C'est donc maintenant qu'il faut faire le nécessaire; il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Faisons donc tout ce qu'il nous est possible pour que nos enfants et petits-enfants, le jour de l'épreuve, se battent comme des Finlandais... non, comme des Suisses de Sempach et de Morat. Et que Dieu protège la Suisse!

Meili-Zürich, Berichterstatter: Ich glaube, berechtigt zu sein, mich kurz zu fassen, da Sie den Text der Vorlage, sowie das stenographische Bulletin des Ständerates kennen.

Wie Sie wissen, handelt es sich um die Abänderung der Art. 102, 103 und 104 des Bundesgesetzes vom 12. April 1907 betreffend Militärorganisation.

Ich erlaube mir, den Gegenstand in ungefähr folgender Reihenfolge zu behandeln: Botschaft des Bundesrates, Stellungnahme des Ständerates, grundsätzliche Bedeutung der Vorlage und Anträge der nationalrätlichen Kommission.

In seiner Botschaft vom 29. Dezember 1939 legte Ihnen der Bundesrat die Vorgeschichte des militärischen Vorunterrichtes eingehend dar. Sie haben auch aus dem stenographischen Bulletin die treffliche Berichterstattung des Herrn Altwegg im Ständerat gelesen. Er hat sich eingehend über den Werdegang dieses Gegenstandes verbreitet.

Der Hauptindruck, den wir bekommen, ist derjenige einer Leidensgeschichte, wie überhaupt die Entwicklung unserer Wehrhaftigkeit eine Leidensgeschichte ist. Mit unendlicher Mühe musste schrittweise gearbeitet werden, bis wir das erreicht haben, was wir heute haben. Seit dem Jahre 1830 erlebten wir nichts als eine Menge von Rückschlägen und Verwässerungen, und trotzdem konnte die Wehrhaftigkeit bis zu dem Grade vervollkommen werden, den sie glücklicherweise heute erreicht hat. Wir erinnern uns der Bemühungen von Bundesrat Welti im Jahre 1874, als der militärische Vorunterricht fallen gelassen werden musste.

Im Gesetz vom Jahre 1907 liess man das Obligatorium fallen, um nicht die Annahme des ganzen

Gesetzes aufs Spiel zu setzen. Ein Vorkurs von 15 Tagen, wie er damals vorgeschlagen wurde, konnte nicht durchgesetzt werden. Leider begegnen uns immer wieder die beiden gleichen Sätze: „Die Kantone sorgen dafür...“ und „Der Bund unterstützt...“ Immer wieder diese beiden stereotypen Sätze! Sie führen in der Regel zu Resultaten, die uns nie voll befriedigen können.

Im Jahre 1938 wurden an den beiden genannten Artikeln Korrekturen vorgenommen, die aber ebenfalls zu keiner vollständigen Lösung führten. Das Ergebnis ohne Obligatorium wird unvollständig sein und die Bemühungen müssen zu einer Zersplitterung führen.

Wie Sie wissen, wurde im Jahre 1934 der sog. bewaffnete militärische Vorunterricht abgeschafft. An seiner Statt verblieben drei Gattungen: Der turnerische Vorunterricht, die Jungschützen und die Kadetten. Diese drei Organisationen erfassen nur einen Bruchteil der Kontingente von Jünglingen, die für den Militärdienst hätten vorbereitet werden sollen. Besonders die turnerischen Qualitäten unserer jungen Leute sind kantonsweise ungleich. Die Teilnehmerzahl schwankte je nach der momentanen Popularität des Militärs überhaupt. Es ist deshalb natürlich, dass die Teilnehmerzahl sich in den letzten Jahren auf einer aufsteigenden Kurve bewegte. Aber gerade nicht erreicht wurde: die Verbesserung der Qualität derjenigen, die Vorbildung und Nachhilfe am notwendigsten gehabt hätten. Gerade die jungen Leute, die körperlich schwerfällig und geistig langsam sind, diese sind es, die das gesamte Rendement der Rekrutenschulen gefährden; sie retardieren die Ausbildung der andern. Gerade diese wurden und werden beim Fakultativum nicht erfasst. Somit sind diese Vorbereitungen gewissermassen problematisch geblieben.

Wie Sie aus der Botschaft des Bundesrates entnommen haben, stuft sich das Obligatorium in drei Teile: 1. obligatorische Turnprüfung bzw. Turnkurs für die Verbliebenen, also für jene, die die Prüfung nicht bestanden haben, im 15., 16. und 17. Altersjahr; 2. obligatorischer Jungschützenkurs im 17. und 18. Altersjahr mit jährlich mindestens 6 Uebungen zu 4 Stunden; 3. Militärvorkurs für die Diensttauglichen im 19. Altersjahr von 80 Stunden.

Die bundesrätliche Vorlage lässt wie bisher die Mitarbeit der verschiedenen Organisationen weiterhin bestehen. Es sind die Turnverbände aller Schattierungen, die Schützenvereine, die Unteroffiziersvereine und Offiziersvereine; alle diese Organisationen, die dem Staate eine grosse Arbeit abnehmen.

Nun gehe ich auf die Militärvorkurse über. Nach der Botschaft des Bundesrates sind die Divisionskommandanten und die Kommandanten der Gebirgsbrigaden für deren Durchführung verantwortlich. Es ist selbstverständlich, dass hier eine klare Verantwortlichkeit zu schaffen ist; dass es die gleichen Persönlichkeiten sein müssen, welche für die Gesamtausbildung verantwortlich sind.

Soweit in grossen Zügen der Inhalt der Botschaft des Bundesrates.

Der Ständerat hat nun eine wesentlich abweichende Stellung eingenommen. Gestatten Sie

mir, hier nur auf die wesentlichen Punkte einzutreten. Der Ständerat hat den militärischen Vorkurs gestrichen. Ferner hat er die Jungschützenkurse vom 17. und 18. auf das 18. und 19. Altersjahr verschoben. An Stelle des militärischen Vorkurses endlich wünscht der Ständerat die obligatorischen Prüfungen und das Obligatorium der Turnkurse für die Verbliebenen.

Im Ständerat wurden verschiedene Bedenken gegen den Militärvorkurs geltend gemacht. Man scheint vielerorts es auch heute noch nicht recht zu wagen, von Militär zu sprechen, auch wenn es sich um rein militärische Dinge handelt. Ich werde später auf die verschiedenen Einwände im einzelnen zurückkommen, die den Ständerat zu seinem Beschlusse bewogen haben. Besondere Wichtigkeit wurde im Ständerat der Uebertragung des militärischen Vorunterrichtes an die Kantone beigemessen.

Auch wurde gesagt, die Vorlage sei nicht aktuell. Diese Vorlage ist insofern für den Augenblick nicht aktuell, als sie sich erst in drei Jahren auswirken kann. Aber das pflegt man so zu sagen, wenn ein Vorhaben eine gewisse Zeit braucht, bis es sich auswirkt. Das ist gerade so, wie wenn man etwa sagen würde, es gehe viel zu lange, bis man einmal einen schattigen Garten erhalte, deshalb hätte es keinen Sinn, Bäume zu pflanzen. Etwa so mutet mich diese Begründung an. Einmal müssen wir schliesslich mit einem langfristigen Werk beginnen.

Die Vorlage stehe heute in einer besonders günstigen Atmosphäre, man wolle nun von dieser Gebrauch machen. Allerdings wurde auch zugegeben, dass man für eine gute Sache von günstigen Zeitumständen profitieren dürfe.

Im weitem wurde geltend gemacht, der Bundesrat hätte es in der Hand, gestützt auf seine Vollmachten, den militärischen Vorunterricht heute schon einzuführen und ihn somit der heutigen Wehrebereitschaft unserer Armee nutzbar zu machen. Dazu könne er das Rekrutierungsalter auf das 18. Altersjahr herabsetzen und mit Hilfe der Vollmachten eine Lösung treffen, die den Charakter des Provisoriums trägt und die nur vorübergehende Natur hat. Der Moment für eine gesetzliche Regelung auf lange Frist hinaus sei jetzt, inmitten des Krieges, nicht da. Der militärische Vorunterricht sei ein Eingriff in die persönliche Freiheit, ja es wurden Befürchtungen laut, dass eine übertriebene Vereinsmeierei einreisse; es wurden ferner Kritiken angebracht, dass der militärische Vorunterricht an eine Miniaturrekrutenschule gemahne. Ich gebe zu, das Kadettenwesen hat eben seine Schattenseiten, es hat oft Formen angenommen, die gewissermassen die Karikatur ernsthafter militärischer Arbeit sind. Aber wir wären ungerecht, wenn wir hier verallgemeinern würden. Es handelt sich um vereinzelte Erscheinungen! Es wurde auch gesagt, dass die Vereinsinteressen der Turn- und Schützenverbände eine Rolle spielen, es wurde ferner behauptet, dass General Wille ein Gegner der militärischen Vorkurse gewesen sei.

Vor allem aber wurden grundsätzliche Bedenken gegen den Vorunterricht ausgesprochen. Dabei handelt es sich namentlich um die Befürchtung, man wolle bei uns die Methoden der totalitären

Staaten nachahmen, man wolle uns unsere männliche Jugend nach dem Vorbild dieser Staaten militarisieren. Herr Piller sagte u. a.: «D'ailleurs, malgré tout, nous ne sommes pas en guerre. Nous imitons ceux qui sont en guerre.» Das ist eine Auffassung, die wir teilen. Zu seiner Entlastung stelle ich fest, dass er das am 2. April gesagt hat; vielleicht würde auch er heute nicht mehr so sprechen!

Offensichtlich war der stärkste Beweggrund für den Ständerat eine gewisse Besorgnis um die kantonale Souveränität. So sagte wiederum Herr Piller: «Il n'est pas besoin de dépouiller les cantons des droits qu'ils possèdent en matière d'éducation.» Man fürchtet ausserdem, dass die jungen Leute den familiären, sozialen, religiösen und, wie wir hören werden, auch beruflichen Verpflichtungen entfremdet werden. Es wurde sogar gesagt, eine Ausgabe von 1½ Millionen auf lange Frist hinaus rechtfertige sich heute nicht. Man wollte auch die Vorlage verschieben.

In diesem Sinne sprach sich der Ständerat am 4. April aus; 5 Tage später erlebten wir die tragischen Ereignisse des 9. April, die uns zeigten, was Staatswesen zu erwarten haben, die es verabsäumt hatten, ihre militärische Ausbildung auf einen hohen Stand zu bringen. Einen Monat später traten noch elementarere Ereignisse ein, die jedenfalls unsere Entscheidungen beeinflussen müssen!

Gestatten Sie mir nun, zur Erörterung der grundsätzlichen Seite des militärischen Vorunterrichts überzugehen und damit den im Ständerat ausgesprochenen Bedenken entgegenzutreten. Die Dringlichkeit kann kaum bestritten werden! Wenn wir später ernten wollen, müssen wir heute säen; für die Aktivdienstperiode wird sich der militärische Vorunterricht voraussichtlich kaum direkt auswirken. Wir haben heute ohnehin die langen Dienstzeiten und sind in der Lage, die Lücken der Ausbildung nachzuholen. Nun werden wir uns daher mit der prinzipiellen Frage auseinandersetzen müssen. Ich kann Sie versichern, dass auch ich mich voll Ehrfurcht vor den Fahnen der Kantone neige und dass ich anerkenne, dass das Eigenleben der Kantone ein köstliches Gut unseres Staatsgedankens ist. Aber in Zeiten, wie wir sie heute durchleben, darf die kantonale Souveränität der Entwicklung der Kraft der ganzen Nation keinesfalls im Wege stehen.

Und die Frage der persönlichen Freiheit? In einer Epoche, da sich Ereignisse von welthistorischer Bedeutung täglich lawinenhaft überstürzen, spielt die persönliche Freiheit keine Rolle mehr. Wenn es um die Freiheit der ganzen Nation geht, zählt die persönliche Freiheit nicht! Ich glaube auch nicht, dass eine allzu grosse persönliche Freiheit der Jünglinge von 15—19 Jahren von gutem ist. Von einer beruflichen Beeinträchtigung darf nicht gesprochen werden, wenn wir bedenken, dass das Ausland 2—3 Jahre Dienstzeit seinen Angehörigen zumutet. Hat dabei etwa Kultur und Wissenschaft, Industrie und Gewerbe dieser Völker Einbusse erlitten? Eine weltanschauliche Beeinflussung bringt der militärische Vorunterricht nicht, ich glaube, alle Schattierungen unserer Landespolitik finden dabei eine ungestörte Entfaltung, sie werden vom militärischen Vorunterricht nicht tangiert.

Weder religiösen Bekenntnissen noch politischen Anschauungen wird ein Zwang angetan. Die 60 oder 80 Stunden im Jahre werden unsere Söhne unsern Familien nicht entfremden. Man sprach auch von Sparta. Was die Spartaner von ihren jungen Leuten verlangt haben, war etwas ganz anderes: sie haben die Kinder schon im zartesten Alter von den Müttern weggeholt und der staatlichen Erziehung unterstellt; das ist offenbar doch etwas anderes als was hier verlangt wird, vom 16. Altersjahr an hier und da einen Nachmittag für den Staat zu üben! Das ist noch lange keine Militarisation der Jugend. Ich möchte nicht unterlassen, Ihnen mitzuteilen, dass die Verbände und Vereine aller Schattierungen sich sehr bestimmt hinter die Vorlage stellen, und dass sie an all diesen Bedenklichkeiten keinen Anteil nehmen. Ich hoffe, dass die Räte dieses schicksalhafte Geschäft einer glücklichen Lösung entgegenführen werden.

Nun noch etwas Wichtiges! Der militärische Vorunterricht dient keineswegs allein der kriegserzieherischen Ertüchtigung; er ist ein Teil der Volkserziehung überhaupt; ihm wohnen grosse ethische und moralische Werte inne. Er bringt eine körperliche Ertüchtigung, er stärkt die Widerstandskraft des Einzelnen und damit die Widerstandskraft des ganzen Volkes! Wenn der einzelne junge Mensch stark ins Leben entlassen wird, dann wird er ganz sicher auch den Widerwärtigkeiten, die sich ihm im Berufsleben entgegenstellen, den Schwierigkeiten und Mühen des Tages besser widerstehen als der Unvorbereitete. Noch ein Wort zu den Begriffen: militärisch und soldatisch. Militärisch ist das Fachliche, soldatisch das Charakterologische. Ich möchte das soldatische Wesen als den Inbegriff des Mannhaften, des Grossmütigen und des Heldischen bezeichnen. Wenn wir den militärischen Vorunterricht von der allgemein pädagogischen Seite aus ins Auge fassen, so wird eine Kritik des schweizerischen Charakters am Platze sein. Auch der schweizerische Charakter hat — wie alles auf der Welt — eine gute und eine schlechte Seite. Ich möchte für die gute Seite vielleicht folgende Adjektive anwenden: Der Schweizer ist ehrlich, anständig, gewissenhaft, pflichtgetreu, gesellig, organisationsfähig, freiheitsliebend, fleissig, familien-treu und gottesfürchtig. Sehen wir uns nun auch die negativen Epitheta an: Eigenbrötlerisch, egoistisch, materialistisch, hier und da etwas unkameradschaftlich, schwerfällig, verwöhnt, empfindlich, lässig in der Haltung und — unhöflich! Das sind Dinge, die korrigiert werden können und müssen. Die jungen Schweizer müssen wissen, dass Disziplin und Freiheit keineswegs zwei einander ausschliessende Gegensätze sind. Hier müssen wir mit der Korrektur ansetzen. Sie wird vor allem einen Teil des militärischen Vorunterrichts bilden. Wir müssen unsere jungen Leute zur Höflichkeit und zum Sinn für die Gemeinschaft erziehen. Wir müssen sie lehren, sich ein- und unterzuordnen. Wir müssen ihnen Sinn für die Würde beibringen und vor allem den Ernst. Die körperliche Härte ist ebenfalls notwendig. Wenn uns das gelingt, werden wir die jungen Leute auch im Kampf so haben, wie wir sie brauchen. Wir werden gewandte und heldenhafte Leute bekommen. Auch im zivilen Leben werden wir erfreulichere Erfahrungen machen.

Der Grad der Verweichlichung in unserem Volke ist ein grosser! Wir sind ein Volk, das seit Jahrhunderten keine Katastrophe mehr erlebt hat. Die Kriege seit dem Burgunderkrieg oder seit Marignano sind keine totalitären Kriege gewesen, sondern das waren einzelne Episoden von nicht sehr tragischen Auswirkungen. Wir hatten keine Seuchen, keine Erdbeben. Wir hatten weder je eine Inflation noch eine grosse Revolution. Das sind alles Dinge, die unser Volk weich gemacht haben. Es ist nun zweckmässig, wenn wir dafür sorgen, unsere jungen Leute härter zu schmieden. Mit einem kurzen galvanischen Kraftbad geht es nicht ab. Stahl will geschmiedet werden!

Lassen Sie mich einen Blick auf das Ausland werfen! Unser Lebensstandard ist ungemein hoch; auch dieser Umstand hat dazu beigetragen, dass wir kein kriegerisches Volk sind. Wenn wir uns mit der Einfachheit der Franzosen und dem ärmlichen Leben der Deutschen der letzten 20 Jahre vergleichen, erkennen wir, wo bei unseren jungen Leuten angesetzt werden muss.

Wenn wir Rückschau halten, erkennen wir eine Disziplin, die die seltsamsten Auswirkungen zeitigt hat. Wenn wir die Schweizergeschichte sorgfältig lesen, müssen wir erfahren, dass der schweizerische Kriegserfolg früherer Zeiten vielfach an der Disziplin scheiterte. Ich denke hier an die grossangelegten Feldzüge nach Dijon, nach Marignano, an den Fall von 1798. Wer den Sonderbundsfeldzug studiert, wird ebenfalls bittere militärische Bilder antreffen. Wir haben es je und je vermieden, ein stehendes Heer zu halten. Mit Recht, denn das sog. Milizsystem — ich sage ausdrücklich das sogenannte, denn was wir haben, ist keine Miliz, sondern ein Volksheer — gestattet die Kräfte des Volkes weit besser auszunützen als ein stehendes Heer. Die Dienstzeiten sind allerdings viel kürzer als bei stehenden Heeren und daraus ergeben sich für uns grosse Nachteile. Für jeden — auch den primitiven — Zivilberuf benötigen wir 3—4 Jahre Lehrzeit. Zur Heranbildung des Kämpfers begnügen wir uns mit 4 Monaten Rekrutenschule und 8 Wiederholungskursen zu je 3 Wochen. Das genügt nicht. Wir müssen die Ausbildung vertiefen! Die Verbundenheit von Heer und Volk beim sog. Milizsystem ist darin ausgeprägt. Das Offizierskorps leistet grössere Opfer als in jedem anderen Lande. Unser Offizier bringt eine Menge Zeit auf und arbeitet uneigennützig für den Staat. Andererseits ist unser Offizierskorps kein Berufskader. Dem Milizsystem haftet die Gefahr des Dilettantismus an. Ich sage Ihnen das, um damit zu begründen, dass wir allen Anlass haben, die militärische Ausbildung zu vertiefen.

Es wurde angeregt, den staatsbürgerlichen Unterricht mit dem militärischen Vorunterricht zu verbinden. Die Kommission hatte Bedenken gegen diese Verbindung. Ich glaube kaum, dass es Leute gibt, die von ihrer eigenen Weltanschauung und damit auch von ihrer politischen Einstellung staatsbürgerlichen Unterricht erteilen können. Ohne es zu wollen, würde jeder das Salz von seiner politischen Anschauung hineintragen. Damit aber würden wir eine der Hauptqualitäten unseres militärischen Denkens beeinträchtigen, nämlich die

unpolitische Stellung des Heeres. Das Heer muss unpolitisch sein. Es kennt nur eine Weltanschauung, nur ein Kredo: den Fahneide.

Im Ständerat drehte sich die Diskussion besonders um den Militärvorkurs. Die nationalrätliche Kommission setzt sich einstimmig für Festhalten an diesem Kurs ein. Dieser bildet gewissermassen die Synthese der vorgehenden Kurse. Wir sind uns aber darin einig, dass wir nicht Soldatenschule mit Taktschritt und Grussübungen, Achtungstellung und was alles zur militärischen Form gehört, zum Mittelpunkt, zur Hauptsache machen. Diese Disziplinen können nur in der Rekrutenschule gelehrt werden. Für die Vorbereitung brauchen wir vorerst andere Dinge. Wir haben uns distanziert von dem, was früher in den Kadettenkorps und zum Teil heute noch üblich ist. Ich möchte nur ein paar Stichworte geben. Es handelt sich heute darum, das Gelände kennen zu lernen, die jungen Leute der Natur näherzubringen. Der Kampf im Freien ist im Erfolg davon abhängig, wie sich der Mann mit dem Gelände, mit der Natur auseinandersetzen kann, ob er in der Lage ist, Deckung zu finden, den Unbilden der Witterung zu begegnen, sich unsichtbar zu machen, den Gegner mit dem Auge eines Jägers zu entdecken, die kleinsten Veränderungen im Gelände wahrzunehmen usw. Darauf kommt es an. Unsere jungen Leute müssen lernen, Wege zu finden, Patrouillen zu gehen, sich zu orientieren, rasch im Gelände vorzugehen, Karten zu lesen, zu biwakieren, Bäche und Flüsse zu durchschreiten, Hindernisse zu nehmen, Bäume zu erklettern, Tarnungen vorzunehmen usw. Wenn die jungen Leute diese Dinge im Kreise von Kameraden und unter kameradschaftlicher Anleitung lernen, dann wird auch in ihnen der Geist der Kameradschaft erwachen. Auch er ist ein Teil der Wehrhaftigkeit. Die jungen Leute müssen lernen, sich zugunsten des andern einzusetzen, sich dem andern unterzuordnen, nicht mehr zu scheinen, als zu sein. Das alles sind grosse ethische Ziele, denen wir durch diesen Vorbereitungskurs näher kommen.

In der Kommission hat man lange darüber gesprochen, wie dieser Kurs heissen soll. Die Kommission hat sich auf den Namen „Vorbereitungskurs“ geeinigt. Im Rahmen der Trilogie des militärischen Vorunterrichtes kommt ihm selbstverständlich der militärische Charakter zu. In diesem Sinne empfiehlt Ihnen die Kommission Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates. Es wurden einzelne weitergehende Postulate gestellt, über die bei der Detailberatung noch die Rede sein wird. Diese Postulate waren keineswegs dazu geeignet, der Einigkeit Eintrag zu tun. Ich freue mich und schätze mich glücklich, Ihnen heute mitteilen zu können, dass die Kommission in völliger Einstimmigkeit sich hinter die Vorlage des Bundesrates gestellt hat. Ich möchte auch nicht unterlassen, Kenntnis zu geben, dass der Oberbefehlshaber, Herr General Guisan, grossen Wert auf den Vorbereitungskurs legt. In diesem Sinne bitte ich Sie, wohlwollend der Vorlage gegenüberzutreten und eingedenk der grossen Stunde, die wir heute erleben, eingedenk auch der ungeheuren Verantwortung, die auf dem Parlament lastet, zu einer positiven Lösung Hand zu bieten.

Allgemeine Beratung. — *Discussion générale.*

Schmidlin: Wenn ich mich in der Eintretensdebatte zu dieser Vorlage äussere, so kann ich es nicht tun im Auftrage unserer Fraktion. Sie hat noch keine Gelegenheit gehabt, dazu Stellung zu nehmen. Ich kann also hier lediglich meine persönliche Auffassung vertreten, die aber auch der Auffassung der Fraktionskollegen entspricht, die der Kommission ebenfalls angehört haben.

Wir haben uns in der Kommission für Eintreten auf die Beratung der Vorlage ausgesprochen. Wir werden auch der Fraktion das gleiche empfehlen.

Ich will Ihnen nun in aller Kürze auseinandersetzen, wieso wir zu dieser Stellungnahme gekommen sind und uns für Eintreten auf die Beratung der Vorlage entschieden haben; deswegen, weil wir glauben, alles fördern zu müssen, was geeignet ist oder geeignet erscheint, die körperliche Leistungsfähigkeit und Widerstandskraft der Jugend zu erhöhen. Bei dieser Vorlage steht der militärische Zweck im Vordergrund. Aber wir möchten doch zum vornherein sagen: Wir betrachten eine bessere körperliche Ausbildung der Jugend nicht nur aus militärischen Gründen als wünschenswert, sondern wir glauben, dass auch für das Zivilleben, für die Tüchtigkeit im Beruf und für die ganze Lebensführung eine solche bessere körperliche Ausbildung im Interesse der Volksgesundheit liegt. Es ist dienlich, wenn unserer Jugend, namentlich im nachschulpflichtigen Alter, eine vermehrte körperliche Ertüchtigung erfährt. Unsere Lebensweise ist ja einseitig geworden und namentlich die Leute, die in der Industrie tätig sind, können sich nicht rühmen, dass sie eine Lebensführung und eine körperliche Tüchtigkeit haben, die den allseitigen Bedürfnissen des Organismus gerecht wird. Weil wir auch für das Zivilleben eine bessere körperliche Ausbildung befürworten, bedauern wir es, dass sich die Vorlage auf die männliche Jugend beschränkt. Wir hätten gewünscht, dass auch in bezug auf die Förderung der körperlichen Ertüchtigung der weiblichen Jugend ein Mehreres geschehe. Eine Minderheit der Kommission hat bezügliche Anträge gestellt, damit auch da bereits in Verbindung mit dieser Vorlage ein Fortschritt erzielt werde. Die Mehrheit der Kommission glaubt jedoch, auf dem Wege des Postulates dieses Ziel besser zu erreichen. Soviel ich weiss, hat man im Departement bereits gewisse Vorarbeiten getroffen, um auch in bezug auf die bessere körperliche Erziehung der weiblichen Jugend etwas weiter zu kommen. Es bestehen also in der Kommission keine grundsätzlichen Meinungsverschiedenheiten; lediglich über den Weg ist man in den Ansichten etwas auseinanderggegangen.

Durch welche Massnahme glaubt nun die Vorlage des Bundesrates, für die männliche Jugend eine bessere körperliche Erziehung zu erreichen?

Die Angaben, die man jährlich über die Ergebnisse der Rekrutenaushebung erhält, lassen erkennen, dass heute nachgewiesenermassen diejenigen Stellungspflichtigen, die den turnerischen Vorunterricht mitgemacht haben, viel höhere Tauglichkeitsziffern aufweisen als die übrigen. Es ist deshalb gegeben, den turnerischen Vorunterricht auszudehnen auf alle diejenigen, die bisher von

ihm nicht erfasst worden sind. Es handelt sich eigentlich um den Ausbau eines Systems, das heute bereits Geltung hat, wobei man in bezug auf das Obligatorium nicht so weit geht, dass man für alle 16-, 17-, 18- und 19jährigen den turnerischen Vorunterricht obligatorisch erklären will. Man will das nur tun für jene, die sich über ein gewisses Mindestmass an Leistungen nicht ausweisen können. Wir glauben, dass dieser Gedanke richtig ist: Also ein bedingtes Obligatorium, wobei die Leute im Alter von 15, 16 und 17 Jahren immer im Herbst des vorangehenden Jahres eine Leistungsprüfung abzulegen haben. Erreichen sie die Mindestleistung, so sind sie vom turnerischen Vorunterricht befreit; erreichen sie diese Mindestleistung nicht, so haben sie einen Kurs von 60 Stunden zu absolvieren.

Es ist demgegenüber geltend gemacht worden, dass man doch bei der Freiwilligkeit bleiben sollte, da immerhin in den letzten Jahren die Zahl der jungen Leute, die den turnerischen Vorunterricht besucht haben, immer höher geworden sei. Das ist richtig; aber ich glaube, dass man mit der Freiwilligkeit gerade jene Gruppen nicht erfasst, die eine vermehrte körperliche Ausbildung am wenigsten hätten. Heute erfasst man von den in Betracht fallenden jungen Leuten etwa einen Drittel; die übrigen zwei Drittel werden aber nicht erfasst. Und bei diesen ist die Zahl der Tauglichen am geringsten.

Wo soll nun der junge Mann, der sich bei der Turnprüfung über die minimale Leistungsfähigkeit nicht ausgewiesen hat, seinen Turnkurs absolvieren?

Die Vorlage geht auch hier vom Bestehenden aus. Der turnerische Vorunterricht soll durchgeführt werden einesteils von Vereinen und Verbänden, die ihn schon bisher durchgeführt haben, und dazu von den übrigen geeignet erscheinenden Organisationen, auch von Schulen und Anstalten, die in dieser Hinsicht die notwendigen fähigen Leiter haben. Ich möchte in diesem Zusammenhang die zuständigen Organe eher bitten, nicht zu weit zu gehen und bei der Uebertragung des turnerischen Vorunterrichtes nur auf die Eignung der betreffenden Organisationen abzustellen und auf nichts anderes. Es ist mir bekannt, dass es Gruppen gibt, die recht gerne den turnerischen Vorunterricht durchführen möchten, aber weniger deswegen, weil ihnen der Zweck sympathisch ist, sondern vielleicht mehr deshalb, weil sie glauben, sich damit einen gewissen Kreis von jungen Leuten zu sichern oder vielleicht sogar darum, weil es kleine Subventionen damit zu ergattern gibt. Das kann natürlich nicht der Zweck der Uebung sein. Ich halte dafür, dass für die Durchführung des turnerischen Vorunterrichtes nur solche Verbände und nur solche Leiter berücksichtigt werden sollen, die über das nötige Rüstzeug verfügen, damit die geplante körperliche Ertüchtigung wirklich erreicht werden kann. Auch aus diesem Grunde möchten wir den Nationalrat bitten, nicht dem Ständerat zu folgen und den Kantonen die Durchführung zu übertragen, weil es sonst ganz verschieden aussehen könnte im Schweizerlande herum mit der Anerkennung derjenigen Verbände, die man mit der Durchführung des turnerischen Vorunterrichtes beauftragen zu können glaubt.

Nun ist eingewendet worden, dass die Einführung des bedingten Obligatoriums abgelehnt werden sollte, weil eine zu starke Beeinträchtigung der Freizeit der Jugend damit verbunden sei. Ich kann dieser Argumentation nicht folgen. Einmal ist darauf hinzuweisen, dass ja im 16., 17. und 18. Altersjahr nur diejenigen jungen Leute den turnerischen Vorkurs zu absolvieren haben, die sich über die Mindestleistung im Vorjahr nicht ausweisen. Ich bin überzeugt, dass nach wenigen Jahren $\frac{3}{4}$ der jungen Leute die Turnprüfung glatt bestehen werden und dass eine relativ geringe Zahl im 16., 17. und 18. Altersjahr den turnerischen Vorunterricht mitmachen müssen. Obligatorisch ist im 17. und 18. Altersjahr der Jungschützenkurs von 24 Stunden. Wer also am schwersten belastet wird in seiner freien Zeit, hat maximal im Frühjahr einen turnerischen Vorunterricht und im Herbst einen Jungschützenkurs zu bestehen. Ich glaube nicht, dass das Anforderungen sind, die über das hinausgehen, was man in der heutigen Zeit einem jungen Mann zumuten kann.

Und nun die *pièce de résistance*, die am meisten Anlass zu Diskussionen gegeben hat. Das ist der Vorbereitungskurs für das 19. Altersjahr. Ich glaube, die Diskussionen darüber sind wesentlich beeinflusst worden durch die Tatsache, dass man sich über den Inhalt dieses Kurses für die 19jährigen nicht von Anfang an klar ausgesprochen hat. Viele unter uns waren der Meinung, dass es sich um eine Neuauflage des militärischen Vorunterrichtes unseligen Angedenkens handle, wie er in früheren Jahren zur Durchführung gelangte. Vom Departement aus hat man erklärt, das sei nicht beabsichtigt, aber in der Öffentlichkeit hat darüber eigentlich nie Klarheit bestanden, und ich muss gestehen, dass durch die Berichterstattung, die in der Presse über die Verhandlungen der nationalrätlichen Kommission erfolgt ist, nicht mehr Klarheit, sondern nur mehr Verwirrung in diese Sache hineingetragen worden ist. Ich will Ihnen kurz auseinandersetzen, wie die Auffassung in der Kommission war. Sie werden dann auch besser verstehen, wieso die Kommission sich einstimmig für den Kurs der 19jährigen hat entschliessen können. Der Ständerat hat den militärischen Vorkurs, wie er in der Vorlage des Bundesrates enthalten war, einfach gestrichen, aber er hat nichts Besseres an seine Stelle gesetzt, und es wäre die merkwürdige Erscheinung zutage getreten, dass man im 16., 17. und 18. Altersjahr das Mögliche vorgekehrt hätte zur Ertüchtigung der Jugend; im 19. Altersjahr wäre dann plötzlich eine Lücke entstanden, gerade in jenem Augenblick, wo die körperliche Vorbereitung auf die Anforderungen der Rekrutenschule am notwendigsten gewesen wäre.

Demgegenüber hat die Kommission sich auf den Standpunkt gestellt, die Lösung müsse so gefunden werden, dass das, was in den vorangehenden Jahren an Bemühungen für die bessere körperliche Erziehung geleistet worden sei, im 19. Altersjahr ausgestaltet, vervollkommenet und abgeschlossen werde. Hier hat eine gewisse Verwirrung darin bestanden, dass immer wieder die Meinung aufkam, es handle sich um eine Art Kadettenkurs, um Dinge, von denen man befürchten müsse, dass sie in eine militärische Spielerei ausarten, Dinge, die wir auch von

unserem Standpunkt aus nicht hätten befürworten können. In der Kommission ist dann von militärischer Seite zugesichert worden, man mache sich über den Inhalt dieses obligatorischen Kurses für 19jährige ganz falsche Vorstellungen; es handle sich um eine Fortsetzung der körperlichen Ausbildung, ergänzt durch das Schiessen, wobei dieser Kurs obligatorisch sein und unter Leitung von tüchtigen Leuten durchgeführt werden soll. Die Waffenübungen, die ursprünglich in der Verordnung zur Vorlage vorgesehen waren, sollen in Wegfall kommen, wie überhaupt alles das, was dem Wesen nach in die Rekrutenschule und nicht in den Vorbereitungskurs hineingehört, der Rekrutenschule vorbehalten werden soll. Wir haben inzwischen vom Departement einen Entwurf für den turnerischen Teil dieses Vorbereitungskurses erhalten, und ich darf sagen: Wie ich diese Dinge beurteile, entspricht das Programm ungefähr dem, was man zur Vorbereitung der Leute auf die Rekrutenschule machen soll und machen darf. Es handelt sich um die *Culture physique*, die Erziehung zur körperlichen Härte und zur Ausdauer, und wir glauben, dass dieses Programm als Vorbereitung für die nachfolgende Rekrutenschule das Richtige trifft. Wir möchten aber, damit Klarheit besteht, von seiten des Departementsvorstehers gern hier noch die ausdrückliche Erklärung haben, dass dieses Programm, ergänzt durch das Schiessen, den gesamten Inhalt dieses Vorbereitungskurses darstellt und dass wirklich davon abgesehen wird, allerlei Dinge in diesen Vorbereitungskurs hineinzunehmen, die ihrem Wesen nach eben nicht hineingehören. Wir sind auch der Meinung, dass von jener geistigen Weckung, von der in der Vorlage die Rede ist, abzusehen sei. Ich teile in dieser Hinsicht die Auffassung des Kommissionsreferenten, dass die staatsbürgerliche Erziehung nicht Sache des militärischen Vorunterrichtes sein kann, sondern dass diese Aufgabe den politischen Parteien überlassen werden soll und, soweit es die sachliche Aufklärung betrifft, den Schulen. Auf dieser Basis, wenn der bedingte turnerische Vorunterricht für das 16., 17. und 18. Altersjahr durchgeführt wird und wenn für die 19jährigen ein Vorbereitungskurs mit dem Charakter, wie ich ihn umschrieben habe, zur Durchführung gelangt, der 60 Stunden umfassen soll, einschliesslich des Schiessens, auf dieser Basis glauben wir der Vorlage zustimmen zu können und erwarten davon nicht nur eine bessere Vorbereitung der jungen Leute auf den Wehrdienst, sondern auch eine bessere Grundlage, eine bessere körperliche Erziehung für das zivile Leben. Dabei möchten wir allerdings das eine betonen: Man soll sich nicht vorstellen, dass mit dem turnerischen Vorunterricht und mit dem Vorbereitungskurs alles getan sei, um die jungen Leute gesünder und widerstandsfähiger zu machen. Es gehören dazu bestimmte soziale Voraussetzungen. Es gehört dazu, dass die jungen Leute gesund wohnen, sich gesund kleiden und sich gesund ernähren können. Es gehören dazu Arbeitsbedingungen, die die körperliche Leistungsfähigkeit nicht ausnützen bis zu einem Grade, wo keine Reserven mehr vorhanden sind und Kurse dann nichts mehr ändern können. Ich habe Ihnen bereits gesagt, dass wir, im Gegensatz zum Ständerat, dafür halten, dass die Durch-

führung des Vorunterrichts beim Bund liegen soll und nicht bei den Kantonen, weil wir von der Durchführung und Beaufsichtigung durch den Bund eine einheitlichere und bessere Lösung erwarten als nach der Lösung des Ständerates.

Zusammenfassend möchte ich sagen: Wir fassen den Vorunterricht nicht als eine rein militärische Angelegenheit auf, sondern möchten ihn aufgefasst haben auch als ein Mittel, um die körperliche Erziehung der gesamten Jugend zu verbessern. Darum können wir der Argumentation auch nicht folgen, für den gegenwärtigen Konflikt, für die gegenwärtige militärische Lage nütze die Vorlage nichts. Das wissen wir; aber wenn wir einmal zu einem Zustand kommen wollen, bei dem die gesamte gesundheitliche Lage unserer Bevölkerung befriedigend ist, so müssen wir mit der vermehrten Ausbildung einmal anfangen. Ich glaube, dazu ist der Moment nicht erst jetzt gekommen. Er wäre schon längst da gewesen. Wir glauben, dass wir mit dieser Vorlage dem Ziel der Hebung der Volksgesundheit einen Schritt näher kommen. Weil wir das heute tun können, wollen wir es nicht auf morgen verschieben. Im Sinne dieser Ausführungen empfehle ich Ihnen einstweilen rein persönlich Eintreten auf die Vorlage und bitte Sie, damit einen Schritt zu tun, in der Richtung auf verbesserte körperliche Erziehung unserer Jugend.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 4. Juni 1940. Séance du 4 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Stähli*.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 477 hienvor. — Voir page 477 ci-devant.

Präsident: Wir haben gestern mit der Eintretensdebatte über die Vorlage „Militärischer Vorunterricht“ begonnen, es sind noch 5 Redner eingeschrieben.

Dellberg: Nach den Berichten der Referenten von gestern könnte man glauben, die Vorlage, wie wir sie jetzt zu behandeln haben, sei das, was in diesem Moment unbedingt nötig sei. Ich habe die Auffassung, dass man sich hier die Frage stellen könne, ob nach den grossen Schlachten im Westen diese Vorlage nun dasjenige sei, was wir unbedingt nötig haben. Ich behaupte und werde es zu beweisen suchen, dass dieser Entwurf, wie er vorliegt, dem Gebot der Stunde nicht entspricht, dass er grosse Lücken aufweist, die unbedingt geschlossen werden sollten, wenn die Vorlage ihren Zweck einigermaßen erfüllen soll; das geschieht durch

die Wehrhaftmachung des ganzen Volkes. Zu dieser Behauptung folgende erste Bemerkungen:

Im statistischen Jahrbuch der Schweiz für das Jahr 1938 haben Sie auf Seite 408 die Ergebnisse über die Militärdienstbefreiten des Jahres 1919 bei der Rekrutierung 1938. Hier wird schwarz auf weiss nachgewiesen, dass von rund 30 000 Stellungspflichtigen nur 22 000 militärtauglich befunden wurden. Nur drei Viertel der Schweizer sind also militärtauglich gewesen im Jahr 1938. Wir haben auf derselben Seite die Erklärung, dass 2200 zurückgestellt worden sind und rund 4000 hilfsdiensttauglich erklärt wurden. Wenn wir untersuchen, warum diese 2200 zurückgesetzt worden sind, erhellt folgendes: Wegen ungenügenden Brustumfanges wurden rund 800 zurückgestellt, weitere 800 wegen ungenügender körperlicher Entwicklung. Also 1600, rund zwei Drittel von den 2200 dieser jungen Schweizerbürger wurden zurückgestellt, weil sie zu wenig entwickelt waren, zu wenig Brustumfang aufwiesen. Sehen wir dieser Tatsache auf den Grund, dann kommen wir zu dem Ergebnis, dass es sich bei diesen Leuten um Unterernährte handelt, um Leute, die nicht über genügende Nahrung verfügten, um die nötige Entwicklung durchmachen zu können. Hier scheint mir das grosse soziale Problem zu liegen. Ein Viertel aller jungen Schweizerbürger sind nicht militärdiensttauglich, weil ihre soziale Stellung ungenügend ist. Gewiss, ich weiss, dass diese Frage nicht in dieser Vorlage gelöst werden kann, aber wenn man von der Wehrhaftmachung des ganzen Volkes spricht, muss man auf diese Tatsache hinweisen.

In gleicher Richtung laufen die Angaben über die Todesursachen in der Schweiz im Jahr 1938 (im gleichen Jahrbuch, Seite 86), an denen Schweizer und Schweizerinnen gestorben sind. Auch hier geht wieder ein grosser Teil der Sterblichkeitsursachen auf Lungentuberkulose und andere Tuberkulose zurück. Das hängt also wieder mit der sozialen Frage zusammen, die gestern Herr Kollege Schmidlin erwähnte, mit der Ernährung, gesundem Wohnen usw. Darauf muss in diesem Zusammenhang hingewiesen werden, und die Regierung muss dafür sorgen, dass das Schweizervolk und die Jugend so viel Arbeit und Verdienst erhält, dass sie sich genügend ernähren und kleiden kann. Das betrifft in der Hauptsache die Arbeiterschaft, die Kleinbauern und auch den kleinen Mittelstand. Wenn Sie in der gleichen Richtung weitersuchen wollen, dann verweise ich Sie auf den seinerzeitigen Bericht über die Motion Baumberger vom März 1930, der uns auseinanderlegte, wie in den Gebirgskantonen das Elend überhandnimmt, wie die Gebirgsbevölkerung nicht mehr das Bild der Kraft und Urvüchsigkeit bietet, sondern, dass Tuberkulose usw. hier arge Lücken reissen. Auch das ist ein weiterer Beweis dafür, dass in der Schweiz in sozialer Hinsicht noch ein ungeheuer grosses Tätigkeitsfeld offen liegt. Ich möchte speziell auf eine weitere Tatsache hinweisen, nämlich welche ungeheure Belastung für unsere Volksgesundheit die Unterernährung, das schlechte Wohnen und auch das Trinken bedeutet, und zwar möchte ich das anhand eines Berichtes unseres Kantonsarztes Dr. Coquoz beweisen. Er hat, und mit ihm Dr. Maystre, Bezirksarzt von Monthey, schon im Jahre 1929 darauf hingewiesen, dass von

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.06.1940
Date	
Data	
Seite	477-485
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 046

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

führung des Vorunterrichts beim Bund liegen soll und nicht bei den Kantonen, weil wir von der Durchführung und Beaufsichtigung durch den Bund eine einheitlichere und bessere Lösung erwarten als nach der Lösung des Ständerates.

Zusammenfassend möchte ich sagen: Wir fassen den Vorunterricht nicht als eine rein militärische Angelegenheit auf, sondern möchten ihn aufgefasst haben auch als ein Mittel, um die körperliche Erziehung der gesamten Jugend zu verbessern. Darum können wir der Argumentation auch nicht folgen, für den gegenwärtigen Konflikt, für die gegenwärtige militärische Lage nütze die Vorlage nichts. Das wissen wir; aber wenn wir einmal zu einem Zustand kommen wollen, bei dem die gesamte gesundheitliche Lage unserer Bevölkerung befriedigend ist, so müssen wir mit der vermehrten Ausbildung einmal anfangen. Ich glaube, dazu ist der Moment nicht erst jetzt gekommen. Er wäre schon längst da gewesen. Wir glauben, dass wir mit dieser Vorlage dem Ziel der Hebung der Volksgesundheit einen Schritt näher kommen. Weil wir das heute tun können, wollen wir es nicht auf morgen verschieben. Im Sinne dieser Ausführungen empfehle ich Ihnen einstweilen rein persönlich Eintreten auf die Vorlage und bitte Sie, damit einen Schritt zu tun, in der Richtung auf verbesserte körperliche Erziehung unserer Jugend.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 4. Juni 1940. Séance du 4 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Stähli.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 477 hienvor. — Voir page 477 ci-devant.

Präsident: Wir haben gestern mit der Eintretensdebatte über die Vorlage „Militärischer Vorunterricht“ begonnen, es sind noch 5 Redner eingeschrieben.

Dellberg: Nach den Berichten der Referenten von gestern könnte man glauben, die Vorlage, wie wir sie jetzt zu behandeln haben, sei das, was in diesem Moment unbedingt nötig sei. Ich habe die Auffassung, dass man sich hier die Frage stellen könne, ob nach den grossen Schlachten im Westen diese Vorlage nun dasjenige sei, was wir unbedingt nötig haben. Ich behaupte und werde es zu beweisen suchen, dass dieser Entwurf, wie er vorliegt, dem Gebot der Stunde nicht entspricht, dass er grosse Lücken aufweist, die unbedingt geschlossen werden sollten, wenn die Vorlage ihren Zweck einigermaßen erfüllen soll; das geschieht durch

die Wehrhaftmachung des ganzen Volkes. Zu dieser Behauptung folgende erste Bemerkungen:

Im statistischen Jahrbuch der Schweiz für das Jahr 1938 haben Sie auf Seite 408 die Ergebnisse über die Militärdienstbefreiten des Jahres 1919 bei der Rekrutierung 1938. Hier wird schwarz auf weiss nachgewiesen, dass von rund 30 000 Stellungspflichtigen nur 22 000 militärtauglich befunden wurden. Nur drei Viertel der Schweizer sind also militärtauglich gewesen im Jahr 1938. Wir haben auf derselben Seite die Erklärung, dass 2200 zurückgestellt worden sind und rund 4000 hilfsdiensttauglich erklärt wurden. Wenn wir untersuchen, warum diese 2200 zurückgesetzt worden sind, erhellt folgendes: Wegen ungenügenden Brustumfanges wurden rund 800 zurückgestellt, weitere 800 wegen ungenügender körperlicher Entwicklung. Also 1600, rund zwei Drittel von den 2200 dieser jungen Schweizerbürger wurden zurückgestellt, weil sie zu wenig entwickelt waren, zu wenig Brustumfang aufwiesen. Sehen wir dieser Tatsache auf den Grund, dann kommen wir zu dem Ergebnis, dass es sich bei diesen Leuten um Unterernährte handelt, um Leute, die nicht über genügende Nahrung verfügten, um die nötige Entwicklung durchmachen zu können. Hier scheint mir das grosse soziale Problem zu liegen. Ein Viertel aller jungen Schweizerbürger sind nicht militärdiensttauglich, weil ihre soziale Stellung ungenügend ist. Gewiss, ich weiss, dass diese Frage nicht in dieser Vorlage gelöst werden kann, aber wenn man von der Wehrhaftmachung des ganzen Volkes spricht, muss man auf diese Tatsache hinweisen.

In gleicher Richtung laufen die Angaben über die Todesursachen in der Schweiz im Jahr 1938 (im gleichen Jahrbuch, Seite 86), an denen Schweizer und Schweizerinnen gestorben sind. Auch hier geht wieder ein grosser Teil der Sterblichkeitsursachen auf Lungentuberkulose und andere Tuberkulose zurück. Das hängt also wieder mit der sozialen Frage zusammen, die gestern Herr Kollege Schmidlin erwähnte, mit der Ernährung, gesundem Wohnen usw. Darauf muss in diesem Zusammenhang hingewiesen werden, und die Regierung muss dafür sorgen, dass das Schweizervolk und die Jugend so viel Arbeit und Verdienst erhält, dass sie sich genügend ernähren und kleiden kann. Das betrifft in der Hauptsache die Arbeiterschaft, die Kleinbauern und auch den kleinen Mittelstand. Wenn Sie in der gleichen Richtung weitersuchen wollen, dann verweise ich Sie auf den seinerzeitigen Bericht über die Motion Baumberger vom März 1930, der uns auseinanderlegte, wie in den Gebirgskantonen das Elend überhandnimmt, wie die Gebirgsbevölkerung nicht mehr das Bild der Kraft und Urvüchsigkeit bietet, sondern, dass Tuberkulose usw. hier arge Lücken reissen. Auch das ist ein weiterer Beweis dafür, dass in der Schweiz in sozialer Hinsicht noch ein ungeheuer grosses Tätigkeitsfeld offen liegt. Ich möchte speziell auf eine weitere Tatsache hinweisen, nämlich welche ungeheure Belastung für unsere Volksgesundheit die Unterernährung, das schlechte Wohnen und auch das Trinken bedeutet, und zwar möchte ich das anhand eines Berichtes unseres Kantonsarztes Dr. Coquoz beweisen. Er hat, und mit ihm Dr. Maystre, Bezirksarzt von Monthey, schon im Jahre 1929 darauf hingewiesen, dass von

unseren damals rund 128 000 Wallisern 20 000 früher oder später der Tuberkulose anheimfallen, und er hat weiter erklärt, dass gegenwärtig schon etwa 4000 an Tuberkulose allein im Kanton Wallis erkrankt seien und dass die Todesfälle infolge Tuberkulose jährlich 300 ausmachen. Wenn er sich weiter die Frage stellt, worauf das zurückzuführen sei, sagt er, er könne nicht verstehen, dass der Kanton Wallis mit seinem gesunden Klima, seiner Sonne usw. diese ungeheure Zahl von Krankheits- und Sterbefällen durch Tuberkulose jährlich aufzuweisen hätte. Er sagt, dies sei in der Hauptsache auf drei Ursachen zurückzuführen: In erster Linie auf die ungenügende Ernährung, dann auf die schlechten Wohnverhältnisse und endlich auf den Alkoholmissbrauch.

Im gleichen Sinne schrieb einmal unser Walliser Dichter Adolf Fuchs im „Oberwalliser“ am 24. Mai 1935, dass ein grosser Teil unserer Bauern und Arbeiter kaum besser lebe als dies zu Grossvaters Zeiten der Fall war, im Gegenteil viele noch schlechter. Es gibt mehr Familien, führt Fuchs aus, als man glaubt, die an Heringsgräten herumschaben und sich mit dem Öffnen billiger Sardinenbüchsen abmühen, wie vor Jahrzehnten. In manchem Hause sind auch heute noch nicht die Strohsäcke den Matratzen gewichen, isst man auch heute noch aus billigen Blechgeschirren seine dünne Suppe, wenn sie nicht das eine oder andere Mal durch einen wehmütig stimmenden Kaffee ersetzt wird. Und dann weiter sagt er, dass in unserem Volk die Zahnkrankheiten zunehmen, dass die meisten Tuberkulosefälle in unserem Kanton vorkommen, dass bei uns angeborene Lebensschwäche als Todesursache in grösserer Zahl vorkomme als sonst, dass ein Drittel aller unabgeklärten Todesursachen in der ganzen Schweiz auf unsern Kanton entfalle, und dass unsere Sterblichkeitsziffer höher ist als in allen andern Kantonen. Als Schlussfolgerung sagt er: An dieser Lage sind die ärmlichen Verhältnisse, mangelnde Mittel, die Angst vor der Arztrechnung, schlechte, einseitige, ungenügende Ernährung, abschreckende Wohnverhältnisse und andere soziale und auch politische Misstände schuld. Der Auffassung bin ich mit dem Girondisten Penières, dass da, wo die Gesellschaft einzelne ihrer Mitglieder im Elend verkommen lässt — wie ich es nachgewiesen habe für die Schweiz und speziell für unsern Kanton —, während andere Mitglieder der Gesellschaft im Reichtum leben, es keine Menschlichkeit und keine Wehrhaftigkeit des ganzen Volkes gibt. Das scheint mir die wichtigste Frage zu sein, die im Zusammenhang dieser Wehrhaftmachung des ganzen Volkes, wie sie die Vorlage anstrebt, abgeklärt werden muss.

Nun haben die Herren Referenten gestern weiter erklärt, dass die Minderheit Anträge gestellt habe in bezug auf das Mädchenturnen und auch in bezug auf den entsprechenden Ausbau von Spiel- und Sportplätzen und Turnhallen. Auch in dieser Beziehung weist die Vorlage Lücken auf, die unverantwortlich sind. Ich möchte mich zunächst mit dem Turnunterricht für Mädchen während der obligatorischen Schulpflicht befassen. Wir haben seit Jahren einen obligatorischen Turnunterricht für Knaben. Nach den Berichten und Ausführungen von Herrn Löpfe im Ständerat haben wir heute

unter den 5000 Schweizer Gemeinden Tausende, die weder Turnhallen noch Spiel- und Sportplätze ihr eigen nennen. Wir haben im Kanton Wallis 170 Gemeinden. Nach dem Bericht des Turnvereins, den ich besitze, haben von 90 Gemeinden im Oberwallis nur 4 Turnhallen, im Unterwallis von 80 Gemeinden nur 20; 60 haben mehr oder weniger gut angelegte Turn- und Sportplätze; von 170 Gemeinden wird kaum in 80 der Turnunterricht erteilt in einer mehr oder weniger ungenügenden Stundenzahl. Wir haben uns hier nun die Frage zu stellen, ja oder nein, ob wir in dieser Vorlage den Grundsatz des obligatorischen Turnunterrichtes für Mädchen während der obligatorischen Schulzeit einbauen wollen oder müssen. Ich habe mit meinen Kollegen den Antrag vorbereitet, ich werde ihn nachher auch vertreten und hoffe, dass er vom Rate angenommen wird.

Fürs Zweite die Beitragsleistung des Bundes an die Spiel- und Sportplätze und an den Bau von Turnhallen: Aus den Krediten für Arbeitsbeschaffung hat man an den Bau von Turnhallen Beiträge gewährt. In kurzer Zeit sind 50 neue Turnplätze erstellt worden. Das Departement gibt ohne weiteres zu, dass hier mit kleinen Beiträgen Grosses geleistet worden ist aus dem Kredit für Arbeitsbeschaffung. Herr Bundesrat Minger hat aber nicht den Mut, den Antrag zu stellen, dass man in diese Vorlage den Grundsatz der Beitragsleistung an den Bau von Turn- und Sporthallen aufnehme, während er in seiner Verordnung auf Seite 2 (Art. 6) ohne weiteres die Kantone verpflichtet, dafür zu sorgen, dass in der Nähe jedes Schulhauses ein geeigneter Turn- und Spielplatz und nach Möglichkeit eine Turnhalle zur Verfügung stehen müsse. Im Grundsatz nimmt er also die Verpflichtung zur Bereitstellung einer Turnhalle durch die Gemeinden auf, lehnt aber die Beitragsleistungspflicht des Bundes rundweg ab. Auch hier haben wir einen entsprechenden Antrag gestellt und hoffen auf Ihre Zustimmung; denn es geht nicht an, dass einem Kanton oder einer Gemeinde die Verpflichtung überbunden wird, dass sie Spiel- und Sportplätze und Turnhallen zur Verfügung stellen, ohne dass der Bund ihnen beispringt, wenn es auch nur mit kleinen Beiträgen wäre.

Was die finanzielle Frage anbetrifft, möchte ich jetzt schon den Gedanken in die Diskussion werfen, dass, nachdem jetzt die militärischen Kurse als solche fallen, die 700 000 Franken, die dafür vorgesehen waren, ganz gut für die Beitragsleistung an die Kantone und Gemeinden für den Bau von Sportplätzen und Turnhallen Verwendung finden könnten, soweit diese durch die Öffentlichkeit erstellt werden. Weiter muss ich darauf hinweisen, dass in bezug auf diese Militärvorkurse grosse Verschiedenheiten bestehen. Es ist nicht ganz so, wie man gestern ausgeführt hat, dass es sich hier um ein Missverständnis handle. Es handelt sich um den grundsätzlichen Charakter der Vorlage. Soll dieser Vorkurs ein turnerischer Vorkurs sein mit Schiesspflicht, oder soll es ein turnerischer Vorkurs sein und daneben ein militärischer Vorkurs? In der Botschaft des Bundesrates und auch im Ständerat und in unserer Kommission in Gunten, aber auch immer in der Presse hat das Militärdepartement den Standpunkt vertreten, es handle sich um einen

militärischen Vorkurs, wie er auf Seite 7 der Botschaft umschrieben ist mit dem Satz: „Dagegen ist eine Umgestaltung des früheren bewaffneten Vorunterrichtes in militärisch besser organisierte Militärkurse mit tüchtigen Kadern unumgänglich.“ Was braucht man einen militärisch besser organisierten Vorkurs mit tüchtigem Kader, wenn man in der Vorlage keinen Militärbetrieb haben will? Dann kann ebensogut dieser Militärkurs mit dem Kader unterbleiben und Oberturner und Vorturner treten an ihre Stelle zur Erteilung des Turnunterrichts, und der Schiessunterricht wird von den Schiessvereinen erteilt, natürlich unter Oberaufsicht des Bundes. Aber man sollte den Mut haben, offen zu sagen, ob man einen Militärkurs mit tüchtigem Kader schaffen will, oder ob man beim turnerischen Vorunterricht mit turnerischer Leistung bleiben will, und es sich um einen blossen Turn- und Schiesskurs handle. Aber auch in Gunten noch hat Herr Bundesrat Minger darauf hingewiesen, dass es sich darum handle, im Gegensatz zum Ständerat, den Militärkurs wieder aufzunehmen, und er führte als Programm unter anderem aus, auf Protokoll Seite 2, dass der Militärkurs für die diensttauglich Befundenen des 19. Altersjahres vorgesehen sei. Dieser Absatz sei vom Ständerat gestrichen worden; er müsse aber wieder hergestellt werden. Er gebe offen zu, dass die Einführung der militärischen Kurse von der heutigen Perspektive aus zwar nicht dringlich sei; es stimme, dass während dieser Aktivdienstzeit diese Massnahme nicht unumgänglich sei, da der Bundesrat die Kompetenz hat, die 19jährigen und sogar die 18jährigen einzuberufen, und fährt dann weiter: „Die militärische Vorbildung ist eigentlich für die Zeit nach dem Aktivdienst vorgesehen. Aber dieser militärische Kurs soll dem jungen Mann beibringen neben dem Gewehrschiessen auch die Handhabung des leichten und schweren Maschinengewehres.“

Das war noch in Gunten die Absicht, wie sie uns vom Vorsteher des Militärdepartementes vortragen wurde. Die Kommission hat sich beinahe einstimmig gegen diesen Militärkurs ausgesprochen, und trotzdem erschienen dann in der Schweizerpresse — in der „Neuen Zürcher Zeitung“, aber auch in der „Nationalzeitung“, dem „Volksrecht“ und der „Tagwacht“ (ich habe vor mir die „Nationalzeitung“ vom 3. Mai 1940 mit der Berichterstattung des Militärdepartementes über die Beratungen in unserer Kommission) — Mitteilungen, in denen es ausdrücklich heisst, dass die Kommission zwei Differenzen mit dem Ständerat geschaffen habe. Die erste Differenz ist die Durchführung der Kurse durch die Kantone. Die zweite Differenz betrifft das Festhalten am Vorschlag des Bundesrates betreffend die Militärkurse für die 19jährigen Diensttauglichen. In der Berichterstattung über Gunten ist also ausdrücklich festgehalten, dass der Militärkurs, der vom Ständerat gestrichen worden ist, von unserer Kommission einstimmig wieder aufgenommen worden sei.

Es muss unbedingt Klarheit darüber herrschen, ob dieser Militärkurs als solcher durchgeführt wird oder nicht, oder ob er durchgeführt wird gemäss der gestrigen Anfrage des Herrn Schmidlin als Turnkurs.

Ich habe sofort nach dieser Veröffentlichung in der Presse bei Herrn Dollfus, dem Präsidenten der Kommission, Einsprache erhoben. Es war dies am 5. Mai. Ich habe darauf hingewiesen, dass die Mehrheit der Redner in der Kommission sich gegen diesen Militärkurs ausgesprochen habe und an dessen Stelle für die 19jährigen den Turn- und Schiesskurs setzen wollte. Insbesondere hat auch Herr Vallotton laut Protokoll diesen Standpunkt vertreten, aber auch Herr Bärtschi und andere Herren in der Kommission. Wenn trotzdem das Militärdepartement in der Presse diese Berichterstattung gibt, so bin ich der Auffassung, dass es an diesem militärischen Kurs mit allem Drum und Dran unbedingt festhalten will, wie wir es kennen aus den Kadettenkursen von früher.

Auch im Ständerat ist von Herrn Bundesrat Minger erklärt worden, dass wir es hier unter tatsächlich mit einem militärischen Kurs zu tun haben, und Herr Bundesrat Minger erklärte nach dem Referat von Herrn Altwegg (Seite 199 des Stenographischen Bulletins des Ständerates) über diese Frage, dass es sich hier darum handle, das Turnen und Schiessen, das man vorher gepflegt habe, zuletzt mit einem wohlgedachten militärischen Betriebe zu beschliessen. Auch hier ist die Betätigung des soeben Ausgeführten. Herr Bundesrat Minger ist also der Auffassung, dass dieses Turnen und Schiessen der 15-, 16-, 17- und 18jährigen im 19. Altersjahr für die Dienstpflichtigen zuletzt zusammengefasst werden sollte in einen militärischen Kurs mit einem wohlgedachten militärischen Betrieb. Hier ist wirklich klar und deutlich gesagt, was das Departement mit diesem Kurs will. Gegen diesen Kurs hat sich der Ständerat gewandt und auch unsere Kommission. Ich habe Ihnen mit andern Herren entsprechende Anträge eingereicht.

Noch etwas: Die Referenten von gestern waren in ihrer Berichterstattung ausserordentlich artig. Herr Dollfus hat ohne weiteres den Standpunkt vertreten, für ihn handle es sich darum, hier für die Dienstpflichtigen einen militärischen Kurs mit dem ganzen militärischen Betrieb einzuführen, und der deutsche Berichtstatter, Herr Meili, sprach davon, dass im Mittelpunkt der Vorlage nicht der militärische Charakter stehe, dass er aber doch eine Rolle spiele innerhalb dieses Kurses, wie er jetzt umgetauft worden ist.

Hier muss unbedingte Klarheit herrschen. Wir wollen die Katze nicht im Sack kaufen, wir wollen klipp und klar wissen, ob sich das turnerische Programm, wie es uns am 31. Mai von der Sport- und Turnkommission zugestellt worden ist, wirklich den ganzen Teil des Programmes ausmacht, das für die 19jährigen Diensttauglichen vorgesehen ist. Dazu kommt, wie das von Herrn Schmidlin gestern ausgeführt worden ist, das Schiessen. Für das Schiessen der 17- und 18jährigen sind 24 Stunden jährlich vorgesehen. Wenn Sie diese 24 Stunden für die 19jährigen beibehalten werden, so bleiben für den Turnunterricht ganze 36 Stunden. Will man also wirklich diesen wohlgedachten Betrieb, wie er Herr Bundesrat Minger vorschwebt, aufpfropfen oder nicht? Hier muss unbedingt Klarheit herrschen. Herr Bundesrat Minger sollte in der Eintretensdebatte erklären, ob er die Auf-

fassung des Herrn Kollegen Schmidlin teilt oder nicht, ob er diesen militärischen Vorkurs mit dem militärischen Betrieb und Charakter fallen gelassen hat und ob an dessen Stelle der Turn- und der Schiessunterricht tritt, damit wir wissen, worüber wir abstimmen und was mit dieser Vorlage bezweckt ist. Mit dieser Vorlage sollte nur bezweckt werden die körperliche Ertüchtigung und die Wehrhaftmachung der Jungmannschaft, ohne militärischen Drill und das Drum und Dran. Darum genügt es, dass wir diesen Vorunterricht einfach umtaufen in „Turnerischer Vorunterricht“. Das wäre dann die logische Folge, wenn Herr Bundesrat Minger hier diese Klarheit schaffen würde, die wir von ihm verlangen. Vorläufig stimme ich nur bedingt für Eintreten; ich behalte mir vor, am Schlusse, je nach dem Inhalt dieser Vorlage, gegen sie Stellung zu nehmen.

M. Vallotton: Au cours de la guerre de 1914, la situation des Etats neutres fut déjà difficile. Il est indiscutable que la situation des petits Etats neutres, dans la guerre actuelle, est infiniment plus délicate, plus périlleuse et plus menacée qu'elle ne le fut au cours de la précédente guerre. Certains journalistes étrangers, de diverses nationalités, ont émis la prétention, à notre avis insoutenable, que les Etats neutres devaient renoncer à leur neutralité, qu'ils devaient prendre parti, se joindre aux belligérants et entrer en hostilités. Cette prétention est, à notre avis, insoutenable pour de très nombreuses raisons; mais il en est deux que nous devons relever, en particulier comme Suisses. La première est que, lors de la Conférence du désarmement, à Genève, en 1932, tous les Etats neutres, sans exception, ont fait un effort considérable et loyal pour que cette conférence aboutisse. Nous pouvons dire, sans incriminer aucune grande puissance, que les efforts des petits Etats, notamment des Etats baltes, de la Hollande, de la Norvège et de la Suisse sont demeurés vains. Ainsi donc, les Etats neutres ne portent pas la responsabilité de la guerre actuelle, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour l'éviter.

Mais il y a une deuxième raison: c'est que les Etats neutres n'ont pas été consultés — ils n'avaient pas à l'être — par les grandes puissances sur la politique étrangère qui a précédé la grande guerre. Je dis bien que les Etats neutres, comme la Suisse, n'avaient pas à être consultés sur la politique étrangère des grandes puissances; mais il est alors logique de ne pas leur faire endosser la responsabilité de cette politique étrangère et de ses conséquences.

Si ces faits sont exacts pour tous les Etats neutres, il est peut-être bon de rappeler, dans cette heure très grave que traverse notre pays — c'est peut-être la plus grave que nous ayons vécue depuis le début de la guerre de 1939 — quelle est actuellement la situation de la Suisse au moment où, dans la presse étrangère, on lui fait parfois grief de sa neutralité. Car on commence à la critiquer, comme on le fit à la fin de la guerre précédente. Il est bon de rappeler certains faits peu connus. Le premier de ces faits est le suivant: La neutralité de la Suisse a été déclarée en 1536 par une Diète fédérale. Depuis lors, c'est-

à-dire depuis plus de 4 siècles, la Suisse n'a cessé d'affirmer sa volonté de ne point s'immiscer dans les conflits des grandes puissances et de rester en dehors de toute guerre, quelle qu'elle soit. Ainsi donc, cette neutralité suisse est notre maxime d'Etat depuis plus de 4 siècles et il est normal que nous ne cherchions pas aujourd'hui à courir une aventure.

Mais il y a plus! La neutralité suisse n'est point seulement un acte unilatéral de notre petit pays. En 1815, lors de la signature des 4 traités successifs de Vienne, l'Europe entière a reconnu que la neutralité de la Suisse «était dans l'intérêt même de l'Europe». En 1920, dans sa déclaration de Londres, la Société des Nations a repris ces mêmes termes et, en 1938, toute une série d'instruments diplomatiques ont été signés qui, d'une part, confirment que notre neutralité est dans l'intérêt de l'Europe et, d'autre part, prennent acte que nous sommes prêts, en toutes circonstances, à défendre notre sol natal.

Je rappelle que le 14 mai 1938, la Société des Nations a adopté une résolution qui reconnaît la neutralité intégrale de la Suisse. Laissez-moi rappeler, au moment où l'on se demande si certaine grande puissance voisine ne va pas entrer en guerre, certains instruments diplomatiques peu connus de notre peuple, d'après lesquels deux de nos puissants voisins, l'Allemagne et l'Italie, ont donné à la Suisse les garanties les plus nettes qu'ils respecteraient sa neutralité. En effet, le 21 juin 1938, une note allemande, signée par le baron von Ribbentrop, communiquée au Conseil fédéral, dit ce qui suit:

«Le gouvernement allemand a pris acte de la résolution de Genève du 14 mai avec satisfaction, car il voit dans le maintien inconditionnel de la neutralité de la Suisse un élément important propre à assurer la paix européenne.

«Le gouvernement suisse — dit la note allemande — peut donc être convaincu que la volonté d'être neutre qu'il vient d'exprimer à nouveau, rencontrera toujours — je souligne «toujours» — auprès du gouvernement allemand, une volonté correspondante de reconnaître et de respecter cette neutralité.»

La note allemande rappelle «les déclarations bien connues du gouvernement suisse par lesquelles le gouvernement allemand a déjà exposé clairement son point de vue à ce sujet». Cette note a été accompagnée d'une autre qui prend aujourd'hui toute sa portée, toute sa valeur, au moment où l'on peut se demander si ce pays n'entrera pas en guerre, c'est la note de l'Italie. Voici ce que dit la note italienne au Conseil fédéral, du 21 juin 1938:

«Le gouvernement italien est convaincu que le maintien inconditionnel de la neutralité intégrale et perpétuelle de la Suisse constitue un facteur important de paix en Europe. Le gouvernement suisse peut être certain qu'à la volonté manifestée par la Confédération suisse au sujet de sa neutralité, correspondra en tous temps une volonté égale de la part du gouvernement italien de respecter la neutralité suisse. Le gouvernement italien se réfère à ce propos aux déclarations réitérées par lesquelles il a déjà fait connaître son attitude de la manière la plus claire et la plus catégorique.»

Ces instruments diplomatiques de la plus haute importance pour notre pays — pour autant que l'on puisse admettre qu'en l'an de grâce 1940 les instruments diplomatiques ont encore quelque valeur — ces instruments diplomatiques de 1938, dont l'encre est à peine sèche, sont dûs au vénéré magistrat qui a dirigé notre politique extérieure avec un éclat et une habileté que tous nous devons reconnaître loyalement aujourd'hui, M. le conseiller fédéral Motta.

J'arrive à cette conclusion logique (qu'il est bon d'affirmer publiquement aujourd'hui, à la veille des grands événements qui se préparent), que la violation du territoire suisse par n'importe quelle puissance, constituerait une violation flagrante des engagements solennels qui ont été pris envers notre pays.

Mais nous devons constater avec une réelle inquiétude qu'au cours de ces derniers mois, 9 petits États neutres comme le nôtre se sont vu imposer des conditions qui violaient leur souveraineté ou encore ont été envahis par les armées des grandes puissances. J'ai nommé l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie; j'ai nommé dans le deuxième groupe: le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg. C'est, je le répète (car ce chiffre en est impressionnant) 9 États neutres dont la souveraineté nationale a été violée ou dont le sol a été foulé.

Dès lors, et sans vouloir nous permettre de supposer qu'un État voisin, quel qu'il soit, pourrait commettre le crime de violer une neutralité qu'il s'est solennellement engagé à respecter, nous devons, en vertu même de nos obligations internationales, renforcer notre défense nationale. Le projet du Conseil fédéral qui vous est soumis aujourd'hui vous en donne une éclatante occasion. Si l'on a cru que cette session était inutile, je pense qu'elle avait en tout cas son utilité en ce qui concerne ce projet, à nos yeux absolument nécessaire à la défense nationale. Il est nécessaire car il y a une lacune indiscutable dans la préparation physique de nos jeunes gens entre 16 et 20 ans, c'est-à-dire dans la période entre la sortie de l'école et l'entrée à l'école de recrues. Ce projet est nécessaire parce que, étant donné la brièveté des écoles de recrues en Suisse — (je rappelle que nous avons 4 mois alors que de petites armées neutres, comme l'armée finlandaise, avaient 12 mois de service pour leurs écoles de recrues) — étant donné aussi la multiplication des armes techniques, les difficultés de la technique militaire moderne, nos hommes doivent se présenter à l'école de recrues sachant déjà tirer, sachant déjà s'orienter dans le terrain et lire une carte, étant capables de faire une étape minimum de 30 km. par jour sans fatigue, sinon l'école de recrues de 4 mois ne pourra pas porter ses fruits. Ce projet est d'autant plus nécessaire que la paix dont nous bénéficions par miracle depuis plusieurs décades nous a indiscutablement éloignés de ce qu'on appelle la «simplicité helvétique» et, par conséquent, a diminué notre résistance et notre entraînement physique. Il faut reconnaître très loyalement que la Suisse est, dans ce domaine de la préparation de la jeunesse, en retard sur de nombreux peuples voisins. Une journée que j'ai

passée, en 1935, aux environs de Munich dans un Arbeitsdienstlager, m'a ouvert définitivement les yeux à ce propos. Un voyage récent dans les pays du nord m'a donné la conviction que les résultats remarquables de l'armée de Suomi, de Finlande, contre une grande armée étaient dûs en très grande partie à l'entraînement sportif de la jeunesse et de toute la nation.

Que cela nous plaise ou non, nous vivons dans une période brutale, où la force et l'entraînement physiques jouent un rôle essentiel. Il est absolument inutile de protester; il faut s'adapter sous peine de mourir. Dans nos chants populaires, dans le «Roulez tambours» que les Welsches aiment tant, on dit que «dans nos cantons, chaque enfant naît soldat». Messieurs, on ne naît soldat que dans les chants populaires. On n'improvise pas un soldat; on l'éduque, on le forme, on l'entraîne, et quand l'homme est transformé, quand il sait et peut se battre, alors seulement on a le droit de l'envoyer sur un champ de bataille, pas avant; car l'envoyer avant serait un crime. C'est pourquoi nous pensons que le projet du Conseil fédéral est un minimum. J'ai eu personnellement quelque peine à l'accepter parce qu'il ne correspondait pas à mes yeux à tout ce que nous pouvions en attendre. Nous aurions aimé que la gymnastique fût rendue obligatoire pour tous les jeunes Suisses et non pas seulement pour ceux qui étaient déclarés aptes au service. Nous aurions également aimé que l'enseignement fût remis à la société fédérale de gymnastique. D'autres solutions sur d'autres points ne me donnent également qu'une demi-satisfaction. Et pourtant la question étant urgente, il faut agir immédiatement. C'est pourquoi je me suis rallié au projet que je vous recommande.

Depuis le 10 mai notre armée tout entière est de nouveau sous les armes. Pas un instant le moral de nos soldats n'a fléchi. La semaine dernière, des craintes et que des inquiétudes provoquaient des évacuations, un véritable exode douloureux d'une partie de la Suisse vers l'autre, la Suisse romande; dans cette période d'agitation, d'inquiétude causée en grande partie par des représentants étrangers, nos soldats sont restés paisibles et résolus à leur poste. L'inquiétude de la population civile n'a pas été partagée par l'armée suisse. C'est dans cette période grave de notre histoire que le parti socialiste suisse a reconnu, dans une déclaration de grande tenue, que l'armée suisse se confondait avec le peuple. J'ai lu avec émotion cette déclaration solennelle et je m'en suis réjoui. Je suis heureux que le parti socialiste suisse, après avoir pendant quelques années soutenu d'autres points de vue, n'ait pas hésité à reconnaître maintenant que l'armée suisse et le peuple suisse ne font qu'un tout. Cela est parfaitement exact. L'armée suisse c'est le peuple suisse lui-même. Cette armée fera son devoir jusqu'au bout qu'elles que soient les circonstances et contre n'importe quel agresseur, qu'elle que soit sa nationalité, sa provenance. Mais alors cette armée a le droit de vous demander, à vous, représentants du peuple dont vous êtes l'émanation, à vous mandataires du peuple suisse, de renforcer sa préparation et de faire en sorte que ses efforts

soient récompensés par le succès. Je vous demande de renforcer cette armée, donc d'avoir confiance en elle, tout comme cette armée sous les armes a confiance en Dieu et dans le Général.

Rohr: Vom Referenten deutscher Sprache ist gestern in seinen Ausführungen darauf hingewiesen worden, dass die Vorlage u. a. auch bekämpft werde mit der Begründung, sie sei nicht aktuell. Das Ziel, das die Vorlage verfolgt, wird wohl kaum ernstlich als nicht aktuell bezeichnet werden können.

Was mir dagegen nicht aktuell zu sein scheint, ist der Weg der ordentlichen Gesetzgebung, der heute zur Erreichung des in der Vorlage vorgesehenen Zieles begangen werden will. Die Vorlage behandelt eine Frage, die eine weitere Ertüchtigung und Steigerung der Leistungsfähigkeit unserer Armee zum Ziele hat. Es handelt sich also um eine Massnahme, deren Auswirkungen nicht rasch genug herbeigewünscht werden können. Ich bin mir sehr wohl darüber im klaren, dass auch bei einer sofortigen Inkraftsetzung der Vorlage die Auswirkungen derselben nicht sofort in Erscheinung treten werden. Wenn aber der ordentliche Gang der Gesetzgebung eingehalten werden soll, so werden kostbare Wochen, vielleicht Monate vergehen, bis mit der Ausführung der Massnahmen begonnen werden kann. Das sollte meines Erachtens unter allen Umständen vermieden werden. Ich erachte daher den Weg, der mit der ordentlichen Gesetzgebung begangen werden soll, unter den heutigen Umständen als den Zeitverhältnissen nicht angepasst. Es muss meines Erachtens ein prompteres Tempo eingeschlagen werden, und dies wird nur gewährleistet, wenn der Bundesrat auf dem Wege der Vollmachten sofort die nötigen Massnahmen zur körperlichen Ertüchtigung anordnet. Ich beantrage Ihnen daher, auf die Vorlage nicht einzutreten, in der Meinung, dass durch Vollmachtenbeschluss im Rahmen der Gesetzesvorlage die zur Ertüchtigung unserer Jugend nötigen Massnahmen sofort angeordnet und in Kraft gesetzt werden.

Dieses Vorgehen hätte gegenüber einem Gesetze weitere erhebliche Vorteile. Der gegenwärtige Krieg wird auf geistigem und materiellem Gebiete gewaltige Umwälzungen bringen, so dass während oder nach Beendigung dieses Krieges andere, vielleicht viel weitergehende, vielleicht weniger weitgehende Massnahmen angeordnet werden. Ich frage mich daher, ob wir heute auf dem ordentlichen Gesetzgebungswege ein Gesetz beschliessen sollen, das vielleicht längst veraltet ist, wenn es wirklich in Kraft tritt, weil dazumal ganz andere Massnahmen nötig sein werden. Ein bestehendes Gesetz würde aber den veränderten Verhältnissen gegenüber immer ein Hindernis sein, dieweil der Vollmachtenbeschluss jederzeit und rasch abgeändert und den Verhältnissen angepasst werden kann. Wir dürfen uns auch nicht verhehlen, dass die Art und Weise, wie das Ziel erreicht werden soll, umstritten ist. Es besteht daher sogar die Möglichkeit, dass eventuell das Referendum ergriffen wird. Der Weg des Vollmachtenbeschlusses würde nun aber Gelegenheit geben, Erfahrungen zu sammeln, die bei der späteren Ueberführung des Vollmachtenbeschlusses

in die ordentliche Gesetzgebung beachtet und ausgewertet werden können. Das Nichteintreten auf die Vorlage in dem Sinne, dass der Bundesrat auf dem Vollmachtenweg sofort alles Dringliche anordnet, hätte demnach den Vorteil, dass die dringend nötigen Massnahmen nicht verzögert werden, sondern sofort in Kraft treten, dass wir nicht heute ein Gesetz schaffen, von dem die Gefahr besteht, dass es veraltet ist, bevor es überhaupt in Kraft tritt. Weiter könnten wir während der Dauer des Vollmachtenbeschlusses Erfahrungen sammeln, die später bei der endgültigen Gesetzesvorlage nutzbringend sein werden.

Ich stelle daher den Antrag, es sei auf die Vorlage nicht einzutreten, in der Meinung, dass der Bundesrat auf dem Wege des Vollmachtenbeschlusses und im Rahmen der Vorlage die zur Ertüchtigung der dienstpflichtigen Jugend nötigen Massnahmen sofort anordnet.

Präsident: Herr Nationalrat Rohr hat soeben einen Ordnungsantrag gestellt. Nach Art. 66 des Geschäftsreglementes unseres Rates ist in diesem Falle die Diskussion auf diesen Ordnungsantrag zu beschränken. Wird das Wort dazu verlangt?

Bundesrat Minger: Ich möchte zu dieser Frage noch kurz Stellung nehmen. Der gleiche Antrag, den Herr Nationalrat Rohr gestellt hat, ist auch im Ständerat gestellt worden. Er wurde dort mit Recht abgelehnt. Herr Nationalrat Rohr möchte das Obligatorium für den militärischen Vorunterricht durch den Bundesrat einführen lassen, gestützt auf dessen Vollmachten. Bis jetzt haben beide Vollmachtenkommissionen, die des National- und die des Ständerates, immer den Standpunkt vertreten, dass der Bundesrat von seinen Vollmachten nur dann Gebrauch machen solle, wenn hiefür wirklich zwingende Gründe vorhanden sind, wenn es sich um etwas handelt, für das keine Zeit zu verlieren ist. Diese Voraussetzungen treffen bei dieser Vorlage in keiner Weise zu. Was wir hier wollen, ist etwas auf lange Sicht, und wenn wir das auch durch Vollmachtenbeschlüsse einführen wollten, so würde die Vorlage nicht rascher in Kraft treten, denn Sie haben gesehen, dass die Einführung etappenweise vorgesehen ist. Im Jahre 1940, also in diesem Herbst, finden zum erstenmal die turnerischen Prüfungen der 15- und 16jährigen statt, und so geht das etappenweise weiter. Wir können das nicht alles auf einmal durchführen, sondern müssen den Organisationen Zeit lassen, damit sie sich auf diese Aufgabe vorbereiten können. Wenn die eidgenössischen Räte jetzt darüber Beschluss fassen, so kann der Beginn auf den nächsten Herbst festgelegt werden.

Herr Nationalrat Rohr möchte Erfahrungen sammeln. Um diese zu sammeln, werden wir mehrere Jahre Zeit brauchen. Es ist zu hoffen, dass dann der Vollmachtenbeschluss nicht mehr in Kraft sein wird, da der Krieg einmal zu Ende gehen wird. Wir können nicht riskieren, jetzt einen Apparat, gestützt auf die bundesrätlichen Vollmachten, in Bewegung zu setzen, der dann, bevor er überhaupt richtig in Tätigkeit ist, wiederum

ausser Funktion gesetzt wird, deshalb, weil die bundesrätlichen Vollmachten nicht mehr vorhanden sein werden. Wenn der Nichteintretensantrag Rohr angenommen wird, bedeutet das meines Erachtens nichts anderes als die Ablehnung des Obligatoriums für den militärischen Vorunterricht. Ich glaube nicht, dass der Bundesrat auf die Gefahr hin, dass schon in 2—3 Jahren die Dinge wiederum aufgehoben sind, einen Vollmachtenbeschluss erlassen wird. Ich möchte Ihnen deshalb beantragen, es sei der Ordnungsantrag des Herrn Rohr abzulehnen und es sollen die eidgenössischen Räte in dieser Frage nun selbst entscheiden.

Rohr: Nur noch eine kurze Bemerkung zur Richtigstellung der Ausführungen des Herrn Vorstehers des Militärdepartementes. Ich habe nicht beantragt, den militärischen Vorunterricht auf dem Wege des Vollmachtenbeschlusses einzuführen, sondern ich habe Ihnen beantragt, auf dem Wege des Vollmachtenbeschlusses diejenigen Massnahmen einzuführen, die dringend notwendig sind zur Er-tüchtigung und körperlichen Ausbildung unserer Jugend. Der militärische Vorunterricht wird voraussichtlich während der Dauer der Mobilmachung und des Aktivdienstes ohnehin nicht eingeführt werden, weil ja die Leute in den Militärdienst einberufen werden. Was ich will, ist lediglich das, dass nun sofort die wirklich dringlichen Massnahmen eingeführt werden. Das ist z. B. der Befehl zur turnerischen Ausbildung, zur körperlichen Er-tüchtigung, zur Ablegung der turnerischen Prüfung usw. Wenn Sie meinem Antrage zustimmen, hat der Bundesrat die Möglichkeit, all das sofort anzuordnen; die betreffenden Vereine und Schulen haben die Pflicht, mit der Arbeit sofort zu beginnen, so dass wir möglicherweise 4 oder 5 oder 6 Monate gewinnen, während welcher Zeit bereits im Sinne der gegebenen Weisungen an der körperlichen Er-tüchtigung gearbeitet wird. Wenn Sie aber ein Gesetz erlassen, und warten wollen, bis es in Kraft getreten ist, wird überhaupt nichts getan, bis die Referendumsfrist und, wenn das Referendum ergriffen wird, auch die Abstimmung abgelaufen ist. Das ist der Sinn meines Antrages. Ich glaube, das ist vernünftig; dabei kann man Erfahrungen sammeln und sehen, ob in der ordentlichen Gesetzgebung diese Massnahmen wirklich ausgedehnt werden müssen oder ob sie unter Umständen nach den damaligen Verhältnissen eingeschränkt werden können und ob der militärische Vorunterricht, wie er vorgesehen ist, notwendig und wünschbar ist oder nicht. Ich glaube, das ist doch unter den heutigen Verhältnissen die vernünftigste und auch die durch die Zeitumstände gebotene Lösung.

M. Dollfus, rapporteur: Dans cette question, c'est M. le conseiller fédéral Minger qui a raison. Si vous acceptez la proposition de M. Rohr qui certainement est faite dans les meilleures intentions, vous dites en d'autres termes que vous ne voulez pas que notre jeunesse soit rendue plus entraînée et plus apte. Je vois que mon excellent ami et collègue M. Aeby fait des signes de dénégation. Pourtant c'est bien ainsi qu'il en est. Et pourquoi? Parce que les pleins pouvoirs ne sont accordés que pendant le service actif. Nous avons

fait cette expérience en 1918, 1919 et 1920. Après une guerre, le peuple est si fatigué qu'il ne veut plus entendre parler de développement et de préparation militaires. Dans les années 1919 jusqu'en 1922 et 1923, on n'a fait que diminuer tout effort militaire. Il est assez probable que nous nous trouverons en face d'une situation semblable à la fin du service actif actuel, avec cette différence, que nous nous trouverons dans une Europe qui sera une espèce de cratère où les explosions pourront se produire à chaque instant. Le peuple suisse ne sera absolument pas certain, même après la conclusion de la paix, que la guerre ne recommencera pas à brève échéance. C'est pourquoi il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Si vous acceptez ce projet de loi vous aurez à tout jamais pourvu à ce que notre jeunesse soit préparée. On aura rattrapé la grande distance qui nous sépare de ce qu'on fait pour la préparation physique dans d'autres pays. Si vous n'acceptez pas le projet de loi, vous renoncez au renforcement physique de notre jeunesse. C'est pourquoi je vous prie de repousser la proposition de mon ami et collègue M. Rohr et de bien vouloir voter l'entrée en matière.

Schmidlin: Nur wenige Worte. Ich möchte Sie ebenfalls bitten, den Ordnungsantrag des Herrn Kollega Rohr abzulehnen. Ich gebe zu, dass Herr Rohr mit seinem Antrag glaubt, die Einführung jener Massnahmen, die geeignet sind, die körperliche Er-tüchtigung der Jugend zu fördern, zu beschleunigen. Allein, in der Praxis wird sich herausstellen, dass das ein Irrtum ist. Ich habe gestern darauf hingewiesen, und auch die Herren Referenten der Kommission haben es getan, dass heute der turnerische Vorunterricht, der sich zum Ziele setzt, die Leute körperlich so vorzubereiten, dass sie den Anforderungen der Rekrutenschule gewachsen sind, etwa ein Drittel der in Betracht fallenden jungen Leute erfasst. Wenn wir heute durch bundesrätliche Vollmachten dekretieren wollten, dass von heute auf morgen alle in Betracht fallenden jungen Leute diesen militärischen Vorunterricht absolvieren müssen, dann würde sich herausstellen, dass die Vereine und die Organisationen, die ihn durchführen sollen, nicht über die nötigen Kader und nicht über die nötigen Leute verfügen, die zur Verfügung stehen müssen; wenn der Vorunterricht zweckmässig durchgeführt werden soll. Dann wird die Gefahr eintreten, die wir vermeiden müssen, dass unter Umständen Leute sich mit diesen Dingen befassen, die nicht über das nötige Rüstzeug verfügen; damit könnte man die Sache diskreditieren. Wir gewinnen also nichts, wenn Sie dem Antrag des Herrn Rohr folgen und glauben, dass der Bundesrat auf dem Wege der Vollmachten dekretieren solle; das würde unter Umständen nur etwas verderben. Unter diesen Umständen glaube ich, dass man bei der Vorlage bleiben soll. Sie ist, wie Herr Bundesrat Minger ausgeführt hat, eine Vorlage auf lange Sicht, und ich glaube, dass sie den Weg zu dem Ziele ebnet, das wir erreichen wollen. Ich meine doch, ganz allgemein, was man auf dem Wege der ordentlichen Gesetzgebung tun kann, das soll man nicht auf dem Wege der Vollmachten tun. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, den Ordnungsantrag des Herrn Rohr abzulehnen.

Weber-Bern: Herr Kollega Schmidlin hat Ihnen gestern mitgeteilt, dass unsere Fraktion noch nicht Stellung genommen hat. Ich möchte deshalb auch rein persönlich meine Auffassung vertreten, in dem Sinne, dass ich glaube, der Antrag des Herrn Rohr sei unter den heutigen Umständen der einzig richtige. Ich will nicht die Gründe, die für ihn sprechen, ausführlich wiedergeben; ich will nur auf das Wichtigste hinweisen, da ich dem Herrn Präsidenten versprochen habe, nur zwei Minuten zu sprechen.

Der Ordnungsantrag scheint mir deshalb begründet, weil das, was heute dringend notwendig ist, nicht erreicht wird mit dieser Vorlage. Sie tritt dieses Jahr gar nicht mehr in Kraft, wenn die Referendumsfrist und allenfalls die Abstimmung abgewartet werden müssen. Die Schiesskurse usw., die dringend notwendig sind und heute verlangt werden, von den jungen Leuten und auch von den ältern, die in die Ortswehren eintreten, können nach dieser Vorlage nicht durchgeführt werden. Dazu braucht es andere Anordnungen. Ferner haben wir gestern aus den Voten der Herren Kommissionsreferenten gehört, dass über den materiellen Inhalt bzw. die Ausführung der Vorlage gar keine Einstimmigkeit besteht. Die einen wollen sie auf das Turnerische beschränken, andere wollen die militärische Vorbereitung hineininterpretieren, andere finden überhaupt, das Ganze sei eine militärische Vorbereitung. Also besteht hier sicher noch Unklarheit. Ich glaube, es wäre am besten, wenn wir über die Vorlage erst dann hier beraten würden, wenn die Kommission einhellig weiss, was man mit der Vorlage bezweckt. Nach dem Wortlaut kann man daraus alles Mögliche machen; zudem könnten wir dann, was die Kommission selbst für notwendig hält, auch das Obligatorium des Mädchenturnens hereinnehmen.

Ich möchte deshalb ersuchen, heute nicht Eintreten zu beschliessen in dem Sinne, dass wir nachher eine vollkommener ausgearbeitete, zeitgemässe Vorlage beschliessen können.

Meili-Zürich, Berichterstatter: Es stimmt nicht, dass die Kommission sich nicht darüber einig war, was man unter dem militärischen Vorunterricht in der jetzigen Fassung verstehe. Es handelt sich ausdrücklich um einen militärischen Vorunterricht. Wir müssen uns dazu bekennen. Ueber die Details der Ausführung zu bestimmen, ist Sache des Bundesrates. Ich bitte Sie, dem Antrag des Herrn Rohr nicht zuzustimmen. Es handelt sich hier um ein Gesetz auf lange Frist, um etwas, das wir nicht improvisieren dürfen, um eine Errungenschaft, die wir unter den Strömungen der Nachkriegszeit nicht wieder verlieren wollen. Ich bitte Sie, der Vorlage des Bundesrates zuzustimmen und den ordentlichen gesetzmässigen Weg einzuschlagen.

Noch ein Wort über die Frage der Dringlichkeit. Es wurde gesagt, während des Aktivdienstes könne der militärische Vorunterricht ohnehin nicht durchgeführt werden. Ich gebe zu, es stellen sich dieser Ausbildung gewisse Schwierigkeiten in den Weg. Einmal sind die meisten Lehrkräfte militärischer Herkunft auch aus den Verbänden im Militärdienst; andererseits aber mache ich darauf aufmerksam, dass durch die Bildung der Ortswehren junge

Leute zugezogen werden, die heute bereits einen militärischen Vorunterricht über sich ergehen lassen dürfen. Also die Angelegenheit ist nicht derart dringlich, dass wir heute den ordentlichen Weg verlassen müssten. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag des Herrn Rohr abzulehnen.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag Rohr	36 Stimmen
Dagegen	90 Stimmen

Schmutz: Wenn ich kurz das Wort ergreife, geschieht es nicht, um der Vorlage Opposition zu machen. Ich möchte hier den Gefühlen und Bedenken Ausdruck geben, die grosse Teile unserer Bevölkerung gegenüber der Vorlage hegen. Persönlich war ich der Auffassung gewesen, dass der Bundesrat auf dem Wege der Vollmachten das hätte tun sollen, was die heutige Zeit erfordert und was im Rahmen der Möglichkeiten gelegen hätte. Kein Mensch hätte sich zu ihm in Opposition gestellt.

Ich verkenne den hohen Wert der körperlichen Ertüchtigung unserer Jugend nicht. Aber sie soll nicht nur auf Kriegsziele eingestellt werden. Das kann ja allerdings von der Vorlage nicht durchwegs behauptet werden. Ich bin überzeugt, dass wenn einmal diese gewaltige Katastrophe vorbei ist, ein ungeheurer Katzenjammer nachfolgen wird, und da ist es doch vielleicht etwas voreilig, wenn wir uns durch Gesetzesbestimmungen schon für eine weitere Zukunft auf diesem Gebiete binden.

Aber diese Sache ist ja jetzt erledigt. Ich möchte aber noch andere Bedenken äussern. Die nicht mehr schulpflichtige Jugend ist durch allerlei Fortbildungsunterricht zur beruflichen und anderweitigen Ausbildung ausserordentlich stark in Anspruch genommen. Für viele sind die Kurse obligatorisch und nehmen viel Zeit, Abende und Nachmittage, in Anspruch. Leute in unselbständig erwerbenden Verhältnissen erleiden dadurch bedeutenden Lohnausfall und sind in ihrer angehenden beruflichen Tätigkeit sehr stark behindert. Wir befürchten, dass durch die Forderungen der Vorlage sehr vielen auch noch der freie Sonntag genommen wird. Nehmen Sie unserer Jugend und unserem Volke seinen Sonntag nicht weg! Der Sonntag ist nach göttlicher Weltordnung eine Quelle, ein Reservoir von Kräften und Energien für die Zeiten des Werktages. Sie werden sagen: Ja, am Sonntag wird ja sonst auch allerlei gemacht, was nicht gerade als vorzüglich bezeichnet werden kann. Zugegeben! Aber das geschieht auf Verantwortung des Einzelnen. Es ist nicht das Gleiche, wenn der Staat eigentlich dafür die Verantwortung trägt. Die Missachtung des Sonntags und seines Zweckes kann für ein Volk verderbliche Folgen nach sich ziehen, und die Schäden können grösser sein als der andererseits erstrebte Nutzen.

Nun ist es ja nicht die Absicht des Bundesrates, den Sonntag zu gefährden; aber die Verhältnisse werden mehr oder weniger dazu drängen, und zwar aus den Gründen, die ich vorhin angeführt habe, und in der Vorlage selbst besteht keine Sicherung.

Dass ich selbst nicht gegen die äusserst mögliche Vorbereitung für die Landesverteidigung bin,

dafür nur ein Beispiel: Wir haben letzte Woche bei uns daheim, mit Rücksicht auf die Landesverteidigung, einen Schiesskurs gehabt und es dabei als durchaus wert befunden, einen Werktag-Nachmittag dafür zu opfern, obwohl unsere Zeit durch Arbeit äusserst streng in Anspruch genommen ist. Es sind dabei sehr viele junge Leute gewesen, aber auch alte, u. a. auch noch ein 78jähriger Mann. Ich kann Sie versichern, dass wir Alten das Schwarze in der Scheibe noch gefunden haben. Ich habe das hier erwähnt, um die dringende Bitte an den Bundesrat zu richten, dass er nach Annahme der Vorlage besonders auch diesen Bedenken ganz speziell Rechnung tragen möchte. Es sind die Bedenken eines grossen Teiles unseres Volkes.

Müller-Grosshöchstetten: Der Zustimmungserklärung unserer einstimmigen Gruppe zum Entwurf des Bundesrates möchte ich folgende Ausführungen folgen lassen: Ziel der vorgesehenen Massnahmen ist ein höherer Grad der Einsatzbereitschaft des Menschen zur Verteidigung der Heimat. Die Anforderungen des totalen Krieges an eine Nation sind unvergleichlich viel härter geworden. Es gilt, auch unser Volk auf diese Anforderungen vorzubereiten. Seien wir uns bewusst, dass wir mit der Vorlage nur den einen Teil unseres Volkes, die junge Generation, auf die härtere Probe vorbereiten. Die vergangenen Wochen haben auch in unserem Land gezeigt, dass die Vorbereitung nicht nur der Jugend gelten, dass sie das ganze Volk und nicht zuletzt seine Oberschicht erfassen muss.

Machen wir uns über die Auswirkungen der Vorlage keine Illusionen. Die Ausbildung der jungen Generation im nachschulpflichtigen Alter wird immer nur dort weiterfahren können, wo Elternhaus und Schule den Grund, das Fundament gelegt haben. Gerade die Erscheinungen, von denen ich vorhin gesprochen habe, zeigen uns, wie die Erfahrungen, die alle Nationen im totalen Krieg gemacht haben, dass dieser nicht nur körperlich gesunde und gut vorbereitete Menschen verlangt. Sie zeigen uns, dass die Entscheidungen ebensowohl in den inneren Werten der Menschen liegen. Gerade das muss uns Hinweis darauf sein, wie ausserordentlich sorgfältig vorgegangen werden muss bei der Auswahl der Erzieher.

Das gesagt, möchte ich gleich beifügen: Auch wenn die Massnahmen, die auf Grund der Vorlage getroffen werden, sich nicht mehr in diesem Ringen auswirken werden, so sind sie doch nichtsdestoweniger zu begrüssen. Unsere Jugend wird im Aufbau ihrer Zukunft vor schlimmste und schwerste Verhältnisse gestellt werden. Nur eine tüchtige und harte junge Generation wird die Schwierigkeiten meistern, die sich ihr entgegenstellen. Das war der Grund, weshalb wir uns in all den vergangenen Jahren hier oft so leidenschaftlich gegen jeden Abbau der Mittel zur Ausbildung der jungen Generation zur Wehr gesetzt haben.

Eine letzte Bemerkung: Die Vorlage dient dem totalen Einsatz des Menschen für das Land. Sie soll der innern und äussern Vorbereitung des Menschen auf die harte Probe, die seiner wartet, dienen. Sie bezweckt die Stärkung seiner gesund-

heitlichen Kräfte. Vergessen wir darüber bei allen andern Massnahmen, die wir ergreifen, nie, dass sie auch diesem Ziele dienen müssen. Treiben wir deshalb eine Wirtschafts- und eine Finanzpolitik, die nicht das Geld, sondern den Menschen, den wir stählen müssen, in ihren Mittelpunkt stellt, eine Wirtschafts- und Finanzpolitik, die im Lande Verhältnisse schafft, unter denen eine junge Generation gesund und stark aufwachsen kann. Vielleicht gibt uns die Tatsache, dass heute die Tuberkulosensterblichkeit auf dem Lande grösser geworden ist als in der Stadt, Veranlassung zu ernstesten Bedenken über verschiedene Massnahmen, die wir hier in vergangenen Jahren beschlossen haben. Wenn wir uns anschicken, den Menschen in noch vermehrtem Masse in den Dienst der Heimat zu stellen, dann muss der Massnahme, wenn nicht voraus, so doch zum mindesten parallel der totale Einsatz aller andern Kräfte der Nation gehen. Von der Wirtschaft habe ich bereits gesprochen, von den Finanzen ebenfalls.

Diese Vorlage, so gut sie gemeint ist, darf uns nicht von der geradezu fürchterlichen Dringlichkeit ablenken, auf allen andern Gebieten ein Höchstmass an Verteidigungsbereitschaft zu schaffen. Ich will diese Dinge hier nicht diskutieren. Ich denke an die Bewaffnung so gut wie an die Ausrüstung unserer Soldaten. Die vergangenen Wochen haben der Welt eine furchtbare Lehre darüber erteilt, wie ein Volk mit Strömen von Blut bezahlt, wenn es seine Führung an Voraussicht und Weitblick hier hat fehlen lassen. Diese Lehre sollte auch für uns genügen.

Zum Schluss eine Bitte. Es ist meine persönliche Ueberzeugung, dass nur auf dem Boden vermehrter Verantwortung ein höherer Einsatzwille des einzelnen Menschen für die Gemeinschaft zu erreichen ist. Hingabe, Opfersinn für den Nächsten, Dienst an der Gemeinschaft sind letztendlich religiöse Probleme. Eine körperliche Ertüchtigung der jungen Generation auf Kosten dieser Werte wäre ein zweifelhafter Erfolg. Deshalb ersuchen wir den Bundesrat, in seinen Verordnungen und Weisungen, die er zu dieser Vorlage erlassen wird, darauf Bedacht zu nehmen, dass die junge Generation durch die zu ergreifenden Massnahmen dem wahren Sinne des Sonntags nicht noch mehr entfremdet werde als dies heute schon der Fall ist. Wir richten an den Bundesrat die dringende Bitte, er möchte dafür sorgen, dass für all die vorgesehenen Uebungen der Sonntag nicht benützt werde. Ist die Sache so wichtig, wie sie heute scheint, dann sollten für sie auch die paar Stunden an einem Wochentage aufgebracht werden können.

Zum Schluss: Wir wollen die Jugend zum Dienste an der Heimat erziehen und begeistern. Das wird uns nur dann gelingen, wenn sie an uns den letzten Einsatz erlebt. In diesem Sinne treten wir auf die Vorlage ein.

Briner: Ich möchte die bessere körperliche Erziehung der Jugend im nachschulpflichtigen Alter, wie sie durch diese Vorlage angestrebt wird, durchaus unterstützen, und zwar, wie von anderer Seite schon erwähnt worden ist, auch für die Mädchen, namentlich aus gesundheitlichen Gründen, aber auch im Hinblick darauf, dass sie auch für den

Luftschutz und den Frauenhilfsdienst in Frage kommen. Der turnerische Vorunterricht wird schon infolge des Trainings für die Absolventen von Rekrutenschulen und Wiederholungskursen eine starke Erleichterung bringen. Es war deshalb unbedingt ein Fehler des Bundesrates, dass er bisher alle Postulate ablehnte, die den Zweck verfolgten, Turn- und Sportplätze mit Unterstützung des Bundes zu errichten. Ich erinnere an die Postulate Hauser, Reinhard und des Sprechenden, die abgelehnt worden sind. Der Bund muss unbedingt solche Bestrebungen unterstützen, auch wenn sie ihn etwas kosten. Die militärische Ausbildung von heute kommt nicht mehr lediglich mit Kasernen, Stallungen und Zeughäusern aus. Unsere Rekruten und Soldaten werden heute körperlich und geistig gemessen, gewogen, durchleuchtet, trainiert und gebadet, wofür vielfach die Einrichtungen fehlen. Heute müssen die Gemeinden die nötigen Lokale und Einrichtungen stellen, die aber bereits vom Turnunterricht der Schule und von den Sportvereinen maximal besetzt sind. In der Stadt Zürich haben wir 50 000 Aktivspörtler und Turner, die 68 Turnhallen benutzen. Wenn noch die Kurse des Vorunterrichts hinzukommen, die durch die Vereine durchgeführt werden sollen, ist keine Möglichkeit mehr vorhanden, diese Kurse unterzubringen, weil die bestehenden Einrichtungen längst maximal ausgenutzt sind. Es müssten also neue Sport- und Spielplätze, sowie Turnhallen gebaut werden, für die nach der heutigen Vorlage die Gemeinden alle Mittel selber aufbringen müssen. Die Vorlage belastet also die Gemeinden unerträglich, ähnlich wie das eidgenössische Berufsbildungsgesetz und das Mindestaltergesetz getan haben, welche den Gemeinden und Kantonen Millionen von Franken an Auslagen gebracht haben. Wenn noch eine neue eidgenössische Vorlage hinzukommt, die wiederum die Gemeinden und Kantone belastet, wird das zuletzt einfach unerträglich. Es besteht deshalb eine Lücke in dieser Vorlage, dass nicht auch der Bund an die Einrichtung und den Unterhalt solcher Anlagen, die für die heutige militärische Ausbildung nötig sind, etwas leistet.

Ich möchte Ihnen an einem Beispiel zeigen, wie heute schon die militärischen Organisationen eine Turn- und Sportanlage im Sihlhölzli in Zürich belasten, ohne dass von Seite des Bundes Beiträge an den Unterhalt geleistet werden. In dieser Anlage Sihlhölzli, enthaltend u. a. 5 Turnhallen, werden heute die Rekrutenaushebungen durchgeführt, das sind 55 Tage im Jahr; ferner wird Turnunterricht für Offiziers- und Unteroffiziersschulen, gegenwärtig von April bis August, durchgeführt. Ein weiterer Kurs ist im Herbst 1940 vorgesehen. Drittens werden hier Militärturnkurse verschiedener Truppeneinheiten zur Ausbildung von Turninstruktoren abgehalten. Es wird Turnen und Sport betrieben durch verschiedene Truppenabteilungen, z. B. die Verpflegungstruppen. Die Sammlung der Luftschutztruppen für Turn- und Gasmaskenübungen werden hier abgehalten, es werden auch die Douchen benutzt usw. Durch das Territorialkommando VI wird die Sammlung und Einteilung vieler Detachements mit sanitärischer Untersuchung des Hilfsdienstes für Männer und Frauen pro 1940 durchgeführt; das macht heute

schon $4\frac{1}{2}$ Monate. In dieser Turn- und Sportanlage werden auch Offiziersrapporte und Instruktionsstunden verschiedener Truppeneinheiten durchgeführt. Diese Sportanlage ist zugleich der Sammelort für 1000 Mann Truppen, für Veloeinsatz und Pferdestellung. Das Militär beansprucht diese Sportanlage, die 2,8 Millionen Franken gekostet hat, heute schon zu zwei Dritteln, wodurch die Benutzung durch die 30 Turn- und Sportorganisationen und die Schule stark beeinträchtigt wird.

Sie sehen daraus, dass es durchaus am Platze ist, wenn der Bund auch an den Unterhalt einen Beitrag leistet. Durch diese starke militärische Belegung ist die Anlage eigentlich ihrem Zwecke entfremdet worden. Es ist quasi, wenn das so weitergeht, eine Konfiskation einer Gemeindegeldanlage für Bundeszwecke ohne Beitragsleistung an den Unterhalt. Das bringt natürlich für viele Sportorganisationen und auch für die Schule ein Manko, das in andern Turnhallen ausgeglichen werden muss. Aus diesen Gründen möchte ich den Minderheitsantrag zu Art. 104, der den Bundesrat verpflichten soll, Beiträge an die Anlage von Turn-, Spiel- und Sportplätzen und an den Bau von Turnhallen auszurichten, durchaus unterstützen. Ich möchte aber diesen Antrag noch etwas ergänzen in dem Sinne, dass der Artikel lauten würde: „Der Bundesrat leistet Beiträge an die Anlage und den Unterhalt von Turn-, Spiel- und Sportplätzen, an den Bau von Turnhallen und an die innere Einrichtung.“ Das ist sicher ein billiges Verlangen von Seite der Kantone und Gemeinden. Der Bund kann nicht fortwährend neue Gesetze erlassen, die die Gemeinden und Kantone derart belasten. Ich möchte Sie also bitten, diese Anregung zu respektieren und bei der Detailberatung zum Beschlusse zu erheben.

Bundesrat Minger: Die Herren Kommissionsreferenten haben in dieser Vorlage das ganze Gebiet des obligatorischen militärischen Vorunterrichtes so eingehend behandelt, dass ich mich, was die grundsätzliche Frage der Notwendigkeit der Einführung dieses Obligatoriums anbetrifft, weiterer Bemerkungen sehr wohl enthalten könnte. Ich möchte den Herren noch danken für die gründliche Arbeit, die sie geleistet haben.

Wenn ich das Wort bei der Eintretensdebatte dennoch ergreife, so liegt der Grund darin, dass Herr Nationalrat Dellberg gewünscht hat, dass ich mich noch äussere zur Art und zum Wesen der sogenannten militärischen Vorkurse. Ich will diesem Wunsche entsprechen. Zu allen andern Anträgen und Anregungen werde ich noch sprechen anlässlich der Detailberatung, speziell was das Mädchenturnen anbetrifft und die Beiträge an die Turnhallen und die Einrichtung von Spielplätzen.

Sie wissen, dass der Ständerat die militärischen Vorkurse gestrichen hat. An Stelle dieser Vorkurse hat er aber nichts vorgeschlagen, so dass jetzt, nach dem Beschlusse des Ständerates, die 19 Jährigen eigentlich von jeder Leistung auf dem Gebiete der körperlichen Ertüchtigung dispensiert werden. Auch den Herren Dellberg und Pfändler scheint dieser Vorkurs nicht so recht zu passen; sie sind damit nicht einverstanden. Aber die beiden Herren wollen,

gemäss ihrem Antrag, an Stelle dieser Militärvorkurse etwas anderes setzen. Sie wären einverstanden mit obligatorischen Schiess- und Turnkursen für die Militärtauglichen des 19. Altersjahres. Sie werden aber bald einmal einsehen, dass zwischen dem, was die Kommission vorschlägt und dem, was die beiden Herren wollen, kein grosser Unterschied besteht. Ich habe durchaus Verständnis für alle die Bedenken, wie sie geäussert worden sind, und namentlich deshalb verstehe ich das, weil weder die Botschaft noch der Entwurf zu einer bundesrätlichen Verordnung genügend Auskunft geben, so dass man sich anhand dieser Vorlage eigentlich kein richtiges Bild machen kann, wie diese Militärvorkurse gedacht sind. Es ist schon darauf hingewiesen worden, dass man darüber in der Kommission viel gesprochen hat. Im Anschluss an die Kommissionssitzung habe ich die eidgenössische Turn- und Sportkommission veranlasst, einen Programmentwurf für die Durchführung eines solchen Kurses auszuarbeiten, soweit es den turnerischen und den sportlichen Teil anbetrifft (zu diesem Teil käme dann noch hinzu das Schiessen). Ein solcher Entwurf ist seither sämtlichen Mitgliedern zugestellt worden. Im übrigen sind Sie gestern durch die Herren Kommissionsreferenten orientiert worden, wie dieser Kurs eigentlich gedacht ist.

Meinerseits möchte ich dazu noch die folgenden Ausführungen machen. Man darf nicht in den Fehler verfallen, diesen Militärkurs aus der Perspektive der heutigen Verhältnisse heraus zu beurteilen. Solange der Aktivdienst dauert, können wir tatsächlich ohne weiteres auf diesen Kurs verzichten. Die Einführung ist ja auch erst auf 1943 vorgesehen, und wenn dannzumal der Krieg noch weiterdauern sollte, was wir nicht hoffen wollen, dann könnte der Beginn dieser Kurse ohne Schaden noch weiter hinausgeschoben werden. Einmal würde ja während des Aktivdienstes das nötige Kader für die Ausbildung der jungen Leute überhaupt nicht zur Verfügung stehen, und sodann besteht auch deshalb kein Bedürfnis, weil der Bundesrat während der Zeit des Aktivdienstes ohne weiteres das Recht hat, die 19-Jährigen und auch die 18-Jährigen zur Rekrutenschule aufzubieten. Ich verstehe es durchaus, wenn wir z. B. schon dieses Jahr oder das nächste Jahr die Durchführung dieser Militärvorkurse durchführen wollten, dass dies aus wirtschaftlichen Gründen als störend empfunden werden müsste. Denn jetzt haben wir, während des Aktivdienstes, Leute nötig; das trifft speziell auch für die Landwirtschaft zu. Deshalb haben wir diese 19-jährigen für die Wirtschaft dringend nötig. Diese militärdienstliche Vorbildung ist gedacht für die Zeit nach dem Weltkrieg, und dann werden wir ganz andere Verhältnisse haben; dann werden wir wahrscheinlich nicht mehr Mangel, sondern sehr wahrscheinlich grossen Ueberfluss an Arbeitskräften haben, und es ist zu befürchten, dass uns in diesem Momente Arbeitslosigkeit sehr schwere Sorge bereiten könnte. Wenn wir in den Nachkriegsjahren die 19-jährigen militärtauglich Befundenen im Laufe des Sommers oder Herbstes zu Militärvorkursen in der Dauer von 60 bis 80 Stunden einberufen, wird das für die Wirtschaft keinen nennenswerten Nachteil bedeuten. Auch

von einer persönlichen Ueberbeanspruchung dieser jungen Leute, wie es gelegentlich behauptet wird, kann wohl kaum die Rede sein. Im 19. Altersjahr kommen nach der Vorlage die Turn- und Jungschützenkurse in Wegfall, und das Gros dieser Jünglinge beendet auch mit dem 18. Altersjahr die Fortbildungsschule. Bei denjenigen, bei denen das nicht zutrifft, ist zu bedenken, dass die fachberufliche Ausbildung in der Hauptsache auf das Winterhalbjahr verlegt wird, während der Militärvorkurs im Sommer oder Herbst stattfindet. Im übrigen werden wir einem Wunsch, der in der Kommission geäussert worden ist, weitgehend Rechnung tragen und in die Verordnung eine Bestimmung aufnehmen, wonach auf die berufliche Ausbildung und auf die berufliche Tätigkeit der jungen Leute nach Möglichkeit Rücksicht genommen werden soll. Das kann ganz zweifellos gemacht werden, indem keine Vorschrift besteht, dass diese Kurse nicht an mehreren nacheinander folgenden Tagen ausgeführt werden könnten.

Dann ist auch die Befürchtung geäussert worden, es könnte bei diesem militärischen Vorunterricht am nötigen Kader fehlen, und auch die Eignung dieses Kaders ist in Zweifel gezogen worden. Darauf ist zu antworten, dass, wenn der Aktivdienst einmal beendet ist, dieses Kader zweifellos in genügendem Masse zur Verfügung steht. Sollte das aber wider Erwarten nicht der Fall sein, so besteht die Möglichkeit, dieses fehlende Kader zur Dienstleistung zu verpflichten. Das ist aber nur ein Sicherheitsventil, von dem anzunehmen ist, dass wir kaum jemals davon Gebrauch machen müssen. Wenn ich hier vom Kader spreche, möchte ich gleich beifügen, dass es mir ganz selbstverständlich erscheint, dass, was das Turnen anbetrifft, man hier nicht nur Offiziere und Unteroffiziere zur Arbeit heranziehen kann, sondern ebenso sehr Turnspezialisten, also Lehrer, die auf dem Gebiete des Turnens zu Hause sind. Auch dem wird nichts im Wege stehen. Der Wille bei den Offizieren und Unteroffizieren, an diesen Kursen mitzuwirken, ist zweifellos in hohem Masse vorhanden. Das ist ja gerade der grosse Aktivposten bei unserem Milizsystem, dass Offiziere und Unteroffiziere sich ausserdienstlich weiter ausbilden wollen. Das dürfte auch der Grund sein, weshalb gerade der Schweizerische Unteroffiziersverband und die Schweizerische Offiziersgesellschaft sich so warm für die Aufrechterhaltung dieser Militärvorkurse einsetzen. Mit der Einführung dieser Kurse eröffnet sich für unser militärisches Kader ein dankbares Arbeitsfeld.

Der Militärkurs erfüllt somit einen doppelten Zweck: Einmal ist er für die angehenden Wehrmänner eine ausgezeichnete Vorbereitung für die Rekrutenschule. Das ist das Primäre. Sodann schafft er dem Kader Gelegenheit, in der militärischen Uebung zu bleiben, sich ausserdienstlich weiter zu betätigen. — Was die Eignung dieses Kaders anbetrifft, so möchte ich hervorheben, dass gerade der Aktivdienst eine ausgezeichnete Schulung bedeutet. Es ist mir aus den Erfahrungen der Jahre 1914/18 noch sehr wohl erinnerlich, wie damals in dieser langen Periode Unteroffiziere und Offiziere sich zu ganz vorzüglichen Soldatenerziehern entwickelt haben. Das ist zweifellos auch

nach Schluss des derzeitigen Aktivdienstes festzustellen.

Früher hatten wir bekanntlich den sogenannten bewaffneten militärischen Vorunterricht. Wir haben ihn im Jahre 1934 abgeschafft durch Beschluss der eidgenössischen Räte, einmal aus Gründen der Ersparnis — man hat damit etwa $\frac{1}{4}$ Million eingespart — und sodann auch, weil die Resultate dieses bewaffneten Vorunterrichtes nicht befriedigten und nicht befriedigen konnten. Weil dem so war, weil man das heute noch alles in Erinnerung hat, so bestehen jetzt grosse Hemmungen und Vorurteile gegen die Einführung der sogenannten Militärkurse. Ich bin überzeugt, dass auch bei den Herren Dellberg und Pfändler diese Erfahrungen von ehemals bei ihrer Antragstellung mitgespielt haben. Demgegenüber möchte ich betonen, dass das, was wir jetzt einführen wollen, sich gar nicht vergleichen lässt mit dem, was wir früher unter dem militärischen bewaffneten Vorunterricht hatten. Der grosse Mangel beim alten System lag vorerst darin, dass nur ein verhältnismässig kleiner Prozentsatz der zukünftigen Rekruten von diesem bewaffneten Vorunterricht erfasst wurde. Das hatte zur Folge, dass man in der Rekrutenschule nicht auf etwas bereits Bestehendes aufbauen konnte, sondern man musste mit allen Rekruten, gleichgültig, ob sie den bewaffneten Vorunterricht bereits mitgemacht hatten oder nicht, von vorne anfangen. Es ist sicher damals bei diesem bewaffneten Vorunterricht viel ernsthafte Arbeit auch seitens der Unteroffiziere geleistet worden; aber diese Arbeit hat man nicht zielbewusst ausgewertet. Man hat viel zu viel Zeit darauf verwendet, um aus diesen 19-jährigen bereits Rekruten zu machen. Man hat sich in Details verloren. Man übte die Achtungstellung, den Gruss, den Gewehrgriff, den Taktschritt usw. Das sind alles Dinge, die nicht in einen derartigen Vorkurs hineingehören. Sie können höchstens schädlich sein deshalb, weil der Mann, der dann in die Rekrutenschule kommt, dort vielleicht etwas ganz anderes lernen muss, als was er gelernt hat, so dass er dann alles frühere über den Haufen werfen muss. Hüten wir uns davor, solche Dinge in den Vorkursen durchführen zu wollen.

Da haben wir jetzt die Erfahrungen gesammelt: Sie waren ungünstig. Sie sollen uns für die Zukunft als Wegweiser dienen. Der militärische Vorunterricht, wie wir ihn für die Zukunft vorsehen, ist ganz anders geartet. Einmal werden die Uebungen, im Gegensatz zu früher, nicht mehr an Sonntagen durchgeführt. Da komme ich zu sprechen auf die Anregung des Herrn Nationalrat Schmutz, die auch von anderer Seite gemacht wurde, betreffend Respektierung und Heiligung des Sonntages. Das ist von allen Vorinstanzen, die sich mit der Frage beschäftigt haben, gewünscht worden. Es ist jetzt auch so vorgesehen. In der Verordnung heisst es in Art. 24:

„Die Kurse des militärischen Vorunterrichtes finden in der Regel an Werktagen statt. Wo die Verhältnisse eine Ausnahme erfordern, müssen stets die gesetzlichen Bestimmungen über die Sonntagsruhe befolgt werden.“

Also die Regel muss die sein, dass alle diese Kurse an Werktagen durchgeführt werden. Gewisse Ausnahmemöglichkeiten muss man aber doch

offen lassen. Es kann vorkommen, dass solche Kurstage sich folgen am Samstag, Sonntag und Montag, wenn man beispielsweise einmal einen grösseren Ausmarsch oder ein Lager, wie das bei den Pfadfindern der Fall ist, durchführen will. Aber wenn diese Ausnahme vorkommt, so besteht ohne weiteres die Möglichkeit — und es ist auch so in Aussicht genommen —, dass dadurch der Sonntag in keiner Weise entwürdigt oder entheiligt werden soll, sondern gerade hierbei bietet sich Gelegenheit zu einer Feldpredigt, so dass der Sonntag in seiner Würde und Feierlichkeit nichts verliert, vielleicht sogar eher gewinnt. So ist es gedacht, was den Sonntag anbetrifft.

Sodann ist zu sagen, dass Sie, wenn Sie dem Entwurf zustimmen, den Vorunterricht für alle zukünftigen Rekruten obligatorisch machen. Dadurch besteht bei den einrückenden Rekruten eine gewisse Einheitlichkeit in der Vorbildung. Es ist schon ein gewisses Fundament vorhanden, auf dem man in der Rekrutenschule weiterbauen kann. Allerdings sind gewisse Ausnahmen bei den Militärkursen vorgesehen, die aber zahlenmässig keine grosse Bedeutung haben. Man hat mit Recht darauf hingewiesen, dass ihre Durchführung in Gebirgsgegenden schwierig sein dürfte, weil es dort schwer halten würde, das nötige Kader zu bekommen. Zudem handelt es sich um Entfernungen von vielleicht mehreren Fusstunden vom Wohnort zum Uebungsplatz. Man hat diesem Umstand dadurch Rechnung getragen, dass Jünglinge in solchen Gegenden an Stelle des Militärkurses einen obligatorischen Jungschützenkurs und Turnkurs zu bestehen haben. Das ist leichter durchführbar, denn Schützengesellschaften gibt es überall. Für einen obligatorischen Turnkurs genügt es, wenn etwa 6 Teilnehmer beisammen sind. Man wird diese Kurse auch ohne weiteres, was die Tätigkeit betrifft, dem Militärkurs anpassen können.

Was nun das Wesen dieses Kurses anbetrifft, so ist die Sache ungefähr folgendermassen gedacht: Verantwortlicher und oberster Leiter in seinem Divisionskreis ist der Divisionskommandant und in einem Kreis der Gebirgsbrigaden der Oberstbrigadier. Hierin liegt eine Gewähr für eine einheitliche und rationelle Durchführung der Kurse. Wir haben die Absicht, den Kursteilnehmern eine kleine Ausrüstung mit Uniformen zu geben, bestehend aus Gewehr, Leibgurt, Bluse und Mütze. Dadurch kann der Mann seine eigenen Kleider schonen; es ist klar, dass wir nach Schluss des Aktivdienstes über solches Material in genügendem Umfang verfügen werden. Dann möchte ich betonen, dass auch auf Drill, Achtungstellung, Gewehrgriff, Taktschritt usw. verzichtet werden soll. Wir wollen nicht in den früheren Fehler verfallen.

Vor dem 19. Altersjahr haben wir einerseits den obligatorischen Turnvorunterricht, andererseits die Jungschützenkurse. Sie gehen parallel, aber die beiden Disziplinen sind getrennt. Im Gegensatz dazu werden im 19. Altersjahr alle militärtauglichen Jünglinge zusammengenommen, um in einer glücklichen Kombination das Schiessen und das Turnen, wie man das vorher gelernt hat, weiter zu fördern. Man wird also Schiessübungen abhalten, wird turnen, Hindernisse nehmen, Ausmärsche machen usw. Gerade den Marschübungen kommt im Zeit-

alter des Autos und Velos eine grosse Bedeutung zu. Wir haben vor der Mobilmachung die Erfahrung machen müssen, dass unsere Infanterie das Marschieren vielfach verlernt hat. Wenn sie 20 bis 25 km marschiert waren, hatten viele Soldaten kranke Füsse. Es ist nötig, dass man schon bei den jungen Leuten vorbeugende Massnahmen trifft und sie wieder marschieren lehrt. Man wird sie auch mit dem Kartenlesen, der Orientierung im Gelände und im Walde und mit der Ausnützung des Geländes bekanntmachen. Das ist heute von besonderem Wert für die Rekrutenschulen. Der Soldat muss als Patrouilleur verstehen, das Gelände auszunützen, nachher besonders als Einzelkämpfer. Beim heutigen Kampfverfahren gibt es keine Züge mehr, die kommandiert werden können, da der einzelne Mann auf sich angewiesen ist. Er muss verstehen, im Gelände so vorzugehen, dass man ihn nicht sieht, damit er dem feindlichen Feuer entzogen bleibt, aber die Möglichkeit hat, näher an den Gegner heranzukommen. In dieser Beziehung spielt die Ausnützung des Geländes bei der heutigen Art der Kriegführung eine ausserordentlich grosse Rolle. Was bei der Jugend auch gefördert werden muss, ist eine gewisse Kampfeslust und eine gewisse Kriegslist. Nie hat die Kriegslist eine grössere Rolle gespielt als gegenwärtig. Was solche Eigenschaften bei einem kleinen Heer zu bedeuten haben, hat uns das Beispiel der Finnen zur Genüge bewiesen. Dank ihrer körperlichen Gewandtheit, ihrer Kampfeslust, ihrer Kriegslist, haben kleine finnische Abteilungen russischen Divisionen ganz schwere Schläge erteilen können. Das muss man auch bei unseren Leuten fördern. Die Tätigkeit in diesen Vorkursen wird übrigens viel Aehnlichkeit haben mit dem, was heute in den Pfadfinderabteilungen geleistet wird. Dazu kommt, dass der kameradschaftliche Geist gefördert wird und namentlich das Ertragen gemeinsamer Strapazen. Gleichzeitig wird auch die geistige Landesverteidigung etwelchermassen auf ihre Rechnung kommen. Auf Aüsmärschen wird man historische Gedenkstätten besuchen, es wird den jungen Schweizern Schweizergeschichte vor Augen geführt, man sieht die Schönheiten unseres Landes, der junge Mann begeistert sich an diesen Schönheiten, seine Liebe zur Heimat wird gefördert und sein Wille zur Verteidigung des schönen Landes wird neu gestärkt.

Es will mir scheinen, dass es für einen Offizier oder Unteroffizier keine schönere Aufgabe gibt, als die jungen Leute in all diese Gebiete einzuführen und sie hiefür zu begeistern und bei ihnen die reine vaterländische Gesinnung zu pflanzen. Es ist klar, dass man diese Kurse sehr abwechslungsreich gestalten kann. Diese Ausführungen dürften Ihnen zeigen, weshalb wir so grossen Wert auf die Beibehaltung dieser Kurse legen.

Solche Kurse sind aber nicht nur eine gute Vorbereitung für den Militärdienst. Sie segeln jetzt unter der Flagge „obligatorischer militärischer Vorunterricht“, weil das Turnen ja bis jetzt immer vom Militärdepartement betreut worden ist und weil diesen Kursen vom Standpunkt der Landesverteidigung aus eine sehr grosse Bedeutung zukommt. Es ist aber durchaus richtig, was Herr Nationalrat Schmidlin besonders unterstrichen hat, diese Kurse sind ebenso wertvoll für das zukünftige

Leben dieser jungen Leute wie für den Militärdienst, daran ist gar nicht zu zweifeln. In der Art und Weise der Durchführung kommt das ganz offensichtlich zum Ausdruck. Ihre Kommission hat deshalb mit Recht gefunden, der Name Militärvorkurs sei eigentlich etwas zu enge gefasst und bringe den Zweck dieser Kurse nur ungenügend zum Ausdruck. Man hat deshalb die Bezeichnung Militärkurs ersetzt durch Vorbereitungskurs, weil diese Kurse eine Vorbereitung nicht nur für das militärische, sondern auch für das zivile Leben sind. Diese Umschreibung ist zweifellos zutreffender, der Bundesrat kann sich diesem Abänderungsantrag sehr wohl anschliessen. Ich denke, dass die Herren Nationalräte Dellberg und Pfändler, die einen Antrag eingereicht haben, zugeben müssen, dass das, was ihnen vorschwebt, sich eigentlich mit dem deckt, was wir wollen und was die Kommission will, und dass ihre ablehnende Haltung darauf zurückzuführen ist, dass sie sich unter dem Begriff „militärischer Vorkurs“ etwas ganz anderes vorgestellt haben als was wirklich geplant ist.

Herr Nationalrat Schmidlin hat gestern den Wunsch ausgesprochen, ich möchte eine ausdrückliche Erklärung abgeben, dass das, was von der eidgenössischen Turn- und Sportkommission als Programm aufgestellt wurde, in der Folge keine wesentlichen Abänderungen erfahren solle. Was meine Person anbetrifft, bin ich mit diesem Programm völlig einverstanden. Ich könnte meinerseits eine solche Zusicherung schon geben; allein, es ist immer gefährlich für einen Bundesrat, in solchen Sachen einen Wechsel auf die Zukunft auszustellen und dadurch seinem Nachfolger unter Umständen Schwierigkeiten zu machen. Ich möchte deshalb auf ein ausdrückliches Versprechen verzichten; dagegen bin ich bereit, dem Wunsch von Herrn Nationalrat Schmidlin auf andere Weise Rechnung zu tragen, nämlich so, dass wir in der Verordnung den Begriff „Vorbereitungskurs“ näher umschreiben, ungefähr so, dass der Art. 53 lauten würde: „Nach der Aushebung im 19. Altersjahr hat jeder diensttauglich befundene Schweizerbürger zur unmittelbaren Vorbereitung auf die Rekrutenschule einen Vorbereitungskurs von total 60 oder 80 Stunden — die Frage ist noch nicht entschieden — zu bestehen. Dieser Kurs soll den künftigen Rekruten in der körperlichen Ausbildung und im Karabinerschüssen weiter fördern und ihn durch Geländeübungen, Marschieren, Laufen, Springen, Ueberwinden von Hindernissen, Patrouillieren, Spähen, Melden, Warnen, Biwakieren, Kampfspiele usw. beweglich machen und abhärten.“ Wenn wir das in die Verordnung hineinnehmen, ist viel klarer als bisher gesagt, was wir unter dem sogenannten Vorkurs verstehen. Ich glaube also, dass sich auch Herr Nationalrat Schmidlin mit dieser Zusicherung wird einverstanden erklären können.

Damit habe ich die gewünschte Orientierung, wie diese Vorbereitungskurse aussehen sollen, gegeben. Ich nehme an und hoffe, dass der Nationalrat auch in diesem Punkte seiner Kommission ohne weiteres folgen wird.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles.

Artikelweise Beratung. — *Discussion des articles.*

Titel und Ingress. — Titre et préambule.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Antrag Dellberg.

Turnerischer Vorunterricht statt Militärischer.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Amendement Dellberg.

Titre: Remplacer «instruction militaire préparatoire» par «instruction préparatoire de gymnastique».

Dellberg: Nach den Ausführungen von Herrn Bundesrat Minger zu Art. 53 der Verordnung, die nun den Charakter des turnerischen Vorunterrichtes erhält, ist es durchaus angezeigt, dass wir den Titel und Ingress dieser Vorlage abändern und ihr den Namen geben, den sie verdient: nicht mehr militärischer Vorunterricht, sondern turnerischer Vorunterricht. Infolgedessen soll es auch hier im Untertitel, wo es heisst „des militärischen obligatorischen Vorunterrichtes“ heissen, „des turnerischen obligatorischen Vorunterrichtes“. Weiter im Art. 1, Ziff. 3, wo steht: „Der militärische Vorunterricht umfasst usw.“ muss es wieder heissen: „Der turnerische Vorunterricht umfasst usw.“. Herr Bundesrat Minger erklärt uns, es sei keine Differenz zwischen der Auffassung des Bundesrates und der Kommissionmehrheit und der der Minderheit und des Herrn Pfändler, man wolle einen turnerischen Vorunterricht, und zwar für die Pflichtigen des 19. Altersjahres. Wenn dem so ist, und der Art. 53 der Vollziehungsverordnung zu diesem Gesetze den Charakter des turnerischen Vorunterrichtes umschreibt, dann muss man auch hier den Titel ändern und im Titel und Ingress, wie im ganzen Gesetz nur mehr von turnerischem Vorunterricht sprechen.

M. Dollfus, rapporteur: Je constate tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'une proposition de minorité de la commission ainsi que vient de le dire M. Dellberg. Les propositions de minorité sont faites au sein de la commission. Lorsqu'un membre de la commission ne dit rien en séance de commission et fait part de ses idées en séance du Conseil on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une proposition de minorité, celle-ci n'ayant pas été discutée en commission. Il s'agit donc d'une proposition personnelle de M. Dellberg. Ce dernier propose qu'on change la rédaction du titre. Dans le titre qui est prévu, on parle de l'instruction militaire préparatoire. M. Dellberg propose de ne parler que de l'obligation de l'instruction préparatoire de la gymnastique. Je vous prie de repousser la proposition de M. Dellberg. Il me semble un peu bizarre que dans un moment où nous avons tous le sentiment que notre patrie est en danger et que l'armée doit la défendre, on manifeste une peur si marquée du terme «militaire». Il est entendu — M. le conseiller fédéral

Minger vous l'a dit tout à l'heure — que la préparation pré militaire sera surtout vouée à l'instruction de la gymnastique. Mais la gymnastique sert à la préparation pour le service militaire; c'est pour avoir de meilleurs soldats qu'il faut développer la gymnastique. Je vous prie donc de vous en tenir au texte du Conseil fédéral.

Melli-Zürich, Berichterstatter: Herr Dellberg hat diesen Antrag in der Kommission nicht gestellt; es ist also ein persönlicher Antrag, und nicht derjenige einer Minderheit der Kommission. Nun zur Sache selbst! Es ist weiss Gott nicht mehr Zeit, dass wir uns heute scheuen vor dem Ausdruck „militärisch“! Rings um uns wütet Krieg und jeden Tag können wir mit hineingerissen werden. Da mutet es geradezu wie Wahnsinn an, wenn man sich heute noch bemüht, sich um den Ausdruck „militärisch“ herumzudrücken und dafür irgendeinen andern zu wählen. Ausserdem, rein sachlich gesprochen, handelt es sich hier gar nicht ausschliesslich um turnerischen Vorunterricht, sondern es sind sportliche Uebungen und auch militärische Uebungen damit verbunden; die sportlichen Uebungen sind keineswegs turnerische Uebungen, und auch die Geländeübungen sind nicht turnerische Uebungen. Ich bitte Sie, den Antrag des Herrn Dellberg abzulehnen.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission	71 Stimmen
Für den Antrag Dellberg	14 Stimmen

Art. 1 (Art. 102 M. O.).

Antrag der Kommission.

Minderheit:

(Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

Abs. 1. Die Kantone sorgen dafür, dass die Jugend im schulpflichtigen Alter Turnunterricht erhält.

Art. 1 (Art. 102 O. M.).

Proposition de la commission.

Minorité

(Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

Al. 1. «Les cantons veillent à ce que la gymnastique soit enseignée à la jeunesse scolaire.»

Dellberg, Berichterstatter der Minderheit: Ich möchte Sie bitten, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Es handelt sich darum, zu wissen, ob es für die Ertüchtigung unserer Jugend notwendig sei, dass das Mädchenturnen obligatorisch erklärt werde während des Volksschulunterrichtes, wie es für die Knaben heute schon besteht. In der Kommission haben sich alle Vertreter für den Grundsatz ausgesprochen, dass es nützlich sei, dass die Mädchen ebenfalls körperlich erzogen werden. Allein leider hat man das dann nicht angenommen, sondern auf die Annahme eines Postulates verwiesen, worin der Bundesrat eingeladen wird, in einer zweiten Vorlage zu dieser wichtigen Frage Stellung zu nehmen.

Nun will ich keine weiteren Worte verlieren. In der Landwirtschaft weiss man im allgemeinen, dass es nicht allein auf das männliche Geschlecht ankommt,

wenn es gesunde Nachkommen geben soll. Man scheint aber hier vergessen zu haben und noch nicht zu wissen, dass es für eine gesunde Jugend auch eine gesunde Frau braucht. Ich möchte Sie bitten, diesem Antrage zuzustimmen. Es ist ausserordentlich wichtig, dass auch das Mädchen während der Schulzeit obligatorisch dem Turnunterricht folgen muss. Hier hat unser Kollege Briner von Zürich einen Abänderungsantrag gestellt, indem er verlangt, dass auch das Mädchenturnen obligatorisch erklärt werde. Selbstverständlich sind wir mit dieser Anregung ebenfalls einverstanden, sie entspricht unserm Antrag.

In diesem Zusammenhang müssen wir auf eine Eingabe des Schweizerischen Lehrerinnenverbandes, des Schweiz. Arbeitslehrerinnenverbandes und des Schweiz. Vereins der Gewerbe- und Hauswirtschaftslehrerinnen vom März 1940 hinweisen. Diese Eingabe war an die Mitglieder des Parlamentes gerichtet, mit dem ausdrücklichen Verlangen, man möchte die Einführung des obligatorischen Turnunterrichtes für alle Mädchen in den Volksschulen obligatorisch erklären.

Ich bitte Sie zum Schluss noch einmal, diesen Antrag anzunehmen.

Pfändler: Mein Votum gilt einer Sache, die mir sehr am Herzen liegt, der körperlichen Ertüchtigung unserer Jugend im schulpflichtigen und nachschulpflichtigen Alter. Ich bin 30 Jahre lang Volksschullehrer gewesen und bleibe meiner Lebtag mit diesem Beruf innerlich verbunden. Die ganze freie Zeit habe ich der körperlichen Ertüchtigung unserer Jungmannschaft gewidmet. Ich möchte darum Wert darauf legen, prinzipiell hier zu erklären, dass ich für das Obligatorium des Vorunterrichtes bin. Ich spreche auch im Namen aller, die sich mit der körperlichen Ertüchtigung beschäftigen.

Diese Vorlage hat aber zwei Schönheitsfehler: der eine ist ein Mangel, der aufgehoben, und der andere, von dem ich später rede, ist ein Ueberbein, das amputiert werden muss. Der Mangel betrifft das Mädchenturnen. Bis jetzt war das Knabenturnen obligatorisch. In einem grossen Teil unseres Landes wurde das Mädchenturnen total oder doch sehr vernachlässigt. Es wurde den Kantonen überlassen. Fortschrittliche Behörden haben zum Rechten gesehen, der grosse Teil der Behörden hat aber keinen Finger gerührt. Ich bin während meiner Lehrertätigkeit 7 Jahre lang an einer Mädchenschule gewesen und kann Ihnen sagen, dass für unsere Mädchen die Turnstunde die schönste Stunde der Woche ist, aus ganz natürlichem Bewegungstrieb, als Ergänzung dazu, dass die Mädchen daheim und in der Schule immer stillsitzen müssen. Der obligatorische Turnunterricht für die Mädchen ist wahrlich notwendig. Dass er die Gesundheit fördert, dass er den Körper stark und widerstandsfähig und den Menschen froh macht, darüber brauchen wir nicht zu streiten. Gesunde Mädchen — gesunde Frauen. Gesunde Frauen — gesunde Mütter — gesunde Kinder — gesunde, tüchtige Soldaten.

Das Obligatorium des Mädchenturnens ist das Postulat des Eidgenössischen Turnvereins, ist das Postulat des Schweiz. Lehrerinnenvereins, der

Arbeitslehrerinnen und der Hauswirtschaftslehrerinnen. Diese Leute müssen wissen, ob das Obligatorium nötig ist oder nicht. Ich selber trete aus innerster Ueberzeugung für das Mädchenturnen ein.

Wir stehen mit unserem Beschluss vor einer grossen Verantwortung. Es ist zu sagen, dass die Frau heute im Lebenskampf eine ganz andere Stellung einnimmt als früher; jetzt, wo der Mann im Dienst ist, tut sie die Arbeit des Mannes, eine doppelte Pflicht. Wir teilen die Frau ein in die Armee, wir geben ihr ein Dienstbüchlein. Wer in die Armee eingeteilt werden soll, muss stark und gesund sein. Also ist es unsere Pflicht, für die körperliche Ertüchtigung der Frau alles zu tun. Es ist schade, dass die Kommission nicht von sich aus dieses obligatorische Mädchenturnen verlangte, sondern nur in einem Postulat dergleichen tat, als ob man es einführen könnte. Ich möchte der Kommissionsminderheit im Namen der Turner- und Lehrerschaft für ihren Mut, dieses Obligatorium hineinzunehmen, herzlich danken.

Wenn Sie selber von diesem Obligatorium nicht überzeugt sind, so möchte ich Ihnen folgenden Vorschlag machen: Wir unterbrechen heute oder morgen diese Session und gehen hinaus an einen Turnplatz oder in eine Turnhalle hier in Bern und lassen uns drei Klassen vorführen: eine unterste Mädchenklasse, eine mittlere Mädchenklasse von 12 Jahren und eine obere Gymnasialklasse, d. h. eine Abschlussklasse. Man könnte nur auf den Knopf drücken, und die Klassen wären da; die Sache ist organisiert. Ich bin überzeugt, der ganze Rat würde nachher mit gewaltigem Mehr dieses Obligatorium beschliessen. Wenn Sie das aber nicht tun, weil das etwas ganz Sonderbares wäre, nicht nur am grünen Tisch zu beraten, so möchte ich Sie bitten, auf alle diejenigen zu hören, die mit der Jugenderziehung und mit der körperlichen Ertüchtigung des Volkes zu tun haben, auf die Lehrerschaft und auf die Turnerschaft. Ich bitte Sie deshalb, den Minderheitsantrag anzunehmen.

M. Dollfus, rapporteur de la majorité: Cette fois il s'agit bien d'une proposition de la minorité de la commission composée de MM. Dellberg, Gloor et Moser. Ces messieurs proposent une modification à l'article 102 de la loi sur l'organisation militaire. Cet article dit au premier alinéa: «Les cantons veillent à ce que la gymnastique soit enseignée à la jeunesse scolaire masculine».

M. Dellberg et consorts proposent de biffer le mot «masculine» et de dire simplement: «Les cantons veillent à ce que la gymnastique soit enseignée à la jeunesse scolaire».

En d'autres termes, cela inclut la jeunesse féminine. Cette proposition nous est très sympathique. J'ai été heureux d'entendre notre collègue M. Pfändler proposer avec enthousiasme que l'on fasse quelque chose pour rendre obligatoire l'enseignement de la gymnastique non seulement aux garçons mais encore aux jeunes filles. Malgré cela je suis obligé de vous proposer de repousser la proposition de la minorité de la commission. Ce qui est important aujourd'hui, c'est de faire passer la loi sur la préparation militaire. Or nous

croyons savoir, d'après toutes les informations qui nous sont parvenues quant au référendum, qu'il serait très dangereux de mettre dans la loi l'obligation de l'instruction de la gymnastique féminine. Il ne faut pas se faire d'illusions. Le projet suscite un grand nombre d'opposants. Il y a d'abord certains fédéralistes à outrance, il y a ensuite ceux qui pensent que la préparation militaire éloignerait la jeunesse de la famille; il y a enfin ceux qui craignent qu'on ne respecte pas suffisamment le dimanche. Soyez certains, si un référendum était lancé, qu'il y aurait une très forte opposition. Si, à cette opposition, vous ajoutez encore ceux qui sont contraires à l'instruction féminine de la gymnastique, nous risquerions de ne pas faire passer la loi. C'est uniquement pour cette raison et non pas parce que nous sommes contraires à l'enseignement obligatoire de la gymnastique pour les jeunes filles que nous vous prions de repousser l'amendement de M. Dellberg et consorts. Cela est tellement vrai que la commission a accepté un postulat qui arrive exactement au même résultat. Ce postulat dit en effet: «Le Conseil fédéral est invité à examiner le plus tôt possible la question de savoir si, en modification de l'article 102 de la loi sur l'organisation militaire de 1907, et en vue d'encourager le développement physique de la jeunesse féminine, il ne conviendrait pas de déclarer la gymnastique branche obligatoire pour les jeunes filles, du début à la fin de la scolarité dans tous les établissements scolaires publics ou privés».

Dans le fond, nous sommes parfaitement d'accord. Mais à chaque jour suffit sa peine. Commençons par faire approuver la loi sur la préparation militaire et ensuite, tous unis, pleins de bonne volonté, étudions le problème de l'enseignement de la gymnastique aux jeunes filles. C'est dans ce sens que je vous prie de voter avec la majorité de la commission et de repousser l'amendement de MM. Dellberg et consorts.

Meili-Zürich, Berichterstatler der Mehrheit: Es fällt einem schwer, gegen eine Sache zu sprechen, von deren Richtigkeit man überzeugt ist; aber es kommt hier auf die Umstände an. So ist es der Kommissionsmehrheit ergangen gegenüber dem Antrag Dellberg. Eigentlich alle Herren der Kommission waren sich darüber einig, dass das obligatorische Turnen für Mädchen ein zwingendes Erfordernis sei. Dennoch kamen wir zu einem negativen Resultat — zugegeben: aus Gründen der Opportunität. Wir wissen, dass wir mit der Annahme dieses Antrages die Vorlage gefährden würden. Es gibt nun einmal Vorurteile im ganzen Lande herum gegen das Mädchenturnen. Ich hoffe, sie werden mit der Zeit fallen, denn sie sind unberechtigt; aber gegen diese Vorurteile können wir nicht aufkommen! Es handelt sich heute darum, den militärischen Vorunterricht durchzubringen. Ich versichere Sie, dass alle Herren der Kommission einer spätern Behandlung dieser Frage mit Sympathie gegenüberstehen und der Durchführung ihre Unterstützung schenken werden.

Ich bitte Sie, auch noch auf eines zu achten! Das Erziehungswesen ist Sache der Kantone. Damit greifen wir erneut in die Domäne der kan-

tonalen Hoheit hinein. Ich glaube, auch aus diesem Grunde ist es besser, wenn wir auf diese Erweiterung des Gesetzes verzichten. Ich empfehle Ihnen namens der Kommissionsmehrheit Ablehnung des Minderheitenantrages.

Bundesrat Minger: Ich möchte den Antrag auf Ablehnung, der soeben von den Kommissionsreferenten gestellt worden ist, ebenfalls unterstützen, indem diese Frage heute noch nicht spruchreif ist. Dass die körperliche Ertüchtigung unserer Mädchen von grösster Bedeutung ist, daran ist nicht zu zweifeln. Es ist auf diesem Gebiete effektiv viel geleistet worden, sonst könnte uns Herr Nationalrat Pfändler nicht den Vorschlag machen, wir sollten einmal Anschauungsunterricht nehmen. In manchen Kantonen ist das Mädchenturnen obligatorisch. Es ist den Kantonen überlassen, das Obligatorium einzuführen oder nicht. Sollen wir nun einen Schritt weiter gehen und von Bundes wegen das Obligatorium vorschreiben? Das Obligatorium wäre zweifellos ein ganz wesentlicher Fortschritt. Aber die Sache muss doch zuerst noch besser vorbereitet sein. Es hat sich bis jetzt die eidgenössische Turn- und Sportkommission lebhaft damit beschäftigt und ist in der Erziehungsdirektorenkonferenz im Jahre 1935 warm dafür eingetreten.

Das Militärdepartement hat 1937 ein Kreis schreiben erlassen an die Kantonsregierungen und sie ersucht, sie möchten das Mädchenturnen möglichst allgemein als obligatorisches Fach einführen. Wir haben damals die Kantone eingeladen, sie möchten uns melden, wie es in den einzelnen Kantonen auf diesem Gebiete stehe. Es dürfte Sie vielleicht interessieren, wenn ich Ihnen Kenntnis gebe, wie das Resultat dieser Enquete ausgefallen ist. Es haben 15 Kantonsregierungen geantwortet. Neun Regierungen blieben stumm, nämlich Luzern, Nidwalden, Obwalden, Glarus, Zug, Freiburg, St. Gallen, Graubünden und Tessin. Waadt hat uns nur den Empfang bestätigt, aber materiell zu der Frage nicht Stellung genommen. Von den 15 andern Kantonen, die geantwortet haben, ergibt sich das folgende Bild: Es sind eine Reihe von Kantonen, die von sich aus das Obligatorium vorgeschrieben haben, ich möchte ausdrücklich sagen „vorgeschrieben“, denn wir können uns nicht überzeugen, ob in allen Kantonen die Vorschriften mit der Praxis übereinstimmen. Das Obligatorium ist vorgeschrieben in den Kantonen Basel-Stadt, Zürich, Aargau, Solothurn, Schaffhausen, Thurgau, Baselland, Neuenburg und Schwyz. Schwyz hat ausdrücklich gesagt, das solle dann eine kantonale Angelegenheit bleiben. Wallis kennt das Obligatorium auch, allerdings nur für eine Wochenstunde; Bern hat das Obligatorium an den Sekundarschulen, währenddem es in den Primarschulen Sache der Gemeinden ist, dasselbe einzuführen. Aber wir wissen, dass das Turnen als Obligatorium in der Grosszahl von Gemeinden eingeführt ist. Genf hat erklärt, es werde sich sehr Mühe geben und es hätte bis jetzt das Mädchenturnen überall, wo es möglich sei, eingeführt. In Uri, Appenzell I.-Rh. ist das Mädchenturnen ein fakultatives Schulfach, und Appenzell A.-Rh. steckt noch etwas stark in den

Anfängen. Seit dieser Enquete von 1937 sind aber drei Jahre verflossen, und es ist nicht zu zweifeln, dass auf dem Gebiete des Mädhenturnens seither ganz wesentliche Fortschritte erzielt wurden. Der Bundesrat ist bereit, die Verhältnisse weiter abzuklären und zu prüfen, ob die Voraussetzungen, das Mädhenturnen obligatorisch zu erklären, heute vorhanden seien oder nicht. Deshalb nimmt der Bundesrat das Postulat zur Prüfung entgegen. Wir lehnen den Gedanken, wie er im Postulat zum Ausdruck kommt, nicht ab; wir können ihn aber in diesem Moment nicht ohne weiteres verwirklichen. Die Kommission steht dem Gedanken ebenfalls ausserordentlich sympathisch gegenüber. Es ist aber nicht angängig, solche Sachen einfach so unterm Bein durch in eine Vorlage hineinzuschmuggeln. Wenn wir das tun, steht die Opposition auf, und wenn weite Kreise gegen ein Bundesobligatorium eingenommen sein sollten, dann gefährden wir die ganze Vorlage. Die Kommission hat Wert darauf gelegt, dass dieses Postulat möglichst rasch behandelt wird. Wir haben ihr das zugesichert. Dass wir gewillt sind, dem Wunsche zu entsprechen, dürfte daraus hervorgehen, dass wir die Einladungen bereit haben an die kantonalen Regierungen, um sie am 24. Juni zu einer Konferenz hier in Bern einzuladen, um diese Fragen zu besprechen. Wir dürfen in einer so wichtigen Angelegenheit nicht einfach über die kantonalen Regierungen hinweggehen und, ohne sie vorher angehört zu haben, Beschlüsse fassen. Das könnte sich bitter rächen. Ich bitte deshalb, den Antrag Dellberg, so gut er gemeint ist, unterstützt von Herrn Nationalrat Pfändler, abzulehnen, dagegen das Postulat entgegenzunehmen.

— Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Minderheit	41 Stimmen
Dagegen	60 Stimmen

Art. 103 M. O.

Antrag der Kommission.

Abs. 1 und 2. Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Abs. 3. Streichen.

Art. 103 O. M.

Proposition de la commission.

Al. 1 et 2. Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Al. 3. Biffer.

M. Dollfus, rapporteur: Dans les alinéas 1 à 3 il s'agit d'une divergence entre le Conseil des Etats et la commission du Conseil national. Le Conseil des Etats a inséré dans le projet un alinéa 2 et un alinéa 3. L'alinéa 2 prescrit: «La Confédération prend à sa charge les frais de l'instruction militaire.» Cet alinéa n'est pas combattu. Le Conseil fédéral s'y est rallié.

Par contre, à l'alinéa 3 qui stipule: «L'instruction militaire préparatoire est organisée et appliquée par les cantons sous la direction générale et d'après les directives du Département militaire fédéral», votre commission, unanime, vous propose de le biffer et d'en revenir au texte primitif du Conseil fédéral. En effet, dans mon rapport d'entrée en

matière, j'ai déjà dit que l'armée était du domaine de la Confédération. Nous avons une armée suisse, nous n'avons pas des armées cantonales. Il faut donc aussi que la préparation au service militaire soit une affaire fédérale. Le grand danger de laisser ce soin aux cantons serait que nous aurions 25 préparations différentes. Dans tel canton la préparation serait consciencieuse, elle serait faite à fond. Dans d'autres cantons, on traiterait la question plus à la légère. La conséquence serait que nous n'aurions pas des soldats suisses d'un seul modèle mais des soldats suisses de qualités différentes. C'est là une chose qu'il faut absolument éviter. Il est du plus grand intérêt, pour la conduite de l'armée, que les chefs sachent qu'il est parfaitement égal pour une tâche donnée de la confier à des Zurichois plutôt qu'à des Vaudois ou à des Tessinois. C'est pour cette raison que la commission unanime vous propose de biffer l'alinéa 3 inséré par le Conseil des Etats et d'en revenir purement et simplement au projet du Conseil fédéral.

Meili-Zürich, Berichterstatter: Der Beschluss des Ständerates bestimmt in Abs. 3, dass der militärische Vorunterricht unter der Oberleitung und nach den Richtlinien des eidgenössischen Militärdepartementes durch die Kantone organisiert und durchgeführt werde, gegenüber Art. 103 der bundesrätlichen Vorlage, die sagt: „Der Bundesrat sorgt in Verbindung mit den Kantonen dafür.“ Damit ist ein wesentlicher Unterschied entstanden. Wie bereits gesagt wurde, ist die Landesverteidigung Sache des Bundes und nicht der Kantone. Ausserdem müssen die Verantwortlichkeiten klar umschrieben werden. Verantwortlich sind die Divisionskommandanten und die Kommandanten der Gebirgsbrigaden. Das sind persönliche Verantwortungsbereiche. Die Kommandanten sind nachher für die Ausbildung der Truppe verantwortlich, und das können nicht Organe sein, denen die Mittel nicht zur Verfügung stehen, denen oft auch das Personal nicht zur Verfügung steht usw. Die Aufgabe der Kantone ist eine administrative: sie üben die Kontrolle aus. Die Kommission ist sich darüber einig, Ihnen vorzuschlagen, den abweichenden Beschluss des Ständerates abzulehnen.

Angenommen. — *Adopté.*

Abs. 4 bis 9.

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Abs. 4. Der militärische Vorunterricht umfasst folgende Kurse:

- den turnerischen Vorunterricht für das 16., 17. und 18. Altersjahr;
- die Kurse für Jungschützen für das 17. und 18. Altersjahr;
- den Vorbereitungskurs für die diensttauglich Befunden des 19. Altersjahres.

Abs. 5 und 6. Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Abs. 7. Die Teilnahme am Jungschützen- und Vorbereitungskurs gemäss lit. b und c ist obligatorisch. Zur Teilnahme am turnerischen Vorunterricht gemäss lit. a sind nur jene Jünglinge verpflichtet, die sich an den alljährlich durchgeführten,

obligatorischen Leistungsprüfungen nicht über die vorgeschriebenen Mindestleistungen auszuweisen vermögen.

Abs. 8. Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Abs. 9. Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Minderheit (Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

a. ...

b. ...

c. die Turn- und Schiesskurse für die diensttauglich

Die Teilnahme am Jungschützenkurs und an den Turn- und Schiesskursen gemäss ...

Abs. 4. Streichen (gemäss Beschluss des Ständerats).

Antrag Pfändler.

Der militärische Vorunterricht umfasst folgende Kurse:

- a. den turnerischen Vorunterricht für das 16. bis 19. Altersjahr;
- b. die Kurse für Jungschützen für das 18. und 19. Altersjahr.

Antrag Niederhauser.

Abs. 10. Die Kurse des militärischen Vorunterrichtes dürfen nur ausnahmsweise an Sonntagen abgehalten werden.

Al. 4 à 9.

Proposition de la commission.

Majorité:

Al. 4. L'instruction militaire préparatoire comprend les cours suivants:

- a. L'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans;
- b. les cours pour jeunes tireurs de 17 et 18 ans;
- c. le cours préparatoire militaire pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service.

Al. 5, 6 et 7. Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Al. 7. La modification à l'al. 7 ne concerne que le texte allemand.

Al. 8. Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Al. 9. Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité (Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

a. ...

b. ...

- c. Les cours de gymnastique pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service.
.....
.....

La participation aux cours pour jeunes tireurs et aux cours de gymnastique et de tir prévus sous ...

Al. 4. Biffer (selon la décision du Conseil des Etats).

Proposition Pfändler.

Al. 4. L'instruction militaire comprend les cours suivants:

- a. L'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16 à 19 ans;
- b. les cours pour jeunes tireurs de 18 et 19 ans.

Proposition Niederhauser.

Al. 10. Les cours d'instruction militaire préparatoire ne doivent être donnés qu'exceptionnellement le dimanche.

M. Dollfus, rapporteur de la majorité: Le Conseil des Etats a modifié de façon très importante le projet du Conseil fédéral. Le Conseil des Etats n'a pas voulu approuver le cours préparatoire militaire pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service. Il a donc décidé de biffer la lettre c du projet du Conseil fédéral. Le Conseil des Etats a alors — pour éviter que les jeunes gens de 19 ans soient complètement abandonnés à eux-mêmes — décidé que les cours pour jeunes tireurs qui, d'après le projet du Conseil fédéral devaient se faire à 17 et 18 ans, auraient lieu à 18 et 19 ans. Votre commission, à l'unanimité (M. Dellberg n'a fait opposition qu'après les séances de Gunten), a décidé de rétablir le projet du Conseil fédéral c'est-à-dire l'obligation des cours de jeunes tireurs à l'âge de 17 et 18 ans. D'autre part, le cours préparatoire militaire aurait lieu pour les jeunes gens de 19 ans. Il est inutile que je vous explique les raisons pour lesquelles votre commission a pris cette décision puisque nous en avons déjà parlé longuement dans la discussion générale.

Nous avons ici une proposition que vous trouvez imprimée sur la feuille des propositions de minorité. Mais là encore il ne s'agit pas d'une proposition de minorité de la commission. M. Dellberg n'a pas présenté cette proposition en commission. C'est donc une proposition personnelle. Elle consiste à dire: «... Les cours de gymnastique pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service...» au lieu de: «... Les cours préparatoires.» Il s'agit, vous le voyez, de la même question qui s'est déjà posée lorsque nous avons discuté du titre et du préambule. Je vous engage à adopter le texte de la majorité de la commission duquel il ressort bien qu'on n'a pas l'intention de jouer aux soldats puisque déjà, au lieu de «cours préparatoire militaires», comme l'avait prévu le projet du Conseil fédéral, nous disons simplement: «Cours préparatoires». Le Conseil fédéral s'est rallié à cette modification qui doit, pensons-nous, être un apaisement, une garantie pour tous ceux qui craignent que dans ces cours il ne soit pas donné assez d'importance à la gymnastique, aux sports et autres exercices sur lesquels vous me dispenserez de revenir car on en a déjà abondamment parlé.

Je vous prie d'accepter la proposition de la majorité de la commission c'est-à-dire de rétablir les cours de tir pour les jeunes gens âgés de 17 et de 18 ans et d'introduire les cours préparatoires à l'âge de 19 ans en donnant à cette institution la dénomination de «cours préparatoire» et non pas «cours de gymnastique» comme le voudrait M. Dellberg.

Vous êtes également saisis d'un amendement présenté par M. Pfändler. Les conséquences d'une acceptation de sa proposition seraient d'abord qu'il n'y aurait plus de cours préparatoires, tels qu'ils sont prévus dans le projet du Conseil fédéral; ensuite l'enseignement de la gymnastique se ferait non plus seulement de 16 à 18 ans, mais serait poursuivi jusqu'à l'âge de 19 ans. D'autre part,

M. Pfändler voudrait que les cours de jeunes tireurs fussent organisés pour les jeunes gens de 18 et 19 ans au lieu de l'être pour ceux de 17 et 18 ans.

M. le conseiller fédéral Minger vous a exposé avec toute la clarté désirable pourquoi nous devons attacher à ces cours préparatoires une très grande valeur; j'ai eu l'honneur de vous en parler substantiellement dans mon rapport général. J'ai signalé à ce propos que nos plus grands chefs militaires, le général Guisan, le commandant de corps Wille ainsi que tous les membres de la commission de défense nationale, avaient, eux aussi, marqué l'importance capitale de ces cours.

Je vous prie donc d'accepter les propositions de la majorité de la commission en repoussant tant l'amendement de M. Pfändler que celui de M. Dellberg.

Melli-Zürich, Berichterstatter der Mehrheit: Der Text der Botschaft lautet: „b. die Kurse für Jungschützen im 17. und 18. Altersjahr; c. den Militärvorkurs für die diensttauglich Befundenen des 19. Altersjahres.“ In Abänderung dieses Textes hat der Ständerat beschlossen: „b. die Kurse für Jungschützen für das 18. und 19. Altersjahr“; c. Militärvorkurse werden überhaupt gestrichen. Die Kommission schlägt Ihnen vor, für b. das 17. und 18. Altersjahr aufrecht zu erhalten und für c. den Militärvorkurs durch „Vorbereitungskurs“ zu ersetzen. Ich hatte gestern schon Gelegenheit, Ihnen über den Wert der Vorbereitungskurse zu sprechen. Er ist die Synthese der beiden vorherigen Kurse. Er ist die praktische Anwendung dessen, was vorher in turnerischen und schiesstechnischen Dingen allgemein gelehrt worden ist. Ich möchte nicht unterlassen, Ihnen mitzuteilen, dass Herr General Guisan und mit ihm alle Truppenkommandanten einen besonders grossen Wert darauf legen, dass dieser Vorbereitungskurs zustande kommt. Ich bitte Sie sehr, im Sinne der Kommissionsmehrheit an diesem festzuhalten. Damit werden auch die beiden Anträge, der Minderheitsantrag des Herrn Dellberg und der persönliche Antrag von Herrn Pfändler, dahinfallen. Ich glaube, es ist nicht nötig, dass ich über den Wert der Vorbereitungskurse spreche. Das ist gestern geschehen. Ich empfehle Ihnen erneut, bei diesem Antrag der Kommissionsmehrheit zu verbleiben.

Präsident: Soeben ist mir ein Antrag des Herrn Niederhauser zugegangen. Die Zeit reicht nicht mehr aus, ihn zu vervielfältigen. Deshalb erlaube ich mir, ihn zu verlesen. Er würde am Schlusse des Art. 103 angeschlossen. Er lautet:

„Die Kurse des militärischen Vorunterrichtes dürfen nur ausnahmsweise an Sonntagen abgehalten werden.“

Dellberg, Berichterstatter der Minderheit: Ich habe hier unter Buchstabe c. beantragt, „Turn- und Schiesskurse“ zu sagen, statt „Militärischer Vorbereitungskurs“. Die Begründung dazu habe ich heute in einem einleitenden Votum abgegeben. Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass tatsächlich im Ständerat die Auffassung herrschte (6 : 1 Stimme), den Militärvorkurs als solchen abzulehnen. Der Ständerat ist aber seiner Kommission gefolgt

und hat sich für Schiessen und Turnen ausgesprochen, und zwar mit 31 : 7 Stimmen. Nun sollen wir hier im Nationalrat, im Gegensatz zu dem Streichungsantrag des Ständerates, was den Militärvorkurs anbetrifft, eine grosse Differenz schaffen, auf die nach meiner Auffassung der Ständerat nicht eintreten kann. Heute morgen hat Herr Bundesrat Minger erklärt, dass im Grunde keine Differenz bestehe zwischen dem Antrag der Minderheit (Herr Pfändler) und dem des Bundesrates, dass auch er den Militärvorkurs nur als turnerischen Vorkurs betrachte, allerdings mit der praktischen Anwendung (Geländekenntnis, Kartenlesen usw.). Nun ist er aber weitergegangen und hat erklärt, dass hiefür der junge Mann auszurüsten sei mit Mütze, Bluse, Ceinturon und Gewehr. Man will also nicht nur den turnerischen Vorunterricht, sondern man will zurückkehren zum „Militärten“ der berühmten Kadettenzeit, die heute verdammt wird, selbst von höhern Militärs, welche deren Nützlichkeit für die Vorbereitung auf die Rekrutenschule nicht anerkennen. Es geht im Grunde darum: Wollen wir die Jugend vorbereiten für die Rekrutenschule, wollen wir ihr diejenigen körperlichen Fähigkeiten beibringen, die es ihr nachher erleichtern werden, die Rekrutenschule zu absolvieren? Herr Bundesrat Minger hat sich im Ständerat bereit erklärt, ohne weiteres statt einfach 80 oder 60 Stunden zu nennen, beizufügen, dass davon 24 Stunden für das Schiessen in Frage kommen sollen. Für das turnerische Programm, wie es im Programm der Sport- und Turnkommission vorgesehen ist, blieben dann noch 36 Stunden. Die Sache scheint mir ausserordentlich wichtig; aber man hat nicht den Mut, jetzt im Departement ausdrücklich zu sagen, wie man es in der Mitteilung erklärt hat, dass es sich hier um die militärische Vorbereitung handelt. Herr Bundesrat Minger hat im Ständerat erklärt, es handle sich um eine militärische Vorbereitung mit militärischen Kadern; man macht nur eine Ausnahme für die Gebirgsgegenden. Dort will man es mit Turnen und Schiessen genug sein lassen. Im Gegensatz dazu will man für die übrigen Gebiete der Schweiz einen militärischen Vorunterricht mit allem Drum und Dran, allerdings ohne Gruss, Drill und Achtungsstellung usw. durchführen. Die militärische Spielerei von der Kadettenzeit her soll also wieder eingeführt werden, trotzdem wir sie 1934 abgeschafft haben. Die Aufgabe dieser Vorlage muss sein, die Jugend körperlich erstarken zu lassen, damit sie die Rekrutenschule mit Erfolg bestehen kann. Das zweite Ziel muss sein, nicht nur die Jugend, aber besonders diese mit dem Schiessen vertraut zu machen. Es kann sich also nicht darum handeln, dass in diesen 36 Stunden die Rekrutenschule sozusagen vorweggenommen werden soll. Es ist nicht möglich, in 36 Stunden das zu tun, wofür man nachher in der Rekrutenschule 4 Monate Zeit haben wird. Ich bitte Sie, unserem Antrag zuzustimmen.

Noch ein Wort zum Minderheitsantrag. Herr Dollfus hat darauf aufmerksam gemacht, er sei in Gunten nicht gestellt worden. Nachdem in der Berichterstattung der Presse gesagt wurde, die nationalrätliche Kommission habe einstimmig, im Gegensatz zum Ständerat, den Militärvorkurs wieder aufgenommen, war es notwendig, den An-

trag hier erneut zu stellen. Ich bitte Sie, ihm zuzustimmen.

Pfändler: Herr. Präsident, vor Begründung meines Antrages hätte ich eine persönliche Bitte an Sie, nämlich die, Sie möchten uns wieder den gleichen Streich spielen wie anno dazumal, als ich den Ordnungsantrag stellte, und wieder auf den Knopf drücken. Sie sehen, dass unsere Herren sehr müde sind. Es wäre für mich interessant, die Wirkung des Läutens einmal von hier vorn zu sehen.

Ich bekämpfe den militärischen Vorkurs. Während den gleichen drei Jahrzehnten, in denen ich Volksschullehrer war und der körperlichen Ertüchtigung meine ganze Zeit opferte, war ich mit dem militärischen Vorunterricht sehr eng verbunden. Ich habe während vielen Jahren als aktiver Leiter im militärischen Vorunterricht mitgemacht. Während vielen Jahren war ich Kreischef und habe den Vorunterricht sehr oft inspiziert. Bis vor wenigen Monaten bin ich als Kantonalpräsident eines der grössten kantonalen Turnvereine für den Vorunterricht mitverantwortlich gewesen. Dass ich für das Obligatorium bin, habe ich schon betont.

Leider aber hat dieser obligatorische Vorunterricht, wie er vorgeschlagen wird, einen zweiten Schönheitsfehler, ein Ueberbein, und das ist dieser militärische Vorkurs. In der Theorie, auf dem Papier, sieht der sehr schön aus. In der Praxis ist er nichts wert. Was unsere Leute brauchen, das ist Schiessausbildung und eine körperliche Ertüchtigung. Was sie nicht brauchen, ist „Soldatlis spielen“ im vormilitärischen Alter. Gehen Sie in die Offiziersschulen in Zürich und fragen Sie diese Leute, was sie brauchen an militärischer Vorbereitung. Sie werden Ihnen sagen: Schiessen und körperliche Ertüchtigung und nochmals körperliche Ertüchtigung. Und sehen Sie sich die Bilder in den Illustrierten an, was von diesen Leuten verlangt wird. Darauf müssen wir trachten.

Ich habe diesen Kampf gegen den militärischen Vorkurs schon einmal aufgenommen im Kadettenkorps St. Gallen, einem Kadettenkorps, das 1000 Jünglinge zählt. Das Korps wollte vor 3 Jahren reorganisiert werden von Leuten, die mit Jugend-erziehung und körperlicher Ertüchtigung ihrer Lebtage nichts zu tun hatten. Es wurde nach vorkriegszeitlichem Muster vorgeschlagen, ein militärisch organisiertes Kadettenbataillon zu machen. Mit allen Instruktoren bin ich dagegen aufgetreten. Wir haben die Reorganisation nach unserer Meinung durchgeführt, und zwar ausdrücklich im Einverständnis mit der Delegation des Offiziersvereins der Stadt St. Gallen und des Offiziersvereins des Kantons St. Gallen.

Den militärischen Vorkurs bekämpfe ich aus drei Gründen: 1. Es ist kein richtiges Ausbildungsprogramm für einen militärischen Vorkurs vorhanden. Weder das Gesetz noch die Verordnung bringen ein solches Programm. Heute sind wir zwar (S. 63) von der und jener Seite darüber orientiert worden. Gelten tut aber, was geschrieben steht. Ich will Ihnen zwei Stellen aus der Rede des Herrn Bundesrat Minger im Ständerat zur Kenntnis bringen:

„1. Die Teilnehmer bekommen eine kleine Ausrüstung mit Uniform. Sie erhalten ein Gewehr, eine Bluse, eine Mütze und einen Leibgurt. Auf soldatischen Drill wird verzichtet.“

Uniform, Bewaffung und keinen soldatischen Drill! Wenn Sie das durchführen wollen, bekommen Sie keinen militärischen Vorkurs, sondern einen Salat, eine Spielerei, eine Bummelei. Die Leiter, die einen solchen Kurs übernehmen würden, werden bald einsehen, dass sie in Gottes Namen die jungen Leute in den Senkel stellen müssen, und das geht nur mit Soldatenschule und mit Exerzieren. Das können wir aber auch machen im turnerischen Vorunterricht. Das bisherige Programm sieht das vor, und das Programm für diesen turnerischen Vorkurs, das den Kommissionsmitgliedern vorgelegt wurde, sieht sogar sehr gut aus. Genau das, was man im militärischen Vorunterricht machen soll, ist auch hier vorgesehen: Marsch und Lauf im Gelände, Marsch und Lauf in Gruppen, Ueberspringen von Hindernissen, Erklettern und Erklimmen von Bäumen, Ueberhangen von Hindernissen, Anschleichen, Verteidigung eines Geländeabschnittes, Angreifen, Erstürmen, Kartenlesen, Patrouillenübungen, Geländekampfspiele usw. Alles figuriert im Programm des turnerischen Vorunterrichts. Warum also einen militärischen Vorkurs? Blicke dafür nur noch Drill und Soldatenschule! Wenn wir dann noch dazu nehmen, dass die Instruktoren, die wir von militärischer Seite stellen wollen, ungenügend sind, so ist ein langweiliger Betrieb gesichert. Was nimmt man diesen jungen Leuten durch diesen militärischen Vorkurs vorweg? Die Neuigkeit, den Reiz des Soldatenhandwerkes, die Begeisterung für die Rekrutenschule. Darum Hand weg von diesem Vorkurs.

Zweitens heisst es in der Rede des Herrn Bundesrat Minger: „In den Kursen möchten wir alle Jünglinge, nachdem sie die nötige Vorbereitung im Turnen und Schiessen haben, zusammenfassen in kleine Körper, um sie vom einheitlichen Gesichtspunkt aus auf die kommende Rekrutenschule vorzubereiten, damit man in der Rekrutenschule auf diesem Fundament aufbauen kann.“

Welches ist nun die eigentliche Linie, die wir in einem militärisch organisierten Vorkurs haben wollen? Etwa die Ausbildung am Lmg oder am Mg? Was wir brauchen, ist die Schiessausbildung, sowie die körperliche Ertüchtigung. Das können wir machen ohne Uniformen. Auch die Geländeausbildung ist ohne Uniform möglich. Wozu noch einen uniformierten militärischen Vorkurs? Es bleibt einzig und allein die Soldatenschule nach Exerzierreglement, Artikel so und so. Wenn Sie diese Soldatenschule weglassen, garantiere ich, dass eine Bummelei eingreifen wird. Aus diesem Grunde musste ja der bewaffnete Vorunterricht im Jahre 1934 eingestellt werden. Ich habe zu Dutzenden Malen inspiziert und nach Bern gemeldet, es gehe nicht, das Programm genüge nicht, die Leiter seien nicht qualifiziert dazu. Deshalb Hand weg von diesem Kurse.

Der zweite Hauptgrund, den ich soeben angetönt habe, ist das Nichtvorhandensein der nötigen Anzahl qualifizierter Leiter. Damals, im Jahre 1934, handelte es sich um freiwillige Helfer, die aus Begeisterung kamen, und sie haben nicht

genügen können. Heute sollen sie militärisch befohlen werden. Leute, die nicht im Turnwesen und im Schiessen aktiv mitmachen, die sind dieser Aufgabe nicht gewachsen. Sie sind nicht genügend und machen einen Salat.

Der dritte Grund, der mich bewegt, den militärischen Vorkurs abzulehnen, ist folgender: Die Einführung ist erst auf 1943 vorgesehen. Wenn die sofortige Einführung durch Vollmachenbeschluss beschlossen worden wäre, so hätten wir wenigstens eine Verstärkung der Landesverteidigung erreicht. Man sagt, man hätte keine Instruktoren. Aber ich behaupte, dass man heute die nötigen Instruktoren hätte. Die Leute, die nicht im Dienst sind, sind ohnehin zur Verfügung und die, die im Dienst stehen, könnte man an einem Samstag abkommandieren, das würde vielleicht 2—3 Mann treffen auf eine Kompagnie. Aber diesen militärischen Vorkurs erst auf 1943 einzuführen, geht nicht an. Im Jahre 1943 werden wir, so dürfen wir sicher annehmen, keinen Krieg mehr haben. Wir werden Frieden oder zum mindesten einen traurigen Katzenjammer haben und eine Reaktion, die viel grösser und schärfer ist als 1918. Glauben Sie ja nicht, dass dann unser Volk für militärischen Zwang vor dem dienstpflichtigen Alter zu haben sein wird. Es würde das Referendum ergreifen für diese Vorlage mit dem militärischen Vorkurs, und es würde die Vorlage glänzend bachab schicken. Ich möchte dem Rat deshalb empfehlen, nur das zu wollen, was schon 1874 vorgeschlagen, aber nicht durchgeführt wurde, was 1907 geplant, aber nicht einmal beschlossen wurde, eben den turnerischen Vorunterricht und das Schiesslernen. Insoweit habe ich nun den Minderheitsantrag absolut unterstützt.

Wenn ich nun noch persönlich einen Antrag stelle, so bloss, damit Sie überlegen können, was besser sei. Der Minderheitsantrag geht darauf hinaus, im 19. Altersjahr den Vorbereitungskurs für die Dienstpflichtigen obligatorisch zu erklären. Ich möchte nicht so weit gehen, sondern nur so weit, wie die eidgenössische Sport- und Turnkommission es dem Bundesrat vorgeschlagen hat, nämlich nur diejenigen im 19. Altersjahre zum turnerischen Vorunterricht zu verpflichten, die wiederum eine Prüfung nicht bestanden haben. Wenn dieser Vorschlag angenommen würde, könnte man das turnerische Programm glänzend erweitern, z. B. müssten diejenigen im 18. Altersjahr im Unterland, wo Schwimmgelegenheit vorhanden ist, mit der turnerischen Prüfung überall eine Schwimmprüfung ablegen. Denn ein Soldat im Unterland, der nicht schwimmen kann, ist ein halber Soldat. Diejenigen im Gebirgslande hätten eine Skiprüfung zu bestehen, denn ein Gebirgs-soldat, der nicht skifahren kann, ist den Anforderungen des Dienstes im Wintergebirge nicht gewachsen. Zum Kurse müssten nur die kommen, die die Anforderungen in der Prüfung nicht bestanden haben.

Diesen Antrag, den obligatorischen Unterricht in dem Sinne bis zum 19. Jahre durchzuführen, habe ich nur deshalb gestellt, damit Sie den Minderheitsantrag und diesen Antrag einander gegenüberstellen. Ich bin nicht unglücklich, wenn Sie

meinen Antrag verwerfen. Aber zum mindesten muss er den Erfolg haben, dass man nicht den militärischen Vorkurs beschliesst, für den wir die Instruktoren, welche kommandiert werden müssen, nicht haben. Die besten Unteroffiziere und die besten Subalternoffiziere sind dort zu finden, wo körperliche Ertüchtigung betrieben wird, in den Turnvereinen und in den Leichtathletikvereinen. Ein jünger Mann, der dort nicht mitmacht, ist ein miserabler Instruktor in den turnerischen Übungen, weil er sie nicht beherrscht. Deshalb müssen wir von diesem militärischen Vorkurse absehen. Nehmen Sie entweder den Antrag der Minderheit an oder meinen weniger weitgehenden Antrag.

Niederhauser: Ich stelle Ihnen den Antrag, bei diesem Ansatz noch beizufügen: „Die Kurse des militärischen Vorunterrichtes dürfen nur ausnahmsweise an Sonntagen abgehalten werden.“ In der Eintretensdebatte haben verschiedene Herren Kollegen darauf hingewiesen, dass durch die Kurse des militärischen Vorunterrichtes die Würde des Sonntages nicht leiden dürfe, dass seine Heiligung nicht verhindert werden sollte, dass der Sonntag soweit als möglich der Familie erhalten bleiben solle. Diese Stimmen verraten Ihnen, dass in weiten Kreisen Bedenken bestehen, der Sonntag werde unserer Jugend durch diese Kurse weggenommen, der Sonntag, wie er richtig verstanden und gewürdigt werden sollte. Diesen Bedenken sollte man Rechnung tragen. Der Bundesrat ist dazu bereit, indem er als § 24 seines Entwurfes für die Verordnung eine Bestimmung vorsieht, wonach diese Kurse „in der Regel am Werktag“ stattfinden sollen, und wonach, wenn ausnahmsweise der Sonntag dazu benützt wird, die gesetzlichen Vorschriften über den Sonntag beobachtet werden sollen. Der Herr Vorsteher des Militärdepartementes hat in seinem Votum auch ausdrücklich betont, es sei der ernste Wille des Bundesrates, dieser Bestimmung Nachachtung zu verschaffen. Man kann sich darum wirklich fragen, ob man sich nicht damit begnügen und sich dabei beruhigen solle. Gewiss, wir und die weitesten Kreise unseres Volkes haben Zutrauen zum Bundesrat und insbesondere auch zum jetzigen Herrn Chef des Militärdepartementes und sind überzeugt, dass sie das, was sie in der Verordnung vorsehen, auch wirklich in der Ausführung des Gesetzes durchführen wollen. Aber der Bundesrat wechselt in seiner Zusammensetzung; wir werden andere Vorsteher des Militärdepartementes an der Ausführung dieses Gesetzes erleben, das ja, wie heute besonders betont worden ist, auf Jahrzehnte hinaus wirksam bleiben soll. Darum sind die Bedenken weiter Kreise mit diesen Zusicherungen noch nicht genügend beschwichtigt, und es läge im Interesse der Vorlage, eine solche Bestimmung ins Gesetz aufzunehmen. Diese Meinung teilt mit mir auch Herr Schmutz, der ja in der Eintretensdebatte gesprochen und meinen Antrag mitunterzeichnet hat. Ich bin aber überzeugt, dass auch die andern Herren, die sich heute im gleichen Sinne geäußert haben, meine Auffassung teilen werden. Ich glaube deshalb, man darf es nicht als Misstrauen gegenüber dem Bundes-

rate ansehen, wenn wir einen solchen Antrag stellen und Sie bitten, eine ausdrückliche Bestimmung in das Gesetz selbst aufzunehmen.

Gegenüber dem Text des bundesrätlichen Entwurfes ist eine kleine Umstellung vorgenommen worden. Im Entwurf heisst es, dass in der Regel der Werktag benützt werden solle. Die Fassung unseres Antrages geht dahin, dass nur ausnahmsweise der Sonntag benützt werden dürfe. Ich glaube, Sie leisten der ganzen Vorlage einen Dienst, wenn Sie diesem Antrag Folge leisten und ihn zum Beschluss erheben.

M. Dollfus, rapporteur de la majorité: Au nom de la commission, je vous ai déjà dit mon opinion sur les propositions Dellberg et Pfändler. Je ny reviens pas.

En ce qui concerne celle de M. Niederhauser je ne puis pas vous en parler au nom de la commission puisqu'elle n'a pas eu l'occasion d'en discuter. Je me bornerai à dire que personnellement elle m'est très sympathique. Au surplus le chef du Département militaire nous a déclaré que les autorités ont le ferme propos de respecter le dimanche et par conséquent de ne choisir qu'à titre tout à fait exceptionnel ce jour-là pour des exercices de préparation militaire. Sans doute, si l'on a cette intention, il ne peut pas nuire de le dire. En revanche, on pourrait se demander si une disposition de cette nature a bien sa place marquée dans une loi. Quoi qu'il en soit, comme son inclusion dans le texte apporterait sans doute un apaisement à une grande partie de la population, je vous recommande, quant à moi, à titre personnel, l'adoption de l'amendement de M. Niederhauser.

Meili-Zürich, Berichterstatter der Mehrheit: Es liegt mir daran, vor allem zu der Auffassung, die Herr Pfändler geäussert hat, noch einige Worte zu sagen. Herr Pfändler hat grosse Bedenken, dass der Vorbereitungskurs wieder etwas Aehnliches wird wie der ehemalige militärische Vorunterricht. Es ist typisch, dass gerade Herr Pfändler diese Bedenken äussert, stammt er doch aus einer Gegend, wo das Kadettenwesen eine grosse Tradition hat und neuerdings wieder eingeführt wurde. Es wurde gestern über das Kadettenwesen gesprochen; ich verschweige Ihnen nicht, dass es in militärischen Kreisen skeptisch beobachtet wird, aus den angeführten Gründen. Der Weg von der ernsthaften Arbeit bis zur Karikatur ist ein sehr kleiner. Nun aber hat man Ihnen doch dargelegt, was in dem Programm für den praktischen Vorbereitungskurs enthalten ist und Ihnen ausführlich Bericht erstattet, dass es sich hier nicht um ein Soldatenspielen handelt, auch nicht um eine Einführung in den Drill, sondern um etwas, was eben unsern Leuten hauptsächlich fehlt, das Ueben im Gelände. Ich komme nicht mehr darauf zurück. Herr Pfändler behauptet, das gehe nicht ohne die militärischen Formen, ohne die Achtungsstellung, ohne das Grüssen und alles, was eben einmal zum soldatischen Wesen gehört. Wenn dem so wäre, dann funktionierte die Pfadfinderei nicht, und doch bringt sie es fertig, ohne diese Formen ungefähr das Programm durchzuführen, das wir in diesen Vorbereitungskursen haben möchten. Nun ist es ganz selbst-

verständlich, dass wir nicht einfach ein Pfadfinderprogramm übernehmen können für Leute, die 5 Jahre älter sind und die für den Militärdienst vorbereitet werden müssen. Ich glaube also, Herr Pfändler irrt sich, wenn er glaubt, dass dieses Programm nicht durchgeführt werden könne. Es geht nicht nur um das Schiessen und das Turnen, sondern um mehr, um das Sicheinfinden in das Gelände, und um eben all das, was den Mann zum Kämpfer hin bildet.

Die Frage, ob man wirklich keine qualifizierten Leiter für diese Kurse finde, möchte ich auch anders beurteilt wissen als Herr Pfändler. Wer bildet denn in den Rekrutenschulen die Leute aus? Es sind doch unsere jungen Offiziere unter der Leitung der Instruktionsoffiziere. Das ist gerade eine der Qualitäten unseres Milizsystems, dass der Lernende auch lehren muss. Das ist das alte Prinzip des Generals Wille, der sagte, die Intensität des Lehr-effektes werde dadurch gefördert, wenn wir nicht alte Routiniers haben. Wir haben vor alten Zeiten Routiniers als Instruktoren gehabt. Zur Zeit, als die Divisionäre noch politische Obersten waren, hat man ihnen einen Berufsstabschef beigegeben müssen. Aber auch der Kompagniekommandant wurde womöglich von einem Hilfsinstruktor geleitet, und der junge Offizier konnte zusehen, wie es der Routinier machte. General Wille hat in den 80er Jahren damit aufgeräumt und ist zum Prinzip übergegangen: docendo discitur. Und dieses Prinzip bekämpft nun Herr Pfändler. Er glaubt, man habe die Leute dazu nicht; er glaubt, es sei ein Privileg der ganz besonders Eingeweihten, die eben Turnen und Schiessen lehren könnten. Wenn er recht hätte, dann wäre aber unsere ganze Ausbildung nichts wert. Die militärische Ausbildung unserer Armee darf sich aber mit derjenigen vieler anderer Armeen messen, die viel mehr Zeit darauf verwenden. Auch der Beweggrund von Herrn Pfändler hat mich sehr eigenartig berührt, dass er als Offizier befürchtet, unser Volk könnte sich gegen einen militärischen Zwang, wie er diesem Vorbereitungskurs innewohnt, auflehnen. Lassen wir das Prophezeien! Wir wissen heute nicht, wann der Krieg aufhört. Die Weltgeschichte hat noch eine Pandorabüchse voll Ueber-raschungen. Es ist ganz abwegig, heute über die Verhältnisse von 1943 etwas vorzusagen!

Auch die Anregung von Schwimmen und Ski ist schön und recht. Die Darlegungen des Herrn Pfändler erinnern mich daran, dass man nie zu stark in die Details gehen sollte, bevor man über das Ganze klar ist. Richten wir den Blick auf das Ganze. Ich bitte Sie sehr, diesem Vorbereitungskurs, der in der Kommission eingehend nach allen Seiten geprüft und gutgeheissen wurde, zuzustimmen. Nehmen Sie diese Vorlage, die sicherlich für die Zukunft eine brauchbare Grundlage bildet, an. — Der Antrag des Herrn Niederhauser ist durchaus sympathisch. Ich habe nichts weiter dazu zu sagen. Man wird jedenfalls gut tun, sich ihm zustimmend gegenüberzustellen. Komplizieren Sie aber die Situation nicht, sonst haben wir wieder eine Lage wie 1874 und 1907, wo nichts herausgekommen ist.

Dellberg, Berichterstatter der Minderheit: Nach der Begründung des Antrages Pfändler kann ich im Namen der Minderheit erklären, dass wir bereit

sind, unsern Antrag zugunsten seines Antrages zurückzuziehen, und zwar hauptsächlich aus folgenden drei Gründen:

Herr Pfändler will das Schiessen obligatorisch erklären vom 18. Altersjahr an, statt vom 17. Für die Friedenszeit ist das nach meiner Auffassung durchaus gerechtfertigt, dass wir den Leuten nicht zu früh Schiesswaffen in die Hand geben.

Der zweite Punkt: Das Turnen. Das Turnen haben wir in unserm Antrag obligatorisch vorgesehen für die 19-Jährigen, die dienstpflichtig sind. Nach Antrag Pfändler ist das Turnen fakultativ vom 16. bis und mit 19. Altersjahr. Wer die Prüfung bestanden hat, braucht das Turnen im 19. Altersjahr nicht mitzumachen, im Gegensatz zu unserm Antrag. Wir wollten für das 19. Altersjahr, soweit die Leute dienstpflichtig sind, Turnen und Schiessen obligatorisch erklären. Herr Pfändler will mit seinem Antrag nur das Schiessen obligatorisch erklären. Das Turnen fällt für ihn für die Dienstpflichtigen des 19. Altersjahrs dahin. Um eine Mehrheit für diesen Antrag gegen den Militärkurs zu erreichen, sind wir bereit, unsern Antrag zurückzuziehen. Wir hoffen, dass auch der Ständerat ihm zustimmen werde.

Bundesrat Minger: Herr Nationalrat Dellberg hat heute immer wieder erklärt, es bestehe keine Klarheit darüber, wie dieser Vorbereitungskurs durchgeführt werden solle. Ich weiss nicht, wieso er zu dieser Ansicht kommt. Wir haben in der Kommission in Gunten eingehend darüber gesprochen. Ich habe dort inhaltlich ungefähr das Gleiche gesagt, was ich heute hier ausführte. Die Kommissionsmitglieder — Herr Dellberg gehört auch dazu — wurden seither schriftlich orientiert, wie der turnerische und sportliche Teil der Vorlage gemäss Programm der eidgenössischen Turn- und Sportkommission gedacht ist. Ich glaube, die nötige Abklärung wurde gegeben. Ich bin überzeugt, dass sämtliche Mitglieder der Kommission genau wissen, um was es geht, mit Ausnahme des Herrn Dellberg. Seine Haltung ist mir nicht verständlich. Wir haben in der Kommission in Gunten über diesen Kurs gesprochen und lange nach einem andern Namen gesucht. Herr Trümper wollte ein Preisausschreiben erlassen, um den richtigen Titel zu finden an Stelle des Ausdruckes „Militärkurse“. Schliesslich ist das Wort „Vorbereitungskurs“ herausgekommen. Man hat darüber abgestimmt, und man war — soweit ich mich erinnere, der Präsident hat das nachher bestätigt — einstimmig. Wir waren dann sehr froh, eine Bezeichnung gefunden zu haben, der alle zustimmen. Erst nachträglich kommt Herr Dellberg und sagt, er sei nicht einverstanden gewesen. Das hätte er ganz ruhig schon in der Kommission betonen können.

Auf die Sache selbst möchte ich nicht noch einmal eintreten, ich möchte nur sagen, dass wir ja nichts anderes wollen als Herr Pfändler: das Schiessen und die körperliche Ertüchtigung fördern. Wir wollen nur in der Weise etwas weitergehen, dass wir das Gelernte ausnützen wollen zugunsten unserer Armee. Wir wollen deshalb eine gewisse Verbindung mit der Rekrutenschule herstellen, damit beim Diensttauglichen, wenn er

in die Rekrutenschule kommt, ein gewisses Fundament vorhanden ist, speziell was Turnen, Geländekenntnis und Geländeausnützung anbetrifft. Zu dem Zwecke müssen wir als Lehrer und Erzieher Offiziere und Unteroffiziere heranziehen und den Jünglingen eine kleine Ausrüstung mit Uniform geben, ein Gewehr mit Leibgurt, dazu noch eine Bluse und eine Mütze. Wenn wir den Leuten keine Bluse geben, so kommt nachher irgend jemand im Nationalrat und verlangt, dass wir den Leuten eine Kleiderentschädigung ausrichten. Ich bin überzeugt, dass die jungen Leute an dieser Uniform Freude haben werden und schon dadurch innerlich etwas auf den Beruf eines Soldaten vorbereitet werden. Nun kommt Herr Pfändler und sagt, nach dem Kriege werde es fürchterliche Reaktionen geben. Das Schweizervolk werde nichts mehr wissen wollen von Armee und Militär. Ich bin erstaunt, so etwas zu hören. Wollen wir wirklich wieder in den gleichen Fehler verfallen, wie es schon am Schlusse, des letzten Weltkrieges geschah? Damals hat man nicht einmal mehr das Wort „Armee“ nennen dürfen. Die Uniform wurde verspottet, so stark war die Reaktion. Keine Vaterlandslieder sollten mehr gesungen werden. Wir haben gesehen, was für böse Folgen diese Reaktion hatte, indem wir jahrelang einfach unsere Pflicht nicht taten auf dem Gebiete der Rüstungen, weil alles glaubte, das sei der letzte Krieg gewesen.

Heute sprechen die Tatsachen. Wollen wir nun wirklich aus Abneigung gegen den Krieg wieder dazu Hand bieten, dass am Ende dieses Krieges erneut solche Reaktionen kommen? Ich glaube, wir haben das Gegenteil zu tun, indem wir dafür sorgen, dass wir nicht wieder in jene Sorglosigkeit verfallen, zum grossen Nachteil der späteren Generation, wie es nach 1918 der Fall war.

Ich bin fest überzeugt, dass hier das Schweizervolk sicher ein anderes Urteil haben und die nötige Einsicht aufbringen wird, dass es, wenn der Weltkrieg einmal zu Ende ist, nicht einfach sorglos und ohne Landesverteidigung der weiteren Zukunft entgegenblicken will. Ich möchte Sie meinerseits bitten, nachdem man in der Kommission eine grundsätzliche Verständigung gefunden hat, die Minderheitsanträge abzulehnen.

Schmidlin: Ich möchte, um keine Missverständnisse aufkommen zu lassen, erklären, dass ich mich dem Minderheitsantrag, wie er von Herrn Dellberg hier vertreten worden ist, nicht angeschlossen habe und dass ich ihm auch nicht folgen kann, wenn er nun seinen Minderheitsantrag zugunsten des Antrages Pfändler zurückzieht.

Die Verhandlungen in der Kommission sind so verlaufen, wie Herr Bundesrat Minger das auseinandergesetzt hat. Wir haben von unserem Gesichtspunkt aus lediglich Klarheit darüber verlangt und wissen wollen, was im Vorbereitungskurs geschieht. Darüber haben wir die nötige Aufklärung erhalten, und wir ersehen aus dieser Aufklärung, dass sich der Vorbereitungskurs beschränkt auf das Programm der turnerischen und sportlichen Ausbildung, ergänzt durch Geländeübungen und Schiessen. Ich glaube, dass damit erreicht ist, was wir erreichen wollten. Ich kann mich also von meinem Gesichtspunkt aus dem Antrag des

Herrn Dellberg nicht anschliessen, sondern stimme mit der Mehrheit der Kommission.

Pfändler: Es darf durch mein Votum ja nicht der Eindruck aufkommen, ich hätte gegen diesen obligatorischen Vorunterricht Sturm gelaufen. Keiner im ganzen Saale begrüsst ihn mehr als ich. Ich habe nur für die Durchführung des militärischen Vorkurses kein Verständnis, weil ich zu lange darin gearbeitet habe. Vielleicht haben Sie mehr Verständnis dafür. Seien Sie sich aber dessen bewusst: Wenn Sie den militärischen Vorkurs beschliessen, beschliessen Sie einen Kurs als militärische Vorrekutenschule. Anders geht es gar nicht. Denn Bewaffnung, Uniform ohne Drill und Soldatenschule ist undenkbar. Wenn Sie den andern Weg wählen, wählen Sie die rein körperliche Erziehung unserer Jugend und die Schiessausbildung mehr auf dem freiwilligen Wege.

Bundesrat **Minger:** Ein Wort zum Antrag Niederhauser: Was er beantragt, ist absolut das, was wir anstreben, daran ist nicht zu zweifeln. Die Frage ist einzig die, soll man solche Bestimmungen in ein Gesetz hineinnehmen oder soll man es dabei bewenden lassen, dass es in der Verordnung steht. Ich wäre ohne weiteres damit einverstanden, in der Verordnung den Wortlaut zu wählen, wie er von Herrn Niederhauser vorgeschlagen wurde. Man hat bis jetzt darauf gehalten, die Gesetze nicht mit allen möglichen Details zu belasten, sondern nur das Wesentliche darin aufzunehmen. Ich möchte den Entscheid Ihnen überlassen, ob Sie es als zweckmässig erachten, die Bestimmung in das Gesetz hineinzunehmen oder ob Sie sich damit begnügen würden, die Sache auf dem Wege der Verordnung zu regeln.

Abstimmung. — *Vote.*

Art. 103, Absatz 4, Buchstabe a.

Für den Antrag der Kommission	91 Stimmen
Für den Antrag Pfändler	23 Stimmen

Buchstabe b.

Für den Antrag der Kommission	92 Stimmen
Für den Antrag Pfändler	9 Stimmen

Buchstabe c.

Präsident: Herr Nationalrat Dellberg hat seinen Antrag zugunsten des Antrages Pfändler zurückgezogen. Es bleibt somit nur der Antrag der Kommission und der Streichungsantrag Pfändler.

Für den Antrag der Kommission	89 Stimmen
Für den Streichungsantrag Pfändler	25 Stimmen

Absatz 5—9.

Dellberg: Angesichts des Abstimmungsergebnisses bei Buchstabe a, b. und c. ziehe ich hier meinen Antrag zurück, ebenso den Streichungsantrag.

Präsident: Es bleibt hier also nur noch der Antrag der Kommissionsmehrheit. Sie haben diesen stillschweigend angenommen.

Angenommen. — *Adopté.*

Abs. 10.

Für den Antrag Niederhauser	49 Stimmen
Dagegen	25 Stimmen

Art. 104 M. O.

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Minderheit

(Bärtschi, Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

Der Bund leistet Beiträge an die Anlage von Turn-, Spiel- und Sportplätzen und den Bau von Turnhallen. Er unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen ...

Antrag Briner

zum Antrag der Kommissionsminderheit.

Der Bund leistet Beiträge an die Anlage und den Unterhalt von Turn-, Spiel- und Sportplätzen und den Bau von Turnhallen und ihren Einrichtungen. Er unterstützt ...

Art. 104 O. M.

Proposition de la commission.

Majorité:

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Minorité

(Bärtschi, Dellberg, Gloor-Aarau, Moser):

La Confédération subventionne l'aménagement de places de gymnastique, de jeu et de sport et la construction de halles de gymnastique. Elle subventionne de même les associations et encourage ...

Amendement Briner

à la proposition de la minorité de la commission.

La Confédération subventionne l'aménagement et l'entretien de places de gymnastique, de jeu et de sport, ainsi que la construction de halles de gymnastique et de leurs installations. Elle subventionne ...

M. Dollfus, rapporteur de la majorité: Le Conseil des Etats avait apporté à cet article 104 une petite modification: alors que le texte original disait: «... La Confédération subventionne de même les associations et encourage, en général, tous les efforts qui, dans l'intérêt de la défense nationale, visent à donner une éducation physique ...» etc., il a cru devoir biffer les mots «... encourage en général tous les efforts ...».

Votre commission a rétabli le texte du Conseil fédéral, estimant que l'on peut fort bien parler d'efforts aussi dans une loi, que rien ne s'oppose à ce que l'on dise: «... encourage, en général, tous les efforts qui visent à donner une éducation physique aux jeunes Suisses ayant accompli leur scolarité obligatoire.»

Je crois que cette proposition n'étant combattue par personne, vous pouvez la considérer d'emblée comme acceptée.

En revanche, nous aurons à nous prononcer sur une proposition de la minorité de la commission. Celle-ci voudrait voir figurer ici une disposition

aux termes de laquelle la Confédération ne subventionnera pas seulement les associations, mais aussi l'aménagement de places de gymnastique, de places de jeux et de sports ainsi que la construction de halles de gymnastique. Là, votre commission s'est trouvée dans le plus grand embarras. Sans doute elle a estimé qu'il serait utile, pour favoriser l'enseignement et la pratique de la gymnastique, que la Confédération subventionnât aussi la construction des installations visées par la minorité de la commission, mais, d'un autre côté, elle a considéré l'incertitude totale dans laquelle on se trouvait quant à la portée financière d'une pareille disposition. A ce propos, on a articulé les chiffres les plus extraordinaires: de 12 à 180 millions, si j'ai bonne mémoire. Dans ces conditions, vous conviendrez qu'il serait difficile d'inscrire dans la loi un principe dont la portée financière représente une pareille inconnue. Aussi votre commission a-t-elle jugé préférable de ne pas retenir la proposition Dellberg et consorts comme un amendement, mais au contraire de la transformer en un postulat. Ce postulat, le deuxième dont vous êtes saisis, a la teneur suivante:

«Le Conseil fédéral est invité, dans l'intérêt de la défense nationale, à étudier, d'entente avec les cantons, les conditions financières de l'établissement de halles de gymnastique, de places de jeux et de dotation d'engins et à faire un rapport aux Chambres fédérales dès que possible.»

Je pense que nous devons accepter ce postulat tout en repoussant l'amendement même de MM. Dellberg et cosignataires. Je ne crois pas que nous puissions nous lancer aujourd'hui, alors que les finances fédérales, comme vous ne le savez que trop, sont lourdement obérées par les dépenses résultant du service actif, dans ce qui risquerait fort d'être une aventure financière, en prévoyant ici une subvention sur l'ampleur de laquelle nous sommes en pleine incertitude. C'est pourquoi je vous propose, au nom de la commission, d'écarter l'amendement de M. Dellberg, mais, en revanche, d'adopter le deuxième postulat qui vous est présenté par la commission.

Meili-Zürich, Berichterstatter der Mehrheit: In der Vorlage des Bundesrates lautet der Art. 104: „Der Bund unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen, die sich im Interesse der Landesverteidigung die körperliche Ertüchtigung der Staatsangehörigen nach deren Entlassung aus der obligatorischen Schulpflicht zur Aufgabe machen.“ Der Ständerat hat diesen Wortlaut abgeändert in folgende Fassung: „Der Bund unterstützt ferner Vereine, die im Interesse der Landesverteidigung ...“. Er hat die „Bestrebungen“ ausgelassen. Die Kommission ist der Meinung, dass der Wortlaut, wie ihn die Botschaft vorsieht, das Richtige trifft, und empfiehlt Ihnen Beibehaltung dieses Wortlautes.

Der Antrag des Herrn Dellberg lautet: „Der Bund wird um der Landesverteidigung willen eingeladen, im Einvernehmen mit den Kantonen den Kostenaufwand für die Errichtung von Turnhallen und Turnplätzen sowie ihre Ausstattung mit Geräten zu prüfen und den eidgenössischen Räten sobald als möglich Bericht zu erstatten.“ So sym-

pathisch auch diese Anregung ist, so begegnet sie dennoch einigen grossen Schwierigkeiten. Es war mir leider nicht möglich, wie ich beabsichtigt hatte, eine Enquete aufzunehmen, wie viele Gemeinden Turnhallen haben und wie viele nicht. Beispielsweise kann man nicht ohne weiteres kantonsweise rechnen. Ich zitiere die Stadt Zürich mit ihren 68 Turnhallen, das gibt einen ganz anderen Durchschnitt. Ich rechne grosso modo, dass von den ca. 3000 Gemeinden unseres Landes vielleicht 2000 keine Turnhallen haben. Das dürfte so ungefähr stimmen. Eine Turnhalle, auch eine sehr primitive, mit Turnplatz, Landerwerb, Geräten usw. kostet etwa 60 000 Franken; das würde zu einer Grössenordnung von 120 Millionen Franken führen. Es hätte zwar nicht die Meinung, dass der Bund diese Kosten alle übernimmt; wir sind uns allerdings nachgerade an astronomische Zahlen gewöhnt und erröten darüber gar nicht mehr. Die Gemeinden müssten den grössten Teil des Betrages aufbringen, und ich zweifle daran, ob sie dazu imstande wären. Ich glaube vielmehr — und mit mir auch die Kommissionsmehrheit —, dass dieser an sich sympathische Antrag Gegenstand einer späteren Arbeitsbeschaffung sein wird.

Nun noch eine ganz persönliche Auffassung. Da und dort liessen sich auch behelfsmässige Möglichkeiten finden, wie das Turnen in den Berggemeinden durchgeführt werden könnte. Ich gebe zu: Turnhallen erleichtern den Lehreffekt gewaltig. Man ist vom Wetter unabhängig und hat Geräte. Aber ich erinnere mich an kleine Landgemeinden, wo Geräte in einem Schuppen untergebracht, bei schönem Wetter herausgezogen wurden, und dabei haben sich die Uebungen im Freien richtig durchführen lassen.

Die Kommission empfiehlt Ihnen in diesem Sinne die Annahme des Art. 4 nach dem Wortlaut des Bundesrates, ohne weitere Zutaten und Bescherungen.

Bärtschi, Berichterstatter der Minderheit: Man hat mich gebeten, den Minderheitsantrag, den ursprünglich Herr Dellberg gestellt hatte, hier zu begründen. Ich tue es gern, aus voller Ueberzeugung. Ich darf auch sagen, dass, was dieser Antrag enthält, im Grunde keineswegs den Absichten der Mehrheit der Kommission widerspricht. Denn diese Mehrheit, ja die ganze Kommission, hat einheitlich dasselbe gewollt, was Herr Dellberg mit seinem Antrag bezweckt, nämlich die Förderung aller Einrichtungen, die zur körperlichen Ertüchtigung des Volkes beitragen können. Ich verrate auch kein Geheimnis, wenn ich Ihnen sage, dass ursprünglich der Antrag, wie er von Herrn Dellberg jetzt formuliert worden ist, in der Kommission eine Mehrheit gefunden hat, und dass erst, nachdem man das Gespenst der Subventionen heraufbeschworen hatte, die Mehrheit sich in eine Minderheit verwandelte. Dazu möchte ich Ihnen aber zu bedenken geben, dass es sich hier nicht um eine der so beliebten üblichen Subventionsangelegenheiten handelt, sondern um etwas, das im Sinne und Geiste der ganzen Vorlage selbst liegt. Es handelt sich hier ja um etwas, das der Bund in eigener Sache tut, und wo er infolgedessen logischerweise — und

ich sage: auch anständigerweise — finanziell mittragen muss.

Die Frage, ob Turnplätze, Turnhallen, Sport- und Uebungsplätze überhaupt notwendig seien oder nicht, brauche ich nicht weiter zu behandeln. Es ist in der Kommission gesagt worden, es sei doch klar, dass Turnhallen und Turnplätze nicht das Wichtigste seien. Das ist eine Binsenwahrheit. Darüber spreche ich nicht. Jedermann, der sich mit den Leibesübungen zu befassen hat, weiss, dass überall dort, wo man ohne künstliche Mittel auskommt, man es tun soll; aber jedermann weiss auch, dass die Witterungsverhältnisse in unserem Lande derart sind, dass die Schaffung solcher Uebungsgelegenheiten einfach nicht zu umgehen ist, weil dort, wo Hallen fehlen, die Uebungen nicht mit der notwendigen Konsequenz durchgeführt werden können. Mit einigen Kursen ist es nicht getan. Wer die Volkskraft aufs Höchste heben will, muss darauf halten, dass ein fortlaufendes körperliches Training durchgeführt werden kann. Das ist nur möglich, wenn wir die nötigen Einrichtungen schaffen. Es ist jedem, der sich mit diesen Fragen befasst, wohl bekannt, dass überall dort, wo Turnplätze, Turnhallen, Sporthallen und ähnliches vorhanden sind, die Sache der Leibesübungen einen mächtigen Aufschwung genommen hat, und dass, wenn man diese Dinge vernachlässigt, man ganz einfach das verunmöglicht, was wir jetzt wollen, nämlich die höchstmögliche Steigerung unserer Volkskraft.

Von bundesrätlicher Seite ist denn auch die Notwendigkeit solcher Einrichtungen nicht in Abrede gestellt worden; denn der Art. 6 des Entwurfes der bundesrätlichen Verordnung sagt ja: „Die Kantone sorgen dafür, dass in der Nähe jedes Schulhauses ein geeigneter Turn- und Spielplatz und nach Möglichkeit eine Turnhalle zur Verfügung steht.“ Aber man überantwortet die Sorge dafür, dass diese Einrichtungen geschaffen werden, ganz einfach den Kantonen. Was werden die Kantone sagen? Sie werden sagen: Wer befiehlt, zahlt; wenn also der Bund etwas will, so soll er zum mindesten mithelfen, oder dann soll er uns mit seinen guten Ermahnungen vom Leibe bleiben. Wenn die Kantone so reden, so ist ihnen eine gewisse Berechtigung nicht abzuspochen. Von Bundes wegen kann man die Dinge verschieden ansehen. Man kann sich sagen, es handle sich bei dem vorgeschlagenen Artikel um eine blosser Dekoration, um eine Bestimmung platonischen Charakters, die man nicht so ernst nehmen müsse, die sich aber ganz gut ausnehme. Es wäre unwürdig, wenn dies die bundesrätliche Auffassung wäre. Ich glaube denn auch, der Bund sei durchaus gewillt, dazu zu sehen, dass die erwähnten Uebungsgelegenheiten wirklich geschaffen werden. Dann muss er aber finanziell mithelfen, er muss es logischerweise und — ich wiederhole es — anständigerweise tun.

Wichtig ist, dass der Grundsatz im Gesetz aufgenommen wird. Man hat uns damit getröstet, dass die Kommission ein Postulat angenommen habe, das bezwecke, eine Umfrage zu veranlassen, um sich Klarheit zu verschaffen, was eigentlich an Hallen, Plätzen und andern Uebungsgelegenheiten bereits vorhanden sei und was noch zu tun

bleibe. Das ist schön und gut; aber man holt damit nur etwas nach, was man 70 Jahre lang versäumt hat; ein Ersatz dafür, dass im Gesetz grundsätzlich die Verpflichtung des Bundes zur Mithilfe ausgesprochen werde, ist dieses Postulat indessen in keiner Weise.

Ich versteife mich nicht auf einen Wortlaut; mir ist es ganz genügend, wenn der Bundesrat erklärt: Wir wollen grundsätzlich die Schaffung solcher Uebungsgelegenheiten unterstützen. Der Bundesrat hätte eine Möglichkeit dazu. Wenn Sie den Art. 104 des Entwurfes, wie er uns vorliegt, vornehmen, so lesen Sie dort: „Der Bundesrat unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen etc.“ Wenn Sie unter „Bestrebungen“ die Einrichtung dessen, was wir proponieren, verstehen wollen, à la bonne heure! Dann ist alles geschehen, was notwendig ist. Der Bund hat es dann in der Hand, zu bestimmen, wann und in welchem Umfange diese „Bestrebungen“ finanziell zu unterstützen sind. Und wenn der Bundesrat eine derartige Erklärung abgibt, so erkläre ich meinerseits: Der Minderheitsantrag wird zurückgezogen. Wenn er die Erklärung nicht abgibt, bleibt es bei dem vorgeschlagenen Minderheitsantrag. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag in diesem Falle anzunehmen, denn er schafft eine wichtige und notwendige Grundlage; indem Sie diesem Antrag zustimmen, tun Sie für das Werk, an dem wir stehen, viel mehr als mit grossen pathetischen Reden.

Bundesrat Minger: Es ist ja sehr sympathisch, dass man weiter gehen will in der Förderung des Turnwesens, als dies der Bundesrat selbst vorgeschlagen hat. Wenn es nach dem Herzen ginge, wäre ich ohne weiteres dabei und würde dem Antrag der Kommissionsminderheit gerne zustimmen. Allein, es gibt eben noch andere Ueberlegungen, und die sprechen gegen die Annahme des Antrages. Ich muss hier den ablehnenden Standpunkt vertreten. Es ist gar keine Frage, dass Turnhallen und Spielplätze für die Förderung des Turnwesens von grösster Wichtigkeit sind und dass der Bund ein Interesse daran hat, diese Bauten und Einrichtungen zu fördern. Er hat das in den letzten Jahren übrigens in weitgehendem Masse getan. Es ist schon darauf aufmerksam gemacht worden, dass Neubauten von Turnhallen in den letzten Jahren subventioniert worden sind unter dem Titel „Arbeitsbeschaffungskredite“. Viele Vereine haben von dieser Gelegenheit Gebrauch gemacht. Das ist sehr erfreulich. Die Zahl der Turnhallen hat in diesen Jahren zugenommen.

Heute sind die Kredite für die Arbeitsbeschaffung gesperrt, indem keine Arbeitslosigkeit mehr besteht. Man will die Gelder sparen für die Zeit nach dem Kriege; denn es ist ja ganz klar, dass nach dem Kriege mit einer grossen Arbeitslosigkeit gerechnet werden muss. Wir werden dann sehr froh sein, Arbeitsgelegenheiten zu haben. Hauptsächlich werden wir dann froh sein, wenn auch noch bewilligte Kredite zu diesem Zwecke vorhanden sind. Es besteht deshalb meines Erachtens die Möglichkeit, dass nach dem Kriege Bundesbeiträge für Turnhallen unter der Rubrik „Arbeitsbeschaffungskredite“ auch weiterhin erhältlich gemacht

werden können, und das voraussichtlich noch für eine längere Periode. Es bleibt dann auch noch genügend Zeit übrig, um schlüssig zu werden, ob man diese Beitragsleistung nachher, wenn die Arbeitsbeschaffungskredite nicht mehr vorhanden sind, als etwas Bleibendes einführen will oder nicht. Wir sind der Meinung, der Antrag sei abzulehnen. Dagegen ist der Bundesrat bereit, das Postulat entgegenzunehmen und es im Benehmen mit den Kantonen zu prüfen. Wir müssen uns vorerst einige Klarheit verschaffen darüber, was diese Turnhallen und Einrichtungen der Spielplätze usw. ungefähr für einen Umfang annehmen werden. Auch über die Kostenfolge müssen wir Genaueres wissen, um uns ein Bild zu machen, in welchem Umfange die Ausrichtung von eventuellen Beiträgen für den Bund möglich und tragbar sei. Wenn wir das Postulat entgegennehmen, so verpflichten wir uns ja, Ihnen hierüber Bericht zu erstatten, und gestützt auf diese Berichterstattung wäre dann zu beschliessen, was weiterhin zu geschehen hat. Aber heute den Bund auf Beitragsleistungen festzulegen, deren Umfang man noch gar nicht kennt, liesse sich nur schwer verantworten. Herr Nationalrat Dellberg hat gesagt, ich hätte nicht den Mut, dafür einzutreten. Das ist nicht eine Frage des Mutes, sondern des Geldes. Das Geld ist heute ein Artikel, der nicht in dem Umfange vorhanden ist, wie es nötig wäre. Wir wissen, dass uns der Aktivdienst gewaltige finanzielle Lasten auferlegt. Es haben in diesem Rate schon Diskussionen darüber stattgefunden, die dahin gehen, jetzt sollte man mit allen Mitteln sparen und nicht immer neue Auslagen bewilligen. Angesichts dieser Tatsache lässt es sich nicht verantworten, dass wir heute einen neuen Subventionsbeschluss fassen, von dem wir noch nicht wissen, wie weit er eigentlich führt. Wenn wir das wollten, so wäre es wohl gegeben, dass zuerst das Finanzdepartement Stellung nähme. Wir haben im Bundesrat gar nicht über diese Subvention gesprochen; es ginge nicht, dass ich heute meine Zustimmung erklären würde zum Minderheitsantrag.

Herr Nationalrat Bärtschi hat die Frage aufgeworfen, ob nicht eine Interpretation der Worte „Bestrebungen sind zu unterstützen“ möglich wäre, in dem Sinne, dass der Bund Beiträge an Turnhallen ausrichte. Wir haben das Wort „Bestrebungen“ schon seit 1907 in der Militärorganisation, aber wir sind noch nie vor die Frage gestellt worden, ob man das auch so interpretieren dürfe, dass Turnhallen subventioniert werden könnten. Ich bin im Interpretieren nicht so stark. Es wäre vielleicht nicht ganz unmöglich, die Frage zu bejahen, aber jedenfalls nicht in dem Sinne, dass der Bund ohne weiteres verpflichtet werden könnte, solche Beiträge zu leisten, sondern höchstens, dass diese Bestimmung den eidgenössischen Räten die Rechtsgrundlage gäbe, solche Subventionen zu beschliessen. Für heute möchte ich Sie bitten, den Antrag abzulehnen, dagegen das Postulat entgegenzunehmen.

Abstimmung. — *Vote.*

Eventuell — Eventuellement:

Für den Antrag Briner 25 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 35 Stimmen

Definitiv — *Définitivement:*
Für den Antrag der Mehrheit 77 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 41 Stimmen

Art. 2.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen. — *Adopté.*

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes
Einstimmigkeit

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats).

Postulate der Kommission.

1.

Der Bundesrat wird eingeladen, beförderlichst zu prüfen, ob nicht in Abänderung des Art. 102 der Militärorganisation 1907 zur Förderung der körperlichen Ertüchtigung der weiblichen Jugend das Turnen für Mädchen vom Beginn bis zum Schluss der Schulpflicht in allen öffentlichen oder privaten Schulen und Anstalten als obligatorisches Unterrichtsfach bezeichnet werden sollte.

2.

Der Bundesrat wird um der Landesverteidigung willen eingeladen, im Einvernehmen mit den Kantonen den Kostenaufwand für die Errichtung von Turnhallen und Spielplätzen sowie ihre Ausstattung mit Geräten zu prüfen und den eidgenössischen Räten sobald als möglich Bericht zu erstatten.

Postulats de la commission.

1.

Le Conseil fédéral est invité à examiner le plus tôt possible la question de savoir si, en modification de l'article 102 de la loi sur l'organisation militaire de 1907 et en vue d'encourager le développement physique de la jeunesse féminine, il ne conviendrait pas de déclarer la gymnastique branche obligatoire pour les jeunes filles, du début à la fin de la scolarité, dans tous les établissements scolaires publics ou privés.

2.

Le Conseil fédéral est invité, dans l'intérêt de la défense nationale, à étudier, d'entente avec les cantons, les conditions financières de l'établissement de halles de gymnastique, de places de jeux, la dotation d'engins et à faire rapport aux Chambres fédérales dès que possible.

Präsident: Der Vertreter des Bundesrates hat bereits erklärt, dass er beide Postulate der Kommission zur Prüfung entgegennehme. Sie sind unbestritten.

Angenommen. — *Adoptés.*

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.06.1940
Date	
Data	
Seite	485-511
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 047

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Vonmoos, Berichterstatter: Wir beantragen auch hier Zustimmung.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 107ter und quater.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Vonmoos, Berichterstatter: Da beantragt Ihnen die Kommission Zustimmung zum Ständerat. Es ist da eine kleine Minderheit vorhanden; ich weiss nicht, ob diese ihren Antrag aufrecht erhalten wird oder nicht. Die Kommission beantragt Ihnen mit grosser Mehrheit Zustimmung zum Ständerat.

Die nationalrätliche Kommission hatte schon bei der ersten Beratung des Gesetzes ungefähr die gleiche Bestimmung vorgeschlagen, die uns jetzt der Ständerat vorschlägt. Aber es ist dann mit einer kleinen Mehrheit von 55 : 48 Stimmen ein Antrag Escher/Studer angenommen worden, und der wird nun vom Ständerat abgelehnt, und an Stelle dieses Antrages Escher/Studer stellt der Ständerat seine Anträge zu Art. 107ter und quater, wie sie hier niedergelegt sind. Die Kommission beantragt Ihnen Zustimmung zu denselben. Ich brauche Ihnen keine grosse Begründung zu geben; denn wir haben das das letzte Mal getan. Ich habe schon gesagt, die nationalrätliche Kommission hat Ihnen schon das letzte Mal ungefähr das vorgeschlagen, was jetzt der Ständerat beschlossen hat. In Art. 107ter wird die Kredithilfe geregelt, in Art. 107quater der Ausgleich. Man wollte, weil es Kantone gibt, die vielleicht die Entschuldung nicht so nötig haben wie andere — es sind besonders Gebirgskantone, wo die hypothekarische Verschuldung nicht so gross ist — auf diese Rücksicht nehmen, indem man diesen Kreisen auf andere Weise hilft, nämlich mit den Art. 107ter und quater.

Ich will gewärtigen, ob Mitglieder der Kommission, die sich vorbehalten haben, einen Minderheitsantrag zu stellen, an diesem festhalten, und mich nachher eventuell dazu noch äussern.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 107quinquies.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 108.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen. — *Adopté.*

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Vormittagssitzung vom 7. Juni 1940.
Séance du 7 juin 1940, matin:

Vorsitz — Présidence: Hr. *Stähli.*

3992. Militärischer Vorunterricht.
Instruction militaire préparatoire.

Differenzen. — *Divergences.*

Siehe Seite 477 hiervor. — Voir page 477 ci-devant.

Beschluss des Ständerats vom 6. Juni 1940.
Décision du Conseil des Etats, du 6 juin 1940.

Art. 1 (Art. 103 M. O., Abs. 3).

Antrag der Kommission.

Festhalten (streichen).

Art. 1 (Art. 103 O. M., al. 3).

Proposition de la commission.

Maintenir (biffer).

M. Dollfus, rapporteur: J'ai l'honneur de vous annoncer que le Conseil des Etats a adhéré aux décisions du Conseil national sur presque toute la ligne. Il ne reste que deux divergences, l'une qui ne semble pas très importante, l'autre, par contre, qui est une divergence de fond et c'est de celle-là que je vous entretiendrai d'abord. Vous vous rappelez que le Conseil des Etats avait décidé que l'instruction militaire préparatoire serait organisée et appliquée par les cantons sous la direction générale et d'après les directives du Département militaire fédéral. Votre conseil a décidé de biffer cette disposition pour les raisons que j'ai déjà eu l'honneur de vous communiquer lors de la discussion au Conseil national.

Le Conseil des Etats occupe maintenant sur cette question une position de repli. Il ne voudrait plus que toute l'instruction militaire préparatoire fût organisée par les cantons, mais il demande ce monopole cantonal pour l'enseignement de la gymnastique. Votre commission, à l'unanimité, a décidé de vous proposer de rejeter cet amendement du Conseil des Etats et de vous en tenir à votre décision primitive. La raison en est la suivante. Tout le reste: cours pour jeunes tireurs, cours préparatoires à l'âge de 19 ans, toute l'organisation de la préparation militaire sont réservés à la Confédération et ce serait une exception qui ne se

justifie pas, uniquement pour les cours de gymnastique, de charger les cantons de s'en occuper.

Une autre question se pose. Il ne faut pas oublier qu'actuellement déjà, avec le système de la préparation militaire volontaire, 42.000 jeunes gens environ reçoivent cette instruction de la gymnastique et toute l'organisation en a été faite jusqu'ici par les sociétés de gymnastique sous la haute supervision fédérale. Il n'y a aucune raison, maintenant que nous rendons obligatoire cet enseignement, d'en dessaisir ceux qui jusqu'ici ont fait preuve de compétence pour donner cet enseignement de façon parfaite. Il faut que ce soit les mêmes sociétés qui, sous la haute direction du Département militaire fédéral, continuent à donner cette instruction. Pour ces raisons, au nom de la commission, j'ai l'honneur de vous proposer de rejeter la décision du Conseil des Etats et de vous en tenir à la décision du Conseil national.

Präsident: Auf Wunsch der Kommission wollen wir zunächst Absatz 3 von Art. 103 bereinigen.

M. Aeby: Avec quelques-uns de mes collègues, j'ai l'honneur de vous faire la proposition de vous rallier à la décision du Conseil des Etats. La discussion qui a eu lieu dans cette Chambre et au Conseil des Etats et les décisions prises par ces deux Conseils ont apporté quelque clarté dans la manière dont sera organisée l'instruction militaire préparatoire. Selon le projet du Conseil fédéral, l'article 103 de la loi fédérale sur l'organisation militaire de 1907 serait remplacé par la nouvelle disposition en présence de laquelle nous nous trouvons et qui déclare que la Confédération veille, d'entente avec les cantons, à ce que tout Suisse, dès l'âge de 16 ans jusqu'à ce qu'il soit en âge de servir, reçoive une instruction militaire qui le prépare au service. Par qui cette instruction préparatoire sera-t-elle faite? Vous venez d'entendre les termes dont se sert l'article 103: Par la Confédération, d'entente avec les cantons.

Fort bien, entente cordiale, entente parfaite. Mais ces messieurs du Conseil des Etats ont eu la curiosité d'approfondir la chose et de demander au chef du Département militaire ce que serait cette participation, cette entente avec les cantons. Afin que je ne puisse être accusé par n'importe qui de dire quelque chose qui ne correspondît pas à la pensée du haut Conseil fédéral, voilà textuellement ce que rapporte le Bulletin sténographique: «Wenn es heisst:

«Der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen . . ., so hat das den Sinn, dass die Kantone Hand bieten müssen, was die Kontrollen anbetrifft, denn man wird gezwungen sein, Mannschaftskontrollen für die Kursteilnehmer anzulegen. Dazu wird man die Sektionschefs oder die kantonalen Kontrollbehörden heranziehen müssen. Das betrachte ich als eine Selbstverständlichkeit. Das ist auch beim übrigen Militärwesen so. Die Mitarbeit der Kantone muss gewährleistet sein.»

Donc la participation, c'est-à-dire l'entente avec les cantons, consistera uniquement à faire dresser par eux une liste des jeunes gens qui sont astreints au service militaire et à mettre les chefs de section à la disposition de la Confédération pour le faire.

Vous m'avouerez que cette entente avec les cantons se réduit au strict minimum et qu'il n'y a là, on peut le dire, aucune espèce de cohésion entre l'organisation fédérale et les organisations cantonales. C'est l'organisation cantonale, ce sont purement et simplement les chefs de section qui sont mis au service de la Confédération. Immédiatement la réaction se fit au sein du Conseil des Etats et nous nous sommes trouvés alors en face de cette disposition du Conseil des Etats contre laquelle nous avons fait front parce que nous l'avons trouvée trop absolue. Cette disposition déclarait que l'instruction militaire préparatoire dans son entier est organisée et appliquée par les cantons sous la direction générale et d'après les directives du Département militaire fédéral.

Le Conseil national — il fallait bien s'y attendre — a biffé sans opposition cette décision du Conseil des Etats, laissant, par conséquent, à la Confédération l'organisation de l'instruction militaire préparatoire dans son ensemble.

L'occasion a été donnée de faire le point et de voir en quoi consistait exactement cette organisation militaire préparatoire. C'est là qu'on en vint à examiner les différentes lettres *a*, *b* et *c* qui se trouvent au quatrième alinéa de l'article 103, tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral lui-même.

L'organisation de l'instruction militaire préparatoire comprend tout d'abord: *a*. l'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans; *b*. les cours pour jeunes tireurs de 17 et 18 ans; *c*. les cours militaires préparatoires pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service.

Ici, se pose tout naturellement la question de savoir à qui logiquement et pratiquement doit incomber la formation des jeunes gens dans chacune de ces trois directions.

Il n'y a point de doute en ce qui concerne les cours de jeunes tireurs, c'est-à-dire la lettre *b*. Ces cours doivent être organisés par les sociétés de tir reconnues et exerçant une très bienfaisante activité au sein de la Confédération. L'article 46 du projet d'ordonnance sur l'instruction militaire préparatoire stipule formellement: «La formation des jeunes tireurs est confiée en principe aux sociétés de tir légalement reconnues». Nous n'avons rien à dire sur ce point parfaitement conforme à la décision du Conseil fédéral et à notre décision précédente.

L'instruction militaire préparatoire prévue sous lettre *c*. ne peut, cela va de soi, être organisée que sous la haute direction de l'armée, autrement dit de la Confédération.

Sur ces deux points, nous sommes en plein accord avec le Conseil fédéral et le Conseil des Etats.

Reste la lettre *a*. Qui doit s'occuper de l'enseignement de la gymnastique aux jeunes gens de 16, 17, 18 ans? Nous trouvons la réponse à l'article 102 de la loi fédérale sur l'organisation militaire qui fixe que les cantons pourvoient à ce que la jeunesse masculine reçoive pendant les années d'étude, un enseignement de la gymnastique. Cet enseignement de la gymnastique organisé pendant la période scolaire, c'est-à-dire, jusqu'à ce que les garçons aient 14, 15 ou même 16 ans est donc le privilège des cantons. Mais on a jugé à propos de

poser une nouvelle question. A qui doit incomber l'enseignement post-scolaire de la gymnastique? Logiquement et pratiquement, cet enseignement est la continuation de celui qui est donné dans les écoles. La preuve m'en est apportée directement par le projet de loi fédérale que nous avons sous les yeux et qui déclare que seuls sont astreints aux cours de gymnastique prévus sous a. les jeunes gens qui n'ont pas obtenu les résultats minimaux aux examens qui doivent être passés — cela va sans dire — devant des jurys désignés par la Confédération. Mais alors se pose la question des cours obligatoires de gymnastique pour les jeunes gens qui n'ont pas pu obtenir la formation militaire minimale dont il est question dans le projet de loi. C'est ici qu'intervient la décision du Conseil des Etats. Qui doit donner cet enseignement obligatoire? Par sa décision d'hier, le Conseil des Etats nous répond en ces termes: l'enseignement de la gymnastique est organisé et appliqué par les cantons sous la direction générale et d'après les directives du Département militaire fédéral. Je prétends, messieurs, que telle est la seule solution acceptable parce qu'elle entre dans la ligne de notre Constitution fédérale, laquelle considère que l'enseignement, à tous les degrés, primaire, secondaire, supérieur, est de la compétence cantonale. C'est donc aux cantons qu'il appartient de régler cet enseignement à tous les degrés. Et l'enseignement de la gymnastique ne saurait y faire exception.

On a déclaré que les cantons ne pourraient point, sans la collaboration de la Confédération, organiser cet enseignement de la gymnastique d'une manière suffisante. Mais, messieurs, combien l'organisation de l'enseignement scolaire, de la gymnastique, est perfectionnée et combien il est déjà sous la dépendance ou sous la haute surveillance de la Confédération, c'est ce que vous pourrez voir (tout au moins, ceux qui l'ont conservé) dans le message du Conseil fédéral où vous trouvez, dans le projet d'ordonnance sur l'instruction militaire préparatoire, tout un chapitre intitulé «De l'enseignement de la gymnastique à l'école» et qui n'est pas autre chose que la reproduction littérale des différentes ordonnances qui régissent actuellement l'enseignement de la gymnastique à l'école. Vous trouverez là des indications concernant l'organisation complète des cours de gymnastique des différents degrés — inférieur, moyen, supérieur — le nombre d'heures qui doivent être consacrées à la gymnastique, la désignation des engins et même les rapports qui doivent être adressés tous les trois ans par les cantons à la Confédération sur la manière dont ils ont enseigné la gymnastique.

Que sera l'enseignement post-scolaire? Cet enseignement qui sera donné aux jeunes gens de 16, 17 et 18 ans pourra être tout d'abord un enseignement libre. Les jeunes gens pourront s'adresser à des maîtres de gymnastique choisis par leurs parents. J'estime que là aussi il y a une question morale et que nous ne saurions empêcher la famille de désigner librement les personnes auxquelles elle confiera cette instruction aussi bien morale que physique.

Mais si les examens prouvent que cet enseignement libre a été insuffisant, il y aura alors lieu d'organiser les cours obligatoires tels qu'ils sont

prévus à l'art. 36 de l'ordonnance que vous avez sous les yeux. Dans ce projet, les cours obligatoires supposent une organisation qu'il s'agira de créer de toutes pièces, organisation qui comprendra des comités locaux, cantonaux, toute une série d'institutions qui, pour le moment, n'existent pas encore ou tout au moins n'ont aucune espèce de caractère officiel et qui désormais devront être parties intégrantes de l'organisation officielle de la gymnastique préparatoire.

Pour ceux d'entre vous — et ils sont nombreux je n'en doute pas — qui ont encore le souci des deniers de la Confédération — je pense surtout à notre cher collègue M. le président de la commission qui nous en a donné tant de preuves — il n'y a qu'à lire l'article 27 du projet de l'ordonnance fédérale, pour voir que, là encore, de nouveaux fonds devront être trouvés. L'article 27 déclare que la direction générale de l'instruction militaire incombe au service militaire et que celui-ci nomme, à titre d'organe auxiliaire, les inspecteurs fédéraux de gymnastique. Nous n'avons point encore suffisamment d'inspecteurs fédéraux, il nous en faut de nouveaux et nous allons être du nombre de ces grenouilles, dont parle Lafontaine, qui demandent un roi.

Tout ceci, messieurs, est contraire à notre esprit suisse et à la Constitution fédérale qui respecte les compétences cantonales en matière d'enseignement. Ce qui est logique, c'est de laisser aux cantons le soin de l'organisation de l'enseignement de la gymnastique.

Ici, il y a quelque chose que je ne voudrais point laisser s'infiltrer dans les esprits, c'est la pensée que celui qui a l'honneur de vous parler ne donne pas à l'enseignement de la gymnastique toute l'importance qu'elle doit avoir. Bien au contraire, messieurs, pendant toutes les années que j'ai passées à la présidence de la ville de Fribourg, je me suis consacré avec un soin spécial au développement de la gymnastique dans toute la mesure possible. Toutes les sociétés de gymnastique de notre canton savent que j'en suis moi-même ou un membre ou un fervent défenseur et que je les ai soutenues dans toute la mesure du possible.

J'estime qu'un peuple ne peut pas être fort s'il n'est pas effectivement entraîné à ce sport complet qu'est celui de la gymnastique. L'organisation de l'enseignement de la gymnastique dans les cantons doit être, comme cet art, plein de souplesse. Nous avons entendu tout à l'heure M. le président de la commission nous parler de ce qui existe déjà aujourd'hui. Il nous a parlé de ces 42.000 jeunes gens qui se livrent déjà à cette gymnastique post-scolaire et qui le font sous l'égide des sociétés de gymnastique existantes. Ils le font sous la haute direction de la Confédération; ils le feront à l'avenir sous la haute surveillance des cantons et je ne crois pas qu'un seul canton voudrait pousser la mesquinerie — je n'hésite pas à employer ce terme — jusqu'à vouloir se passer du concours des sociétés fédérales de gymnastique à l'égard desquelles nous avons tant d'obligations et de reconnaissance. Mais si certains cantons veulent, pour une raison ou pour une autre, organiser eux-mêmes des cours spéciaux, je ne vois pas pourquoi ils seraient obligés de commencer par constituer des comités

locaux, des comités cantonaux et pourquoi ils n'organiserait pas ces cours eux-mêmes avec la collaboration de la Société fédérale de gymnastique et de ses différentes sections.

La gymnastique n'intéresse pas seulement le corps de celui qui s'y livre; elle est un sport complet et les vieux Romains nous ont déjà légué ce dicton «Mens sana in corpore sano». La gymnastique est une branche de l'enseignement, il ne faut jamais l'oublier. Dès lors elle ne saurait être soustraite à ces Etats cantonaux dont l'importance est vitale pour notre Suisse.

Plusieurs d'entre vous ont certainement lu le splendide ouvrage, sorti de presse il n'y a pas longtemps, et qui a comme auteur M. Denis de Rougemont: «Mission ou démission de la Suisse». Nos cantons doivent être la base de notre organisation civique, si non il en serait bientôt fait de notre Helvétie. La gymnastique est un anneau dans cette chaîne des sciences et des arts qui doivent faire de notre peuple un peuple fort, prêt à tenir contre quiconque voudrait porter atteinte à notre indépendance, à notre liberté. Cette idée ne rentre-t-elle pas tout naturellement dans la magnifique conception de notre mission telle que nous l'avons lue dans l'ordre du jour du général Guisan que vous avez tous sous les yeux. «Nous avons, dit le commandant de notre armée, une triple tâche à accomplir: nous préparer toujours mieux matériellement, moralement, individuellement.» Je ne crois pas aller trop loin en vous disant que cette préparation matérielle, morale et spirituelle doit être l'un des buts que se propose l'enseignement de la gymnastique. «Plus haut encore que la préparation matérielle et morale», ainsi termine le général Guisan son magnifique ordre du jour, «il y a la préparation spirituelle. Nos pères le savaient, eux qui fléchissaient les genoux devant Dieu avant chaque bataille. Si jusqu'à maintenant, presque seule parmi les petits pays d'Europe, la Suisse a échappé aux horreurs de l'invasion, elle le doit avant tout à la protection divine. Il faut que le sentiment religieux soit entretenu vivant dans les cœurs. Il faut que le soldat joigne ses prières à celles de sa femme, de ses parents, de ses enfants.» Voilà quelle est la tâche de l'enseignement de la gymnastique: c'est de faire de notre peuple, de nos soldats, des hommes qui, matériellement, moralement et spirituellement soient forts et prêts à tenir, comme le dit cet ordre du jour qui, certes, prendra rang dans les belles proclamations qui furent adressées à notre armée.

Kobelt: Als Mitglied einer kantonalen Regierung habe ich selbstverständlich alles Verständnis für die Erhaltung der Souveränität der Kantone, für die Wahrung der Interessen dieser Kantone. Es gibt aber Arbeitsgebiete, die sicherlich zwangsgemäss, der Natur der Sache nach, in den Arbeitsbereich des Bundes fallen, ohne dass damit die Souveränität der Kantone irgendwie in Frage gestellt würde. Besonders hier auf militärischem Gebiet trifft dies zu. Wo würden wir heute stehen, wenn wir unsere schweizerische Armee aus kantonal ausgebildeten einzelnen Truppenkörpern zusammensetzen müssten? Wir haben gerade in dieser schwerer Zeit das Vertrauen in unsere Armee,

weil wir wissen, dass sie von Grund auf einheitlich ausgebildet und einheitlich geführt wird. Der einheitlichen militärischen Ausbildung wurde ja schon vor Ausbruch des Krieges im Schweizerlande gerufen und mit Recht. Der militärische Vorunterricht ist nun aber nichts anderes, als was der Name selbst sagt: eine Vorstufe für die militärische Ausbildung, ein Fundament, um darauf die militärische Ausbildung aufbauen zu können. Ich möchte sogar sagen: Der militärische Vorunterricht ist der Beginn der militärischen Ausbildung. Um diese Frage geht es hier in der Differenz zwischen Ständerat und Nationalrat.

Wenn wir den militärischen Vorunterricht planmässig durchführen wollen, so dass nachher die militärische Ausbildung darauf abstellen kann, dann muss diese ganze Ausbildung nach einem einheitlichen Plan erfolgen. Es geht nicht an, dass das Fundament von einem andern Architekten gebaut wird als das übrige Haus. Es genügt auch nicht, dass der Bund sich darauf beschränkt, die Richtlinien festzusetzen, sondern es ist notwendig, dass er auch die Verantwortung für die Durchführung dieser Richtlinien auf der ganzen Linie übernimmt, dass er den Architekten nicht bloss für die Erstellung der Pläne, sondern auch für die Bauleitung stellt. Die Differenz zwischen Ständerat und Nationalrat ist eigentlich sehr klein geworden. Nachdem der Ständerat vorher überhaupt die Durchführung des ganzen militärischen Vorunterrichts den Kantonen unterstellen wollte, hat er sich zurückgezogen und nun nur noch ein Glied dieses militärischen Vorunterrichts den Kantonen reservieren wollen. Hat es da einen Sinn, den Gesamtplan zu zerreißen und einen Drittel dieser ganzen militärischen Vorunterrichtsausbildung dem Bund zu entwenden und den Kantonen zu übertragen? Damit erhalten wir wiederum das, was wir vermeiden möchten, eine Uneinheitlichkeit und Verschiedenartigkeit in der Ausbildung, die sicherlich ausserordentlich schädlich sein wird.

Es fragt sich: Soll der Turnunterricht eine Fortsetzung des Turnunterrichts in der Schule sein, oder aber der Beginn des militärischen Vorunterrichts? Wenn er der Beginn der militärischen Ausbildung ist, gehört diese Ausbildung unter die gleichen Organe wie die Schiessausbildung und die Ausbildung im militärischen Vorkurs. Es ergeben sich auch Schwierigkeiten, wenn die Ausbildung im Turnunterricht nach der Schule im 16., 17. und 18. Altersjahr den Kantonen obliegt, die Jungschützenkurse aber im gleichen 17. und 18. Altersjahr dem Bunde übertragen sind. Beides muss in einer Hand liegen; nur die Einheitlichkeit gewährleistet eine befriedigende Lösung. Warum haben militärische Kreise bisher dem Vorunterricht ihre Sympathie nicht entgegengebracht? Gerade weil diese Einheitlichkeit und Planmässigkeit gefehlt hat, weil zum Teil die Kantone sich der Sache annahmen und die Freiwilligkeit bestand. Wenn wir die Einheitlichkeit herbeiführen können, dann bin ich überzeugt, dass sämtliche Militärkreise sich positiv zum militärischen Vorunterricht einstellen werden. Bisher hatte man sich mit halben Lösungen begnügt. Schon nach der Militärorganisation vom Jahre 1874 hatte man sich mit

einer halben Lösung abgefunden. Damals hatte man zwar das Obligatorium eingeführt, aber den Kantonen die Durchführung überlassen. Und nachher, im Jahre 1907, hat man das korrigiert, d. h. die Sache umgekehrt und wohl dem Bunde vermehrte Kompetenzen übertragen, dafür aber das Obligatorium aufgehoben. Das sind Halbheiten, die nicht befriedigen. Die ganze Lösung besteht aber darin, dass Sie fest bleiben und an Ihren bisherigen Beschlüssen festhalten.

Riedener: Es trifft sich eigentümlich, dass zwei st. gallische Kollegen, die sonst sehr gut miteinander fahren, in dieser Frage einen gegenteiligen Standpunkt vertreten. Ich muss Ihnen nämlich aus meiner Ueberzeugung heraus den Antrag stellen, den ständerätlichen Antrag zu unterstützen.

Wir leben ja in einer Zeit, in der wir es uns gewohnt sind, dass unser demokratisches Staatswesen durch mannigfache Verhältnisse gezwungen sich unter Hintansetzung berechtigter föderalistischer Interessen einer gewissen Zentralisierung unterziehen muss. Man kann sich aber füglich fragen, ob wir nicht damit schon bis heute weiter gegangen sind als sich mit dem Wesen unserer Eidgenossenschaft als eines Bundes freier, souveräner Stände verträgt. Es ist ausserordentlich wichtig, dass auch in nicht normalen Zeiten das Wesen und das Fundament einer staatlichen Gemeinschaft nicht zu tief erschüttert wird. Ich gebe Ihnen zwar ohne weiteres zu: die Frage für sich allein genommen, ob der militärische Vorunterricht allein dem Bund übertragen werden soll oder den Kantonen, ist nicht derart, dass Sie an diesem Fundament rühren würden. Aber überzeugte Föderalisten sagen sich halt doch: „Steter Tropfen höhlt den Stein“. Es sind jetzt wahrhaftig schon viele Tropfen auf diesen Stein gefallen. Wir haben uns auch bei der Finanzreform fragen müssen, ob nicht die kantonale Souveränität auf wichtigsten Gebieten in bedenklicher Weise angetastet werde. Wir haben trotzdem zugestimmt im Bewusstsein, dass auch die Selbständigkeit der Kantone nur im Rahmen eines starken und gesunden Bundesstaates auf die Dauer gewahrt werden kann. Aber die Frage, die heute zu entscheiden ist, ob die Durchführung des turnerischen Vorunterrichtes — und nur um diesen handelt es sich ja — den Kantonen überlassen werden soll, ist weder ein Problem, das unter dem Gesichtspunkte der heutigen anormalen Kriegsverhältnisse vom Bunde an die Hand genommen werden muss, denn man sagt ja immer vom Bundesratsstische aus, die ganze Sache habe ihre Auswirkungen erst nach dem Kriege, noch ein solches, das seinem Wesen nach eine zentralistische Lösung erfordert.

Ich hätte für den Standpunkt der Kommission des Nationalrates eher Verständnis gehabt bei der ersten Beratung, als der Ständerat den Antrag stellte, dass überhaupt der militärische Vorunterricht von den Kantonen organisiert werden solle; denn man hätte sich auf den Standpunkt stellen können, militärische Angelegenheiten seien Sache des Bundes. Aber jetzt will ja der Ständerat nur den turnerischen Unterricht, und diese Massnahmen zur körperlichen Ertüchtigung unserer Jugend den Kantonen überlassen. Man hat im-

mer diesen Gesichtspunkt in den Vordergrund gestellt, in der Debatte immer gesagt, es handle sich nicht so sehr um militärische, sondern mehr um andere Gesichtspunkte, um die körperliche Ertüchtigung unserer Jugend. Das ist nun nicht eine militärische Angelegenheit par excellence, jedenfalls nicht eine allein militärische, sondern eine allgemeine vaterländische Angelegenheit, bei der allerdings militärische Gesichtspunkte auch, aber nicht allein eine Rolle spielen; hier spielen auch hygienische und pädagogische Gesichtspunkte mit eine Rolle. Herr Prof. Aeby hat Ihnen das ja ebenfalls gesagt. Man weiss gut genug, dass damit Interessensphären berührt werden, die es nicht allen sehr leicht gemacht haben, der Vorlage zuzustimmen. Es mag dies mit ein Grund dafür gewesen sein, dass so sehr darauf gedrungen wurde, die Vorlage heute, in der Stimmung, in der wir jetzt leben, unter Dach und Fach zu bringen, obwohl sie für die Landesverteidigung in diesem Kriege wohl kaum eine praktische Bedeutung erlangen wird. Das ist ja auch vom Bundesratsstische aus gesagt worden. Gerade deshalb hat man so sehr gegen den Antrag Rohr opponiert, der auf Verschiebung der Behandlung der Vorlage bzw. auf eine Inkraftsetzung gestützt auf die Vollmachten hinzielte. Will man vermeiden, dass unter Umständen der Vorlage wegen der komplexen Zusammenhänge mit allem möglichen, mit den Fragen der Jugenderziehung und Jugendbeeinflussung, im Volke Gegner erwachsen, dann übertragen Sie wenigstens die Durchführung der Turnkurse den Kantonen, unter der Oberaufsicht des Bundes.

Man behauptet, da sei eine einheitliche Durchführung nicht möglich. Herr Kollege Kobelt hat gesagt: wir wollen etwas Ganzes, keine Halbheiten, wir wollen den Plan nicht zerreißen. Ich glaube, die Ganzheit ist gewährleistet dadurch, dass die Richtlinien vom Bunde aufgestellt werden und dass deren Einhaltung vom Bunde kontrolliert wird.

Man sagt auch: ja, die Kantone können das nicht. Nein, das ist etwas, was die Kantone gerade tun können, denn das hängt doch mit ihrer Tätigkeit auf dem Gebiet der Schule zusammen. Das ist etwas, was sie auch in der Schule pflegen müssen. Man höre überhaupt einmal auf, immer mit der Inferiorität der Kantone zu argumentieren. Das kommt mir so vor, wie wenn ein Vater seinem Buben immer wieder sagt: „Du bist nichts; aus dir wird nichts“. Dann glaubt es der Bube zuletzt noch selbst. Jedenfalls ist das nicht die richtige Taktik, etwas Besseres zu erreichen. Ich halte dafür, dass, wenn man den Kantonen vermehrte Kompetenzen gibt, so dass sie sich wieder als souveräne Staaten und nicht nur als blosse Verwaltungsbezirke des Bundes fühlen, sie auch pflichtgetreuer werden, als es bei der heutigen Taktik möglich ist. Wenn man übrigens auf der einen Seite den Kantonen immer wieder Inferiorität entgegenhält, könnte man auf der andern Seite auch einmal entgegen: Steht es nicht etwa auch beim Bunde so, dass da und dort etwas falliert? Ich bin der Meinung, dass viele Fragen auf kantonalem Boden rascher, sicherer und zweckmässiger gelöst werden könnten als das auf Bundesboden der Fall ist. Aber man zieht aus dem Umstand, dass auch beim Bunde

da und dort Versager vorkommen, nie die notwendigen Konsequenzen, sondern bürdet der Bundesverwaltung im Gegenteil immer noch weitere Aufgaben auf.

Zum Schluss werfe ich noch folgende Frage auf: Glauben Sie nicht, dass man bei der Durchführung dieser Vorlage, speziell in der Zeit nach dem Kriege, nicht nur auf das Gesetz, sondern in höherem Masse auf den guten Willen der Bürgerschaft angewiesen ist? Auch hier heisst es: „Der Geist ist es, der lebendig macht.“ Wir können Wandlungen des heutigen Geistes erleben, bis der Krieg vorüber ist, dann dürfen Sie diesen guten Willen, den Geist der Vorlage, nicht in einer Bundesorganisation erstickern, die in verschiedener Hinsicht — ich will heute Details nicht nennen, ich spreche nur aus allgemein pädagogischen Gesichtspunkten — den verschiedenen Verhältnissen der verschiedenen Kantone keine oder wenig Rechnung trägt. Diesen Verhältnissen kann und soll ohne Beeinträchtigung des Ziels Rechnung getragen werden, indem man diesen turnerischen Vorunterricht als eine nicht bloss militärische, sondern als eine allgemein vaterländische, vor allem auch als eine pädagogische Angelegenheit den Kantonen überlässt, denen die Erziehung der jungen Leute kraft Rechts gehört. Wollen Sie die Angelegenheit nicht zum vornherein, vor allem für die Zeit nach dem Kriege, wo wir vielleicht andere Verhältnisse haben als jetzt, zur Unfruchtbarkeit verurteilen, dann treffen Sie eine unserem Wesen als föderalistische Demokratie und der Mannigfaltigkeit unseres Staatswesens Rechnung tragende Lösung im Sinne des ständerätlichen Beschlusses.

M. Crittin: L'intervention de M. le professeur Aeby m'a déterminé, à la dernière minute, à venir vous exprimer mon sentiment. Je le ferai d'une façon brève. Je tiens à dire par avance que, pour ma part, je suis non seulement surpris, mais un peu peiné de ce que l'on soulève une discussion qui tourne à une sorte de compétition entre ceux qui prétendent être les défenseurs méritants et ardents de la souveraineté cantonale et ceux qui ne seraient que de vulgaires centralisateurs. Gardons-nous de réduire à une controverse de 3^e ordre le problème important du fédéralisme. La souveraineté cantonale, je vous le demande, subira-t-elle véritablement la moindre atteinte parce que l'on aura laissé à la Confédération la compétence essentielle d'organiser et de répandre l'enseignement de la gymnastique post-scolaire? N'oublions pas que si aujourd'hui nous pouvons à juste titre nous flatter — et à cet égard je m'associe entièrement à l'opinion exprimée par M. le professeur Aeby — d'avoir une jeunesse physiquement bien constituée grâce surtout à la pratique de la gymnastique, nous le devons avant tout, je dirai même presque exclusivement, à la Confédération.

Tout à l'heure, en entendant notre collègue M. Aeby j'ai parcouru très rapidement le message du Conseil fédéral (vous m'excuserez d'avoir tant attendu pour en faire la lecture) et j'ai appris que depuis 1874 la loi d'organisation militaire fait l'obligation aux cantons de répandre l'enseignement de la gymnastique durant les années de scolarité. Mais, vous le savez aussi, cette loi, malheureusement,

n'a pas toujours reçu une application très rationnelle et correspondant bien aux besoins de la nation. On ne peut donc pas affirmer qu'en faisant passer cet enseignement pour les années suivantes entre les mains de la Confédération, on viole la souveraineté cantonale. D'autant plus qu'il est facile de démontrer que l'enseignement fédéral contribuera assurément au renforcement de notre défense nationale.

En effet, cet enseignement, c'est là une chose qu'il ne faut pas perdre de vue, fait partie intégrante de la préparation à la vie du soldat. La première étape est l'enseignement de la gymnastique. Comme l'a très bien dit le président de la commission, le projet forme un corps. Si à ce corps vous voulez enlever un organe, prenez-en la responsabilité, mais j'ai peur, quant à moi, que ce faisant, vous ne lui portiez une telle atteinte que la loi devienne inefficace.

La loi de 1874 n'a pas, dans la pratique, déployé tous ses effets. Pourquoi? A cause — du moins si je m'en rapporte à l'affirmation contenue dans le message — de la diversité de la mentalité, des conditions physiques, des coutumes et des mœurs, les cantons se sont révélés, je ne voudrais pas dire impuissants, mais quelque peu inaptes à appliquer rationnellement cette loi. Et la Confédération, indulgente, complaisante, a laissé faire. Elle a sans doute eu tort. Car, si elle avait exigé des cantons la stricte exécution des obligations que la loi de 1874 leur imposait, nous n'en serions pas aujourd'hui à discuter ce projet et à regretter l'impréparation de notre jeunesse au service militaire. La leçon du passé doit nous servir. Ne persévérons pas dans l'erreur, c'est «diabolique»!

Je comprends jusqu'à un certain point l'attitude du Conseil des Etats, qui veut sauvegarder son amour-propre. Après avoir combattu l'instruction militaire proprement dite — car qu'on le veuille ou non, ce que nous recherchons ici, c'est la préparation militaire, inutile de jouer sur les mots — le Conseil des Etats est revenu de son erreur en admettant la lettre c en seconde lecture. Rendons-lui hommage. Il a abandonné également la revendication qu'il avait formulée au sujet de l'enseignement du tir: il a reconnu que cela était du domaine de l'armée ou, si vous préférez de la Confédération. Finalement, il adopté la position de repli, mais qui est très faible: l'enseignement de la gymnastique. Eh bien, il faut que le Conseil des Etats comprenne qu'ici encore, il peut faire un beau geste en ne persistant pas dans cette ultime exigence. J'ai la conviction que, lorsque nous-mêmes, à une forte majorité, aurons donné notre adhésion de cœur et d'esprit aux justes et légitimes compétences revendiquées par la Confédération dans l'intérêt suprême de l'armée, le Conseil des Etats, lui aussi, finira par s'y rallier entièrement sous l'inspiration de son haut patriotisme helvétique.

M. Colliard: Je ne pensais pas inaugurer cette tribune en prenant la parole dans le présent débat sur la préparation de notre jeunesse à la vie militaire. Il me semble en effet que des temps tels que ceux que nous vivons maintenant devraient d'emblée engager tout le parlement à suivre le Conseil fédéral dans cette œuvre de préparation

militaire, si nécessaire et indispensable à l'avenir de notre pays.

Vouloir donner en cette matière des compétences aux cantons, c'est aller au-devant de grandes difficultés en raison du défaut d'unité qu'il ne manquera pas d'y avoir dans l'organisation de ces cours préparatoires. Non, c'est à la Confédération et à elle seule qu'il faut laisser toutes les compétences dans les questions qui sont du ressort de la défense nationale. Toute division dans ce domaine serait une faiblesse. Je suis fédéraliste, mais je suis pour un fédéralisme raisonné. La manière de voir du Conseil des Etats m'apparaît comme étant plutôt ce que j'appellerais du cantonalisme.

L'octroi de trop larges compétences aux cantons est parfois la source d'inconvénients qu'on a déjà en exemple dans le résultat auquel aboutit parfois la législation électorale qui a introduit le système de la représentation proportionnelle. Sans cela il est certain que je n'aurais pas eu l'honneur de siéger maintenant dans cette salle. Comme vous le savez tous, je suis arrivé 24 heures en retard, ceci à la suite d'une décision d'ordre uniquement politique de mon canton, décision qui a fait rumeur dans tout le reste de la Suisse. Il faut donc éviter que de pareils cas se reproduisent dans le domaine des compétences cantonales, il faut séparer nettement les responsabilités qui reviennent à la Confédération ou aux cantons respectivement.

Permettez-moi donc de vous engager très vivement à ratifier les propositions de la commission du Conseil national; c'est la seule solution rationnelle pour assurer dans les meilleures conditions l'instruction militaire préparatoire dans notre pays. Je terminerai en disant, que comme notre collègue, M. Aeby, je suis moi aussi d'accord avec le noble ordre du jour lancé par notre général à ses troupes, mais j'ajouterais que le général s'est recommandé à la commission et a fait appel également au Conseil national pour que puissent être adoptées les propositions qui sont faites par le Conseil fédéral.

Bundesrat Minger: Herr Nationalrat Aeby hat den Antrag wiederum aufgenommen, den seinerzeit der Ständerat zu seinem Beschluss gemacht hatte, nachdem der Ständerat gestern an diesem seinem ursprünglichen Beschluss mit 19 zu 18 Stimmen festgehalten hat. Wir haben diese Frage am letzten Dienstag hier diskutiert, und damals hat der Nationalrat einstimmig den Beschluss des Ständerates abgelehnt. Ich bin etwas erstaunt, dass Herr Aeby erst heute kommt und nicht schon bei der ersten Beratung im Nationalrat einen entsprechenden Antrag gestellt hat. Es sind hauptsächlich die Vertreter der katholisch-konservativen Partei, die sich zu Verteidigern des Beschlusses des Ständerates gemacht haben. Ich möchte hier doch das eine sagen: Wir haben mit den katholisch-konservativen Kreisen auch Fühlung genommen, mit dem katholischen Turnverband, wir hatten sogar Fühlung mit Herrn Bischof von Streng und die haben ohne weiteres anerkannt, dass das Projekt, wie es vorliegt, akzeptabel sei, sie haben keine weiteren Bedingungen mehr gestellt. Was den Turnunterricht in den Schulen anbelangt, so ist das Sache

der Kantone. Dies ist niedergelegt in der Militärorganisation, an der wir gar nichts geändert haben. Das ist ein Unterrichtsfach, und weil dem so ist, habe ich mich geweigert, in dieses Gesetz hinein eine Bestimmung aufzunehmen über das Obligatorium des Mädchenturnens, denn ich sagte mir, das können wir erst dann tun, wenn wir die Auffassung der einzelnen Kantone kennen, wir dürfen nicht über die Kantonsregierungen und die kantonalen Erziehungsdirektoren hinweggehen. Der militärische Vorunterricht ist anderer Art, er ist übrigens nicht neu, sondern schon recht alt, denn wir haben ihn seit Jahren eingeführt, aber nicht obligatorisch, sondern nur freiwillig. Aber schon diesen freiwilligen Unterricht haben im Jahre 1939 nicht weniger als 41 200 Jünglinge mitgemacht.

Um diesen militärischen Vorunterricht haben sich bis jetzt die Kantonsregierungen gar nicht gekümmert. Sie haben davon weiter nicht Notiz genommen, sondern sie haben das den hiezu berufenen Organisationen überlassen, das sind die Turnvereine und die Sportorganisationen, diese haben den freiwilligen Vorunterricht seit Jahren durchgeführt unter der Oberaufsicht der Abteilung für Infanterie. Wir haben also hier eine Praxis vor uns, die sich im Laufe der Jahre herausgebildet hat. Der Apparat, der geschaffen wurde, den möchten wir beibehalten, weil er sich bewährt hat. Weil dem so ist, haben wir die Vorbereitung für dieses neue Projekt, in welchem das Obligatorium vorgesehen ist, nicht mit den Kantonsregierungen getroffen, sondern mit den interessierten Turn- und Sportverbänden, die bis heute die Arbeit besorgt haben. Es sind das die gleichen Organisationen, die in Zukunft die Jünglinge auf dem Wege der Freiwilligkeit auf die Turnprüfungen vorzubereiten haben. Diejenigen Leute, die dann bei den Turnprüfungen durchfallen, haben nachher einen obligatorischen Turnkurs zu bestehen. Es will mir doch scheinen, es sei ganz selbstverständlich, dass die gleiche Organisation, die vorher die Jünglinge auf die Turnprüfung vorbereitet hat, nun auch diese obligatorischen Kurse durchführen müsse. Sie ist hiezu weitaus am besten geeignet.

Wenn Sie die Verordnung ansehen, finden Sie, dass in Art. 36 die Sache wie folgt geregelt ist:

„Die obligatorischen Kurse des turnerischen Vorunterrichts werden unter Leitung der Kantonalkomitees für den turnerischen Vorunterricht organisiert und durchgeführt von den eidgenössischen und kantonalen Turn- und Sportverbänden.“ Eventuell kommen dazu noch die Kadettenkorps und die Pfadfinder. Was die höheren Schulen anbelangt, Gymnasien, Seminarien usw., so können auch dort solche Kurse durchgeführt werden, aber was noch viel einfacher ist, ist das, dass solche höheren Schulen ganz einfach ihren Turnunterricht der eidgenössischen Turnschule als Programm anpassen können: dann gilt der Turnunterricht in den Gymnasien und Seminarien ohne weiteres als obligatorischer Kurs.

Wenn der Antrag Aeby angenommen werden sollte, dann haben wir das folgende interessante Bild: Der Militärkurs wird eidgenössisch durchgeführt, die Jungschützenkurse werden eidgenössisch durchgeführt, die Vorbereitung auf die Turnprüfung ist eine eidgenössische Sache. Nun soll

nach Antrag des Herrn Aeby der obligatorische Turnunterricht aus diesem ganzen Aufbau herausgenommen werden, und da wollen die Kantone eine eigene Organisation schaffen; sie wollen sagen, wie es gehen soll, und nicht mehr der Bund. Der obligatorische Turnunterricht ist ein Teilstück eines beschlossenen Programms. Wir rechnen damit, dass 70 % der Jünglinge die Turnprüfung bestehen werden, und dass nur etwa 30 % übrig bleiben, die nachher den obligatorischen Kurs zu bestehen haben. Nur für diesen Teil soll man jetzt ein ganz neues, ein Sonderverfahren einschlagen. In meinen Augen ist das etwas ganz Unmögliches und etwas ganz Unnatürliches. Es bedeutet eine Verstümmelung des grosszügigen Projektes, das aufgestellt worden ist. Die gleiche Ansicht teilen alle diejenigen, die sich die Mühe genommen haben, das Projekt in seiner Auswirkung zu studieren, und die infolgedessen den Ueberblick über das Ganze haben. Die Voten, die heute zugunsten des ständerätlichen Beschlusses gefallen sind, tragen etwas stark den Charakter der Improvisation und etwas weniger den der Sachkenntnis.

Was die Mitwirkung der Kantone anbetrifft, so ist sie deshalb vorgesehen, weil die Kantone in administrativer Beziehung verschiedenes zu tun haben. Die Kantone müssen die Listen der Prüfungspflichtigen sowie derjenigen, die das Obligatorium zu bestehen haben, aufstellen. Bei den Turnprüfungen werden der Kreiskommandant und der Sektionschef dabei sein. Auf diese administrative Mitwirkung sind wir ohne weiteres angewiesen. Der ganze Aufbau ist den bisherigen Verhältnissen, wie sie sich in langjähriger Praxis entwickelt haben, angepasst. Der Antrag des Herrn Aeby stellt dieses Projekt, das seitens der Abteilung für Infanterie und seitens des Militärdepartements im Benehmen mit den Organisationen, den Turn- und Sportverbänden, sorgfältig erwogen wurde, zu einem guten Teil auf den Kopf. Ich kann nicht daran glauben, dass Ihr Rat dem Antrag, wie er hier gestellt worden ist, zustimmen könnte. Auch ich gehöre zu denjenigen, die von der hohen Bedeutung des Föderalismus für die Struktur unseres Staatswesens überzeugt sind. Wir wollen den Kantonen ihre Souveränität belassen auf all den Gebieten, wo die Voraussetzungen dazu vorhanden sind. Ich teile durchaus die Auffassung, dass ein Kanton das, was er unbeschadet dem eidgenössischen Ganzen tun kann, von sich aus tun soll. Der Bund hat in solchen Sachen die Hand fernzuhalten. Aber beim obligatorischen Turnen sind diese Voraussetzungen sicher nicht vorhanden, und deshalb möchte ich Sie bitten, dem einstimmigen Beschluss Ihrer Kommission Folge zu geben und den Antrag des Herrn Aeby abzulehnen.

M. Aeby: Je ne prononcerai que quelques mots à titre personnel à la suite des déclarations faites par M. le conseiller fédéral Minger. Pourquoi ne sommes-nous pas intervenus dans les premiers débats au Conseil national? C'est pour la raison bien simple que nous ne voulions pas que l'instruction militaire préparatoire des jeunes gens de 19 ans soit soustraite à l'armée. C'est l'armée qui est compétente pour donner cet enseignement, c'est l'armée ou tout au moins les sociétés de tir qui

sont compétentes pour donner des instructions aux jeunes tireurs et jamais nous n'aurions voulu confier cet enseignement aux cantons. Seulement le Conseil des Etats a complètement changé sa position; celle-ci est tout à fait différente de celle qu'il avait tout d'abord adoptée. J'en prends à témoin M. Crittin qui, comme moi, l'a expliqué d'une manière aussi claire qu'il était possible de le faire.

Je ne serais pas monté à cette tribune seulement pour faire cette déclaration. Mais il y a quelque chose que nous ne pouvons pas admettre, c'est qu'on veuille faire croire que nous mettions une idée confessionnelle dans ce débat d'idées. Je n'ai cité absolument — j'aurais pourtant pu le faire abondamment — aucun auteur catholique qui se soit occupé de la question du fédéralisme. J'en ai appelé à un protestant convaincu, puisque j'ai cité M. Denis de Rougemont qui, après avoir fait une pièce splendide «Nicolas de Flue» que j'ai regretté de ne pas pouvoir entendre à l'Exposition nationale de Zurich, a écrit ce très beau livre: «Mission ou démission de la Suisse». Denis de Rougemont consacre tout son premier chapitre au protestantisme dans lequel il voit l'un des principaux facteurs du fédéralisme. Cette question confessionnelle que M. le conseiller fédéral Minger veut introduire dans ce débat n'a absolument rien à voir ici et je me devais de le déclarer.

Abstimmung. — Vote.

Für den Antrag der Kommission	88 Stimmen
Für den Antrag Aeby	37 Stimmen

Abs. 4, Lit. c.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerats.

Al. 4, lett. c.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

M. Dollfus, rapporteur: Après cette brillante victoire de la chambre basse sur la chambre haute je vous propose d'être bon prince. Le Conseil des Etats a vraiment fait preuve d'une très grande compréhension. Il s'est rallié sur presque toute la ligne aux propositions du Conseil national. A la lettre c, cependant, il apporte une toute petite modification. Tandis que le Conseil national avait décidé de parler de «cours préparatoire» le Conseil des Etats voudrait que l'on dise «cours préparatoire militaire». Comme notre-collègue M. Crittin l'a très bien dit il s'agit là vraiment d'une question militaire et, d'un autre côté, j'ai déjà eu l'honneur dans une discussion précédente, de dire que je trouvais quelque peu bizarre que, dans les temps actuels, lorsque la patrie se trouve dans une situation aussi grave, on ait l'air d'avoir peur de ce vocable de militaire. Quoi qu'il en soit, je puis vous déclarer au nom du Département militaire fédéral que tout le programme de ce cours préparatoire restera exactement le même. Le Département militaire n'a aucune intention de modifier en quoi que ce soit le programme, que nous l'appelions «cours préparatoire» ou «cours préparatoire militaire». Ceci étant, je me permets de vous prier

de ne pas prolonger trop la discussion et de bien vouloir, dans cette question tout à fait secondaire, adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Grünenfelder: Ich möchte nur darauf aufmerksam machen, dass im letzten Alinea ein Widerspruch besteht im Text gegenüber dem Wortlaut von Lit. c. Dort ist nur die Rede vom „Militärvorkurs“ und nicht mehr vom „Vorbereitungskurs“. Im Schlussalinea ist aber die Rede vom „Vorbereitungskurs“, statt vom „Militärvorkurs“. Ich möchte die Anregung machen, bei der Redaktion an Stelle von „Vorbereitungskurs“ „Militärvorkurs“ einzusetzen. Damit ist dann die ganze Differenz, auf die ich hinweisen wollte, behoben.

M. Dollfus, rapporteur: La commission s'est aperçue de la différence que M. Grünenfelder vient de nous signaler. Elle a admis qu'il s'agissait d'une question de rédaction. Il est évident que puisque le Conseil des Etats a décidé, sous la lettre c, d'employer le terme «cours préparatoire militaire», il faut au dernier alinéa utiliser les mêmes termes. Nous avons admis que la commission de rédaction corrigerait elle-même cette petite omission.

Präsident: Die Anregung von Herrn Grünenfelder geht an die Redaktionskommission.

Die Kommission beantragt Ihnen, beim Buchstaben c dem Ständerat zuzustimmen. Sie sind damit einverstanden.

Beim Alinea „Teilnahme am Jungschützenkurs“ besteht Zustimmung zum Ständerat. Damit ist die Vorlage durchberaten.

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Vormittagssitzung vom 8. Juni 1940. Séance du 8 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Stähli*.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Siehe Seite 580 hiervor. — Voir page 580 ci-devant.

Beschluss des Ständerats vom 8. Juni 1940.
Décision du Conseil des Etats du 8 juin 1940.

Präsident: Der Ständerat hat mit 14 Stimmen mit Stichentscheid des Präsidenten dem Beschluss des Nationalrates zugestimmt.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*
Für Annahme des Gesetzentwurfes 105 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

Schluss des stenographischen Bulletins der Sommer-Session 1940.
Fin du Bulletin sténographique de la session d'été 1940.

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.06.1940
Date	
Data	
Seite	580-588
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 052

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

de ne pas prolonger trop la discussion et de bien vouloir, dans cette question tout à fait secondaire, adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Grünenfelder: Ich möchte nur darauf aufmerksam machen, dass im letzten Alinea ein Widerspruch besteht im Text gegenüber dem Wortlaut von Lit. c. Dort ist nur die Rede vom „Militärvorkurs“ und nicht mehr vom „Vorbereitungskurs“. Im Schlussalinea ist aber die Rede vom „Vorbereitungskurs“, statt vom „Militärvorkurs“. Ich möchte die Anregung machen, bei der Redaktion an Stelle von „Vorbereitungskurs“ „Militärvorkurs“ einzusetzen. Damit ist dann die ganze Differenz, auf die ich hinweisen wollte, behoben.

M. Dollfus, rapporteur: La commission s'est aperçue de la différence que M. Grünenfelder vient de nous signaler. Elle a admis qu'il s'agissait d'une question de rédaction. Il est évident que puisque le Conseil des Etats a décidé, sous la lettre c, d'employer le terme «cours préparatoire militaire», il faut au dernier alinéa utiliser les mêmes termes. Nous avons admis que la commission de rédaction corrigerait elle-même cette petite omission.

Präsident: Die Anregung von Herrn Grünenfelder geht an die Redaktionskommission.

Die Kommission beantragt Ihnen, beim Buchstaben c dem Ständerat zuzustimmen. Sie sind damit einverstanden.

Beim Alinea „Teilnahme am Jungschützenkurs“ besteht Zustimmung zum Ständerat. Damit ist die Vorlage durchberaten.

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Vormittagssitzung vom 8. Juni 1940. Séance du 8 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Stähli*.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Siehe Seite 580 hiavor. — Voir page 580 ci-devant.

Beschluss des Ständerats vom 8. Juni 1940.
Décision du Conseil des Etats du 8 juin 1940.

Präsident: Der Ständerat hat mit 14 Stimmen mit Stichentscheid des Präsidenten dem Beschluss des Nationalrates zugestimmt.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*
Für Annahme des Gesetzentwurfes 105 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

Schluss des stenographischen Bulletins der Sommer-Session 1940.
Fin du Bulletin sténographique de la session d'été 1940.

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.06.1940
Date	
Data	
Seite	588-588
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 053

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Art. 3.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Hefti, Berichterstatter: Hier wird die Höhe des Kredites bestimmt. Nun ist das allerdings eine Ermessenssache. Die Berechnungen können stimmen; sie können aber auch nicht stimmen, je nach den Beschäftigungsverhältnissen in der Schiffliohnstickerei. Wir sehen aber aus diesem Höchstbetrag von 200 000 Franken, dass der Bundesrat nicht zu weit gehen will. Auf Seite 13 der Botschaft führt er aus:

„Die oben für die Jahre 1940 und 1941 errechneten Defizite sind somit reichlich hoch bemessen und würden sich in Wirklichkeit erst ergeben, wenn die Beschäftigung unter die an sich schon vorsichtig geschätzte Quote von 55 % sinken sollte. Treten nicht ganz unvorgesehene Ereignisse ein, die jede Vorausberechnung verunmöglichen, so dürfte die Summe von 200 000 Franken als Maximalbeitrag des Bundes zu betrachten sein.“

Ich möchte beifügen: die 200 000 Franken sollen keineswegs eine bloße finanzielle Entlastung des Krisenfonds bedeuten, sondern vielmehr eine Garantie bieten für die Aufrechterhaltung und Festigung dieses Fonds, wobei auch, sobald die Verhältnisse es gestatten, eine Erhöhung der Mitgliederbeiträge mithelfen soll.

Die Kommission empfiehlt Ihnen Zustimmung.

Präsident: Hier wird gesagt, dass der Bundesrat den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Beschlusses bestimmt; das Gleiche wird in Art. 4 wiederholt. Eine Vereinfachung ist eine rein redaktionelle Frage. Diese Aenderung soll vorbehalten sein.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 4.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Beschlusses

Einstimmigkeit

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)**Nachmittagssitzung vom 2. April 1940.
Séance du 2 avril 1940, après-midi.**Vorsitz — Présidence: Hr. *Zust.***3992. Militärischer Vorunterricht.
Instruction militaire préparatoire.**Botschaft und Gesetzentwurf vom 29. Dezember 1939
(Bundesblatt I, 1). — Message et projet d'arrêté, du 29 décembre 1939 (Feuille fédérale I, 1).**Antrag der Kommission.**

Mehrheit:

Eintreten.

Minderheit (Bosset, Egli, Piller):
Nichteintreten.**Proposition de la commission.**

Majorité:

Passer à la discussion des articles.

Minorité (Bosset, Egli, Piller):
Ne pas passer à la discussion des articles.Berichterstattung. — *Rapports généraux.*

Altwegg, Berichterstatter der Mehrheit: Die Geschichte des zähen und mühsamen Kampfes des militärischen Vorunterrichtes auf eidgenössischem Boden geht auf das Jahr 1874 zurück, wo bekanntlich in der neuen Bundesverfassung das Wehrwesen von den Kantonen auf den Bund überging. Die Kenntnis dieser Geschichte ist wertvoll und dient zum Verständnis der Entwicklung dieser aktuellen Frage. Auch schon vor 1874 war vom Vorunterricht die Rede. So war dieser nach Pupikofer im Thurgau schon vor 100 Jahren für die wehrfähige Jungmannschaft vorgemerkt, absonderlich, wie es dort steht, erstens als Vorunterricht, a) für die eingeteilte Jungmannschaft auf den Sektionstrülpätzen 18 halbe Wochentage, b) für die Rekruten der Infanterie ebenso, und 22 halbe Tage für die übrigen Waffen in Verbindung mit den Hauptübungen, und c) für die Kadetten in besondern Anstalten. Sie sehen also, nichts neues unter der Sonne.

Bei dieser Gelegenheit muss ich Ihnen verraten, dass dies auch bezüglich der Ausgleichskassen gilt, sagt doch Pupikofer in seinem Gemälde der Schweiz an einer andern Stelle, die uns heute unbedingt interessieren muss: „Auch wird zur Ausgleichung gegen den Nachteil, den der wehrpflichtige einheimische Dienstknecht durch die Versäumnis bei den Militärübungen in der Anstellungskonkurrenz erleidet, die Dienstherrschaft, welche fremde Knechte vom betreffenden Alter hält, um einen jährlichen Betrag von einem Gulden für jedes Jahr belangt.“ Das war im Jahre 1837. Entschuldigen Sie diesen

Abstecher. In andern Kantonen sind wohl ähnliche Verhältnisse anzutreffen gewesen.

Nach Inkrafttreten der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 erfolgte sehr rasch die Verabschiedung der neuen Militärorganisation, die schon vom 17. Juni 1940 datiert. Bei diesem Anlass hat Bundesrat Welti, der Schöpfer der ersten Militärorganisation, sich mit aller Kraft für den militärischen Vorunterricht eingesetzt, dem er nicht nur für die Ertüchtigung der Armee, sondern auch für deren Achtung und Ansehen nach aussen den grössten Wert beimass. Die damalige Botschaft mutet heute noch ganz modern an. Art. 79 seines Gesetzesentwurfes begann: „Die Kantone sind verpflichtet, der schulpflichtigen männlichen Jugend denjenigen militärischen Unterricht zu erteilen, welcher mit den gymnastischen Uebungen verbunden werden kann.“ Art. 80 lautete: „Die aus der Schule entlassene Jugend ist bis zu Beginn der Lehrpflicht zur Fortsetzung dieser Uebungen zu verhalten, welche jährlich während wenigstens 15 halben Tagen vorzunehmen sind.“ Nach Art. 81 hätte der Bund die nötigen Vollziehungsverordnungen zu erlassen gehabt. Das Resultat der Beratungen hat offenbar den Wünschen von Bundesrat Welti nicht entsprochen. Der turnerische Schulunterricht bis zum 15. Jahr wurde allerdings obligatorisch erklärt, aber den Kantonen überlassen. Es waren auch die Kantone, welche für den Turnunterricht vom 15. bis 20. Altersjahr zu sorgen hatten. Für das 18. und 19. Altersjahr konnte der Bund einen Schiesskurs einführen. So die Militärorganisation von 1874.

Der Erfolg im Vollzug war noch viel bescheidener. Die Berichte über das Schulturnen lauteten höchst unbefriedigend. Um das Nachschulturnen bekümmerten sich die Kantone nicht, soweit sich nicht die Turnvereine aus eigenem Antrieb dessen annahmen. Der Bund, der die Schiesskurse hätte einführen sollen, tat nichts, dagegen nahm sich die Offiziersgesellschaft Zürich initiativ dieser Aufgabe an, indem sie einen Kadettendienst organisierte, wo in Verbindung mit den Turnvereinen das Turnen und Schiessen geübt wurde. Dies erfuhr auch im Laufe der Jahre in andern Kantonen etwelche Nachachtung, so dass im Jahre 1907 8000 Kadetten in 15 Kantonen unterrichtet wurden, und zwar nach einem eidgenössischen Programm, zu dessen Erlass sich der Bund im Jahre 1898 veranlasst sah. Das Jahr 1907 brachte bekanntlich nach 33 Jahren die neue zweite Militärorganisation, zum grossen Teil das Werk unseres verehrten General Wille. Erneut wurde das Obligatorium des Vorkurses angestrebt, und zwar im Sinne des eidgenössischen Programms vom Jahre 1898. Das Ziel wurde jedoch wieder nicht erreicht. Der Art. 103 brachte allerdings für das obligatorische Schulturnen die Aufsicht des Bundes — das war neu — und ein gewisser Erfolg. Die Kantone waren also nicht mehr ganz frei. Das Obligatorium für die zweite und dritte Stufe für das Turnen nach der Schulpflicht und das Schiessen wurde aber wiederum abgelehnt. Art. 104 der heute noch geltenden Militärorganisation beschränkte sich auf die Unterstützung der Bestrebungen der Vereine auf diesem Gebiet unter Aufsicht des Bundes. So blieb es für die aus der Schule entlassene Jugend bei der Frei-

willigkeit sowohl im Turnen als bei den Jungschützen und beim bewaffneten Vorunterricht, deren Kurse teils am Abend, teils am Sonntag stattfanden und vom Bund inspiziert wurden. Der eine oder andere wird diese Kurse noch aus eigener Erfahrung kennen. Die Turnkurse lagen hauptsächlich in der Hand der Turnvereine, die folgende Entwicklung nahmen: Die Statistik des Jahres 1939 nennt 1769 Sektionen, in der Hauptsache Turnsektionen mit 41 000 Schülern. Unter diesen 1700 Sektionen waren 1056 Turnvereine, 64 katholische Verbände, 68 Satus, 15 Fussball- und Athletikvereine, 25 Pfadfindervereine und 63 Anstalten, alles Organisationen, die sich dieser freiwilligen Aufgabe unterzogen. Gegenüber den über 100 000 zählenden Jünglingen im Alter zwischen Schule und Wehrpflicht sind diese 41 000 immerhin eine bescheidene Zahl. Es ist verständlich, dass die Turner nach wie vor mit allem Nachdruck das Obligatorium verlangten.

Aehnlich steht es beim Schiesswesen, so dass auch die Schützen auf das Obligatorium hindehierten. Der Schützenkurse haben sich bisher hauptsächlich die Schiessvereine und Unteroffiziersvereine angenommen. Der bewaffnete Vorunterricht, der einmal 14 000 Jünglinge unterrichtete, ging aber im Laufe der Jahre wieder auf ca. 8000 zurück und wurde nach Streichung der Bundessubvention im Jahre 1934 gänzlich eingestellt. Der Kadettendienst beschränkte sich in der Hauptsache auf die Mittelschulen.

Das Eingehen des bewaffneten Vorunterrichtes im Jahre 1934 führte allerdings, wie die Botschaft zeigt, zu einem etwelchen Aufschwung auf dem Gebiete des Turn-, Schiess- und Kadettenwesens, ohne aber nur annähernd alle Jünglinge zu erreichen. Im Jahre 1937 schlug die Abteilung für Infanterie den obgenannten Wünschen nachkommend eine erneute Revision der Militärorganisation vor mit obligatorischem Turnen der 16- und 17-Jährigen, mit obligatorischem Schiessen der 18- und 19-Jährigen und einem sogenannten Kadettenkurs zur Vorbereitung für die Rekrutenschule für die 19-Jährigen. An einer Konferenz zur Besprechung dieser Vorlage und nachher in der Presse erhob sich aber eine scharfe Opposition, speziell gegen diesen Kadettenkurs, mit dem Erfolg, dass die Vorlage liegen blieb.

Inzwischen wurde, wie Sie wissen, die Verlängerung der Rekrutenschule aktuell. Sie wurde bekanntlich im Jahre 1935 von 65 auf 88 und im Jahre 1938/39 auf 4 Monate resp. auf 116 Tage verlängert. Die Verhandlungen sind Ihnen noch in bester Erinnerung. Gleichzeitig wurde im Jahre 1938 die Dauer der Wiederholungskurse von 2 auf 3 Wochen und damit die Zahl der gesamten Wiederholungskurstage von 90 auf 140 heraufgesetzt.

Die Forderung auf mehr als 4 Monate, die damals gestellt wurde, ist u. a., auch vom Sprechenden, abgewiesen worden mit dem Hinweis auf eine mögliche Verbesserung im militärischen Vorunterricht, wobei in der andern Kammer Herr Nationalrat Keller speziell auf die eindringlichen Worte von Bundesrat Welti aus dem Jahre 1874 hinwies, zu welcher Zeit allerdings der Militärunterricht sich noch im bescheidenen Anfangsstadium befand. Sie erinnern sich ferner daran, dass 1939 anlässlich der De-

batten über den Stand unserer Landesverteidigung die Motionäre Schöpfer und Vallotton auf den militärischen Vorunterricht und auf die Wünschbarkeit eines obligatorischen Turn- und Schiessunterrichts mit allem Nachdruck hingewiesen haben.

Dann kam der Krieg. Das Militärdepartement sah den Moment gekommen, seinen Entwurf über den militärischen Vorunterricht der Verwirklichung entgegenzuführen. Die Vorunterrichtskommission der eidgenössischen Turn- und Sportkommission hatte inzwischen für das Departement ein doppeltes Projekt vorbereitet: Ein zweiteiliges Projekt A mit obligatorischem Turnen für die 16- bis 19-jährigen und mit obligatorischem Jungschützenkurs für die 18- und 19-Jährigen, und daneben ein Projekt B, dreiteilig, mit obligatorischem Turnen vom 16. bis 18. Altersjahr, mit obligatorischem Schiessen im 17. und 18. und einem obligatorischen Militärkurs im 19. Altersjahr, dieser wiederum gedacht als Vorbereitung für die Rekrutenschule. Das interessante Novum in beiden Projekten war die Art und Weise, wie das Obligatorium für das Turnen vorgeschlagen wurde, nämlich in einer obligatorischen Leistungsprüfung, jeweils im Herbst des Vorjahres, bei deren Bestehen ein Jüngling für das folgende Jahr von einem obligatorischen Kurs befreit wird, während derjenige, der die Prüfung nicht besteht, zu einem 60-stündigen Turnkurs verpflichtet wird. Diesen Vorschlag finden Sie bekanntlich in der heutigen Vorlage.

Während der Mobilmachung wurde nur der Vorschlag B, wenn wir recht unterrichtet sind, den interessierten Turn-, Sport- und Militärverbänden zur Vernehmlassung zugestellt, mit dem Resultat, dass in der Hauptsache von allen Seiten zugestimmt wurde. Die Turner machten allerdings damals schon auf ihre früher geäußerten Bedenken betreffend Abschnitt 3, Militärkurs, aufmerksam. Diese Bedenken verdichteten sich im Laufe des Winters zu einer Eingabe Ende Dezember an das Militärdepartement und fanden analog 1937 ihr Echo in der Presse. In der Botschaft vom Dezember 1939 konnten diese Einwände allerdings nicht mehr berücksichtigt werden. Die Botschaft machte aber selber auf Seite 6 auf gewisse Gefahren aufmerksam, die in der Ueberlastung der jungen Leute liegen können.

Als Ihre Kommission im März 1940, also wiederum nach 33 Jahren seit der letzten gesetzlichen Regelung des Vorunterrichtes im Jahre 1907, zusammentrat, stand ihr die Aufgabe bevor, das Pro und Contra abzuwägen. Die Situation wurde aber noch komplizierter, weil sich in der Kommission sofort eine starke Strömung (mit und ohne Sympathie für die Vorlage) schon gegen das Eintreten zeigte. Der Moment für eine gesetzliche Regelung für die Zukunft, mitten im Kriege, sei nicht gegeben. Wenn die momentane Lage eine weitere Verstärkung der Wehrkraft fordere, so könne der Bundesrat mit den Vollmachten nachhelfen. Die zu starke Betonung von Sparta wurde mit Hinweis auf Athen abgelehnt. Dazu kamen Bedenken wegen zu grossem Eingriff in die persönliche Freiheit, in die Familie, in die Kantone, mit denen zu wenig Kontakt genommen worden sei. Sie werden diese Einwände vom Sprecher der Minderheit vertreten hören. Die Kommission musste sich mit Ihnen

auseinandersetzen, bevor sie in der vierten Sitzung mit 4 gegen 3 Stimmen zu deren Ablehnung kam. Die Mehrheit hielt unter gewissen Vorbehalten an der bundesrätlichen Vorlage fest, weil ihr namentlich das obligatorische Turnen und Schiessen, als ein altes berechtigtes Postulat, sehr am Herzen lag. Die Ausführungen vom Departement und vom Vertreter der Abteilung für Infanterie zeigten deutlich, dass die Vorlage nicht für den Moment, sondern für die Zukunft gedacht ist, indem z. B. der vorgesehene Militärkurs erst für das Jahr 1943 aktuell würde. Dessen Durchführung während der Mobilmachung, so sagte Herr Oberstkorpskommandant Wille, komme während der Mobilmachung gar nicht in Frage, schon wegen des Mangels an Kader-, Turn- und Militärplätzen; man sei froh, wenn man die verlängerten Rekrutenschulen alle reibungslos unter Dach und Fach bringe.

Dass die Vorlage im heutigen Moment eingebracht wird, wo man den Nutzen einer guten körperlichen Vorbildung der Jugend besser einsieht als vielleicht später, wollte die Mehrheit nicht beanstanden, obwohl das der Vorlage zum Vorwurf gemacht wurde. Der Gefahr des Nachlassens der Begeisterung kann unseres Erachtens dadurch begegnet werden, dass man den Bogen nicht überspannt. Der Grundsatz: „Mens sana in corpore sano“, wird nicht abgelehnt von der Kommission; man soll aber in diesem Moment nicht Körper und Geist gegeneinander ausspielen, vielmehr ist auf dem Gebiet der geistigen Förderung der Jugend auf andere Weise eine Lösung zu suchen.

Das führte die Mehrheit zum überzeugten Eintreten für die Vorlage. Schon in der Kommission ging es aber bei der Eintretensdebatte nicht ab, ohne dass auf die Vorlage selbst eingetreten wurde, weil je nach der Einstellung zu den einzelnen Postulaten die Entscheidungen fallen mussten. Das veranlasst mich auch heute, schon in diesem Moment zum Teil wenigstens auf die Vorlage selber einzutreten, in der Meinung und Hoffnung allerdings, dass dadurch die Detailberatung entsprechend verkürzt werden könne.

Das obligatorische Turnen und Schiessen an und für sich wurde weiter kaum angefochten. Es ist logisch und spricht für sich, dass alle zukünftigen Wehrmänner eine solche Ausbildung erfahren, aber vor allem gerade die Schwachen, welche bis heute sehr oft beim freiwilligen Vorunterricht sich nicht einstellen. So verlangt z. B. eine vehemente Eingabe des Turnvereins Engelburg an den Kommissionspräsidenten von der Kommission die Bejahung des Obligatoriums, weil dort das letzte Jahr von 10 Stellungspflichtigen nach den gemachten Angaben nur einer als tauglich befunden worden sei, und zwar ausgerechnet derjenige, der beim Turnverein sich vorbereitet hätte. Trotzdem werde dieser Turnverein in der Gemeinde ungerecht angefochten. Sie hoffen, bei einem Obligatorium werden die Verhältnisse sich bessern und ändern. Das vorgesehene System des Obligatoriums für das Turnen musste einleuchten. Die Leistungsprüfungen verlangen ein Training, das freiwillig durchgeführt werden kann. Wo das geschieht, ist freigestellt, es kann dies zuhause im stillen Kämmerlein, es kann in der Schule, an einer Anstalt, in einem Militär-, Turn- oder Sportverein geschehen.

Der Verein, der diese Vorbereitung mit Erfolg durchführt, soll 4 Fr. pro Mann erhalten. Für die Durchführung der obligatorischen Kurse werden pro Mann Fr. 12.50 dem Verein oder der Anstalt entschädigt, gegenüber 11 Fr., die heute beim freiwilligen Vorunterricht den Vereinen bezahlt werden. Es ist dieser beweglichen Lösung zu verdanken, dass alle die Militär-, Turn- und Sportvereine freudig dem Vorschlag des Bundesrates zugestimmt haben. Die Aufstellung des Programms für die Leistungsprüfung, für die obligatorischen Kurse ist Sache der bundesrätlichen Verordnung, für welche ein Entwurf der Botschaft angeheftet ist. Derselbe gibt über die Details, auch über die Strafkompensationen Auskunft. Es ist vorgesehen, diese Verordnung auf 5 Jahre zu befristen.

Die Kommission schlägt mit grosser Mehrheit vor, das Turnen für die Jahre von 16—18 und die Jungschützenkurse für die Jahre von 18 und 19 obligatorisch zu erklären. Die Begründung will ich der Detailberatung vorbehalten. Die Kommission hat immerhin zuhanden des Bundesrates — das mag jetzt schon gesagt werden — betreffend dieser Verordnung verschiedene Wünsche zu Protokoll gegeben, einmal die Heranziehung nicht nur der Turn- und Sportvereine, sondern auch aller Militärvereine. Der Pontonierverein hat ein entsprechendes Begehren gestellt. Ein anderer Wunsch geht dahin, es möchte eine möglichst enge Fühlungnahme mit den kantonalen Regierungen, speziell den Erziehungsdirektoren, genommen werden. Und sodann geht ein Wunsch auf eine Mässigung der allzu scharf bemessenen Strafen. Eine Eingabe der weiblichen Turnlehrerinnen auf Einführung des obligatorischen Turnens für Mädchen in den Schulen musste als nicht in diese Vorlage gehörend abgelehnt werden, so sehr die Kommission von der Wünschbarkeit dieses Begehrens überzeugt ist. Es dürfte sich in Verbindung mit den aktuellen Bestrebungen für die Organisation der Schweizerfrauen auf militärischem Gebiete früher oder später eine Lösung finden.

Währenddem, wie wir gehört haben, die katholische Kirche direkt beim Departement gewisse Begehren geltend gemacht hat und durch die gehaltenen Auskünfte befriedigt sein soll, hat Ihr Kommissionspräsident noch dieser Tage eine Eingabe des Schweizerischen evangelischen Kirchenbundes erhalten. Darin wird der Befürchtung Ausdruck gegeben, durch die Vorlage werde eine übertriebene Vereinsmeierei gefördert. Diese Befürchtungen sind wohl unbegründet, weil das obligatorische Schiessen und Turnen von kantonalen Kommissionen und eidgenössischen Experten überwacht werden, und für den Alkohol, der an und für sich bei den jungen Leuten eher in Misskredit gekommen ist, scheint bei diesen Kursen sowieso kein Platz zu sein.

Im Gegensatz zum militärischen Turnen und Schiessen gab der Militärkurs oder, wie er früher genannt wurde, der bewaffnete Militärkurs viel zu reden. Er wurde bekanntlich von Ihrer Kommission mit 6 gegen eine Stimme aus der Vorlage gestrichen, wobei diese eine befürwortende Stimme zu denen gehört, die gegen das Eintreten gestimmt haben.

Was will nun dieser militärische Vorkurs? Nach der Botschaft auf Seite 5 unten hat der bewaffnete

Vorunterricht den jungen Mann kurz vor dem Eintritt in den Militärdienst körperlich zu trainieren, mit den Handfeuerwaffen und den Elementen der Schiesskunst vertraut zu machen, ihn geistig zu wecken, also den Wehrpflichtigen allseitig so vorzuschulen, dass er in die Rekrutenschule einen durch Uebung gestählten Körper und Willen, aufgeweckten Sinn und Gemeinschaftsgefühl mitbringt. Körperliches Training durch das Turnen, Kenntnis der Handfeuerwaffen und der Schiesskunst ist Sache der Jungschützenkurse, also neben dem Turnen und Schiessen bleibt für diese Militärkurse das geistige Wecken und die Schaffung von Gemeinschaftsgefühl. In der katholisch-konservativen Presse wurden präzisere Angaben verlangt, aber auch von unserer Kommission. Bei den Beratungen hat sowohl der verehrte Herr Departementschef wie auch Herr Oberstkorpskommandant Wille versucht, der Kommission die Notwendigkeit dieser Kurse verständlich zu machen. „Die heutige Zeit“, so lautet das Protokoll, „erfordert den Einsatz des letzten Mannes, die ganze Wehrkraft des Landes soll mobilisiert werden, der Wehrgeist des Einzelnen muss durch Taten geweckt und gefördert werden, zunächst in Form der freigewählten Vorbereitungsarbeit in irgendeinem Verbands- oder Verein. Bei turnerischen Prüfungen im planmässigen Aufbau des Ganzen muss der Grundsatz der Abwechslung herrschen. Turnen und Schiessen und dann zuletzt militärischer Vorkurs mit einem wohldurchdachten militärischen Betriebe.“ Es handle sich nicht um eine Miniaturrekrutenschule, das Programm werde demjenigen der Pfadfinder entsprechen mit Uebungen im Gelände, Kartenlesen, Beobachtungen, Ausnützen des Geländes usw. Dabei sollen Gemeinschaftssinn und Kameradschaft geweckt werden.

Wie ich Ihnen eingangs andeutete, sind vom Eidg. Turnverein und in der Presse erneut Zweifel gegen diese Kurse zum Ausdruck gebracht worden. Die Mehrheit der Kommission konnte sich der Anerkennung der Berechtigung derselben nicht entziehen. Mit diesem Vorkurs gehe ein Teil der Begeisterung für die Rekrutenschule verloren. Man müsse an die Zeit nach dem Krieg denken, an die Ueberlastung des jungen Mannes durch Beruf, Familie, Sport und andere Verpflichtungen; dasselbe gelte für das nötige Kader. Es sei sehr fraglich, und darauf möchten wir grosses Gewicht legen, ob genügend berufene Leiter bei den jungen Subalternoffizieren gefunden werden, mit dem nötigen pädagogischen und psychologischen Verständnis für diese nicht leichte Aufgabe, die jungen Leute im richtigen Sinne geistig zu wecken. Das Gemeinschaftsgefühl könne in den Rekrutenschulen, die ja verlängert worden sind und wo der Einfluss des Elternhauses ausgeschaltet sei, weit besser erreicht werden. Es wird scharfe Trennung der vorunterrichtlichen Kameradschaft und der Rekrutenschule mit militärischer Erziehung vorgeschlagen. Die Durchführung in Berggegenden und auf dem Lande stosse sicher auf Schwierigkeiten. Demgegenüber hörten wir den Vorwurf an die Adresse des Turnverbandes, er rechne egoistisch und befürchte Mitgliederverluste; auch spiele ein gewisser Neid gegenüber den Schützen eine Rolle, welche letztere die ganzen Jahrgänge in die Hände bekämen, nicht nur diejenigen jungen Leute, welche

die Leistungsprüfungen nicht bestünden. Diese Vorwürfe sind mir gegenüber von den Turnern energisch zurückgewiesen worden, und der Sprecher hat die Auffassung, dass sie sicher in der Hauptsache ungerecht, zum mindesten übertrieben sind, und dass im Gegenteil die grossen Verdienste der Turnverbände im Laufe der letzten Jahrzehnte und die Opferwilligkeit, auch in Zukunft eine nicht unbedingt dankbare Aufgabe zu übernehmen, volle Anerkennung verdienen.

Auch die Fachpresse der Lehrer hat sich der Frage der Militärkurse angenommen. Sie findet, dass die geistige Bildung, der staatsbürgerliche Unterricht, zu kurz komme. In der Kommission wurde das in der Tat auch bedauert. Man war aber der Meinung, dass eine Lösung auf diesem Gebiet hier sicher nur schwer gefunden werde, und da anderswo dem staatsbürgerlichen Unterricht ein grosses Interesse entgegengebracht werde, sei zu hoffen, dass die Lücke dort ausgefüllt werde. Die welschen Lehrer haben in einer gedruckten Eingabe die gleichen Begehren gestellt.

Umgekehrt hat in einem Schreiben an das Departement der Präsident des Schweizerischen Unteroffiziersvereins, Adjutant-Unteroffizier Möteli, auf gestellte Anfrage begeistert für diese Militärkurse plädiert. Auch die Schweizerische Offiziersgesellschaft habe sich dafür ausgesprochen. Wir haben allerdings aus einer Delegiertenversammlung der Aarauer Offiziere aus dem Jahre 1937 eine andere Stimme gehört. Von der Landesverteidigungskommission lag eine Beschlussfassung nicht bei den Akten. Seit der Mobilmachung ist ihre Kompetenz bekanntlich ausgeschaltet. Der Departementschef erklärt uns, die Korpskommandanten hätten der Neuerung zugestimmt.

Für den Sprechenden war in dieser, wie Sie sehen, höchst umstrittenen Frage eine Fühlungnahme mit einigen ihm bekannten höhern Offizieren, die teils schriftlich, teils mündlich erfolgte, ausschlaggebend. Die Antworten lauteten klar und entschieden ablehnend. Näheres möchte ich der Detailberatung vorbehalten, wenn am Antrag des Departementes bezüglich der Militärkurse festgehalten wird. In der Kommission selber hat sich Herr Ständerat Locher als aktiver Oberstleutnant aus eigener Erfahrung im gleichen Sinne gegen die Militärkurse ausgesprochen, und zwar mit aller Entschiedenheit. Ebenso lautete die Auskunft meines Kollegen im kantonalen Militärdepartement, der das Kader zu diesen Kursen im Thurgau aufbieten müsste, dem man aber nicht Gelegenheit gegeben hat, zu dieser Vorlage und deren Konsequenzen Stellung zu nehmen. Es konnte auch nicht bestritten werden, dass General Wille ein Gegner der Militärvorkurse war; ob mehr wegen der Gefährdung einer Verlängerung der Rekrutenschule oder wegen entschiedener Ablehnung aller Halbheiten, mag dahingestellt bleiben. Sie werden diesen Streitpunkt bei der Detailberatung entscheiden müssen. Jedenfalls empfiehlt Ihnen die Mehrheit der Kommission entschieden Eintreten auf die Vorlage, auch wenn Sie nicht zur Ablehnung des Militärkurses kommen sollten.

Noch ein Wort zur finanziellen Frage. «Point d'argent, point de Suisse». Der Kostenpunkt in militärischen Fragen ist allerdings in der letzten

Zeit in den Hintergrund getreten. Die finanzielle Belastung der Vorlage haben Sie aus der Botschaft entnehmen können. Sie ist durch die stufenweise Einführung des Vorkurses bis 1943 ansteigend und würde nach der bundesrätlichen Botschaft von diesem Jahre an eine jährliche Belastung von 2½ Millionen Franken bringen. Ein Wegfallen des Militärkurses, wie wir vorschlagen, mit teilweisem Ersatz durch andere Kurse, brächte im Jahre 1941 eine Einsparung von ca. 65 000 Franken, im Jahre 1942 von 400 000 Franken und ab 1943 von jährlich 787 500 Franken — immerhin keine Kleinigkeit. Dafür, dass für den Sprechenden die finanzielle Einsparung nicht ausschlaggebend war, zeugt ein Antrag, den er, allerdings ohne Erfolg, in der Kommission gestellt hat. Ich glaubte, mit dieser Einsparung könnte eventuell einem alten Wunsche aus Turnerkreisen, der aber auch im Interesse des Militärs liegt, entsprochen werden, d. h. dass die Schaffung von Turnhallen und Turnplätzen, wo sie heute noch fehlen, vom Bunde aus mit dieser Ersparnis subventioniert werden könnten. Vom Departement wurde aber entschieden vor dieser neuen Subvention gewarnt, und die Kommission ist nicht darauf eingetreten. Ich nehme an, dass mein Nachbar zur Rechten, Herr Kollege Suter, als Präsident der Finanzkommission, damit einverstanden ist. Es ist zu hoffen, dass alle Kantone in der Lage sind, auch ohne Bundessubvention hier zum Rechten zu sehen, damit die nun hoffentlich obligatorisch werdenden Turnkurse in Zukunft überall durchgeführt werden können.

Zum Schlusse muss ich erwähnen, dass in der Kommission auch die Verhältnisse im Ausland gestreift wurden. Es ist bekannt, dass Deutschland seit 1811 betreffend Turnen immer in vorderster Linie stand, seit Turnvater Jahn auf der Hasenheide bei Berlin den ersten Turnplatz eröffnete. Seither haben deutsche Militärärzte stets das gesunde Turnen befürwortet und vor einseitigem Sport gewarnt. Immerhin ist zu erwähnen, dass es bis zum neuen Regime in Deutschland bei der Freiwilligkeit geblieben ist. Die seitherige starke Beanspruchung der Jugend ist Ihnen bekannt. Von Frankreich weiss man nicht mehr als die Unterstützung von Vereinen, also unserem bisherigen System entsprechend. Die Verhältnisse in Italien kommen wohl denen in Deutschland gleich. Vergleiche mit den sportliebenden Engländern, denen das Training im Blute liegt, sind wohl müssig, da dieses Land die allgemeine Militärpflicht erst vor kurzem beschlossen hat. Man hat auch auf Finnland hingewiesen. Dieses Land, für dessen heldenhafte Armee wir alle Bewunderung haben und dessen tragisches Schicksal wir aufrichtig mitempfinden, hat neben der regulären Armee ein freiwilliges Schutzkorps aus Leuten von 17—60 Jahren, ca. 110 000 Mann, darunter 20 000 Jünglinge. Von einem eigentlichen militärischen Vorkurse ist auch Herrn Ständerat Malche nichts bekannt. Der angeborene Sinn des Finnen für die körperliche Ertüchtigung wird aber, wie sein Wille, sich für sein Land aufzuopfern, für uns zu allen Zeiten ein glänzendes Vorbild und ein steter Ansporn sein müssen.

Schauen wir aber nicht zuviel nach rechts und nach links. Gehen wir auf militärischem Gebiete

weiterhin unsern geraden Weg, wie wir es bei der allgemeinen Wehrpflicht, bei der Verlängerung der Dienstzeit usw. getan haben. Tun wir den Schritt, den die Stunde und die Entwicklung von uns fordern und treten wir ein auf die Vorlage im Sinne des obligatorischen Turnens und Schiessens. Vor einer Ueberladung des Wagens muss gewarnt werden. Noch dieser Tage hat unser Divisionär, ein Berner, den wir hoch schätzen, anlässlich seines Besuches bei der Thurgauer Regierung, dem Sprechenden gesagt: „Herr Ständerat, bleiben Sie bei Ihrem Antrag; es ist die einzig klare und ehrliche Lösung.“ Es ist nicht nur eine klare und ehrliche Lösung, die Ihnen die Mehrheit vorschlägt; wir hoffen und sind überzeugt, dass es eine Lösung einer aktuellen Frage ist, die auch nach dem Krieg noch standhalten kann, und die allen Verbänden, die an der Ertüchtigung der Armee mitarbeiten wollen, reichlich Arbeit und Aufgaben bringt.

In diesem Sinne schlägt Ihnen die Kommission vor, auf die Vorlage einzutreten.

M. Piller, rapporteur de la minorité: La minorité de la commission a l'honneur de vous proposer de ne pas entrer en matière sur le projet de loi qui nous est soumis.

Avant d'exposer les considérations qui nous dictent cette attitude, il y a lieu de dissiper une équivoque et de préciser que ce projet n'a rien à voir avec les exigences actuelles de la défense nationale. Ce projet ne peut déployer ses pleins effets qu'à partir de 1943. Ce projet n'a donc aucun rapport avec les exigences actuelles de la défense nationale. Ceci est d'une importance capitale lorsqu'il s'agit de savoir s'il faut entrer en matière ou non. Il ne s'agit donc pas de renforcer notre préparation militaire; on veut simplement profiter des circonstances actuelles pour réaliser un vieux postulat dont le message dit que c'est un vœu déjà ancien «des patriotes éclairés».

La seconde précision qu'il n'est pas inutile de donner dès maintenant, c'est que le projet que nous discutons est celui du Conseil fédéral qui maintient son projet intégralement, donc avec le cours préparatoire militaire pour les jeunes gens de 19 ans, reconnus aptes au service.

Le projet de loi, sur l'entrée en matière duquel nous avons donc à nous prononcer, est le projet tel qu'il est présenté par le Conseil fédéral, un projet qui ne doit déployer ses effets qu'après la fin de la guerre. Si des préparatifs militaires plus intenses devaient être entrepris actuellement pour assurer notre indépendance, il est évident que nous y consentirions; le Conseil fédéral a d'ailleurs le droit de prendre ces mesures en vertu des pleins pouvoirs. Il s'agit d'organiser l'avenir ou, en d'autres termes, d'étendre les obligations militaires pour après la guerre, à l'exemple de ce qui se fait dans les autres pays, en particulier dans les pays totalitaires. Il s'agit de l'éducation future de la jeunesse masculine. Cette éducation, de qui relève-t-elle? Il n'est pas inutile de poser la question; on ne peut pas simplement l'ignorer comme le fait le message. Nous disons que l'éducation de la jeunesse de 15 à 19 ans relève en premier lieu des parents. Nous ne sommes pas

encore un Etat totalitaire; nous ne voulons pas l'être. Cette éducation relève des parents. Mais elle intéresse aussi les autorités. Il est évident que l'Etat en particulier a un intérêt à ce que l'éducation se donne dans tel sein plutôt que dans tel autre, qu'il a son mot à dire en matière d'éducation. Un Etat ne peut pas se désintéresser de l'éducation de la jeunesse. Cependant, dans notre forme d'Etat, nous avons la Confédération et les cantons. L'éducation, l'instruction relèvent en premier lieu des cantons et en second lieu seulement, dans certains domaines, de la Confédération. Pour sauvegarder les droits de la Confédération en matière de préparation militaire, la Confédération a le droit de fixer des examens de recrutement; elle règle librement la formation militaire proprement dite, la durée des écoles de recrues, la durée du service à accomplir. Elle a maintenant les pleins pouvoirs. Le général dispose de l'armée, de l'instruction. On peut prolonger les écoles de recrues si c'est nécessaire. On peut appeler au service militaire les jeunes gens déjà à l'âge de 18 ou de 19 ans. Tout cela, personne ne songe à le contester. Mais là où nous estimons que notre liberté d'opinion reste entière, c'est lorsqu'il s'agit de modifier le régime sous lequel nous vivons actuellement et qui est un régime de liberté subventionnée. Ce à quoi nous nous opposons, c'est que l'on substitue à ce régime de liberté subventionnée un régime obligatoire qui doit déployer ses effets non pas maintenant, mais après la guerre.

Nous disons: Sans doute, gouverner c'est prévoir. Mais gouverner cela ne consiste pas d'ores et déjà à vouloir réglementer dans un sens déterminé, à vouloir mettre la main sur notre jeunesse pour l'après-guerre, car nous espérons bien que l'après-guerre aura, en cette matière, des exigences un peu différentes de celles de la guerre. D'ailleurs, malgré tout, nous ne sommes pas en guerre; nous imitons ceux qui sont en guerre. Pour sauvegarder les intérêts militaires de la Confédération, il n'est pas besoin de dépouiller les cantons des droits qu'ils possèdent en matière d'éducation. Cette jeunesse, à qui l'on veut imposer à 16, 17 et 18 ans, un enseignement obligatoire de la gymnastique de 60 heures par an, à qui l'on impose un cours pour jeunes tireurs à 17 et 18 ans, puis un cours militaire préparatoire à l'âge de 19 ans — 80 heures par an — cette jeunesse a déjà d'autres obligations, des obligations professionnelles et aussi des obligations scolaires. A Fribourg, les jeunes gens entre 16 et 19 ans doivent suivre des cours complémentaires: 40 demi-journées par an. Ceux qui sont astreints aux cours professionnels des commerçants ont encore des obligations plus grandes. Ils ont 240 heures de cours par an, à côté de leur formation pratique. Ceux qui apprennent un métier et sont astreints à suivre des cours de dessin ont 200 heures de cours par an, ce en vertu de la loi fédérale sur la formation professionnelle. Ceux qui apprennent un métier et ne sont pas astreints à des cours de dessin ont 160 heures de cours par an. Si vous ajoutez à toutes ces heures d'école encore 60 heures de gymnastique, puis 6 exercices annuels de 4 heures pour jeunes tireurs, à l'âge de 19 ans, et les 80 heures de cours militaire préparatoire, on en vient à se demander quel temps restera à ces

jeunes gens pour leurs autres obligations, car à côté de cela, à côté de cet entraînement physique qu'on veut leur imposer, à côté de cette formation professionnelle, ils ont encore d'autres obligations familiales, sociales, religieuses, etc.

D'ailleurs de quoi s'agit-il? Il s'agit de tenir. La guerre d'aujourd'hui n'a guère été, au moins jusqu'ici, une guerre militaire; elle a été essentiellement une guerre des nerfs. La seule formation athlétique n'est pas nécessairement la meilleure. Ce ne sont pas les athlètes qui ont toujours les nerfs les plus solides. Or, avoir des nerfs solides est beaucoup plus important qu'un entraînement purement physique. D'ailleurs, on nous l'a dit au sein de la commission, ce qui doit être notre préoccupation essentielle vis-à-vis du pays, ce n'est pas d'apprendre à notre jeunesse à tirer à la cible ou à faire de la gymnastique, dans une halle de gymnastique; c'est sa mentalité, c'est le « Wehrgeist ». En d'autres termes, c'est son éducation. Or, l'éducation ne saurait se borner à un entraînement purement physique; cet entraînement serait inadéquat, puisqu'il s'agit d'influencer une mentalité, d'insuffler un esprit. Vous ne pouvez pas donner une mentalité patriotique, un esprit de sacrifice et de dévouement uniquement par la gymnastique et vous ne pouvez pas séparer ce but éducatif de l'éducation en général. Il ne faut pas toujours diviser pour opposer; il ne faut pas dire: ceci relève du militaire, cela relève du civil, il ne faut pas toujours écarteler l'homme et en particulier la jeunesse, car être écartelé, c'est une position fort peu confortable. Il faut simplement distinguer pour unir; coordonner les efforts pour faire de nos jeunes gens des hommes complets; nous voulons travailler ensemble afin d'arriver au résultat le meilleur. Il faut coordonner les efforts. Le « Wehrgeist » n'est qu'une partie de l'éducation, qu'une forme du patriotisme; nous sommes persuadés qu'il peut être développé en dehors d'un enseignement spécialisé de la gymnastique et de cours spécialisés, eux aussi, pour jeunes tireurs, cours obligatoires les uns et les autres.

On discute à ce sujet comme si jusqu'ici rien n'avait été fait. Ceux qui sont maintenant mobilisés, ceux qui ont fait la mobilisation de 1914 à 1918 n'avaient ils aucun esprit civique, n'avaient-ils pas de « Wehrgeist »? Ceux de 1914 ont fait leur devoir, comme le font ceux de 1939. Toujours jusqu'ici les générations ont fait leur devoir vis-à-vis du pays. Pour celles qui viendront, il y a lieu d'espérer qu'elles continueront à le faire. Un enseignement obligatoire de la gymnastique, des cours obligatoires de jeunes tireurs, des cours préparatoires militaires pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service ne sont pas nécessairement les seuls moyens adéquats. En tout cas, il n'est pas démontré que ces moyens sont indispensables. A l'heure actuelle, où l'on exige tellement de chacun, il faut éviter d'imposer ce qui n'est pas indispensable; il faut savoir se limiter. Il faut trouver la juste limite. L'esprit de sacrifice, le « Wehrgeist », l'esprit de dévouement au pays, peut être intensifiés sans que l'on recoure aux mesures qu'on nous propose. Ce but peut être atteint dans le système actuel avec un régime de liberté. Nos jeunes gens entre 16 et 19 ans sont soumis à des

obligations sociales multiples. Ils suivent des cours professionnels, des cours complémentaires qui, dans la plupart des cantons, sont obligatoires; ils font partie de groupements divers: sociétés de gymnastique, sociétés de tir, groupements de jeunesse qui s'intéressent non seulement au côté purement sportif, mais à l'homme tout entier. Pourquoi n'est-on pas disposé à utiliser toutes ces organisations, en premier lieu les institutions scolaires; pourquoi ne veut-on pas en particulier travailler en collaboration avec les cantons? Pourquoi ne pas faire travailler les autres?

Le grand art du gouvernement — je l'ai déjà dit ici une fois ou l'autre — c'est de faire travailler les autres. On exigerait de ceux qui s'occupent des jeunes gens qu'ils attachent une importance spéciale à leur préparation physique, qu'ils insistent, si besoin est, davantage sur le « Wehrgeist » dans toute l'éducation. On obtiendrait certainement ainsi d'excellents résultats. On peut le faire sans modifier la loi sur l'organisation militaire. Il faut savoir s'organiser sur la base de la liberté. La contrainte n'est pas une base solide pour créer une mentalité et un esprit. L'esprit de sacrifice ne s'impose pas; il ne se commande pas; il faut le faire surgir spontanément. Il faut encourager cet esprit qui est en chacun pour qu'il jaillisse, s'exprime et se manifeste.

Si l'on admet cela — et c'est pour moi l'évidence même — on constate qu'il peut être utile que les jeunes gens s'entraînent davantage physiquement; mais ce qui peut être plus nécessaire encore, c'est qu'un nombre toujours plus grand de jeunes gens aient des idées justes, une conception saine quant à leurs devoirs vis-à-vis de la patrie; quant à leurs droits comme membres de la communauté nationale, quant au but de l'Etat, quant à ce qui fait la force et la grandeur du pays. Il s'agit là de former le cœur et de meubler le cerveau plus encore que de fortifier les muscles.

Ce que la Confédération peut faire par voie d'autorité dans cet ordre d'idées, on le découvre en lisant l'art. 32 du projet d'ordonnance qui dit: « Les dirigeants de l'instruction militaire préparatoire doivent posséder, en plus des aptitudes techniques, les qualités morales nécessaires; ils doivent se tenir sur le terrain de la Constitution. » Se tenir sur le terrain de la Constitution! Ce terrain de la Constitution, vous le connaissez comme moi; nous le connaissons tous; c'est un terrain qui n'a jamais été le terreau du sacrifice et du don total. Et pourtant c'est l'exacte vérité; le pouvoir de la Confédération ne va pas au delà. Et, d'autre part, mettre la main sur la jeunesse pour la militariser est une des caractéristiques des Etats totalitaires. A la commission, on nous a dit: « Ah! nous ne voulons pas imiter les autres Etats... » C'est toujours ainsi: On ne veut pas les imiter, mais on fait ce qu'ils font; cela ne doit pas s'appeler de l'imitation; cela s'appelle-t-il peut-être de la « Selbständigkeit »? — et, en dernière analyse n'est-ce pas quand même faire ce que font les autres. Or, je crois que nous n'avons aucune raison d'imiter nos voisins. Ce n'est pas ainsi que nous conserverons notre raison d'être. Nous devons bien plutôt nous efforcer d'arriver par d'autres moyens au résultat que nous recherchons: créer et entretenir un esprit patrio-

tique toujours plus vivant, un esprit de dévouement et de sacrifice envers le pays. Nous devons y parvenir par un régime de liberté et d'émulation. La liberté seule est un régime fécond alors que l'obligation est une méthode desséchante et stérile. Il faut apprendre à notre peuple à vivre, à garder son indépendance sur le terrain de la liberté. L'apprentissage de la liberté est une tâche extrêmement difficile. Vous ne pourrez y réussir qu'en vous efforçant de coordonner les efforts de tous ceux qui s'occupent de la formation de la jeunesse, qu'en faisant de l'instruction militaire préparatoire une partie même de l'instruction générale. Au fond, il s'agit d'une œuvre d'éducation qui ne relève pas en premier lieu de la Confédération. Vous seriez mieux inspirés en voulant travailler avec ceux qui sont compétents, en les aidant à accomplir la tâche qui leur incombe et dans laquelle ils ont déjà quelque expérience et plusieurs siècles de réussite; il est incompréhensible que vous vouliez tout accaparer dans vos mains.

Nous ne voyons pas la nécessité d'introduire aujourd'hui un régime nouveau qui ne doit sortir ses effets qu'après la guerre. Notre position est la suivante: Si le Conseil fédéral juge nécessaire, du point de vue du renforcement de la défense nationale, de créer un cours militaire préparatoire pour les jeunes gens à l'âge de 19, voire de 18 ans, qu'il le fasse en vertu des pleins pouvoirs; s'il lui paraît indispensable que les jeunes gens appelés à l'école de recrues sachent tirer, qu'il décrète l'obligation de cours de tir; mais, ce régime obligatoire, imposé par les circonstances dans le temps présent, devra prendre fin en même temps que les pleins pouvoirs eux-mêmes. Nous devons réserver l'avenir; le gouvernement et les Chambres pourront, en temps voulu, envisager ce qui se révélera nécessaire et aménager l'instruction de notre jeunesse selon les exigences de l'après-guerre. Mais nous ne voulons pas, à la faveur d'une équivoque, préjuger la question. Chaque chose en son temps et chacun à sa place. Nous voulons garder les mains libres. L'avenir du pays et son indépendance n'ont rien à voir avec le projet dont nous sommes saisis. Pour le moment, concentrons tous nos efforts sur ce qui est vraiment indispensable afin d'assurer l'indépendance du pays. A chaque jour suffit sa peine. Faisons notre devoir d'aujourd'hui. Demain ou après-demain nous examinerons ce qu'il peut y avoir lieu de faire pour garantir l'indépendance de la Suisse une fois la grande tourmente passée, pour donner à notre jeunesse la meilleure formation et la meilleure éducation possibles. Sans doute cette éducation comportera-t-elle aussi certains aspects militaire et civique, mais il y aura toujours un gouvernement et des Chambres pour prendre les mesures qui s'avéreront justes, bonnes et utiles.

Telles sont les considérations qui ont déterminé la minorité de la commission à vous proposer de ne point entrer en matière sur le projet qui nous est soumis.

Allgemeine Beratung. — Discussion générale.

Egli: Diese Vorlage ist vor dem Kriege vorbereitet worden. Sie war ja gedacht als dauernde Institution. Man kann sich fragen, ob es für die Vorlage von Glück oder von Unglück ist, dass die

Beratung in den eidgenössischen Räten in die Zeit des Krieges fällt. Dieser Umstand ist der Vorlage kaum förderlich. Wir waren in der Kommission, so viel ich weiss, mehrheitlich der Auffassung, dass die Vorlage für die Jetztzeit, für die sofortige Einführung gedacht sei, dass sie dringlichen Charakter habe, dass man sich für alle Eventualitäten noch besser vorbereiten wolle, dass sie unmittelbar der Landesverteidigung von heute zu dienen habe, da man mit einer langen Kriegsdauer rechne. Der Chef des Militärdepartementes hat uns aber darüber belehrt, dass dem nicht so sei, dass die Vorlage schon früher vorbereitet war und dass sie für die Zeit nach dem Kriege gewollt ist, und nicht für die Jetztzeit, nicht für die unmittelbare Landesverteidigung. Es wurde darauf hingewiesen, dass der Militärkurs während des Aktivdienstes überhaupt nicht durchführbar sei, schon weil es an dem nötigen Kader fehle. Es könne frühestens 1943, sofern der Krieg dann beendet sei, die erste Einberufung der künftigen Wehrpflichtigen in diesen Militärkurs stattfinden. Die Vorlage sei also gewollt als Daueranrichtung für die Zeit nach dem Kriege. Das ist mit aller wünschenswerten Deutlichkeit von Herrn Bundesrat Minger erklärt worden.

Man gewinnt aus der Vorlage und ihrer Behandlung den Eindruck, dass die der Vorlage günstige Stimmung ausgenützt werden soll. Daraufhin weist auch die Motivierung auf Seite 5 der Botschaft, wo gesagt wird: „Die alte Forderung einsichtiger vaterländischer Kreise, die Vorbereitung auf den Wehrdienst durch Einführung des obligatorischen Vorunterrichtes auf die gesamte männliche Jugend auszudehnen, findet heute den Boden wohl vorbereitet für die Verwirklichung dieser Idee; denn die heutige militärpolitische Weltlage und das Beispiel der uns umgebenden Staaten haben den Wehrwillen unserer Jugend entfacht und weite Bevölkerungsschichten von der Notwendigkeit des obligatorischen militärischen Vorunterrichtes überzeugt.“ Auch das ist vom Chef des Militärdepartementes in der Kommission bestritten worden. Mau gedenke keineswegs, die heutige Stimmung auszunutzen. Trotzdem, glaube ich, besteht der Eindruck, dass dem so ist. Es ist auch keine Schande, dass man eine günstige Stimmung für etwas Gutes ausnützen will. Das ist noch lange keine Erpressung.

Die weit überwiegende Mehrheit der Kommission hat den Militärkurs fallen gelassen. Es ist vom Chef des Militärdepartementes in der Kommission erklärt worden, dieser Militärvorkurs sei die eigentliche Perle der Vorlage. Ich kann es nun nicht recht verstehen, dass man sich von Seite des Bundesrates damit abzufinden scheint, dass diese Perle ausgebrochen wird. Wie ich sehe, scheint das doch der Fall zu sein. Dann befinden wir uns wieder in guter Uebereinstimmung. Ich glaube aber kaum, dass die Perle neu gefasst wird angesichts der Stimmung in der Kommission. Ich persönlich wäre dafür gewesen und bin auch heute noch dafür, dass dieser Militärvorkurs nicht fallen gelassen wird. Denn mit dem Fallenlassen des Militärvorkurses ist die Vorlage stark entwertet. Wenn man nur eintreten will ohne diesen Militärvorkurs, so darf sehr wohl die Frage der Dringlichkeit überhaupt aufgeworfen werden. Ist es heute bei dieser unübersichtlichen

und unsicheren Zeitlage gerechtfertigt, trotzdem noch den turnerischen Vorunterricht und die Jungschützenkurse durchzuführen? Die Kostenersparnis, die durch den Wegfall des Militärkurses eintritt, beträgt nach der Vorlage 750 000 Franken. Es verbleiben also noch 1,6 Millionen Franken an Kosten. Frage: Rechtfertigt es sich, heute jährlich 1,6 Millionen auszugeben für eine Institution, die man ernstlich erst nach dem Kriege durchführen will?

Ich habe mich in den Kommissionsberatungen der Minderheit angeschlossen und beantrage Ihnen ebenfalls Nichteintreten auf die Vorlage, aber mit einer etwas anderen Motivierung, als das der offizielle Sprecher der Minderheit, Herr Kollege Piller, soeben getan hat. Ich bin nicht in dem Masse für grundsätzliche Ablehnung, sei es des turnerischen Vorunterrichtes und der Jungschützenkurse oder des Militärkurses. Im Gegenteil, ich befürworte durchaus die Einführung des Vorunterrichtes in der ursprünglichen Form der Vorlage oder schliesslich, *faute de mieux*, als Teilvorlage, wie sie die Mehrheit der Kommission vorschlägt.

Die körperliche Ausbildung beruht nicht nur auf praktischen Erwägungen, sondern entspricht auch nach unserer Auffassung einem Naturgesetz. Gerade jene Jungmänner, die im Elternhause körperlich vernachlässigt worden sind, bedürfen in erster Linie einer Nachholung dieser körperlichen Ausbildung. Die Freiwilligkeit, die Herr Kollege Piller vor allem propagiert, genügt meines Erachtens nicht, weil gerade jene Jungmänner nicht erfasst werden, die am ehesten eine Weiterbildung des Körpers notwendig haben. Man hat auch gesagt, der militärische Vorunterricht taue nicht für die Landwirtschaft. Die Landwirtschaft habe Gelegenheit genug, im täglichen Betriebe den Körper zu stählen. Das mag richtig sein, soweit es sich um Abhärtung handelt. Die jungen Leute, die von der Landwirtschaft herkommen, sind am besten abgehärtet. Diese Abhärtung vermag sogar die sportmässige Abhärtung zu übertreffen, aber es fehlt diesen Leuten vielfach ein Moment, das auch ausschlaggebend ist für die militärische Vorbereitung, nämlich die körperliche Gewandtheit.

Herr Kollege Piller hat darauf hingewiesen, dass in allererster Linie die Geistesverfassung, die vaterländische Erziehung, die religiöse Charakterbildung und die berufliche Ausbildung auch für die militärische Ausbildung massgebend sind. Gewiss, darüber sind wir alle einig: der Geist ist das Primäre, und der Körper das Sekundäre. Aber der Mensch besteht aus Leib und Seele, und auch der Körper hat bei der Ausbildung seine Ansprüche zu stellen. Die Ausbildung des Geistes bedarf der Ergänzung durch die Ausbildung des Körpers. Körperliche und militärische Schulung werden allerdings erst wertvoll bei einem charakterfesten, sittlich und religiös gereiften Wehrmann.

Wenn man aber den militärischen Vorunterricht, oder wie man nun sagt, den Vorunterricht, erst für die Zeit nach dem Kriege will, so sehe ich nicht ein, warum heute diese Vorlage Gesetz werden soll, warum man nicht besser abwartet, bis der Krieg beendet ist. Herr Bundesrat Minger hat uns erklärt: Für den Aktivdienst werden wir den Vorunterricht überhaupt nicht mehr ausnützen können. Wenn dem so ist, so sage ich: Wir ver-

schieben die Vorlage und werden nach dem Krieg darauf eintreten. Die Kriegserfahrungen werden uns wahrscheinlich dazu veranlassen, das eine oder andere an der Vorlage, namentlich auch an der Verordnung zu ändern, vielleicht sogar wesentliche Aenderungen vorzunehmen. Es ist kaum zu erwarten, dass nach einem grossen Kriege sofort wieder ein neuer ausbricht.

Oder dann ist die Sache dringlich und soll die Ausbildung der jungen Leute schon für die Jetztzeit ausgenutzt werden. In diesem Falle soll der Bundesrat kraft seiner ausserordentlichen Vollmachten die Vorlage einführen, sei es in der Form, wie es die Kommissionsmehrheit befürwortet, ohne Militärkurs, oder sogar mit dem Militärkurs. Ich wiederhole: Ich wäre sehr gerne für das letztgenannte zu haben. Auch da hat man uns erklärt, die Anwendung der Vollmachten komme nicht in Frage. Sie kam weniger in Frage, wenn man den Militärkurs absolut dabei haben wollte und diesen als die Perle der ganzen Vorlage betrachtete. Bei veränderten Verhältnissen wird sich der Bundesrat ernstlich fragen müssen, ob nicht ein Grund zur sofortigen Einführung kraft ausserordentlicher Vollmachten gegeben ist.

Auch ohne den Wegfall des Militärvorkurses halte ich dafür, dass dieses Verfahren das beste wäre und eminent praktische Vorteile hätte. Einmal werden durch eine sofortige Einführung und die Praxis Erfahrungen gesammelt. Allerdings fällt die Vorlage mit dem Wegfall der ausserordentlichen Vollmachten dahin. Aber wenn diese Erfahrungen gesammelt sind, wird man sich um so eher auf die Neueinführung einer Dauervorlage einlassen können.

Es ist gesagt worden, man befürchte, es könnte nach dem Kriege bei den jungen Leuten der Verleider Platz greifen. Wenn das jetzt schon befürchtet wird, ist es um so eher angezeigt, vorerst einmal Erfahrungen zu sammeln und das Gesetz so zu gestalten, dass die jungen Leute den Verleider nicht bekommen. Auch das ist ein grosser Vorteil der Einführungskraft ausserordentlicher Vollmachten.

Im Grunde genommen sind die Bedenken des Herrn Kollegen Piller föderalistischer Natur. So ziemlich alle seine Gründe waren auf dieses Thema gestimmt. Auch von diesem Gesichtspunkte aus wird man gut daran tun, durch die Erfahrungen die Föderalisten davon zu überzeugen, dass die Sache nicht so schlimm ist.

Ich glaube also, wir sollten vorerst einmal sehen, wie der Hase läuft, wie die Sache herauskommt. Man wird dann um so eher geneigt sein, sich nach dem Kriege für die Dauervorlage in einer bewährten Form auszusprechen. Heute schon, unter den genannten Verhältnissen, sich auf die Vorlage einzulassen, das möchte ich nicht verantworten.

In diesem Sinne schliesse ich mich dem Antrage auf Nichteintreten an, allerdings mit dem bestimmten Wunsche an den Bundesrat, er möchte die Vorlage sofort kraft seiner ausserordentlichen Vollmachten einführen. Es ist das weder eine Ablehnung der Verantwortlichkeit noch ein Herumdrücken um die Verantwortlichkeit. Dieses Vorgehen schafft Gelegenheit, die Sache vorerst einmal in der Praxis sich bewähren zu lassen, bevor wir ein Dauergesetz beschliessen.

Hefti: Ueber diese Vorlage nur wenige Worte, denn der Herr Bundesrat wird ja nachher auf die verschiedenen Ausführungen antworten.

Die Stellungnahme von Herrn Kollega Egli ist für mich etwas merkwürdig. Er ist für Nichteintreten auf die Beratung der Vorlage, wie sie der Bundesrat bringt. Er ist aber auch nicht für Eintreten auf die Beratung der Vorlage, wie sie die Kommission vorschlägt. Aber er ist für Eintreten, wenn der Bundesrat gestützt auf seine ausserordentlichen Vollmachten die Vorlage sofort in Kraft setzt.

Das ist doch interessant. Auf der einen Seite lehnt man die ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates ab und sagt, es sei trotz der ersten Zeit nun soweit, dass das Parlament und auch das Volk über wichtige Vorlagen zu beschliessen habe, und auf der andern Seite, wenn es einem vielleicht dient, wünscht man die Vollmachten des Bundesrates herbei.

Was steht eigentlich hinter dieser Haltung, die verlangt, dass der Bundesrat von diesen ausserordentlichen Vollmachten Gebrauch machen soll? Ich glaube an die Ehrlichkeit von Herrn Kollegen Egli, dass er mit seinem Vorschlag gewisse Erfahrungen sammeln wollte. Aber es besteht auch der Verdacht, dass man hier mit dem militärischen Vorunterricht keine Dauereinrichtung will; man will ihn nicht im Gesetz verankern, sondern man will ein Provisorium, auf die Gefahr hin, dasselbe nach dem Kriege aufzuheben.

Nun glaubt aber die Mehrheit der Kommission, heute sei die Zeit da, wo man sich sagen müsse, dieser militärische Vorunterricht müsse eine Dauereinrichtung werden. Die heutigen Verhältnisse sprechen doch sehr dafür, und die Erfahrungen des heutigen Krieges, auch die Erfahrungen in anderen Ländern weisen darauf hin, dass man solche Vorkehrungen, die zum Schutz des Landes dienen, nicht erst beschliessen sollte, wenn man deren Früchte sollte ernten können. Der junge Mann kann nicht erst ertüchtigt werden, wenn man ihn zur Mobilisation aufruft, sondern er muss dann eben schon ertüchtigt sein. Herr Kollege Piller ist mit uns allen einverstanden, dass die geistige Erziehung neben der körperlichen einhergehen muss. Aber wir wissen doch, dass das Departement des Innern die Aufgabe der geistigen Erziehung lösen will, und Herr Bundesrat Etter hat ja schon mehrmals erklärt, dass er in bezug auf die geistige Erziehung in unserem Ländchen noch bedeutende Fortschritte erzielen will. Wir haben heute schon gute Ergebnisse in dieser Beziehung. Die geistige Erziehung ist gut, die pädagogischen Methoden sind auch gut, aber über die körperliche Erziehung und Ertüchtigung können wir nicht dasselbe sagen. Dieser militärische Vorunterricht ist doch sicher nicht eine föderalistische Frage, sondern eine gut eidgenössische, denn unser Militär ist schon lange Sache des Bundes, und wir wollen doch nicht zurückkehren in die Zeiten vor 1798, wo jeder Kanton in Militärsachen für sich allein wurstelte; ich verwende das Wort „wursteln“ mit Bewusstsein. Diese Uneinigkeit von damals war sicher für die damalige Eidgenossenschaft von grossem Uebel. Hier kann uns nur der eidgenössische Gedanke retten und stärken. Der obligatorische militärische Vorunter-

richt muss auf eidgenössischem Boden durchgeführt werden und darf nicht jedem einzelnen Kanton nach seiner Fassung überlassen werden. Ich glaube, Herr Kollege Piller sollte hier den Kantönligest nicht in den Vordergrund stellen. Wir ältern Semester müssen doch sagen, dass das, was kommt, den Jungen gehört, und wir würden den Jungen einen schlechten Dienst erweisen, vielleicht nicht nur für heute, sondern für die Zeit, die nach uns kommt, wenn wir nun diese Vorlage ablehnen wollten. Herr Bundesrat Minger hat in der Kommission gesagt, und ich möchte diese Worte hier wiederholen: „Ein Staastwesen, das die Jugend vernachlässigt, hat keinen Bestand.“ Mit der Wiederholung möchte ich diesen Worten eine besondere Bedeutung beilegen.

Was geschieht, wenn wir die Vorlage ablehnen? Wird das nicht als Schwäche nach innen und nach aussen, über die Grenzen unseres Landes hinaus aufgefasst? Ich muss sagen, das Volk würde über einen solchen Beschluss staunen. Erreichen wir nicht bei den Soldaten und Offizieren, die heute an der Grenze stehen, eine Abschwächung des Wehrgeistes, wenn man diesen militärischen Vorunterricht ablehnte. Nach meiner Meinung könnten wir dann hier das Wort verwenden, das vorhin ein Redner angeführt hat: „Es wäre eine Schande, wenn wir heute nur so weit sehen würden und die körperliche Ertüchtigung unserer Jugend in der heutigen ersten Zeit einem gütigen Schicksal überlassen wollten.“ Geist und Kraft, das macht stark.

Herr Kollege Egli hat kritisiert, dass die Mehrheit der Kommission den sogenannten militärischen Vorkurs fallen gelassen hat. Das geschah aus dem Grunde, weil wir glaubten, die Belastung sei zu gross für den jungen Mann, der in der Lehrzeit oder in der Schule steht und daneben, besonders wenn er in der Landwirtschaft arbeitet, noch bei den Land- und Hausarbeiten mithelfen muss.

Der Eidgenössische Turnverein steht hinter dieser Vorlage, der Eidgenössische Schützenverein ebenfalls, auch der Eidgenössische Unteroffiziersverein und sämtliche Sportverbände. Sogar die kirchlichen Behörden stehen dafür ein, und zwar die Behörden beider Konfessionen. Ich kann nicht begreifen, dass anderseits auch dieses Moment noch eine Rolle spielen sollte, nachdem in der Verordnung in bezug auf Sonntagsheiligung grosse Konzessionen zugestanden wurden. Ich möchte Sie bitten, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

Wir stehen mit dem Vorschlag der Kommission auf sicherem, guteidgenössischem Boden, und unser Militär, das heute an der Grenze wacht, und unsere Jungen, die nachkommen werden, verlangen von uns, dass wir heute in dieser Frage einen Schritt weiter gehen und das Ungenügende verbessern.

Löpfe: Ich möchte eine Frage an den Herrn Chef des Militärdepartementes richten, die schon im Votum des Herrn Piller aufgetaucht ist: Wann, so möchte ich fragen, soll das Gewerbe die Jugend zu tüchtigen Berufsleuten erziehen? Die gewerbliche Fortbildungsschule, die absolut notwendig ist, beansprucht den jungen Mann mindestens während eines ganzen Tages, die Berufsschule ebenfalls während eines ganzen Tages, weil sehr viele Schüler an die Orte der zentralisierten Berufsschulen hin-

fahren müssen. Wir verlieren also für die praktische Schulung des Lehrlings zum allermindesten von den 5½ Tagen 1½ Tage; es bleiben 4 Tage, um den Lehrling zu einem tüchtigen Berufsmann zu erziehen. Nun soll der militärische und turnerische Unterricht noch dazu kommen. Es ist doch wohl nicht denkbar, dass dieser Unterricht auf den Sonntag verlegt werden kann, denn es muss angenommen werden, dass die konfessionellen Behörden energisch Front machen werden, wenn wir die Jünglinge während der Gottesdienstzeit zum Vorunterricht sammeln. Für den Vorunterricht wird wiederum ein kostbarer Arbeits- und Lehrtag pro Woche oder pro 14 Tage weggenommen. Dann kommt dazu, dass Gewerbe und Industrie auch das Lehrpersonal stellen müssten, denn die tüchtigen Gehilfen sind Unteroffiziere oder Offiziere und würden abkommandiert zur Erziehung der Jungmannschaft für die vorgesehenen Kurse. Ich habe für sie volles Verständnis, aber ich mache Sie darauf aufmerksam, dass das Gewerbe und die Industrie unter diesem Entzug der jungen Leute und ihrer Lehrer für diese Zwecke sehr stark leiden und ein grosses Opfer bringen werden.

Die moderne soziale Lehrgesetzgebung bringt auch noch die sozialen Verpflichtungen für Ferien, die man den jungen Menschen herzlich gerne gewährt. Aber nun frage ich Sie als Gewerbeamann, der Lehrlinge erzieht und darin eine grosse Aufgabe erblickt, einen jungen Menschen zu einem tüchtigen Berufsmann heranzubilden: Können wir unter diesen Umständen die militärische Ausbildung derart in den Vordergrund stellen, dass die berufliche Ausbildung unter allen Umständen leiden muss? Ich verstehe, dass wir heute für das Militär alles tun müssen, aber ich hoffe doch, dass der Normalzustand in der Welt wieder einmal der Friede sein wird. Wenn dieser Friede eintritt, wird ein anderer Kampf eintreten, der Wirtschaftskampf. Um diesen Wirtschaftskampf zu bestehen, braucht es nicht nur Kapital und Unternehmungsgeist für Gewerbe und Industrie, sondern auch eine tüchtige Arbeiterschaft. Ohne diese tüchtige, beruflich ausgezeichnet gebildete Arbeiterschaft werden wir den kommenden Wirtschaftskampf nicht bestehen können. Ich habe die Meinung, dass wir dem Beruf und der Landeswehr dadurch dienen, dass wir das Turnen mehr fördern sollten als bisher. Hier wäre noch ausserordentlich viel zu verbessern, weil es noch Tausende von Schulen gibt, die die vorgeschriebenen Turnplätze und Turnhallen nicht haben. Wenn wir in den Schulen den Turnunterricht obligatorisch erklären, oder, wenn er schon erklärt ist, wirklich obligatorisch durchführen, wenn wir vor allen Dingen Turnhallen und Turnplätze erstellen, dann werden wir das, was die Armee heute wünscht, gesunde, straffe Soldaten, auf dem Wege über das Turnen bekommen. Ein guter Turner wird immer ein guter Soldat sein, ein straffer, an Disziplin gewöhnter und Strapazen ertragender Soldat. Das Turnen fördert Körper und Geist, ebenso die Wehrhaftigkeit, den Wehrgeist, von dem Herr Piller gesprochen hat. Ein Turner ist entschlossen und hat nicht nur den Ehrgeiz, gute Turnerleistungen zu zeigen, sondern ein guter Berufsmann zu werden. Das Turnen ist meines Erachtens die beste Vorschule für das Militär. Ich bitte Sie deshalb, mir die Frage

zu beantworten, ob Sie glauben, dass wir trotz den neuen Anforderungen an die Zeit des Lehrlings die berufliche Ausbildung des jungen Mannes, der den künftigen Wirtschaftskampf mitzubestehen hat, durchführen können, wenn Sie diese Vorlage Gesetz werden lassen.

Haefelin: Ich hatte nicht die Absicht, mich zu der Vorlage zu äussern, allein der bisherige Verlauf der Eintretensdebatte und speziell einige Voten geben mir Anlass, einige Gedanken zu äussern. Ich bedaure dabei eigentlich, in meiner Jungferrede schon in Gegensatz mit meinem lieben, alten Regimentskameraden, Herrn Piller, zu kommen, denn ich bin nicht der gleichen Ansicht wie er. Ich bin überzeugter Anhänger der Vorlage. Allein, wir halten es wie früher als Bataillonskommandanten, wir marschieren getrennt und schlagen uns vereint. Ich möchte einige Gedanken äussern als Soldat und als alter Turner und Sportsmann und, was vielleicht hier im Rate seltener ist, als heute noch aktiver Sportsmann.

Was die Vorlage will, den angehenden Wehrmann vor der Rekrutenschule auf die physischen Anstrengungen des Militärdienstes vorzubereiten, das hat der Sprechende vor 35 Jahren freiwillig getan. Er hat bis zur Maturität an der Kantonschule das Turnen und den Kadettendienst besucht. Er war nebstdem aktiver Sportler, und er hat die Vorteile dieses Systems, das man heute obligatorisch einführen will, an sich selbst erproben können. Ich könnte Ihnen als Beweis hierfür mein militärisches Dienstbuch vorlegen, das rund 1500 Dienstage aufweist ohne eine Minute Krankenzimmer. Ich danke das natürlich in erster Linie einer gütigen Vorsehung, aber ich bin überzeugt, dass meine körperliche Rüstung auf den Militärdienst mit dazu beigetragen hat. Ich bin um so mehr überzeugt davon, weil ich bei meinen Kameraden, die nicht diese physische Vorbereitung hatten, feststellen konnte, wie mühsam für sie diese physischen Strapazen des Militärdienstes waren.

Nun wollen wir uns nicht streiten, ob Sparta oder Athen den Vorzug verdient. Ich glaube, wir sind heute alle so weit, dass wir uns in erster Linie für Athen, aber daneben auch für Sparta aussprechen. Wenn wir diese Vorlage vertreten, wissen wir, dass wir nicht nur mit dem Obligatorium des militärischen Vorunterrichtes gute Schweizerbürger und gute Schweizersoldaten machen. Voraus kommt das Elternhaus, die Schule und die Kirche. Daneben hat die richtige Berufsausbildung zu gehen. Dazu gehören, das vermisse ich etwas in der Botschaft, eine vermehrte staatsbürgerliche Erziehung zum schweizerischen Staatsbürger und die körperliche und militärische Vorbereitung.

Wenn man dies anerkennt, so muss man feststellen, dass das Fakultativum nicht genügt. Wenn Sie nicht zum Obligatorium übergehen, so bleibt es eben beim heutigen Zustand, dass derjenige, der von Haus aus Freude hat und zum Turnen und zum Sport gebaut und gewachsen ist, aus Lust diese Körperübungen pflegt und sich vorbereitet, dass aber gerade derjenige, der von Natur aus vielleicht etwas im Nachteil ist, und diese Uebungen erst recht nötig hätte, sie vernachlässigt, und ungenügend vorbereitet und ausgerüstet in den Wehrdienst

einrückt. Mit dem Fakultativum kommt man also nicht aus.

Man kommt auch nicht aus mit dem Standpunkt, dass dies Aufgabe der Kantone sei. Ich glaube, man übertreibt vielleicht heute auch da und dort etwas den Föderalismus. Es ist ja nicht mehr modern und nicht mehr opportun, Zentralist zu sein. Der Sprechende war es nie, aber wenn ich auf einem Gebiet Zentralist und nicht Föderalist bin, ist es das Gebiet der Armee. Wir wollen doch nur eine Schweizerarmee. Wir kennen keine kantonalen Kontingente mehr. Wenn wir eine gleichmässig ausgebildete und vorbereitete schweizerische Armee wollen, dann können wir die vormilitärische Ausbildung nicht dem Belieben der Kantone überlassen.

Ich verstehe auch nicht die Argumente, die sagen, ja, diese Vorlage gilt erst ab 1943. Bis dann haben wir hoffentlich Frieden, und dann brauchen wir diese militärische Vorbereitung unserer Jungmannschaft nicht mehr. Haben nicht einige andere Staaten nach 1918 so gedacht, ihre Rüstung vernachlässigt und geglaubt, mit dem Frieden von Versailles sei der ewige Weltfriede gekommen, wenigstens für Europa? Haben wir nicht, auch Kollega, oder besser Kamerad Pfiller, geglaubt: „Jetzt haben wir vier Jahre Grenzbesetzung hinter uns, unsere Generation hat ihre Pflicht getan?“ Wir sind 20 Jahre älter geworden und mussten wieder einrücken, allerdings beide nicht mehr an die Front, sondern ins Depot.

Ich glaube, es hat niemand in diesem Saale den Mut, zu hoffen, dass am Ende des Krieges der ewige Völkerfrühling anbrechen werde. Unsere Erfahrungen der letzten zwei Jahrzehnte müssen uns doch gelehrt haben, die richtigen Schlüsse zu ziehen. Wir wollen hoffen, dass das das letzte kriegerische Ereignis sei, das wir miterleben müssen. Aber sicher sind wir nicht. Wir wollen nicht in den Fehler verfallen, abzurüsten, denn dann wäre es wirklich schade für all die Millionen und Milliarden, die wir heute für unsere Armee und für die dauernde Landesverteidigung ausgeben.

Nun der Einwurf der mangelnden Freiheit für die jungen Leute: Diese Einrede hat eine gewisse Berechtigung. Ich verstehe die Bedenken von Herrn Kollega Löpfle. Ich glaube aber, das wird sich nicht so schlimm auswirken, denn diese turnerische Vorbereitung besteht eigentlich nur in einer Prüfung, und der Jüngling, der diese Prüfung besteht, ist vom Besuch der weiteren turnerischen Uebungen befreit. So wie ich den Stand der körperlichen Ausbildung, gerade in den Industrie- und in den Wirtschaftszentren, kenne, wird ein grosser Teil dieser jungen Leute die Prüfung bestehen können und infolgedessen vom weiteren Besuch der turnerischen Kurse befreit sein. Es wird sich das also hinsichtlich weiterer Inanspruchnahme nicht so gefährlich auswirken.

Auf der andern Seite habe ich mit Herrn Kollega Löpfle die Hoffnung, diese Vorlage werde dazu führen, dass man da und dort bei den kantonalen und kommunalen Behörden der Erstellung von Turnhallen und Sportplätzen noch etwas mehr Beachtung schenken wird. — Es ist erfreulich, dass sich die eidgenössischen Turn- und Sportverbände aller Richtungen, vom Satus über die sogenannten

neutralen Landesverbände bis zum katholischen Turn- und Sportverband, restlos in den Dienst der Sache stellen wollen. Das wird der sportlichen und turnerischen Bewegung nützen. Das wird an Stelle der Tendenz nach Spitzenresultaten eine Bewegung in die Breite bewirken und eine eigentliche Volksbewegung werden, die nebst den andern ethischen Momenten sicherlich wertvoll für die künftige Generation unseres Landes sein wird.

Nun hat Herr Kollege Piller noch von den Athleten gesprochen, und zwar in einer Art, die feststellen liess, dass ihm diese nicht so sehr sympathisch sind. So wie wir uns kennen, weiss ich aus alter Erfahrung, dass ihm Gemütsathleten sicherlich sympathischer sind als Muskelprotzen. Aber wir denken ja nicht an diese Kraftathleten, die da in Varietés Doppelzentner stemmen und käuflich arrangierte Sportkämpfe loslassen. Wenn wir vom turnerischen Vorunterricht, wenn wir von Athleten bei den Soldaten sprechen, dann denken wir an die Athleten der finnischen Armee, an die Leistungen, die die finnischen Skifahrer vollbracht haben und die uns alle, ob wir Sportler seien oder nicht, mit hoher Begeisterung erfüllt haben. Wenn wir an das denken, dürfen wir nicht vergessen, dass auch unsere Armee an der Grenze steht: Die Gefahr ist noch nicht vorbei. Wir wollen hoffen, dass auch unsere Armee geistig und körperlich gerüstet ist wie die Finnen, wenn der Ruf der Stunde an sie ergehen sollte.

Denken Sie sich heute in die Lage der Schweizer soldaten hinein, die das Aeusserste herzugeben bereit sind, wenn der hohe Ständerat kommt und beschliesst, auf diese Vorlage, die nichts anderes als die Ertüchtigung der heranwachsenden männlichen Generation will, nicht einzutreten. Wenn wir das beschliessen, dann machen wir bei unserer Armee nicht in staatsbürgerlichem Unterricht, sondern dann könnte in grossen Kreisen, die Gewicht auf die Vorlage legen, eine Stimmung entstehen, die weder der Armee noch dem Parlament förderlich wäre.

Ich möchte Sie aus diesem Grunde bitten, an unsere Armee zu denken und in dem Sinne auf die Beratung der Vorlage einzutreten, dass Sie damit beweisen, es liege Ihnen daran, auch in Zukunft eine tüchtige, junge schweizerische Generation und eine tüchtige, junge schweizerische Armee heranzuziehen.

Winzeler: Es geht mir wie meinem Herrn Vorredner: Ich hatte nicht im Sinne, mich bei der Beratung über das Eintreten auf diese Vorlage zu äussern. Aber verschiedene Ausführungen haben mich veranlasst, doch noch meine Stellungnahme zum Ausdruck zu bringen.

Es ist gesagt worden, diese Vorlage bedeute einen Eingriff in die persönliche Freiheit. Ich möchte nur fragen, ob nicht schon der Militärdienst und der Schulunterricht und noch viel anderes mehr Eingriffe in die persönliche Freiheit bedeuten? Wenn wir die Vorlage nur von diesem Standpunkt aus betrachten wollten, dann müssten wir sie allerdings ablehnen. Wenn der Staat gar nicht mehr in die Persönlichkeitssphäre eingreifen dürfte und jeder von Jugend auf machen könnte, was er will, dann hätten wir allerdings das Eintreten abzu-

lehnen. Aber das ist nicht so. Die persönliche Freiheit hat vor dem Landesinteresse zurückzutreten. Wenn unser Land in kriegerische Verwicklungen hineingezogen werden sollte, was wir ja nicht hoffen, dann wird auch die Freiheit dieser 17-, 18- und 19-Jährigen bald aufhören. Ich glaube, es ist besser, wenn wir mit dieser Gefahr rechnen, wenn wir sie ins Auge fassen und jetzt schon an die Ausbildung und körperliche Ertüchtigung dieser jungen Leute herantreten, um sie auf ihre künftige Aufgabe vorzubereiten. Wir werden dabei selbstverständlich nicht so weit gehen wie gewisse Nachbarländer, die die Kinder schon vom 6. Altersjahr an dem Elternhaus entziehen und sagen, sie seien in erster Linie für den Staat da. Selbstverständlich sind solche Zustände, von unserem freiheitlichen Standpunkt aus gesehen, ungesund und wir wollen sie weder gutheissen noch nachahmen. Aber ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass, wenn unserem Land eine Gefahr droht, sie gerade von jenen Ländern her droht, die mit der Erziehung der Jugend, mit der körperlichen und sportlichen Ertüchtigung ihrer Jugend schon mit dem 6. Altersjahr anfangen, und unser kleines Land könnte in die Lage kommen, dass es sich messen müsste mit einem Land, das nicht nur sehr viel grösser und stärker ist, sondern das eben in der Ausbildung seiner jungen Leute viel weiter geht als wir nur je denken können. Das einzige, was wir dann entgegenzusetzen haben, ist das, dass wir die Ueberzahl, die jene besitzen, durch unsere bessere Qualität zu ersetzen suchen. Die Vorlage will uns die Mittel dazu in die Hand geben. Von Truppenkommandanten habe ich vernommen, dass die verlängerten Rekrutenschulen noch lange nicht genügen, um die Soldaten, namentlich im Schiesswesen, tüchtig auszubilden. Ich halte es für ausserordentlich wichtig, dass man schon vor der Rekrutenschule anfängt, die Leute körperlich zu ertüchtigen, die Muskeln und Sehnen zu stählen und sie vorzubereiten auf den künftigen Militärdienst.

Man hat von den Bauern gesprochen und gesagt, die seien schon abgehärtet, sie seien arbeitsgewohnt, sie brauchen keinen Vorunterricht. Ich glaube das schon, ich habe die landwirtschaftlichen Arbeiten von Jugend an mitgemacht, zu einer Zeit, als man noch wenig Mähmaschinen hatte, als die körperliche Arbeit, wie z. B. das Mähen mit der Sense noch an der Tagesordnung war. Ich weiss also, was das bedeutet. Die Beanspruchung durch solche strenge Arbeiten in der Landwirtschaft ist aber eine einseitige, es werden dabei nur gewisse Muskeln und Sehnen beansprucht; was aber dem jungen bäuerlichen Nachwuchs fehlt, das ist die Gelenkigkeit. Wir haben das schon oft gesehen, dass Landwirte, die in ihrem Landwirtschaftsbetrieb sich als ausserordentlich leistungsfähig erwiesen hatten, doch nicht die besten Soldaten waren, dass die Turner ihnen weit voran waren. Ich möchte hier auch das Beispiel von Finnland erwähnen, das ja im Sport so weit überlegen ist. Die Finnen konnten nur deshalb einer grossen Uebermacht so lange Widerstand leisten, weil sie sportlich ausgebildet, beweglich und zäh waren. Es war nicht allein die grosse Vaterlandsliebe, die sie diese Wunder in Finnland vollbringen liess. Und es ist auch bei uns mit dem Wehrwillen, von dem gesprochen worden ist, allein

nicht gemacht. Wenn der Wehrwille da ist, so muss noch die körperliche Ertüchtigung dazu kommen, beides muss zusammenwirken. Es ist auch darauf hingewiesen worden, dass die gewerbliche und berufliche Ausbildung leiden müsse unter dem Vielen, das jetzt wieder gefordert wird. Ich gebe das zu, ich habe hier auch einige Bedenken gehabt, ich weiss von vielen jungen Leuten, wie stark sie beansprucht sind, und wie sie bald keinen freien Tag mehr haben. Aber jetzt steht die Ausbildung unserer Jugend für die künftige Landesverteidigung eben im Vordergrund. Die Not der Zeit zwingt uns einfach dazu, und ich möchte Sie deshalb bitten, die Vorlage nicht abzulehnen, sondern auf sie einzutreten, und zwar auf die ganze Vorlage.

Bundesrat Minger: Der Stand der Jugenderziehung ist für eine Nation der beste Gradmesser für ihren Willen zur Selbsterhaltung und Selbstbehauptung. Ein Volk, das seine Jugend der Verweichlichung aussetzt, stellt sich sein eigenes Todesurteil aus. Das wussten schon die alten Eidgenossen, denn sie haben ihre Jugend zur Härte und zum Waffenhandwerk erzogen. Sie wissen aber heute auch, dass die Jugenderziehung in den andern Staaten Europas in den letzten Jahren im allgemeinen, besonders aber in den Diktaturstaaten, einen mächtigen Auftrieb erfahren hat. Ueberall erzieht man diese Jugend zu vermehrter körperlicher Leistungsfähigkeit und zur Abhärtung, und gleichzeitig sucht man bei ihr die Kampffreudigkeit anzuspornen, sie zu begeistern für den Waffendienst und die Verteidigung ihrer Heimat.

Durch dieses initiative Vorgehen seitens unserer Nachbarstaaten ist unser Land auf dem Gebiet der körperlichen Ertüchtigung ins Hintertreffen geraten und gerade das ist für ein kleines Volk gefährlich, und deshalb sollten wir die entstandene und vorhandene Lücke möglichst rasch ausfüllen. Die Notwendigkeit einer rationellen vordienstlichen Ausbildung unserer männlichen Jugend ist bei uns schon längst anerkannt. Der Herr Kommissionsreferent hat bereits die Militärorganisation vom Jahre 1874 zitiert. In jener Organisation war bereits das Obligatorium vorgesehen, und zwar erstens für das Schulturnen vom 10. Altersjahr bis zum Schulaustritt, zweitens für das Turnen für die spezielle Vorbereitung auf den Wehrdienst, vom Schulaustritt bis zum 20. Altersjahr, und drittens für die Schiessausbildung im 18. und 19. Altersjahr. Das obligatorische Schulturnen ist im Lauf der Jahre allmählich eingeführt worden. Das bedeutet für unsere Jugend einen grossen Gewinn. Das Obligatorium des Turnens nach Schulaustritt und das Obligatorium der Schiessausbildung ist in der Hauptsache bei den Kantonen stecken geblieben.

Bei der Militärorganisation vom Jahre 1907 nahm man einen neuen Anlauf zur Ausgestaltung dieses obligatorischen Vorunterrichts. Das Obligatorium war im bundesrätlichen Entwurf vorgesehen, die eidgenössischen Räte haben es dann aber fallen lassen, in der Hauptsache aus referendumpolitischen Gründen.

Dass das Bedürfnis nach körperlicher Ausbildung vorhanden ist, das ergibt sich aus der Tatsache, dass auf dem Wege der Freiwilligkeit die Sache

ganz grosszügig an die Hand genommen wurde. Der Bund hat durch die Subventionierung diese freiwillige Tätigkeit kräftig unterstützt, Herr Piller hat das die Subventionierung der Freiheit genannt. Auf Freiwilligkeit hat man auch den turnerischen Vorunterricht und die Jungschützenkurse eingeführt. In den letzten Jahren war der Zuzug zu diesen Kursen ein sehr starker. Im Jahre 1939 beispielsweise hatten wir nicht weniger als 52 000 Jungschützen und 42 000 Jünglinge beim militärischen Vorunterricht. Dabei darf man aber diese Zahlen nicht etwa addieren, denn es sind in der Hauptsache die gleichen Leute, die den militärischen Vorunterricht und die Jungschützenkurse absolvieren.

Trotz all dieser Bemühungen wurden beim heutigen System nicht mehr als etwa 40 % der männlichen Schweizerjugend erfasst, und das ist ungenügend. Die weiteren 60 % sind auch Schweizer, und es gehört zu den Pflichten des Staates, ihre körperliche Widerstandskraft zu stärken.

Im Jahre 1932 hat bekanntlich die Landesverteidigungskommission ein umfassendes Programm zur Reorganisation unserer Armee und unseres ganzen Wehrwesens aufgestellt, und in diesem Projekt war der obligatorische Vorunterricht als Programmpunkt bereits aufgenommen. Wir haben ihn dann vorläufig zurückgestellt, weil wir dringendere Postulate zu verwirklichen hatten, und erst im Winter 1936/37 haben wir dann dieses Postulat des obligatorischen Vorunterrichtes hervorgehoben und ein Projekt ausgearbeitet, welches das Obligatorium vorsah für das Turnen im 15., 16., 17. und 18. Altersjahr, und zwar für alle Jahre einen obligatorischen Turnkurs in der Dauer von jährlich 60 Stunden, ferner einen obligatorischen Jungschützenkurs für das 17. und 18. Jahr und dann noch die Kadettenkurse für die 19-Jährigen. Dieses erste Projekt haben wir den interessierten Verbänden unterbreitet und im Anschluss daran eine grosse Konferenz abgehalten, wo alle diese Organisationen vertreten waren. Schon damals hat man sich grundsätzlich mit dem Obligatorium einverstanden erklärt, hat aber an der Art der Durchführung, an der Form gewisse Kritik geübt, auch an den Kadettenkursen, wie sie damals vorgesehen waren. Vor allem ist geltend gemacht worden, was heute auch Herr Ständerat Löpfe gesagt hat, die jungen Leute hätten zu wenig Zeit für all das, was man ihnen zumute. Auch von kirchlicher Seite wurde eine gewisse Opposition gemacht im Hinblick darauf, dass für die Durchführung des obligatorischen Vorunterrichtes die Sonntage nicht ausgenommen waren. Nach der Konferenz haben wir alle Verbände eingeladen, uns ihre Wünsche und Anregungen zu unterbreiten. Sie haben das getan. Es war ein grosses Material zu sichten. Wir haben den Wünschen weitgehend Rechnung getragen, und nach allseitiger gründlicher Vorbereitung ist schliesslich die Vorlage entstanden, die heute zur Beratung steht.

Ueber die praktische Auswirkung dieser Vorlage wurden Sie orientiert durch die bundesrätliche Botschaft und durch das gründliche Referat des Herrn Kommissionspräsidenten von heute. Meinerseits möchte ich noch die folgende Zusammenfassung machen:

Die erste Stufe des militärischen Vorunterrichtes betrifft den Turnunterricht in der Schule. Hierin wird am bisherigen System nichts geändert, höchstens, dass man vielleicht da und dort, wo man noch etwas im Rückstande ist, dafür sorgt, dass die Dinge in Fluss kommen. Von grösster Wichtigkeit ist ferner die Ausbildung einer genügenden Anzahl tüchtiger Lehrkräfte. Diesem Gebiet hat man schon bis jetzt die grösste Aufmerksamkeit geschenkt. Das Kurswesen für die Ausbildung der Lehrkräfte ist hochentwickelt. Auch hier brauchen wir nichts Neues zu schaffen, sondern wir können ganz einfach das Bestehende weiter ausbauen. Einzugreifen haben wir für die Zeit zwischen Schulentlassung und Eintritt ins wehrpflichtige Alter. Das sind die eigentlichen Entwicklungsjahre unserer Jugend. In dieser Zeit muss der Körper gestählt und abgehärtet werden. Da muss auch der Geist gestählt werden, denn „was Hänschen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr“. Für diese Periode möchten wir an Stelle der bisherigen Freiwilligkeit das Obligatorium für den Vorunterricht einführen. Dieses Obligatorium erstreckt sich nur auf die männliche Jugend und ist als wertvolle Vorbereitung für die Rekrutenschule gedacht. Der Herr Kommissionsreferent hat uns darauf aufmerksam gemacht, dass von Seite des Frauenverbandes Eingaben gekommen sind, die wünschen, dass auch das Frauenturnen obligatorisch erklärt werde. Das ist an sich ja sehr anerkennenswert und zu begrüßen, aber wir glaubten, diese Dinge nicht verquicken zu sollen. Wir möchten, wie bisanhin, es den Kantonen freistellen, das Mädchenturnen in den Schulen obligatorisch zu erklären.

Wir haben uns bemüht, ein System zu finden, bei dem der Jüngling das Obligatorium nicht als Zwang empfindet, sondern vielmehr als einen Anreiz zu vermehrter turnerischer Tätigkeit. Der obligatorische turnerische Vorunterricht beginnt nach der Vorlage mit dem 16. und dauert bis und mit dem 18. Altersjahr. Die 15-Jährigen haben noch keine obligatorischen Turnkurse zu bestehen. Alljährlich im Spätherbst findet für die 15-, 16- und 17-Jährigen eine obligatorische Turnprüfung statt, die in ihren Leistungen entsprechend dem Altersunterschied abgestuft ist. Wer diese Prüfung mit Erfolg besteht, ist für das darauffolgende Jahr von jedem Obligatorium befreit. Man glaubt, dass im ersten Jahr etwa 50 % diese Prüfung mit Erfolg bestehen werden und 50 % die obligatorischen Turnkurse zu machen hätten, dass aber später dieser Prozentsatz ganz zweifellos bis auf 70 % ansteigen wird, so dass ein verhältnismässig kleiner Bruchteil der Jugend noch die obligatorischen Turnkurse zu bestehen hätte.

In diesem System liegt für die jungen Leute ein gewaltiger Stimulus, sich auf dem Wege der Freiwilligkeit auf diese Turnprüfung vorzubereiten. In kleinen Dorfschaften oder in abgelegenen Gebieten werden sich die Jünglinge ganz sicher aus eigener Initiative zusammentun. Sie werden unter Leitung des Dorfschulmeisters wacker drauflos trainieren. In grösseren Gemeinden werden die Turn- und Sportvereine, die Kadettenkorps, die Pfadfinderabteilungen den Jünglingen die nötige Gelegenheit verschaffen, sich auf die Turnkursprüfung vorzubereiten. Sie werden das schon des-

halb tun, weil sie für diejenigen Schüler, die die Turnprüfung mit Erfolg bestehen, eine entsprechende Entschädigung bekommen. Durch dieses System ist der Zwang, der einem Obligatorium anhaftet, zu einem guten Teil behoben, das gewünschte Ziel wird aber dennoch erreicht. In allen interessierten Kreisen ist dieses System ausserordentlich sympathisch aufgenommen worden. Es gibt eigentlich auch die Antwort auf die Anfrage des Herrn Ständerat Löpfe betreffend die verfügbare Zeit dieser jungen Leute. Wenn diese die Prüfung bestehen — das Gros wird sie bestehen —, dann haben sie keinen obligatorischen Kurs zu machen und können daher frei über ihre Zeit verfügen. Sie werden sicher in diesem Fall auch die Zeit für die berufliche Ausbildung finden. Im übrigen hat auch Herr Ständerat Haefelin auf diese Frage die entsprechende Antwort gegeben, schon dadurch, dass er gezeigt hat, wie er selbst seinerzeit auf turnerischem Gebiet tätig mitarbeitete und doch offenbar seine Ausbildung dabei nicht vernachlässigt hat. Es ist immer eine Frage der Initiative und der Energie der jungen Leute. Wenn wir heute eine statistische Erhebung machen wollten, wer die Kurse freiwillig besucht, so bin ich fest überzeugt, dass es die gleichen Leute sind, die als tüchtige Lehrlinge noch die Fachschule besuchen. Sie finden dazu eben noch die nötige Zeit. Die etwas bequemeren Veranlagten werden, auch wenn sie Zeit hätten, dem turnerischen Vorunterricht fernbleiben, solange er nicht obligatorisch ist. Wer die turnerische Prüfung nicht mit Erfolg besteht, hat im darauffolgenden Jahr einen obligatorischen Turnkurs zu bestehen in der Dauer von 60 Stunden. Dieser obligatorische Kurs steht unter der Leitung eines kantonalen Komitees und wird durchgeführt von den Turn- und Sportverbänden, auch vom Kadettenkorps und von den Pfadfinderabteilungen. Irgend ein neuer Apparat braucht somit nicht geschaffen zu werden, Herr Ständerat Piller, sondern wir wollen gerade die bestehenden Organisationen für dieses obligatorische Turnen verwenden.

Für die Jünglinge des 17. und 18. Altersjahrs sind die Jungschützenkurse vorgesehen in der Dauer von 24 Stunden pro Jahr. Das Programm ist genau dasselbe, wie wir es heute haben. Der Unterschied besteht einfach darin, dass in Zukunft die Kurse statt freiwillig eben obligatorisch erklärt werden. Die Durchführung dieser Kurse ist dann Sache der gesetzlich anerkannten Schiessvereine oder auch der Kadettenkorps. Also auch hier nichts Neues, sondern die Heranziehung der bereits bestehenden Organisationen.

Im 19. Altersjahre nun werden die Jünglinge stellungspflichtig. Bei der Aushebung, die möglichst früh im Frühjahr erfolgen soll, haben sie, wie das bisher auch schon der Fall war, eine turnerische Prüfung abzulegen. Für jene, die untauglich oder hilfsdiensttauglich erklärt werden, fällt jede weitere Ausbildungspflicht weg. Die tauglich Erklärten haben nach Vorschlag des Bundesrates im 19. Altersjahre einen obligatorischen Militärkurs in der Dauer von 80 Stunden zu bestehen. Der Bundesrat wäre aber ohne weiteres bereit — wir haben das der ständerätlichen Kommission gegenüber schon erklärt —, diese 80 Stunden auf 60 Stunden herabzu-

setzen. In diesen Kursen möchte man alle Jünglinge, nachdem sie die nötigen Vorbereitungen im Turnen und Schiessen erfahren haben, zusammenfassen in einem kleinen Korps, um sie von einheitlichen Gesichtspunkten aus auf die kommende Rekrutenschule vorzubereiten. Ich brauche wohl nicht besonders zu betonen, dass vom militärischen Standpunkte aus betrachtet diesen Kursen die grösste Bedeutung zukommt. Ihre Kommission hat aber diese Kurse mit 6 gegen 1 Stimme abgelehnt. Der Bundesrat hält an seinem Vorschlag fest. Ich kann das zur Beruhigung von Herrn Ständerat Egli sagen. Ich will mich aber in der Eintretensdebatte zu dieser Frage nicht weiter äussern. Es wird sich dann in der Detailberatung noch Gelegenheit bieten, dass der Herr Präsident der Kommission und ich darüber noch die Schwerter kreuzen können.

In der Landesverteidigungskommission haben wir diese Vorlage ebenfalls behandelt. Diese ist einstimmig für die Vorlage, so wie sie jetzt vorliegt, inbegriffen die Militärkurse, eingetreten. Herr Ständerat Altwegg hat das schon gesagt, aber so gewisse Zweifel durchblicken lassen, indem er erwähnte, die Kommission hätte nichts Schriftliches von den Mitgliedern der Landesverteidigungskommission gesehen. Ich glaubte, es genüge, wenn ich das mündlich bestätige. Aber ich stelle der Kommission die schriftlichen Erklärungen der Mitglieder der Landesverteidigungskommission zur Verfügung. Diese haben mündlich und schriftlich zugestimmt. Also, Herr Kommissionspräsident, wenn Sie Einsicht nehmen wollen, so stehen die Akten zu Ihrer Verfügung.

Nachher haben wir die Vorlage allen interessierten Verbänden zur Kenntnisnahme und Vernehmlassung zugestellt. Ich will Ihnen alle diese Verbände aufzählen. Es sind deren viele: Schweizerische Offiziersgesellschaft, Schweizerischer Unteroffiziersverein, Eidgenössischer Kadettenverband, Schweizerischer Turnverein, Schweizerischer Schützenverein, Schweizerischer Arbeiterschützenbund, Schweizerischer Pfadfinderbund, Eidgenössische Turn- und Sportkommission, Satus, Schweizerischer katholischer Turn- und Sportverband, Schweizerischer Turnlehrerverein, Schweizerischer Fussball- und Athletikverband, Alpenklub, Ruderverband, Skiverband, Radfahrerbund, Landhockeyverband, Schweizerischer Boxerverband, Schweizerischer Eislaufverband.

Welches ist das Resultat dieser Umfrage? Dass alle diese Organisationen, ohne Ausnahme, der Vorlage, vielfach sogar mit Begeisterung, zugestimmt haben. Eine einzige, nämlich der Eidg. Turnverein, hat durchblicken lassen, dass man es lieber gesehen hätte, wenn an Stelle des Militärkurses ein obligatorischer Turnkurs für alle tauglich Befundenen im 19. Altersjahre durchgeführt würde. Das ist vom Standpunkt des Turners und des Turnvereins aus durchaus verständlich. Der Turnverein hat aber ausdrücklich erklärt, dass er dem Militärkurs trotzdem keine Opposition mache. Das war nur ein Wunsch.

Es handelt sich um ein Werk der Verständigung. Auch die kirchlichen Kreise haben anerkannt, dass man ihren Wünschen weitgehend Rechnung getragen habe. Diese Kurse sollen ja in der Hauptsache

an Werktagen, namentlich an Samstag Nachmittagen, durchgeführt werden. Sogar Herr Bischof von Streng hat in seinem Hirtenbrief für das Jahr 1940 zu diesem Vorunterrichtsproblem Stellung genommen. Er schreibt darin:

„Jugendbildung; staatliche Landesverteidigung: schenkt gegenwärtig den jugendlichen Schulentlassenen bis zum dienstpflichtigen Alter besondere Aufmerksamkeit. Wir haben Kenntnis genommen vom Beschluss des hohen Bundesrates betreffend den militärischen Vorunterricht und die Ausweisprüfung über körperliche Ertüchtigung. Wir sind mit den Massnahmen, soweit wir sie heute persönlich überblicken können, einverstanden.“

Nachdem die Vorlage eine so sorgfältige Vorbereitung und Abklärung erfahren hatte und nachdem alle interessierten Organisationen ihre Zustimmung gaben, durften wir annehmen, dass der neue Gesetzesentwurf sicher auch in den eidgenössischen Räten eine günstige Aufnahme finden werde. Um so mehr war ich überrascht von der Opposition, die sich dann in der ständerätlichen Kommission geltend gemacht hat. Herr Ständerat Piller hat sie heute vertreten. Er hat uns unter anderem vorgeworfen, wir hätten bei dieser Frage selbstherrlich gehandelt und die kantonalen Regierungen nicht begrüsst. Das haben wir unterlassen. Das stimmt. Aber nicht aus Nachlässigkeit oder sogar aus böser Absicht, sondern aus dem ganz einfachen Grunde, weil die Vorlage für die Kantone gar nichts Neues von wesentlicher Bedeutung bringt. Die Kantone sind in erster Linie am obligatorischen Schulturnunterricht interessiert. Und dieser obligatorische Turnunterricht in der Schule bleibt wie bis jetzt. Die Kantone sind interessiert an den Ausbildungskursen zur Heranbildung der Lehrkräfte. Aber auch hier wird nichts geändert; auch hier bleibt es, wie es bis jetzt war. Was geändert wird, ist der Turnunterricht im nachschulpflichtigen Alter und hier haben wir ganz einfach an das Bestehende angelehnt. Wir wollten nicht eine neue Bundesorganisation mit Kompetenzdelegationen an die Kantone, sondern ganz einfach die jetzt bereits bestehenden Verbände, die auf Freiwilligkeit aufgebaut sind, für diese ganze Sache einspannen. Zu diesem Zwecke hielten wir es nicht für nötig, mit den Kantonen in engere Beziehung zu treten, sondern es war ganz gegeben, dass wir die Verhandlungen mit den beteiligten Verbänden direkt aufgenommen haben.

Herr Ständerat Piller hat den Antrag auf Nicht-eintreten gestellt. Er stellt sich dabei auf den Boden, eine Aenderung am bisherigen System sei nicht notwendig. Das ist seine Auffassung. In diesem Fall scheinen mir die Wege des Herrn Piller mehr sonderbar als wunderbar. Aber das ist seine Ansicht. Der Bundesrat jedenfalls vertritt die gegenteilige Auffassung, weil er glaubt, dass das heutige System der Freiwilligkeit für die zielbewusste körperliche Ertüchtigung, wie die Zeitverhältnisse sie erfordern, nicht genüge.

Dann sagt Herr Piller, die Jugend gehöre den Eltern; der Bund habe kein Recht, sie in dieser Art mit Beschlag zu belegen. Es ist durchaus richtig, dass in erster Linie die Familie kommt; die Jugend gehört zur Familie. Aber es ist auf der andern Seite auch Pflicht des Staates, dafür zu

sorgen, dass aus der Jugend etwas Tüchtiges wird. Wenn der Grundsatz von Herrn Piller richtig wäre, müsste man sich fragen: Darf man den Schulunterricht, den Fortbildungsunterricht obligatorisch einführen? Es ist immerhin die Oeffentlichkeit, wenn auch die Kantone, die da gewisse Regeln aufstellen, welche die Freiheit der Jugend einengen.

Nun wurde dieser Nichteintretensantrag heute von Herrn Ständerat Egli, und in der Kommission auch noch von Herrn Ständerat Bosset, unterstützt.

Herr Ständerat Egli kommt eigentlich aus ganz andern Ueberlegungen heraus zur Ablehnung der Vorlage als Herr Piller. Herr Ständerat Egli ist sich der grossen Bedeutung des obligatorischen Vorunterrichtes durchaus bewusst. Er hat gegen die geplante Verbesserung der Vorlage nichts einzuwenden, aber er glaubt, für das hier vorgesehene System bedürfe es keines Bundesgesetzes, sondern das solle man ganz einfach gestützt auf die Vollmachten einführen, die dem Bundesrat von den Räten gegeben worden sind. Wenn man gute Erfahrungen mache, wenn sich die Sache bewähre, können die Räte nach dem Krieg eventuell ein Gesetz aufstellen; sonst aber würde die ganze Sache wieder fallen gelassen. Herr Piller hat sich dieser Auffassung angeschlossen.

Der Bundesrat wird sich nie entschliessen können, hier den Weg, der uns vorgeschlagen wird, einzuschlagen. Der Vorschlag des Bundesrates ist ein Programm auf lange Sicht und ist nicht das Produkt des Aktivdienstes. Für die Dauer des derzeitigen Aktivdienstes, das ist schon gesagt worden, nützt uns die Vorlage tatsächlich nicht sehr viel, denn sie soll in Etappen durchgeführt werden, und der erste obligatorische Turnkurs wird nächstes Jahr, 1941, abgehalten werden können; bis zur vollen Auswirkung geht es mindestens bis 1943. Dieses Jahr ist die Durchführung der ersten Turnprüfung für 15- und 16-Jährige vorgesehen. Also wenn wir wirklich diesen Vorunterricht einmal wollen, dann müssen wir jetzt beginnen. Herr Hefti hat durchaus mit Recht diese Auffassung vertreten, denn sonst haben wir noch gar nichts, wenn der Krieg vorbei ist, und dann kommen wieder lange Beratungen, und wir wissen nicht, welches dann das Schicksal einer solchen Vorlage sein dürfte.

Die Einführung dieser Kurse auf dem Wege eines Bundesratsbeschlusses auf Grund der Vollmachten widerspricht dem Charakter der bundesrätlichen Vollmachten. Bis jetzt hat man in den eidgenössischen Räten immer den Standpunkt vertreten, dass der Bundesrat nur in dringenden Fällen von seinen Vollmachten Gebrauch machen soll. Diese Auffassung teilt auch der Bundesrat vollauf. Die Einführung des obligatorischen Vorunterrichts, gestützt auf die Vollmachten, lässt sich gar nicht verantworten; zudem hätte es keinen Sinn, jetzt auf diesem Wege etwas anzufangen, das erst in vier Jahren voll zur Auswirkung käme, auf die Gefahr hin, dass mit der Aufhebung der Vollmachten des Bundesrates alles wieder dahinfällt. Ich bin überzeugt, dass der Bundesrat in diesem Fall niemals von seinen Vollmachten Gebrauch machen wird. Hier haben die Räte zu entscheiden, und wenn sich eine Vorlage für die ordentliche

parlamentarische Beratung eignet, so ist es sicher die gegenwärtige. Ich teile hier die Auffassung von Herrn Ständerat Haefelin, dass, wenn der Ständerat auf die Vorlage nicht eintreten oder wenn die eidgenössischen Räte sie ablehnen würden, das sicher vom Schweizervolk nicht verstanden würde und dass es namentlich bei der Jugend und in allen diesen Jugendverbänden eine schwere Enttäuschung auslösen müsste. Aus all den angeführten Erwägungen möchte ich den Rat auch meinerseits ersuchen, auf die Vorlage einzutreten.

Altwegg, Berichterstatter der Mehrheit: Die Diskussion hat ungefähr einen Reflex dessen ergeben, was wir in der Kommission erlebt haben. Die Stimmung scheint gemacht zu sein, aber ich glaube doch noch für den Mehrheitsantrag auf ein paar Momente hinweisen zu dürfen. Ich bin nicht Optimist in der Annahme, dass ich Herrn Piller von seiner Meinung, dass er hier nicht eintreten dürfe, abbringen kann, aber ich möchte ihm doch sagen: Nach seinen Ausführungen müsste er eigentlich dem Mehrheitsantrag zustimmen. Er vermisst in der Vorlage „la base de la liberté“. Ich möchte ihn daran erinnern, dass gerade diese Vorlage deshalb, weil man die interessante Lösung mit dem Obligatorium der turnerischen Leistungsprüfung gefunden hat, dem Einzelnen volle Freiheit lässt, wie er sich hier vorbereiten will. Es ist ihm die Möglichkeit gegeben, überhaupt keinen Kurs nachher leisten zu müssen. Man hat es also mit dem Entgegenkommen an die „liberté“ soweit als möglich getrieben.

Nun die beiden andern Vorwürfe, die er der Vorlage macht. Zum Teil betreffen sie die Verordnung, die ja eventuell gar nicht aktuell wird, wenigstens nicht bei Annahme des Mehrheitsantrages. Der ominöse Art. 32, der verlangt, dass die Kursleiter auf dem Boden der Verfassung stehen müssen, fällt auch weg, wenn Sie den Vorkurs streichen, wie wir es Ihnen beantragen. Von Nachahmung des Auslandes kann dann nicht mehr gesprochen werden, wenn wir am Turnen und am Schiessen festhalten; das ist ja nicht neu; neu ist nur, dass wir unter gewissen Kautelen das Obligatorium verlangen.

Wenn ich auch nicht die Meinung habe, dass ich Herrn Piller umstimmen kann, so möchte ich doch der Hoffnung Ausdruck geben, dass von unseren welschen Kollegen keine geschlossene Ablehnung dieser Vorlage zu erwarten ist; wir haben im Interesse der guten Sache reichlich Ballast abgeworfen, um das Schiff, das wir für gefährdet erachteten, flott zu machen.

Ich muss Ihnen weiter gestehen: Ebenso wenig wie in der Kommission habe ich heute Herrn Kollege Egli verstanden. Von der Vollmachtenlösung haben Sie vom Departement gehört: Ausgeschlossen, nicht durchführbar. Aber in einem Punkt sind, so scheint es, die beiden Herren trotzdem einig, der Herr Bundesrat und Herr Egli, trotzdem er nicht eintreten will, nämlich darin, dass dieser militärische Vorkurs die Perle der Vorlage sei. Herr Bundesrat, hoffentlich wird dieser Vorkurs nicht zu einer teuren Perle, die Ihnen die Vorlage kostet. Ich würde das ausserordentlich bedauern im Interesse des Obligatoriums, das wir retten

möchten. Herr Egli hat gesagt, niemand wisse, wann wieder ein Krieg komme. Bei solchen Rüstungsfragen ist es meines Erachtens nie früh genug: Lesen Sie das Buch von Churchill, der gesagt hat: „Hätte man vor zwei Jahren an mich geglaubt, dann hätte England anders auftrumpfen können.“ — Sehen Sie, wie man in den Nordstaaten die Rüstung während Jahren vernachlässigt hat. Auch dort hat sich das gerächt. Deshalb wollen wir mitten im Kriege nicht sagen, es wird wieder eine Zeit geben, wo man die Rüstung nicht braucht. Haben wir deshalb die Rekrutenschule um einen Monat verlängert? Nein, auch das war nicht eine Lösung für den Krieg, sondern für nachher, zur Ertüchtigung unserer Armee.

Ich glaube nicht, dass ich Herrn Egli umstimmen kann, aber doch meinen Freund Löpfle; denn seinen Einwänden ist beruhigend zu antworten. Er hat auf den Gedanken, den die Lehrer, auch die welschen, in ihren Eingaben betont haben, hingewiesen: Man komme mit dem Unterricht und mit all den andern Inanspruchnahmen der jungen Leute nicht mehr aus. Er glaubt, die Vorlage verlange pro Woche einen Tag neben der starken andern geschäftlichen und beruflichen Belastung der jungen Leute. Da darf ich Sie auf das Ballastabwerfen hinweisen. Der obligatorische Militärkurs, der im 19. Altersjahr die jungen Leute mit 80 und nach der Korrektur noch mit 60 Stunden belastet hätte und wo sich diese jungen Leute 20—25 Nachmittage hätten zur Verfügung stellen müssen, ist nach dem Mehrheitsentscheid gestrichen. Es bleibt noch das Turnen, das für einen jungen Mann eigentlich eine minimale Beanspruchung verlangt. Für die Leistungsprüfung im Herbst kann er sich vorbereiten, wo er will, am Abend oder am Morgen; er muss dazu nicht einen halben Tag oder einen ganzen verwenden, wenn es ihm nicht passt. Wie man annimmt, werden höchstens 30 %, die es mit den Vorbereitungen nicht so weit gebracht haben, diese 60 Stunden Turnen auf sich nehmen müssen. Aber diese Turnübungen werden nicht am Sonntag und nicht am Samstag nachmittag durchgeführt, sondern es sind Abendleistungen. Ich gebe zu, dass die Jünglinge am Abend auch gewerblich in Anspruch genommen sind, aber ein gewisses Opfer werden sie dem Vaterland und ihrer Ertüchtigung auch bringen können.

Das Schiessen. Da erlaube ich mir, Herrn Kollege Löpfle auf Art. 20 der Verordnung hinzuweisen. Ich glaube, auch das ist nicht so schlimm. Eigentlich geht jeder Eidgenosse jeden zweiten Sonntag zum Schiessen. Das ist bei mir fast vom Kadettendienst her so geblieben, wenn es mir auch nicht immer gepasst hat. Für die obligatorischen Jungschützenkurse für das 18. und 19. Altersjahr sind 6 Uebungen in 4 Stunden jährlich vorgesehen. Das sollte ein junger Eidgenosse, der Freude am Schiessen bekommen soll, noch aufbringen können. Er kommt dadurch sicher nicht in Konflikt mit seinen andern Inanspruchnahmen.

Herr Bundesrat, ich hätte viel lieber in dieser wichtigsten eidgenössischen Frage Schulter an Schulter mit Ihnen gekämpft, statt dass wir uns hier, durch die Verhältnisse in der Kommission veranlasst, in eine gewisse Opposition hineinbegeben mussten. Bei der Rekrutenschule war es möglich, uns auf

4 Monate zu einigen. Wir haben dort zusammen gesiegt. Ich hätte sehr gerne gesehen, wenn wir mit dieser vereinfachten Vorlage trotz der gefährdeten Situation, zusammen siegen könnten.

Ich möchte nur zwei Bemerkungen machen. Man hat auf die Landesverteidigungskommission hingewiesen. Ich muss Ihnen gestehen, die Unterlagen, die die Kommission bekommen hat, waren etwas mager, und wir hätten erwartet, dass wir eine Entschlussfassung, sei es ein Protokoll oder eine andere Schlussnahme der Landesverteidigungskommission, zu dieser wichtigen Frage vorgelegt werde. Ich muss Ihnen schon gestehen, die Auskunft, die wir in der Kommission bekommen haben, dass Oberstkorpskommandant Guisan im Sommer 1939 zu dieser Vorlage sich schriftlich positiv ausgesprochen hat, liess nicht unbedingt klar darauf schliessen, dass die Landesverteidigungskommission sich vorher schon einheitlich zu dieser Frage ausgesprochen habe. Das nur zur Rechtfertigung, dass wir hier gerne eine etwas deutlichere Auskunft gehabt hätten.

Wenn der Eidg. Turnverein zuerst etwas zögernd mit seinen Bedenken herausrückte, so habe ich Ihnen gesagt, dass das geschah, weil er anfangs der Mobilmachung mit dem neuen Entwurf überrascht wurde. Er hat dann aber am 23. Dezember 1939 in einer intern zu verwendenden Eingabe an das Eidg. Militärdepartement auf Seite 2 erklärt: „Dem militärischen Vorkurs stellen sich in der Praxis für uns grosse Zweifel entgegen.“ Dann wird das ausgeführt, worauf ich in meinem Eintretensvotum hingewiesen habe. Ich möchte das nicht wiederholen.

Der Eidgenössische Turnverein hat die Sache nicht leicht genommen. Als man ihm Zeit gelassen hatte — es ist vielleicht etwas spät gewesen —, hat er sich noch aufgerafft, um das Departement auf diese ernstesten Bedenken aufmerksam zu machen.

Ich schliesse mit der Hoffnung, dass Eintreten beschlossen werde mit einer Stimmzahl, die sich nach aussen, auch bei der Armee und auch im Ausland sehen lassen kann, weil das Obligatorium des Turnens und Schiessens, das seit 1874 und 1907 zum dritten Mal auf der Traktandenliste steht, positiv entschieden werden sollte.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Mehrheit 24 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 9 Stimmen

Artikelweise Beratung. — *Discussion des articles.*

Titel und Ingress.

Antrag der Kommission. Mehrheit.

Titel.

Bundesgesetz über

die Abänderung der Art. 103 und 104 des Bundesgesetzes vom 12. April 1907 betreffend die Militärorganisation.

(Einführung des obligatorischen Vorunterrichts.)

Minderheit:

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Ingress.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Titre et préambule.

Proposition de la commission.

Majorité.

Titre.

Loi fédérale

modifiant

les articles 103 et 104 de la loi du 12 avril 1907 sur l'organisation militaire.

(Obligation de l'instruction préparatoire.)

Minorité:

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Préambule.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Altwegg, Berichterstatter: In der Kommission hat man, wie Sie aus der Vorlage sehen, das Wort „militärisch“ mit 4 gegen 3 Stimmen gestrichen. Ich war bei der Minderheit. Nach meiner Ansicht hätte man das Wort „militärisch“ hier stehen lassen sollen. Ich glaube aber, ich darf trotzdem referieren, weil es ja eine Differenz mehr redaktioneller Natur ist; immerhin schien es, als ob mit Unrecht nach aussen der Eindruck erweckt wurde, man habe durch diese Streichung der ganzen Vorlage den militärischen Charakter nehmen wollen.

Es ist mir aufgefallen, dass dieser nebensächliche Punkt bei den Berichten über die Kommissionsberatungen als wichtige Aenderung bezeichnet wurde. Wenn auch Sie den Worten „militärischer Vorunterricht“ eine grössere Bedeutung beimessen, dann möchte ich Ihnen als Minderheit beantragen, das Wort „militärisch“ zu belassen. Ich weiss nicht, ob ein Vertreter der Mehrheit hiezu noch sprechen will. Es ist richtig, dass in der bisherigen Verordnung über den Vorunterricht einfach steht: „Verordnung über den Vorunterricht“, dass also das Wort „militärisch“ dort nicht enthalten ist, auch nicht das Wort obligatorisch, weil das neu ist. Dagegen steht in der Militärorganisation, in Art. 104:

„Der Bund unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen, die eine „militärische“ Vorbildung der Jünglinge vor dem Eintritt in das dienstpflichtige Alter bezwecken.“ Und schliesslich ist das, was wir hier beschliessen, sowohl das Turnerische als das Schiesstechnische, eine militärische Angelegenheit, schon deshalb, weil es eine Vorbedingung für das Militär, für die Ertüchtigung der Armee ist und weil der Vorunterricht nach der Verordnung, die Sie in Händen haben, unter der Aufsicht des Eidg. Militärdepartements, speziell der Abteilung für Infanterie stehen wird. Also können Sie ganz ruhig der Fassung der Vorlage des Bundesrates zustimmen. Das hätte zur Folge, dass Sie das Wort „militärisch“ in der ganzen Vorlage wieder einsetzen müssten.

Bundesrat Minger: Das Departement war mit dieser Aenderung einverstanden. Ich kann Ihnen schon sagen, dass ich es lieber sehen würde, wenn Sie es beim ursprünglichen Wortlaut belassen würden. Man hat an dieser Streichung sehr Anstoss genommen, sowohl beim Unteroffiziersverband wie in der Offiziersgesellschaft. Ich habe in diesem Sinne Briefe bekommen, in denen gesagt wurde, man wage es schon wieder nicht mehr, zu zeigen, dass diese Vorlage militärischen Charakter habe. Diese Aenderung tut an sich wenig zur Sache, so dass ich mich mit dem Antrag des Herrn Kommissionspräsidenten ohne weiteres einverstanden erklären könnte.

Präsident: Nach den Erklärungen des Herrn Kommissionspräsidenten hat sich die Mehrheit in eine Minderheit und die Minderheit in eine Mehrheit verwandelt.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Mehrheit (Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats)	17 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	10 Stimmen

Art. 1, Ingress und Art. 103 M.O., Abs. 1 und 2.

Antrag der Kommission.

Die Art. 103 und 104 des Bundesgesetzes vom 12. April 1907 betreffend die Militärorganisation werden aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Art. 103. Der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen dafür, dass jeder Schweizerjüngling vom 16. Altersjahr bis zum Eintritt in das dienstpflichtige Alter durch den Vorunterricht auf den Wehrdienst vorbereitet wird.

Der Vorunterricht umfasst folgende Kurse:

- den turnerischen Vorunterricht für das 16., 17. und 18. Altersjahr;
- die Kurse für Jungschützen für das 18. und 19. Altersjahr.
- Streichen.

Art. 1, préambule et art. 103 O.M., al. 1 et 2.

Proposition de la commission.

Les articles 103 et 104 de la loi du 12 avril 1907 sur l'organisation militaire sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 103. La Confédération veille, d'entente avec les cantons, à ce que tout Suisse, dès l'âge de seize ans jusqu'à ce qu'il soit en âge de servir, reçoive une instruction qui le prépare au service.

L'instruction préparatoire comprend les cours suivants:

- l'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans;
- les cours pour jeunes tireurs de 18 et 19 ans.
- Biffer.

Präsident: Sind Sie damit einverstanden, hier das Wort „militärisch“ nun beizubehalten? Das ist mehr eine redaktionelle Frage.

Zustimmung. — *Adhésion.*

Altwegg, Berichterstatter: Der Absatz 1 gibt nur zu einer kurzen Bemerkung Anlass, während Absatz 2 den Grosskampf heraufbeschwört, den der Herr Bundesrat eben angedeutet hat. Ich frage mich, ob Sie ihn heute noch durchführen wollen. Ich muss mir vorbehalten, zum Mehrheitsantrag, nachdem an der bundesrätlichen Vorlage festgehalten wird, noch ein paar Ausführungen zu machen, obschon ich mich in der Hauptsache auf das Eintretensvotum werde berufen können.

Zu Absatz 1 habe ich folgende Bemerkungen zu machen. Man hat hier in der Kommission die Frage aufgeworfen: Wie steht es mit der finanziellen Tragweite? Es heisst: „Der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen dafür, dass jeder Schweizer ...“ Darüber, wer bezahlt, ist in der ganzen Vorlage überhaupt nichts enthalten, es sei denn, dass dieses Wörtchen „sorgt“ besagt, der Bund bezahle. Aber es heisst eben „sorgt in Verbindung mit den Kantonen“. Müssen sie auch zusammen für die Bezahlung sorgen?

In der Kommission ist erklärt worden, man könne das durch eine Protokollnotiz erledigen. Im Kommissionsprotokoll steht: „Zuhanden des Protokolls wird festgestellt, dass die Worte „der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen“ bedeuten, dass der Bund den Vorunterricht finanziert. Das Eidg. Militärdepartement erklärt sich mit dieser Interpretation ausdrücklich einverstanden.“ Ich glaube, man kann sich damit abfinden. Aengstliche Seelen könnten allerdings annehmen, dass eine solche Protokollnotiz einmal unters Eis geht, und dass plötzlich erklärt wird: Halt, Kantone, ihr seid in der Verbindung drin, ihr müsst auch mitzahlen. Es ist Ihre Sache, ob Sie sich nach dieser Richtung als befriedigt erklären wollen. Die Kommission hat das getan.

M. Piller: Le texte prévoit que «la Confédération veille, d'entente avec les cantons, à ce que tout Suisse reçoive une instruction préparatoire».

Il me serait agréable d'avoir quelques précisions de la part du Conseil fédéral sur le sens de ces mots: «d'entente avec les cantons». Nous aimerions savoir si c'est simplement une phrase de complaisance ou si cela correspond à quelque réalité qui soit saisissable même pour des non-fédéralistes.

Si nous examinons l'ordonnance, nous constatons que la direction générale incombe au service de l'infanterie, que ce service nomme les présidents des comités cantonaux pour l'enseignement préparatoire de la gymnastique et des cours de tir, etc. (art. 27).

Nous voyons également à l'art. 40 que dans chaque canton, la haute direction technique et administrative de l'enseignement préparatoire de la gymnastique appartient au comité cantonal institué par le service de l'infanterie.

En réalité, on ne voit pas en quoi les cantons peuvent intervenir. Nous avons appris tout à l'heure de la bouche de l'honorable représentant du Conseil fédéral que l'on avait soumis le projet à tous les Verbände, c'est-à-dire à tous ceux qui toucheront quelque subside, mais qu'on ne l'a pas soumis à ceux qui ont le souci de l'éducation. Là je pense particulièrement aux parents et aux cantons qui, malgré tout, s'occupent de l'éducation et

des cours complémentaires. Je maintiens qu'on a tort de vouloir séparer la gymnastique et l'éducation militaire de l'éducation en général. Si l'on veut vraiment travailler d'entente avec les cantons, les appeler à collaborer, je puis admettre ce texte: Si l'on veut se passer d'eux, il vaudrait mieux être francs et clairs et laisser les cantons de côté. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

Bundesrat Minger: Was die Kosten anbetrifft, so hat Ihnen der Herr Kommissionspräsident bereits gesagt, wie das gedacht ist. Ich kann das nur noch bestätigen. Für die Kosten, die aus der vordienstlichen Ausbildung im Alter von 16—19 Jahren entstehen, wird der Bund aufkommen; wenn es heisst: „Der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen ...“, so hat das den Sinn, dass die Kantone Hand bieten müssen, was die Kontrollen anbetrifft, denn man wird gezwungen sein, Mannschaftskontrollen für die Kursteilnehmer anzulegen. Dazu wird man die Sektionschefs oder die kantonalen Kontrollbehörden heranziehen müssen. Das betrachte ich als eine Selbstverständlichkeit. Das ist auch beim übrigen Militärwesen so. Die Mitarbeit der Kantone muss gewährleistet sein.

M. de Coulon: Je suis un peu étonné que la commission se contente d'une inscription au procès-verbal pour établir que tous les frais qui résulteront de cette loi seront supportés par la Confédération. C'est très joli, mais un procès-verbal n'est pas un texte légal. Il me semble qu'il aurait été bon d'inscrire d'une manière précise dans la loi que la Confédération supportait les dépenses résultant de l'application de cette loi. On institue ainsi une procédure un peu spéciale en se contentant d'une déclaration. J'ai toute confiance dans les déclarations que peut faire le chef du Département militaire et je ne mets aucunement en doute ses paroles ou ses déclarations, mais du moment qu'on adopte une loi, il semble qu'il vaudrait la peine d'indiquer dans cette loi elle-même à qui incombent les frais résultant de son application. Je ne sais pas si je suis peut-être trop pointilleux, si je pousse les choses trop loin, mais il me semble que ce serait donner une certaine satisfaction que d'inscrire la déclaration du Conseil fédéral dans la loi elle-même. J'avoue que je n'ai pas examiné de très près cette question. Je ne savais du reste pas avant aujourd'hui ce que voulait dire exactement ce texte «d'entente avec les cantons». J'ignorais s'il s'agissait d'un partage ou d'autre chose. Maintenant je le sais et il me semble qu'il vaudrait la peine de le dire expressément dans la loi.

Mercier: Ich glaube, man könnte hier einen ganz kurzen Vermittlungsantrag stellen, der alle befriedigt, indem wir in Abs. 1 einen Nachsatz hineinbringen mit dem Wortlaut: „Der Bund finanziert den militärischen Vorunterricht.“

Altwegg, Berichterstatter: Es ist vielleicht gut, wenn wir diese Frage der Kostentragung bis morgen noch vorbehalten, damit die Redaktion überprüft werden kann. Wenn ein Zusatz, wonach der Bund die Kosten des militärischen Vorunterrichtes trägt, Ihnen besser passt als die Protokoll-

notiz, so kann man einverstanden sein, aber man sollte sich die Redaktion doch noch überlegen.

M. Evéquo: Il me semble qu'à côté de la question financière qui certainement joue un rôle important dans cette affaire, il en est une autre peut-être plus importante encore qu'il faudrait mettre au clair. C'est d'entente avec les cantons que cette loi va s'appliquer, dites-vous. Ne serait-il pas possible d'indiquer au moins par une ou quelques phrases quelles sont les compétences des cantons? Si les mots «d'entente avec les cantons» veulent simplement dire que les cantons auront l'obligation de tenir les registres et de les remettre au Département militaire fédéral, il ne veut pas la peine de le mentionner dans une loi. En indiquant cette expression «d'entente avec les cantons», cela signifie, en français, que les cantons participeront à l'application de cette loi. J'aimerais savoir dans quelle proportion. Pourquoi, par exemple, puisqu'il s'agit de jeunes gens de 16, 17 et 18 ans qui, jusqu'à présent étaient dans les mains des cantons au point de vue de leur instruction d'une manière générale, la Confédération ne prenant les jeunes gens qu'à partir du moment où ils étaient aptes au service, pourquoi ne pas préciser? Or, vous avez manifestement l'intention de faire plaisir aux cantons en leur disant que c'est d'entente avec eux que vous voulez appliquer cette loi. Nous ne sommes malheureusement plus à un âge où l'on a des naïvetés de ce genre. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un simple mot. Il faut que la loi dise clairement ou tout au moins que le chef du Département militaire, au nom du Conseil fédéral, nous indique d'une manière claire et précise quelles seront les compétences des cantons. Alors pourra-t-on peut-être, dans l'ordonnance ou dans le règlement qui suivront l'application de la loi, tenir compte de ce que le Conseil fédéral nous aura indiqué ici en tant que compétences cantonales.

Je me demande pourquoi on ne remettrait pas aux cantons, par exemple, le soin de nommer les instructeurs. Il s'agit de l'instruction de la gymnastique pour des jeunes gens qui sont encore, je le répète, sous l'autorité cantonale. Pourquoi est-ce que les cantons ne pourraient pas nommer le personnel qui sera, sous réserve de la ratification ou de l'approbation du Conseil fédéral, chargé d'instruire la jeunesse au point de vue de la gymnastique et du tir. Je voudrais demander à la commission de bien vouloir examiner à nouveau ce texte. Le président vient de nous dire qu'il ne sera pas possible de liquider aujourd'hui tout le projet.

J'avoue qu'au moment de la discussion générale je ne m'étais pas très bien rendu compte de l'importance, considérable pourtant, de ce projet. Tout à l'heure, on a à nouveau, comme souvent déjà ici, fait allusion à ce «Kantönligeist» dont seraient imprégnés ici certains esprits et on a fait entendre que cela pourrait s'appliquer à la présente loi. Or, je prétends, quant à moi, que les cantons, en venant demander aujourd'hui qu'on leur attribue des compétences en matière d'éducation de la jeunesse, en ce qui concerne la gymnastique et le tir, ne manifestent nullement ce que l'on a qualifié «Kantönligeist», mais revendiquent tout simplement ce qui constitue, selon moi, l'apanage de l'au-

tonomie et de la souveraineté cantonales. C'est pourquoi je voudrais, prier la commission de bien vouloir examiner à nouveau le point de savoir s'il n'y aurait pas lieu de préciser dans le texte les compétences que l'on devrait effectivement attribuer aux cantons. Si la commission arrive à la conclusion qu'il n'est pas possible d'insérer dans la loi des dispositions à ce sujet alors on verra, il faudra, je pense, supprimer les mots «... d'entente avec les cantons...» car, encore une fois, nous ne voulons pas qu'on nous accorde des satisfactions qui ne sont que de façade, nous entendons avoir notre mot à dire sur ces questions. Je ne sais si le président de la commission voudra bien avoir l'amabilité de faire examiner cette proposition. Il me semble en tout cas qu'elle en vaut bien la peine: il s'agit de compétences des cantons que l'on veut se donner l'air d'inscrire dans la loi, mais nous désirons quant à nous les voir préciser car nous voulons savoir exactement dans quelle situation nous nous trouverons.

Altwegg, Berichterstatter: In Diskussion steht die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen. Die Kommission hat sich nach dieser Richtung mit der Fassung der Vorlage abgefunden mit Rücksicht darauf, dass, wie ich Ihnen bereits erwähnt habe, der Botschaft die Verordnung des Bundesrates über den militärischen Vorunterricht beigegeben ist, in der alle Bestimmungen über die Organisation und alle Details über die Kurse enthalten sind. Es hätte nach unserer Auffassung zu weit geführt, wenn man alle diese kantonalen und eidgenössischen Organe, die hier mitmachen müssen, in die Militärorganisation hineingenommen hätte, diese kantonalen Kommissionen, die eidgenössischen Inspektoren und das Zusammenspiel beider. Das ist in der Verordnung geregelt. Ich gebe zu, es spielt hier ein gewisses Vertrauensmoment gegenüber dem Bundesrat mit, aber schliesslich ist ja diese Verordnung auf 5 Jahre begrenzt und man hat die Möglichkeit, dem Bundesrat jetzt schon zu sagen, was einem in Zukunft nicht mehr passt.

Im übrigen glaube ich, dass wir hier eigentlich abwarten sollten, wie morgen die Abstimmung über den Mehrheitsantrag ausfällt. Wenn Sie mit der Mehrheit dazu kämen, den Abschnitt c zu streichen, was ich anzunehmen hoffe, dann vereinfacht sich die Sache kolossal, denn der turnerische Vorunterricht, der in der Hauptsache sich auf die Leistungsprüfung beschränkt, wird keine komplizierte Organisation verursachen, und über die Kurse für Jungschützen haben wir in der Verordnung meines Erachtens beruhigende Erklärungen erhalten, dass jedenfalls nicht von der einen oder andern Seite übermachtet wird, sondern dass man froh sein wird, wenn jemand die Arbeit macht. Die Kantone werden die Arbeit machen müssen, die Bundesverwaltung kann sie nicht machen, und deshalb ist der Bundesrat auf diese Verbindung angewiesen. Die Kantone sind allerdings auch nicht gefragt worden, sie haben bisher nicht reklamiert und sie werden diese Arbeit nicht ablehnen können, aber ich habe die Auffassung, dass wir die Sache komplizieren, wenn wir die Details in den Art. 103 hineinnehmen, dass wir es daher besser bei der Verordnung, wie sie Ihnen vorgelegt wurde, bewenden lassen.

M. Piller: Je suis très déçu de la réponse qui nous a été faite par le chef du Département militaire. S'il s'agit simplement de tenir le contrôle des jeunes gens de 15 et 16 ans, il ne vaut vraiment pas la peine de dire dans la loi que la Confédération agira «... d'entente avec les cantons». Nous retrouvons ici, bien caractérisée, toute la procédure qui a conduit à ce projet de loi: on a consulté tout le monde sauf justement ceux dont il aurait fallu recueillir l'avis. On aurait pu aménager tout cela de façon à faire une œuvre de paix et de conciliation dans l'intérêt même de notre jeunesse. On ne l'a pas fait. On a voulu procéder par des méthodes d'autorité, dictatoriales en laissant à l'écart ceux qui précisément, jusqu'ici, se sont occupés de la formation et de l'éducation de la jeunesse. On veut spécialiser la formation de la jeunesse du point de vue militaire en la plaçant en dehors de son éducation générale. Je dis que c'est une œuvre impossible.

Dans ces conditions, si l'on en reste sur ce terrain, je ferai la proposition formelle de supprimer les mots «... d'entente avec les cantons...» qui ne sont pas autre chose qu'un trompe-l'œil.

Bundesrat Minger: Wir haben der Botschaft einen Verordnungsentwurf beigegeben, damit die Mitglieder der eidgenössischen Räte sich ein Bild machen können, wie die Durchführung dieser Kurse gedacht ist. Wir haben in dieser Verordnung auch noch Art. 102 MO. einbezogen, der nicht geändert wird durch dieses Gesetz, aber in der Verordnung sehen Sie, was die Kantone gestützt auf Art. 102 zu tun haben. Es betrifft dies den Turnunterricht in der Schule. Da steht in Art. 6: „Die Kantone sorgen dafür, dass in der Nähe jedes Schulhauses ein geeigneter Turn- und Spielplatz, nach Möglichkeit eine Turnhalle zur Verfügung steht.“ Das ist nicht neu und ist schon bis jetzt so gewesen. Art. 10: „Die Kantone sind verpflichtet, alle drei Jahre, erstmals auf Ende soundso, den Bundesrat über den Stand des Turnunterrichts, die Turnplätze und Turngeräte nach Formular Bericht zu erstatten.“ Das ist ebenfalls nichts Neues. Art. 15: „Von den Kantonen veranstaltete Turnkurse, die bezwecken, im Amt stehende Lehrer und Lehrerinnen weiterzubilden, oder ein für das Schulturnen aufgestelltes Programm zu bearbeiten, werden vom Bund unterstützt.“ Das sind alles Obliegenheiten, die die Kantone schon bis jetzt gehabt haben. Es wird nichts geändert. Neu in der Verordnung ist die Durchführung des obligatorischen militärischen Vorunterrichts nach Ablauf der Schulzeit gemäss Art. 103 und 104 der Militärorganisation. Wenn Sie die Verordnung nachlesen, so finden Sie, dass an der Durchführung dieser Kurse die Kantone eigentlich sehr wenig beteiligt sind. Sie sind interessiert nach Art. 26. Dort heisst es: „Der militärische Vorunterricht wird kantonsweise organisiert.“ Die Sektionen werden meistens gemeindeweise gebildet. Für die Durchführung der Organisation müssen die kantonalen Militärdirektionen, Sektionschefs und die Kreiskommandanten mitwirken. Wenn wir in der Vorlage von dieser Verbindung nichts sagen, könnten die Kantone geltend machen, sie seien zu nichts verpflichtet. Diese Mitarbeit der Kantone ist so selbstverständlich, dass

ich nicht daran zweifle, dass man gern mitmacht, aber irgend ein Wort sollte doch im Gesetz gesagt sein. Dies trifft zu, wenn man die Worte „in Verbindung“ stehen lässt. Ich möchte deshalb bitten, dass der Antrag Piller abgelehnt wird.

M. Evéquo: La déclaration faite par le président de la commission est parfaitement juste et je ne puis qu'y souscrire. Il est extrêmement difficile de se prononcer sur le premier alinéa de cet article 103 avant d'être fixé sur le sort réservé à la lettre c); il faut d'abord qu'on sache si celle-ci sera adoptée ou non. La question est très importante. Je fais donc la proposition formelle, à titre de motion d'ordre, de suspendre la discussion sur l'article premier et d'attendre qu'on ait discuté les lettres a) b) c) pour ensuite revenir au premier alinéa. Je demanderai donc à la commission si elle juge possible d'examiner à nouveau les deux points qui ont été soulevés: d'une part, la question financière: convient-il ou non de l'inscrire formellement dans la loi? — d'autre part, la question de la compétence des cantons. Nous sommes donc d'accord avec le président de la commission et je crois qu'il serait dans l'intérêt de tous de procéder de la sorte.

Altwegg, Berichterstatter: Ich habe zwar die Auffassung, dass die Lösung dieser Differenzen in der Ihnen vorgelegten Verordnung liegt, wo von kantonalen Komitees beim Turnen und von kantonalen Schiesskommissionen beim Schiessen gesprochen wird. Das sind Art. 36 und 50. Die Kommission ist aber bereit, weil wir diese Details hier im Rate nicht weiter erörtern können, da das zu weit führen müsste, die Sache noch einmal zu überprüfen, zusammen mit der Frage der Deckung der Kosten, die wir ja noch zurückgestellt haben. Es ist aber gut, wenn wir abwarten, wie die Abstimmung über Litera c ausfällt.

Präsident: Ich konstatiere, dass dem Antrag Evéquo, die Beratung von Absatz 1 auszusetzen, nicht widersprochen wird.

Der Herr Kommissionspräsident hat sich bereit erklärt, die Fassung von Absatz 1 nochmals durch die Kommission überprüfen zu lassen. Ich möchte Ihnen beantragen, nachdem für Abs. 2, Lit. c bereits ein Grosskampf angekündigt worden ist, die Beratung hier abzubrechen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 3. April 1940.

Séance du 3 avril 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Zust.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 196 hiervor. — Voir page 196 ci-devant.

Art. 1.

Fortsetzung. — Suite.

Präsident: Wir kommen zur Weiterberatung des Traktandums „Militärischer Vorunterricht“. Wir stehen bei Art. 1. Ich möchte Ihnen vorschlagen, Abs. 2 von Art. 1 zu behandeln mit der umstrittenen Frage des Militärvorkurses, alsdann die Verhandlungen abzubrechen, um der Kommission Gelegenheit zu geben, heute nachmittag zum übrigen Inhalt dieses Artikels nochmals Stellung zu nehmen. Wir würden dann das Traktandum in der morgigen Sitzung weiterbehandeln.

Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden. Ich gebe nun das Wort dem Herrn Referenten Altwegg.

Altwegg, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, bei Art. 103 der Militärorganisation die Streichung der Ziffer c. Es ist wohl notwendig für das richtige Procedere, dass wir zuerst litera c behandeln, weil das für die litera a und b seine Konsequenzen hat. Es handelt sich um die Streichung der in der bundesrätlichen Vorlage vorgesehenen Militärvorkurse.

Ich habe in der Eintretensdebatte einlässlich über diesen Punkt gesprochen, das Pro und Kontra erörtert und Ihnen auch, im Prinzip wenigstens, auseinandergesetzt, dass sich die Kommission gegen diesen Vorkurs ausgesprochen hat, und zwar mit 6 gegen 1 Stimme. Ich habe Ihnen mitgeteilt, dass bei den Turnern und bei den Lehrern ernste Bedenken gegen diese Kurse platzgegriffen haben. Ich habe Ihnen nicht verhehlt, dass wenigstens in meinem Kanton bei dem Departement, das diese Kurse insofern durchführen sollte, als es die entsprechenden Subalternoffiziere und Unteroffiziere aufbieten müsste, ebenfalls Bedenken bestehen. Der Art. 56 der Verordnung sagt nämlich:

„Die Militärkurse werden von den Kommandanten der Divisionen und Gebirgsbrigaden in Verbindung mit den kantonalen Militärbehörden organisiert und durchgeführt. Die Kurse werden in der Regel von Offizieren geleitet. Als Hilfskader dienen Offiziere und Unteroffiziere. Subalternoffiziere und Unteroffiziere des Auszuges sind verpflichtet, in den Militärkursen als Ausbildungskader denjenigen Dienst zu leisten, für den die eidgenössischen und kantonalen Behörden sie auffordern.“

Sie sehen, was die Kantone für Aufgaben hätten, und ich habe Ihnen ausgeführt, dass man hier

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.04.1940
Date	
Data	
Seite	196-217
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 029

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

ich nicht daran zweifle, dass man gern mitmacht, aber irgend ein Wort sollte doch im Gesetz gesagt sein. Dies trifft zu, wenn man die Worte „in Verbindung“ stehen lässt. Ich möchte deshalb bitten, dass der Antrag Piller abgelehnt wird.

M. Evéquo: La déclaration faite par le président de la commission est parfaitement juste et je ne puis qu'y souscrire. Il est extrêmement difficile de se prononcer sur le premier alinéa de cet article 103 avant d'être fixé sur le sort réservé à la lettre c); il faut d'abord qu'on sache si celle-ci sera adoptée ou non. La question est très importante. Je fais donc la proposition formelle, à titre de motion d'ordre, de suspendre la discussion sur l'article premier et d'attendre qu'on ait discuté les lettres a) b) c) pour ensuite revenir au premier alinéa. Je demanderai donc à la commission si elle juge possible d'examiner à nouveau les deux points qui ont été soulevés: d'une part, la question financière: convient-il ou non de l'inscrire formellement dans la loi? — d'autre part, la question de la compétence des cantons. Nous sommes donc d'accord avec le président de la commission et je crois qu'il serait dans l'intérêt de tous de procéder de la sorte.

Altwegg, Berichterstatter: Ich habe zwar die Auffassung, dass die Lösung dieser Differenzen in der Ihnen vorgelegten Verordnung liegt, wo von kantonalen Komitees beim Turnen und von kantonalen Schiesskommissionen beim Schiessen gesprochen wird. Das sind Art. 36 und 50. Die Kommission ist aber bereit, weil wir diese Details hier im Rate nicht weiter erörtern können, da das zu weit führen müsste, die Sache noch einmal zu überprüfen, zusammen mit der Frage der Deckung der Kosten, die wir ja noch zurückgestellt haben. Es ist aber gut, wenn wir abwarten, wie die Abstimmung über Litera c ausfällt.

Präsident: Ich konstatiere, dass dem Antrag Evéquo, die Beratung von Absatz 1 auszusetzen, nicht widersprochen wird.

Der Herr Kommissionspräsident hat sich bereit erklärt, die Fassung von Absatz 1 nochmals durch die Kommission überprüfen zu lassen. Ich möchte Ihnen beantragen, nachdem für Abs. 2, Lit. c bereits ein Grosskampf angekündigt worden ist, die Beratung hier abzubrechen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 3. April 1940.

Séance du 3 avril 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Züst.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 196 hiervor. — Voir page 196 ci-devant.

Art. 1.

Fortsetzung. — Suite.

Präsident: Wir kommen zur Weiterberatung des Traktandums „Militärischer Vorunterricht“. Wir stehen bei Art. 1. Ich möchte Ihnen vorschlagen, Abs. 2 von Art. 1 zu behandeln mit der umstrittenen Frage des Militärvorkurses, alsdann die Verhandlungen abzubrechen, um der Kommission Gelegenheit zu geben, heute nachmittag zum übrigen Inhalt dieses Artikels nochmals Stellung zu nehmen. Wir würden dann das Traktandum in der morgigen Sitzung weiterbehandeln.

Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden. Ich gebe nun das Wort dem Herrn Referenten Altwegg.

Altwegg, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, bei Art. 103 der Militärorganisation die Streichung der Ziffer c. Es ist wohl notwendig für das richtige Procedere, dass wir zuerst litera c behandeln, weil das für die litera a und b seine Konsequenzen hat. Es handelt sich um die Streichung der in der bundesrätlichen Vorlage vorgesehenen Militärvorkurse.

Ich habe in der Eintretensdebatte einlässlich über diesen Punkt gesprochen, das Pro und Kontra erörtert und Ihnen auch, im Prinzip wenigstens, auseinandergesetzt, dass sich die Kommission gegen diesen Vorkurs ausgesprochen hat, und zwar mit 6 gegen 1 Stimme. Ich habe Ihnen mitgeteilt, dass bei den Turnern und bei den Lehrern ernste Bedenken gegen diese Kurse platzgegriffen haben. Ich habe Ihnen nicht verhehlt, dass wenigstens in meinem Kanton bei dem Departement, das diese Kurse insofern durchführen sollte, als es die entsprechenden Subalternoffiziere und Unteroffiziere aufbieten müsste, ebenfalls Bedenken bestehen. Der Art. 56 der Verordnung sagt nämlich:

„Die Militärkurse werden von den Kommandanten der Divisionen und Gebirgsbrigaden in Verbindung mit den kantonalen Militärbehörden organisiert und durchgeführt. Die Kurse werden in der Regel von Offizieren geleitet. Als Hilfskader dienen Offiziere und Unteroffiziere. Subalternoffiziere und Unteroffiziere des Auszuges sind verpflichtet, in den Militärkursen als Ausbildungskader denjenigen Dienst zu leisten, für den die eidgenössischen und kantonalen Behörden sie auffordern.“

Sie sehen, was die Kantone für Aufgaben hätten, und ich habe Ihnen ausgeführt, dass man hier

Bedenken hat, ob genügend richtige Subalternoffiziere und Unteroffiziere für diese Aufgabe zu finden seien. Sie haben aus dem Art. 56 der Verordnung gesehen, dass die Organisation dieser Kurse in der Hauptsache bei den Divisionskommandanten und den Kommandanten der Gebirgsbrigaden liegen soll. Ich habe mir deshalb, wie ich Ihnen das letztmal bereits andeutete, erlaubt, mit zwei mir bekannten Divisionskommandanten in Verbindung zu treten. Ich habe das getan, nicht um von ihnen eine Gefälligkeitsantwort zu bekommen, wie man mir in der Kommission geantwortet hat, sondern um eine authentische Antwort zu erhalten, wie man sich bei diesen verantwortlichen Stellen zur Frage der Militärkurse stellt. Ich habe mir erlaubt, den beiden Kommandanten folgende Fragen zu stellen:

„Genügt nicht die begrüssenswerte Neuerung des obligatorischen Turn- und Schiessunterrichtes, den die Vorlage vorsieht?“

Die Antwort 1 lautete: „Ja“.

Die Antwort 2 kann ich Ihnen nicht vorenthalten. Sie heisst: „Doch“. Das heisst mit andern Worten: Der obligatorische Turn- und Schiessunterricht, den die bundesrätliche Vorlage vorsieht, genügt; damit wird also der im 19. Altersjahr zu bestehende sogenannte Militärvorkurs in der vorgesehenen Form abgelehnt.

Der Militärvorkurs enthält eine grosse Gefahr, nämlich die des sogenannten „Militärlens“, d. h., dass er weder blosser Turnunterricht oder Schiessunterricht ist, noch auch eben Militärdienst im eigentlichen Sinne. Ein grosser Mangel ist die fehlende Disziplinarstrafgewalt, die bewirkt, dass Befehle nicht erzwungen werden können. Gerade bei einem Obligatorium dieses Militärvorkurses ist mit nachlässigen oder gar renitenten Elementen zu rechnen, ja solchen, die Befehle oder den ganzen Betrieb ins Lächerliche ziehen. Solchen Elementen gegenüber ist man machtlos. Das aber schadet einmal der Autorität der in Uniform und nicht freiwillig mitmachenden Leiter, die sich gemäss Botschaft des Bundesrates aus Subalternoffizieren und Unteroffizieren des Auszuges zusammensetzen. Damit wird aber die Autorität der Armee letzten Endes tangiert.

Andererseits ist es auch von Nachteil, wenn die Schüler, die anscheinend in Zivil den Militärvorkurs absolvieren, einen falschen Begriff von Disziplin erhalten. Sie sind dann, wenn sie nachher in die Rekrutenschule kommen, erstaunt und enttäuscht, dass dort ein ganz anderer Betrieb herrscht. Ist es da nicht besser, diese Gefahr zu vermeiden und den Leuten gleich von Anfang an nur einen, eben den richtigen Disziplinbegriff beizubringen (d. h. in der Rekrutenschule)? Eine dauerhafte und richtige Einwirkung auf die jungen Leute in militärischem Sinne ist bei einem Kurs, in den die Leute nur alle Wochen für 4 Stunden einrücken, nicht erzielbar. Die unglückliche Doppelstellung von Leitern und Schülern zeigt sich auch darin, dass die Schüler unter dem bürgerlichen Recht (Art. 66 der Verordnung) und die Leiter unter dem Militärstrafgesetz (Art. 67 der Verordnung) stehen. (Das Problem der Disziplin stellte sich bei der bisherigen Freiwilligkeit von Kadetten- und freiwilligem militärischem Vorunterricht in den Mittelschulen überhaupt nicht!)

Eine weitere Gefahr für eine Halbheit liegt darin, dass in einem solchen Militärvorkurs Dinge geübt werden, die nicht hineingehören. Denn dieser Militärvorkurs darf auf keinen Fall eine Art erste Rekrutenschule sein. Damit fällt z. B. jeder Drill und die Zugsschule ausser Betracht. Auf keinen Fall dürfte in einem solchen Militärvorkurs Drill getrieben werden, denn dieser ist, wenn richtig gehandhabt, eine äusserst ernste Erziehungsmethode, deren Bedeutung ja heute selbst bei der Truppe noch nicht überall voll anerkannt ist. Auch irgendwelche Uebungen, wie Gefechtsexerzieren (Angriff oder Verteidigung, Vorpostenübungen) können zufolge der mangelnden Vorbildung mit Schülern des Militärvorkurses nicht geübt werden. Es bleibt dann also noch der Gruss, Geländeausnützung und das Marschieren. Ob aber mit diesen Dingen wirklich 20 Nachmittage erfolgreich ausgefüllt werden können, ist äusserst fraglich. Subalternoffiziere und Unteroffiziere des Auszuges werden schon ganz instinktiv und zufolge ihrer bisherigen Ausbildung den militärischen Vorkurs nach rein militärischen Begriffen führen wollen. Dieses Bestreben muss aber, auch wenn es noch richtig wäre, an der mangelnden Disziplins- und Strafgewalt scheitern. Zudem ist es fraglich, ob gerade diese jüngeren Kader die richtigen Pädagogen für die jungen Leute wären. Der militärische Vorkurs scheint eher eine Mischung des bisherigen Turnvorunterrichtes und des Jungschützenkurses werden zu wollen, jedenfalls eine Halbheit. Wenn die Schüler im Militärvorkurs Dinge lernen, die nachher auch in der Rekrutenschule geübt werden, so dünkt sie das erneute Ueben derselben in der Rekrutenschule langweilig, das Interesse erlahmt, sie werden zudem blasiert, indem sie meinen, sie könnten alles. Gerade eine Milizarmee darf es sich nicht leisten, die militärischen Begriffe irgendwie zu verwischen. Wichtig ist, dass die jungen Leute im militärischen Vorunterricht das lernen, was sie nachher in der Rekrutenschule infolge Zeitmangel nicht lernen können, also besonders eine Ausbildung erfahren, wie sie die Pfadfinder praktisch betreiben und die geeignet ist, das Interesse der Leute stets wach zu halten.

Das zur Frage eins, ob nicht Turnen und Schiessen genügen.

Die zweite Frage, die an die beiden Herren gestellt wurde: „Kann auf der ganzen Linie mit einer durchwegs günstigen Beeinflussung der jungen Leute durch den militärischen Vorkurs gerechnet werden?“

Antwort 1: „Sicher nicht, im Gegenteil, das wäre schädlich für den wirklichen Militärunterricht.“

Die zweite Antwort lautet: „Die Antwort auf diese Frage ist eigentlich durch die Ausführungen unter 1 bereits gegeben. Wenn man weiss, wieviele Fehler schon bisher beim bewaffneten Vorunterricht, der 1934 wieder fallen gelassen wurde, gemacht worden sind — einerseits z. B. Ueberanstrengung der jungen Leute durch die Leiter infolge falscher Einschätzung der körperlichen Leistungsfähigkeit der Schüler, andererseits zu schlapper Betrieb, weil es sich bloss um Vorunterricht und nicht um militärischen Dienst handle — wird man skeptisch sein müssen. Einverständnis herrscht

wohl auch darüber, dass dieser militärische Vorkurs nicht einfach ein Staatsbürgerkurs sein solle. Dann aber ist es mehr als fraglich, ob es richtig sei, dass den Leuten schon vor der Rekrutenschule militärische Theorie gehalten werde.“

Frage 3: „Ist deshalb die immerhin sehr starke zeitliche Inanspruchnahme von 80 Stunden an 20—30 Samstagnachmittagen zu verantworten?“

Antwort 1: „Sicher nicht“. Zweite Antwort: „Die Antwort muss lauten: Nein. Der Militärvorkurs bedeutet in meinen Augen eine unverzeihliche Halbheit, was dem Ernst der militärischen Erziehung nicht gerecht werden kann. Der Aufwand steht in keinem tragbaren Verhältnis zum erzielbaren Resultat.“

Frage 4: „Kann dem subalternen Kader diese Mehrbelastung zugemutet werden?“

Die erste Antwort: „Nicht ausführbar.“

Die zweite Antwort: „Nein, neben der schon bisherigen Verlängerung und der noch weiter zu verlängernden Rekrutenschule und neben den bereits verlängerten Wiederholungskursen wird der nicht etwa freiwillig, sondern befohlen zu leistende Dienst eine zu grosse Mehrbelastung bedeuten. Die jungen Leute haben gerade in diesem Altersjahr vielseitige Interessen, müssen sich auch beruflich da und dort weiterbilden.“

Das sind nicht Zivils, die so antworten, sondern verantwortliche Divisionskommandanten, die diese Kurse durchführen müssten.

Die Kurse, die so beurteilt werden, sollen nun die Perle der Vorlage sein. Ich habe nicht diese Auffassung und glaube deshalb, dass die Kommission mit Recht zu ihrem Streichungsantrag gekommen ist.

Der Unteroffiziersverein hat energisch in einem, ich gebe das zu, schönen vaterländischen Schreiben an den Herrn Departementschef für diese Sache plädiert. Man müsse eben alles tun, um der Armee zu helfen. Aber ich glaube, und habe mir erlaubt, das dem Präsidenten des Unteroffiziersvereins zu schreiben, dass bei aller Anerkennung der Bereitwilligkeit des Schweizerischen Unteroffiziersvereins, auch hier mitzumachen — obschon das in erster Linie Aufgabe der Offiziere wäre und die Unteroffiziere nur als Hilfskader in Frage kämen — diese dann genug zu tun bekämen, um die Durchführung der Turn- und Jungschützenkurse durchzuführen. Ich fürchte sogar, dass man im Anfang Mühe haben wird, all diese Kader für jene Kurse mobil zu machen.

Der Herr Departementschef hat auf die begeisterte Zustimmung aller dieser Sportverbände, es sind Ihnen 20 verlesen worden, hingewiesen. Er hat beim Eintreten gesagt, wie diese Antworten am Anfang der Mobilmachung rasch zustandekommen mussten. Es ist erfreulich, dass die Sportverbände mitmachen. Aber wie sie das auffassen, das haben Sie vielleicht auch gelesen in der Sonntagsausgabe der „Neuen Zürcher Zeitung“ vom 31. März, also vor kurzer Zeit. Da steht unter Sport: „Vor den Vertretern der stadtzürcherischen Sportvereine entwickelte der Zentralpräsident des Schweiz. Fussball- und Athletikverbandes, Otto Eicher, am Mittwochabend den Standpunkt der schweizerischen Sportverbände, die sich im Hinblick auf die in Aussicht stehende Einführung des

Obligatoriums des turnerischen Vorunterrichtes für die nachschulpflichtige Jugend zu einer Aktionsgemeinschaft zusammengeschlossen haben.“

Er kam kurz auf die Vorgeschichte der Vorlage zu sprechen, die heute vor den eidgenössischen Räten liegt und von der zu hoffen steht, dass sie in der einen oder andern Form bis zum Herbst Gesetz werden kann, und beschäftigte sich dann mit den Details, die Sie kennen.

Am Schluss steht dann: „Für die Sportverbände aber wird es sich heute darum handeln, aus dem Stadium theoretischer Erörterungen herauszukommen und die Vorarbeiten für die Organisation des turnerischen Vorunterrichtes in ihrem Wirkungskreis ungesäumt an die Hand zu nehmen, um für die grosse Aufgabe gerüstet zu sein, die das Gesetz allen Leibesübungen treibenden Körperschaften übertragen wird.“

In diesem Bericht der Sportverbände steht kein Wort vom Militärvorkurs. Was sie angeht, sind die Leibesübungsvorbereitung, Turnkurse, die uns wie diesen Sportverbänden ebenso sehr am Herzen liegen.

Wie werden diese Turnkurse durchgeführt? Man hat gesagt, man könne doch nicht 4 Jahre lang turnen, das sei langweilig. Auf der einen Seite haben Sie erst kürzlich gehört, dass das Armeekommando eine ganz neue eidgenössische Turnverordnung herausgegeben hat, die zeigt, wie man das Turnen mit den militärischen Aufgaben in Einklang bringen kann. Andererseits hatte der jetzige freiwillige Turnunterricht bereits ähnliche Bestimmungen. Es sind mir im März die Glarner Vorschriften in die Hände gekommen. Ich habe hier den Aufruf der Vorunterrichtskommission im Kanton Glarus, vom Präsidenten Georg Hefti unterzeichnet: „Hätzigen, im März 1940.“ Da steht in bezug auf freiwilligen Turnunterricht, dass er in der einen oder andern Form obligatorisch werden sollte; ferner: „Das vom eidg. Militärdepartement herausgegebene Arbeitsprogramm umfasst wiederum volkstümliche Uebungen mit Dauer- und Schnellauf, Springen, Stossen, Hantelheben, Turnspiele; Uebungen im Gelände und ein Ausmarsch ergänzen den rein turnerischen Betrieb.“

„In der Ansetzung von Uebungen wird auf Berufs- und religiöse Verpflichtungen genügend Rücksicht genommen, und die Leiter sind bestrebt, in dieser Hinsicht zum Rechten zu sehen.“

Sie sehen, das ist keine langweilige Turnerei im Sinne der alten Methoden — man ist auch in den turnerischen Verbänden schon lange davon abgekommen; man ist mit der Zeit gegangen —, und dass man speziell auf militärische Rücksichten abstellt, hat dieser Aufruf der Vorunterrichtskommission in Glarus gezeigt; in andern Kantonen wird es ähnlich lauten.

In diesem Artikel steht auch, was von uns erwartet wird: „Es dürfte der letzte Kurs sein, der auf freiwilliger Grundlage durchgeführt wird. Das schon längst angestrebte Obligatorium des Turnunterrichtes ist nun zwangsläufig in die Nähe gerückt. Das Obligatorium verlangt von jedem jungen Schweizer eine turnerische Prüfung, die möglicherweise schon im kommenden Herbst vorgenommen wird. Darum ist es Pflicht jedes einsichtigen Jünglings, sich auf diese Prüfung vorzubereiten und

damit auch auf die Rekrutenschule und die Wehrpflicht überhaupt.“ So wird von Seiten der Turner und der Sportler auch diese Vorlage beurteilt, also vom rein körperertüchtigenden Standpunkt aus, und das Militärische überlässt man dem Militär.

Ich habe den Eindruck bekommen, dass man bei der Abteilung für Infanterie nicht unglücklich ist, wenn man diese Kurse nicht organisieren helfen muss. Ich glaube, dass man dort mit Recht das Schwergewicht darauf legt, dass die obligatorische Leistungsprüfung Gesetz werde, diese obligatorische Leistungsprüfung, die ausserordentlich wertvoll ist und die ich meinerseits als die Perle der Vorlage bezeichnen möchte.

Mit diesen Ausführungen ersuche ich Sie namens der Kommission, diese Lit. c zu streichen und sich damit auf den turnerischen Vorunterricht und die Jungschützenkurse zu konzentrieren.

M. Piller: Le rapporteur de la minorité est d'accord, sur ce point, avec le rapporteur de la majorité. La commission est presque unanime à vous proposer la suppression de cette lettre c).

Nous avons déjà exposé les considérations qui nous ont déterminé et je n'y reviendrai pas. Si je prends la parole, c'est simplement pour relever, encore une fois, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire hier, au début de mon exposé. Il ne s'agit pas de la préparation militaire actuelle. C'est pour l'après-guerre qu'on nous présente ce projet. Le sort du pays ne dépend donc pas de ce projet et c'est à tort qu'on nous reproche de vouloir affaiblir la défense nationale. Nous ne pouvons pas admettre qu'on suspecte notre patriotisme, ainsi qu'on l'a fait, dans la presse et ailleurs. Le but qu'on veut atteindre peut l'être par d'autres moyens. Ceux qui sont définis sous lettres a) et b) suffisent amplement, moyennant certaines adaptations dont nous parlerons en séance de commission et au sujet desquelles des propositions précises pourront être faites demain.

Le cours préparatoire militaire a déjà existé comme cours facultatif qui groupait par conséquent les meilleurs éléments. Il a fait fiasco. Il a dû être suspendu en 1934. Aujourd'hui, on propose de le réintroduire, en lui donnant un caractère obligatoire, pour apprendre à nos jeunes gens à jouer au soldat. Mais la situation est trop sérieuse. Ce n'est pas le moment d'apprendre à notre jeunesse à jouer avec ceci ou avec cela. Il faut apprendre aux jeunes gens à accomplir chaque jour leur devoir, tout leur devoir, leur devoir professionnel, leur devoir de citoyen. La jeunesse n'aura bientôt plus le temps de s'occuper de tout ce qu'on lui demande. Son attention est distraite de tous côtés. C'est une mauvaise éducation que celle qui consiste à apprendre à toucher à tout, au lieu d'apprendre à faire à fond la chose pour laquelle on est là.

Notre collègue, M. Haefelin, nous a parlé, hier, de ses 1500 jours de service. J'ai aussi fait 1500 jours de service, et avec le même esprit patriotique que lui. Il ne faut donc pas prétendre que nous touchons à la défense de l'Etat, que nous compromettons la sécurité nationale. Nous sommes prêts à consentir ce qui est nécessaire. Mais ce qu'on veut réaliser peut l'être par d'autres moyens. Ce

n'est pas en réintroduisant un cours préparatoire militaire qui a déjà fait fiasco qu'on arrivera à fortifier la défense nationale.

Bundesrat Minger: Ihre Kommission beantragt mit sechs gegen eine Stimme Streichung der unter Lit. c angeführten Militärkurse. Der Bundesrat hält an seinem Antrag fest. Ich gebe zu, es ist nicht gerade eine dankbare Aufgabe für den Vertreter des Bundesrates, gegen einen solchen Kommissionsbeschluss den Kampf aufzunehmen. Es wäre unendlich viel angenehmer, auf dem Wege des geringsten Widerstandes mitzugehen. Allein, wo die Pflicht ruft, da muss der Bundesrat auf solche Annehmlichkeiten verzichten.

Vom militärischen Gesichtspunkte aus ist dieser militärische Vorunterricht das Wertvollste an der ganzen Vorlage, und ich halte daran fest: das ist die Perle der Vorlage. Die Einwände, die gegen diese Kurse erhoben werden, kann ich nicht gelten lassen. Einmal darf man nicht in den Fehler verfallen, dass man diese Kurse aus der Perspektive der heutigen Verhältnisse heraus beurteilt. Solange der Aktivdienst dauert, können wir auf diese Kurse ohne weiteres verzichten. Die Einführung ist ja auch erst auf das Jahr 1943 vorgesehen. Sollte wider Erwarten der Krieg auf diesen Zeitpunkt noch nicht beendet sein, so lässt sich die Einführung dieser Militärkurse auf später, bis auf den Schluss des Krieges ohne weiteres verschieben. Denn einmal ist die Sache so, dass wir während des Aktivdienstes zu wenig Kader für die Ausbildung der jungen Leute hätten; sodann besteht auch sachlich kein Bedürfnis nach solchen Kursen, weil ja der Bundesrat in der Zeit des Aktivdienstes sowieso das Recht hat, die Neunzehnjährigen oder sogar die Achtzehnjährigen zur Rekrutenschule aufzubieten. Ich verstehe durchaus, dass, wenn wir z. B. jetzt schon, im Verlaufe dieses oder des nächsten Sommers, mit der Durchführung dieser Militärkurse beginnen sollten, das aus wirtschaftlichen Gründen im Volke störend empfunden werden müsste. Denn jetzt haben wir die Leute nötig, besonders in der Landwirtschaft, und zwar auch diese Neunzehnjährigen, weil eben die Aelteren im Dienste sind. Die militärische Vorbildung ist gedacht für die Zeit nach dem Weltkrieg. Dann werden wir wieder ganz andere Verhältnisse haben. Dann sind die Wehrmänner von der Grenze zurück, wir haben nicht mehr Mangel an Arbeitskräften; sondern wir werden einen Ueberfluss haben, und ich befürchte sehr, dass dieser Ueberfluss zu einer Arbeitslosigkeit führen kann, die uns die schwersten Sorgen bereiten dürfte. Wenn wir in den Nachkriegsjahren die 19jährigen militärtauglich Befundenen im Verlaufe des Sommers oder Herbstes zum militärischen Vorunterricht in der Dauer von total 60 Stunden einberufen, wird das für die Wirtschaft keinen nennenswerten Nachteil mit sich bringen. Auch von einer persönlichen Ueberbeanspruchung dieser Leute kann meines Erachtens kaum die Rede sein. Im 19. Altersjahr kommen die obligatorischen Turn- und Jungschützenkurse in Wegfall, und das Gros dieser Jünglinge beendet die Fortbildungsschule mit dem 18. Altersjahr. Für diejenigen, bei denen das nicht zutrifft, ist immerhin zu bedenken, dass die fach-

wissenschaftlichen Unterrichtskurse in der Hauptsache im Winterhalbjahr abgehalten werden, während der militärische Vorunterricht ins Sommerhalbjahr fällt. Man befürchtet auch, es könne für diesen militärischen Vorunterricht an den nötigen Kadern fehlen, auch die Eignung dieser Kader wird in Zweifel gezogen. Hierauf ist zu antworten, dass, wenn einmal der Aktivdienst vorbei sein wird, diese Kader ganz sicher in genügender Zahl zur Verfügung stehen werden. Sollte das wider Erwarten auf freiwilligem Wege nicht erreichbar sein, so besteht die Möglichkeit, das fehlende Kader zur Dienstleistung aufzubieten. Das ist ein Sicherheitsventil, von dem man aber kaum je wird Gebrauch machen müssen. Der Wille, sowohl bei den Offizieren wie bei den Unteroffizieren, bei diesem militärischen Vorunterricht mitzuwirken, ist zweifellos in hohem Masse vorhanden. Das ist ja der grosse Aktivposten in unserem Milizsystem, dass die Offiziere und Unteroffiziere sich ausserdienstlich weiter ausbilden wollen; sie haben das Bedürfnis darnach. Herr Ständerat Altwegg weist darauf hin, dass die Unteroffiziere genügend zu tun haben, wenn die obligatorischen Turn- und Jungschützenkurse eingeführt werden. Aber die obligatorischen Turnkurse werden ja von den Turnvereinen durchgeführt, nicht von den Unteroffizieren, und die Jungschützenkurse von den Schiessvereinen. Ich glaube darum, dass die Unteroffiziere bei der Mitwirkung in diesen Kursen nicht allzu grosse Verwendung finden werden. Aber mit der Einführung des militärischen Vorunterrichts eröffnet sich für diese Offiziere und Unteroffiziere ein äusserst dankbares Arbeitsfeld. Der militärische Vorkurs erfüllt somit einen doppelten Zweck. Einmal ist er für die angehenden Wehrmänner eine glänzende Vorbereitung für die Rekrutenschule. Das ist selbstverständlich das Primäre. Sodann schafft er für das Kader die Gelegenheit, dass es in der militärischen Übung bleibt und sich ausserdienstlich weiter ausbilden kann. Was die Eignung dieses Kadern anbetrifft, möchte ich hervorheben, dass gerade auch der Aktivdienst eine ausgezeichnete Schulung dieser Leute bedeutet.

Aus den Erfahrungen des Aktivdienstes 1914 bis 1918 weiss ich aus persönlicher Anschauung, dass ein grosser Teil der Unteroffiziere und auch der jungen Offiziere während dieser Zeit zu ganz vorzüglichen Soldatenerziehern sich entwickelt hat. Ich bin überzeugt, dass man in diesem jetzigen Aktivdienst ganz genau die gleichen Erfahrungen machen wird. Nie wird das Kader für die Durchführung solcher Kurse besser vorbereitet sein, als wenn einmal der Krieg zu Ende sein wird.

Man hat uns vorgeworfen, wir wollten die heutige günstige Volksstimmung für militärische Belange ausnützen, um die Vorlage möglichst rasch unter Dach zu bringen. Hierzu ist zu sagen, dass diese Vorlage auch ohne Kriegsausbruch gekommen wäre. Die Räte hätten heute genau gleich darüber zu beraten. Dabei will ich gar nicht bestreiten, dass, wenn wir einmal den Frieden haben, insofern es nicht ein sogenannter fauler Friede sein wird, das wissen wir heute noch nicht, es schwieriger halten dürfte als heute, die Vorlage beim Volke durchzubringen. Aber ist das wirklich ein Grund, dass wir zuwarten sollen? Wollen wir, wie das

gestern Herr Ständerat Haefelin sehr deutlich zum Ausdruck gebracht hat, nach Friedensschluss wieder in den gleichen Fehler verfallen wie nach dem letzten Weltkriege? Wollen wir die Flinte wieder ins Korn werfen und unsere Landesverteidigung neuerdings in unverantwortlicher Weise vernachlässigen? Gestützt auf die gemachten Erfahrungen nach dem letzten Weltkriege traue ich dem Schweizer Volk die nötige Einsicht zu, dass es das nicht will. Dann müssen wir aber schon heute die entsprechenden vorsorglichen Massnahmen treffen, und eine solche vorsorgliche Massnahme ist ganz sicher die Einführung der militärischen Vorkurse. Dass dem so ist, das werden Sie bestätigen können, wenn Sie über den Sinn und den Zweck dieser militärischen Kurse etwas besser orientiert sind. Ich möchte im folgenden hierauf näher eintreten.

Wir haben früher bekanntlich den freiwilligen bewaffneten Vorunterricht bereits gehabt. Er wurde, wie schon gesagt, im Jahre 1934 durch die eidgenössischen Räte abgeschafft, einmal aus Gründen der Ersparnis — wir haben $\frac{1}{4}$ Million eingespart —, sodann auch, weil die Resultate dieses Vorunterrichtes nicht befriedigten und nicht befriedigen konnten. Weil dem so war, so besteht auch heute noch eine grosse Hemmung, bestehen viele Vorurteile gegen die Einführung der neuen Militärkurse. Ich möchte betonen, dass das, was wir jetzt einführen wollen, sich gar nicht vergleichen lässt mit dem, was wir seinerzeit hatten.

Herr Altwegg hat nun Gewährsmänner angeführt. Er hat sie in den höchsten Offizierskreisen gesucht; aber auch in diesen Offizierskreisen — das ist ja ganz klar — sind nicht alle Herren der gleichen Meinung. Das ist genau gleich wie in allen andern Kreisen, auch hier im Parlament. Gerade die höheren Offiziere haben noch die Erfahrungen in Erinnerung, die wir mit dem früheren bewaffneten Vorunterricht gemacht haben. Sie kennen die Nachteile, die uns daraus erwachsen sind, und deshalb haben sie ihre Hemmungen. Wir haben die Divisionskommandanten darüber nicht befragt; wir haben uns begnügt, die Meinung der Mitglieder der Landesverteidigungskommission kennen zu lernen. Das sind schliesslich die Exponenten der Armee. Sie haben sich, wie ich schon gesagt habe, einstimmig zugunsten dieser Militärkurse ausgesprochen. Uebrigens hätten die Herren Divisionskommandanten jetzt kaum Zeit, sich mit diesen Fragen des militärischen Vorunterrichtes zu befassen. Ich bin überzeugt, dass die Herren nicht im Bilde sind, und gerade das, was Herr Ständerat Altwegg uns hier vorgelesen hat, ist ein typisches Zeichen dafür, dass derjenige, der dies geschrieben hat, nicht genau weiss, wie die neuen Kurse gedacht sind. (Zwischenruf Ständerat Altwegg: Doch!) Das geht ja gar nicht aus dieser Vorlage hervor, und es ist sehr wohl möglich, dass die Herren gar nicht Zeit gehabt haben, die Verordnung näher zu studieren. Sie haben sicher anderes zu tun.

Es hat Herr Ständerat Altwegg auch den Kommandanten der ostschweizerischen Division, der Berner ist, zitiert. Ich kenne ihn zufälligerweise sehr gut und habe mir heute Morgen erlaubt, an ihn einen coup de téléphone zu richten. Er hat mir auf meine Anfrage gesagt: „Ja, es stimmt, wir haben ganz beiläufig einige Worte gewechselt über

diesen militärischen Vorunterricht“ und dann weiter beigefügt, dass Herr Ständerat Altwegg Bedenken darin geäussert habe, dass die Vorlage gefährdet sei, wenn man sie mit dem Militärkurs belaste. Daraufhin habe er erklärt, das wäre schade, für ihn sei die Hauptsache, dass möglichst viele körperlich taugliche Leute herangezogen werden. An der militärischen Ausbildung vor der Rekrutenschule sei ihm weniger gelegen. Dabei hat auch er zugegeben, über den Charakter der neuen Militärkurse nur ungenügend orientiert zu sein.

Nun hat Herr Ständerat Altwegg noch betont, er hätte herausgeföhlt, die Abteilung für Infanterie lege keinen grossen Wert darauf. Dann verstehe ich die Abteilung für Infanterie nicht mehr, denn sie hat die Vorlage ausgearbeitet, hat in erster Linie grosses Gewicht darauf gelegt, dass die militärischen Vorkurse bleiben, ganz speziell der Sektionschef, der diese Dinge zu behandeln hat.

Ich möchte nun auf das Wesen der Vorkurse etwas näher eintreten. Der grosse Mangel beim alten System lag vorerst darin, dass nur ein verhältnismässig kleiner Prozentsatz der zukünftigen Rekruten vom bewaffneten Vorunterricht erfasst wurde. Das hatte zur Folge, dass man in den Rekrutenschulen nicht auf etwas bereits Bestehendes hat aufbauen können, sondern man war gezwungen, gleichgültig, ob die Rekruten den bewaffneten Vorunterricht gemacht hatten oder nicht, ganz vorn anzufangen. Sicher wurde im bewaffneten Vorunterricht gerade seitens der Unteroffiziere viel ernsthafte Arbeit geleistet. Aber diese Arbeit wurde vielfach nicht zielbewusst ausgewertet. Man hat viel zu viel Zeit verwendet für Detailsachen. Man wollte damals im bewaffneten Vorunterricht Rekruten ausbilden. Man übte Achtungstellung, den Taktschritt, den Gruss, die Gewehrgriffe, all diese elementaren Dinge, die man in der Rekrutenschule lehrt. Das war unbedingt ein Fehler. Solche militärische Disziplinen gehören nicht in einen militärischen Vorkurs, sondern in die Rekrutenschule. Beim Vorunterricht schaut da sicher nichts heraus, man kann damit sogar Schaden stiften. Das war früher der Fall, indem diese Jünglinge sich später in der Rekrutenschule einbildeten, etwas zu können; dort zeigte es sich oft, dass sie falsch instruiert worden waren. Also mit dieser Spielerei möchten wir in den neuen Kursen endgültig abfahren. Der militärische Vorunterricht, wie wir ihn für die Zukunft vorgesehen haben, ist anders geartet. Einmal werden die Uebungen entgegen früherer Praxis auf einen Werktag verlegt, zweifellos mit Vorliebe auf den Samstagnachmittag. Der Sonntag darf nur in Ausnahmefällen benützt werden. Diese Ausnahme müssen wir zulassen, man kann sich sehr wohl vorstellen, dass die jungen Leute einen längeren Ausmarsch machen und ein Lager aufschlagen, ähnlich wie die Pfadfinder. Also gewisse Ausnahmen muss man gelten lassen, aber in der Regel darf dazu der Sonntag nicht benützt werden.

Sodann ist der militärische Vorunterricht in Zukunft obligatorisch. Er umfasst somit alle zukünftigen Rekruten. Dadurch besteht bei den einrückenden Rekruten eine gewisse Einheitlichkeit in der militärischen Vorbildung, so dass man auf diesem Fundament in der Rekrutenschule weiter

aufbauen kann. Gewisse Ausnahmen sind vorgesehen. Zahlenmässig kommt diesen Ausnahmen keine grosse Bedeutung zu. Diese Ausnahmefälle sind die folgenden: Man hat uns seinerzeit darauf aufmerksam gemacht, dass in abgelegenen Gegenden, besonders im Gebirge, Schwierigkeiten entstehen dürften, Sektionen zu gründen, einmal weil das Kader fehle und sodann, weil die Entfernungen so gross seien, dass die Jünglinge mehrere Stunden auf den Uebungsplatz zu marschieren hätten. Diesem Umstand haben wir dann in dem Sinne Rechnung getragen, dass Jünglinge aus solchen Gegenden anstelle des militärischen Vorkurses einen obligatorischen Turnkurs und einen obligatorischen Jungschützenkurs zu bestehen haben. Das bietet dann keine Schwierigkeiten. Schützen-gesellschaften hat man überall, und für einen obligatorischen Turnkurs genügt es wohl, wenn etwa 6 Jünglinge sich zusammenfinden.

Was das Wesen des militärischen Vorunterrichts anbelangt, so ist die Sache ungefähr folgendermassen gedacht: Verantwortlich für diesen Vorunterricht ist als oberster Leiter in seinem Divisionskreis der Divisionskommandant, und im Kreise der selbständigen Gebirgsbrigaden der Brigadier. Ich bin überzeugt, dass gerade weil man diesen militärischen Vorunterricht den massgebenden Kommandanten unterstellt, dabei etwas Rechtes herauskommt, und dass diejenigen Divisionskommandanten, die sich gegenüber Herrn Ständerat Altwegg ablehnend verhalten haben, wenn der Kurs einmal eingeföhrt ist, daran trotzdem ihre Befriedigung und Freude erleben werden.

Die Teilnehmer bekommen eine kleine Ausrüstung mit Uniformen. Sie erhalten das Gewehr, eine Bluse, eine Mütze und einen Leibgurt. Auf Soldatendrill jeder Art wird restlos verzichtet. Das Schergewicht wird auf die Handhabung der Waffe verlegt. In den Jungschützenkursen haben die Jünglinge eine erste Ausbildung zu erhalten. Im militärischen Vorkurs wird diese Ausbildung noch vermehrt und erweitert. Es werden Schiessübungen durchgeführt, auch werden die jungen Leute ihre erste Ausbildung am Maschinengewehr erhalten, was für die Rekrutenschule zweifellos einen Gewinn bedeutet. Auch auf turnerischem Gebiet geht die Ausbildung weiter, wobei besonders die Marschübungen von grosser Bedeutung sind. Wir leben heute im Zeitalter der Autos und Velos, und so ist es gekommen, dass unsere Infanterie das Marschieren einigermassen verlernt hat. Es ist ausserordentlich zu bedauern, dass bei einer Mobilmachung, nach einem Marsch von 20—30 km häufig bis 50 % marschkrank sind. Da müssen wir frühzeitig bei der Jugend einsetzen und sie auf die Bedeutung des Marschierens aufmerksam machen, sie marschieren lehren. Das wird durch Ausmärsche geschehen. Man wird sie auch mit dem Kartenlesen bekannt machen. Das ist wünschenswert, interessiert sie sehr. Mit der Orientierung im Gelände und im Wald, ferner auch mit einer zweckmässigen Geländeausnützung als Vorbereitung auf die wichtigen Aufgaben, die den Soldaten zukommen, als Patrouillengänger oder als Einzelkämpfer. Wir wissen, dass heute im Kampf nicht der Leutnant wie früher, nicht einmal der Koporal, seine Leute kommandieren kann, sondern als Einzelkämpfer

sind die Soldaten auf sich selber angewiesen. Sie müssen deshalb über viel Energie und Selbständigkeit verfügen, und das kann man ihnen durch die Geländeausnutzung beim militärischen Vorkurs schon einigermaßen beibringen. Was bei der Jugend gefördert werden muss, das ist auch die Kampflust und namentlich auch die Kriegslist. Was diese beiden Eigenschaften bei einem kleinen Heer zu bedeuten haben, das haben uns die Finnen bewiesen. Dank ihrer körperlichen Gewandtheit, ihrer Kampflust und ihrer Kriegslist haben kleine finnische Abteilungen ganzen russischen Divisionen die schwersten Schläge versetzt.

Die Tätigkeit in den militärischen Vorkursen wird übrigens viel Ähnlichkeit haben mit dem, was heute in den Pfadfinderabteilungen betrieben wird. Heute sind diese Pfadfinderabteilungen bereits erwähnt und ihre Tätigkeit lobend hervorgehoben worden. Gerade das, was dort getrieben wird, dient auch uns für die Militärkurse als Vorbild. Dazu kommt, dass der Kameradschaftsgeist gefördert wird durch das Ertragen gemeinsamer Strapazen. Gleichzeitig wird aber auch die geistige Landesverteidigung einigermaßen zu ihrem Rechte kommen. Auf Ausflügen wird man doch sicher historische Gedenkstätten besuchen, dem jungen Mann ein Stück Schweizergeschichte vorführen, man wird ihm die Schönheiten der Natur und der Gebirgswelt zeigen, man wird ihn für unsere freizeithilichen Einrichtungen und unsere vaterländischen Ideale begeistern; dadurch wird man auch die Opferfreudigkeit und den Kampfwillen zur Verteidigung unserer Heimat in diesen jugendlichen Gemütern fördern und verankern. Mir will scheinen, dass es für einen Offizier oder Unteroffizier keine schönere Aufgabe geben könnte, als diese jungen Leute in alle diese erwähnten Gebiete einzuführen und sie für eine rein vaterländische Gesinnung zu begeistern. Man wird die Kurse lebendig und abwechslungsreich gestalten; die jungen Leute werden dabei ihre Freude haben und dann nachher auch mit Begeisterung in die Rekrutenschule einrücken. Dass eine solche Tätigkeit eine glänzende Vorbereitung sein muss für die kommende Rekrutenschule und den Wehrdienst, dürfte doch wohl einleuchtend sein.

Damit kennen Sie die Gründe, die den Bundesrat veranlasst haben, trotz dem mehrheitlichen Beschluss Ihrer Kommission an seinem Antrag festzuhalten. Eine Ablehnung dieses Antrages würde für weite Kreise, besonders für den Schweizerischen Unteroffiziersverband und die Schweizerische Offiziersgesellschaft, eine schwere Enttäuschung bedeuten. Ich habe am Montag vom Schweiz. Unteroffiziersverband und gestern von der Schweiz. Offiziersgesellschaft je ein Schreiben erhalten; und nachdem Herr Ständerat Altwegg Ihnen verschiedenes vorgelesen hat, möchte ich Ihnen auch meinerseits bekanntgeben, wie sich diese Organisationen zu den Militärkursen stellen.

Der Schweiz. Unteroffiziersverband schreibt unter anderm: „Im Zeitpunkt, da die schweizerische Armee zum Schutze unserer Landesgrenze aufgebaut ist und damit das in Friedenszeiten ausserdienstlich organisierte Unteroffizierskorps einzig den Willen der Armeeführung zu erfüllen hat, verbietet uns die militärische Disziplin, uns im Hin-

blick auf die kurz bevorstehenden Beratungen über das Obligatorium des Vorunterrichtes an die Mitglieder des Ständerates zu wenden. Es ist uns aber ein Bedürfnis, den Herrn Chef des eidgenössischen Militärdepartements zu bitten, den Ratsmitgliedern gegenüber in gutscheinender Form zum Ausdruck zu bringen, dass das schweizerische Unteroffizierskorps hinsichtlich der Neuordnung des Vorunterrichtswesens sich geschlossen hinter die Anträge des hohen Bundesrates stellt, wie sie in der Botschaft desselben an die Bundesversammlung vom 29. Dezember 1939 niedergelegt sind ... Wir begrüssen das Obligatorium des turnerischen Vorunterrichts ... Wir begrüssen ebenfalls den obligatorischen Jungschützenkurs ... Wir bedauern aber vor allem, dass im Entwurf der ständerätlichen Kommission der in der Botschaft des Bundesrates vorgesehene Militärkurs für die diensttauglich befundenen 19jährigen Jünglinge nicht aufgenommen wurde. Wir betrachten dies vom militärischen, statapolitischen und erzieherischen Standpunkte aus als einen grossen Fehler ...“ Dann wird auf die grosse Bedeutung dieser Vorbildung hingewiesen; darauf heisst es weiter: „Die Zweckbestimmung dieses Vorunterrichts liegt unseres Erachtens nicht allein in der Erreichung körperlicher Tüchtigkeit und einer gewissen Schiessfertigkeit der Jünglinge, sondern vor allem in der Erziehung der moralischen und intellektuellen Bereitschaft, als Soldat dem Lande gegenüber die schwerste und zugleich schönste Bürgerpflicht zu erfüllen. Diese Bereitschaft lässt sich im Militärkurs durch das gute Beispiel der leitenden Offiziere und Unteroffiziere, durch lebendige Verbindung von Ausbildung und von Erziehung zu vaterländischem Dienen weit besser erreichen, als in rein vereinsmässigen Organisationen ... Der Militärkurs ist nicht unpopulär, wie in Pressepolemiken, sehr zu Unrecht, vielfach aus eigennützigem Interesse heraus, betont worden ist. Wir wissen, dass sich die Jugend, die es angeht, darauf freut, durch tüchtige Offiziere und Unteroffiziere ins Waffenhandwerk eingeführt zu werden, unter Hochhaltung einer jahrhundertalten schweizerischen Tradition.“ Hier teile ich durchaus die Auffassung des Unteroffiziersverbandes. Ich bin überzeugt, dass gerade die Jungen, die es angeht, begeistert sind, solche Kurse mitmachen zu dürfen. „Weder Elternhaus noch Kirche werden durch den obligatorischen Vorunterricht, vor allem nicht durch den Militärkurs, in ihrem notwendigen erzieherischen Einfluss geschädigt, sondern vielmehr in gemeinsamer Zusammenarbeit unterstützt ... Wir sind überzeugt, dass durch den obligatorischen Militärkurs das Obligatorium für turnerischen Vorunterricht und Jungschützenkurs nicht gefährdet wird. Bei genügender Aufklärung wird das Schweizervolk in unserer Zeit voll Kriegsgefahr erkennen, dass im Militärkurs der wertvollste Teil des Vorunterrichts liegt, weil er durch militärisch geschultes Personal direkt auf den Militärdienst vorbereitet. Wir sind überzeugt, dass die Weglassung des Militärkurses den ganzen Vorunterricht zu einer halben und daher unzweckmässigen und zu kostspieligen Massnahmen werden liesse ... Der Schweizerische Unteroffiziersverband hat bis zur Aufhebung des bewaffneten Vorunterrichtes im Jahre 1934 voll Freude und

Hingabe an der Vorbildung der Jugend auf den Militärdienst mitgearbeitet, um damit der hohen Sache nach Kräften zu dienen. Andererseits aber haben wir mit dieser Art der Betätigung ausser Dienst die Erfahrung gemacht, dass jeder einzelne mit der Instruktion der jungen Leute beschäftigte Unteroffiziere für sich wertvolle Erfahrungen hinsichtlich Instruktion und Erziehung sammeln konnte, die der Truppe zugute kamen und wesentlich zur Stärkung der Autorität beitrugen, die in erster Linie auf Wissen und Können beruht. Das Schweizerische Unteroffizierskorps würde es ausserordentlich bedauern, wenn ihm die Möglichkeit, auch ausser Dienst als militärische Lehrer und Erzieher wirken zu können und damit den ebenso alten wie wahren erzieherischen Grundsatz „Tun kann nur durch Tun erlernt werden“ in die Tat umzusetzen, endgültig genommen würde. Ueberzeugt davon, dass der obligatorische militärische Vorunterricht nach Antrag des hohen Bundesrates einem dringlichen und zeitgemässen Bedürfnis entspricht, weil er als ganze Massnahme der Armee die erwarteten Dienste leisten kann, bitten wir Sie, hochgeehrter Herr Bundesrat, höflich, im Ständerat die vorstehend bekanntgegebenen Wünsche von 17 000 zum Schweizerischen Unteroffiziersverband zusammengeschlossenen Unteroffizieren zu wohlwollender Prüfung zum Ausdruck zu bringen. Wir geben Ihnen gleichzeitig die Versicherung ab, dass sich das Schweizerische Unteroffizierskorps freudvoll in den Dienst der Aufklärung stellen wird, wenn es gilt, den bundesrätlichen Antrag vor dem Volke zu verteidigen.“

Und die Schweizerische Offiziersgesellschaft hat das folgende geschrieben:

„Nous avons eu l'honneur, en juin 1939, de vous présenter les idées de la Société suisse des Officiers sur le problème de la préparation pré-militaire de la jeunesse masculine.

Le message du Conseil fédéral du 29 décembre 1939 consacré au dit problème fait une large place à nos suggestions et nous paraît une solution heureuse.

Or, nous apprenons que la commission du Conseil des Etats chargée de l'étude du message en question, a décidé, dans sa majorité, de supprimer du titre de la future loi le terme de «militaire» et de renoncer à l'organisation des cours militaires préparatoires pour jeunes gens de 19 ans.

Quant aux cours militaires pour jeunes gens de 19 ans, nous savons qu'ils rencontrent une opposition fondée sur des arguments fort pertinents. Nous restons pourtant persuadés que, dirigés par des chefs bien choisis, basés sur un programme judicieusement établi et visant surtout à préparer moralement le jeune homme à l'accomplissement de ses devoirs de soldat, les dits cours apporteront à l'armée un nouvel élément de force.

C'est une de nos plus vieilles et belles traditions que de permettre à la jeunesse de se préparer très tôt à défendre la patrie aux côtés de ses aînés. Nous croyons pouvoir affirmer que la jeunesse suisse d'aujourd'hui, consciente de la gravité de l'heure, est prête à revendiquer le droit d'imiter les jeunes d'autrefois.

Nous voulons croire, M. le conseiller fédéral, que la présente lettre, si vous jugez bon d'en faire

état, pourra être de quelque utilité dans les débats qui s'ouvriront aux Chambres.“

Das sind die Stimmen der Offiziere und der Unteroffiziere. Das Schreiben des Unteroffiziersverbandes ist unterzeichnet von den Adjutant-Unteroffizieren Cuoni und Möckli, dasjenige des Offiziersverbandes von Oberst Moulin, als Präsident, und vom Sekretär Michel, Hauptmann.

Ich betone noch einmal, dass seinerzeit die Landesverteidigungskommission sich einstimmig für diese Militärkurse eingesetzt hat. Der Kommissionsreferent hat gestern betont, er wisse nicht so recht, wie der General sich zur Sache stelle. Ich kann es ihm sagen. Ich habe den General persönlich um seine Ansicht befragt. Er hat mir erklärt, dass er mit aller Entschiedenheit für diese Militärkurse eintrete, und dass diese Militärkurse vom militärischen Gesichtspunkt aus das Wertvollste seien, das die Vorlage enthalte. Er hat mich auch ermächtigt, von seiner Aussage Gebrauch zu machen.

Zum Schluss möchte ich noch einen Zeugen aus dem Nationalrat zitieren. In seinem Referat betreffend Verlängerung der Rekrutenschulen hat Herr Nationalrat Keller in der Frühjahrsession letzten Jahres folgendes gesagt:

„Das Ausland, das auf die militärische Jugendausbildung grosses Gewicht legt, weist uns den Weg, den wir zu gehen haben. Waren wir früher dem Auslande auf dem Gebiete des turnerischen und militärischen Vorunterrichtes voraus, so sind wir im Laufe der letzten Jahre ihm gegenüber unzweifelhaft ins Hintertreffen geraten. Wir werden nicht darum herumkommen, den turnerischen Unterricht in den Schulen auf Grund des Art. 102 der Militärorganisation noch mehr zu fördern und den militärischen Vorunterricht im nachschulpflichtigen Alter obligatorisch zu gestalten und so straff zu organisieren, dass die Rekrutenschulen darauf auf- und weiterbauen können. Es kann hier noch viel für die körperliche und militärische Erziehung unseres Volkes und unserer Armee herausgeholt werden. Die Abneigung gegen den obligatorischen militärischen Vorunterricht ist da und dort noch vorhanden. Wir werden sie überwinden müssen. Die Verhältnisse zwingen uns dazu. Wir werden dieser Aufgabe so wenig ausweichen können, wie wir uns den andern Pflichten auf militärischem Gebiet haben entziehen können.“

Ich wiederhole, dass von 20 Verbänden, die wir angefragt haben, kein einziger den obligatorischen Militärkursen Opposition gemacht hätte. Ich möchte deshalb meinerseits wünschen, dass auch der Ständerat im Interesse unserer zukünftigen Landesverteidigung, aber auch unserer männlichen Jungmannschaft zuliebe sich dem Beispiel dieser 20 Verbände anschliessen könnte.

Altwegg, Berichterstatter: Ich muss auch noch eine kurze Bemerkung machen. Ich glaube zwar, die Meinungen sind in der Hauptsache gemacht. Die Kommission war sich bewusst, dass heute, wie bei der Verlängerung der Rekrutenschulen, ein Entscheid zu treffen ist, der nicht überall auf Zustimmung, sondern da und dort im Moment wenigstens auf Opposition stossen wird. Sie ist auch darauf gefasst, dass sie vielleicht von da und dort keine

Komplimente bekommt. Man kann heute schon lesen, dass die Kommission die Vorlage verstümmelt habe. Es täte uns furchtbar leid, wenn dem Ständerat dieser Vorwurf anhangen würde, dass er für militärische Belange nicht das richtige Verständnis habe. Ich glaube aber, wir haben in der Kommission die Sache nicht leichthin genommen, sondern sie nach allen Richtungen geprüft, und gerade deshalb, weil ich wusste, dass es für Laien nicht leicht ist, in dieser Sache zu entscheiden, und dass auch ein ehemaliger Offizier die Verantwortung der Entscheidung nicht übernehmen wollte, ohne nicht mit aktiven Offizieren Fühlung genommen zu haben, und zwar gerade mit solchen, die die Durchführung auf sich hätten nehmen müssen, habe ich mir diese Anfragen erlaubt, und ich bin doppelt froh, dass ich nach dieser Richtung eine Rückendeckung habe.

Es hat mich offen gestanden gewundert, dass weder der Unteroffiziersverein noch die Offiziersgesellschaft an unsere Kommission gelangt sind. Wir haben die Sache ja nicht in einer Sitzung erledigt, wir haben sie zurückgeschoben zur nochmaligen Erdauerung. Wir haben vom Departement erneut Auskunft verlangt. Da wäre es jedenfalls Herrn Oberst Moulin und Herrn Adjutant-Unteroffizier Möckli möglich gewesen, an unsere Kommission zu gelangen. Sie haben das damals nicht für nötig erachtet, dann aber nachher an das Departement geschrieben.

Wir haben nach reiflicher Prüfung der ganzen Frage unsere Entscheidung getroffen. Die Kommission möchte diese Vorlage nicht verstümmeln, sie möchte diese Vorlage retten. Sie möchte retten, was nach Ansicht der Kommission sehr wichtig ist, nämlich das obligatorische Turnen und Schiessen, das im Jahre 1874 nicht erreicht wurde, das auch 33 Jahre nachher, im Jahre 1907, nicht erreicht wurde und das nun hoffentlich wieder 33 Jahre nachher, im Jahre 1940, Wirklichkeit wird.

Ich habe ausserordentlich bedauert, dass mein Sekundant in der Kommission, der aktive Oberstleutnant Locher, nicht hier war, der sich im Sinne unserer Ausführungen ausgesprochen hat. Er hätte das Ihnen hier in Uniform wohl erzählen und auseinandersetzen können. Er hat mir das auch zugesagt. Er hatte die Vorlage in den Händen, wie die Divisionäre, die die Vorlage ebenfalls zum Studium bekommen haben. Ich glaube doch, dass man trotz der angestrebten Mobilmachungstätigkeit noch einen Abend hätte finden können, um diese Vorlage durchzusehen. Ich kann Ihnen die Meinung des Herrn Kollegen Locher bekanntgeben. Wie ein Militär, war er rasch entschlossen. Er hat aber auch an seiner Meinung festgehalten. Er musste sich für eine der beiden Sitzungen entschuldigen lassen. Er hat uns telegraphiert: „Grippekrank, unmöglich Sitzung teilzunehmen. Mit Vorlage hinsichtlich Turnen und Schiessen grundsätzlich einverstanden. Lehne Militärkurs ab. Locher, Ständerat.“

Präsident: Der Antrag der Kommission lautet, im Absatz 2 die Lit. c (Militärkurs) zu streichen. Demgegenüber hält der Bundesrat an dieser Ziffer fest.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission	
(Streichung der Lit. c)	31 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

Altwegg, Berichterstatter: Der Absatz 2 erfährt eine kleine Modifikation bei lit. b, indem durch die Korrektur, die Sie bei c vorgenommen haben, nun für das 19. Altersjahr der Jungschützenkurs einspringen muss, so dass man die Jungschützenkurse statt auf das 17./18., auf das 18./19. Altersjahr nachverlegen kann. Das ist logisch. Ich muss Sie immerhin darauf aufmerksam machen, dass bei lit. a in der Kommission vom Sprechenden die Meinung vertreten war, man hätte nach Streichung der lit. c den turnerischen Vorunterricht entsprechend der Vorlage A der eidgenössischen Vorunterrichtskommission, von der ich Ihnen gesprochen habe, auf die Jahre 16/19, also viermal ansetzen können. Die Kommission hatte aber in grosser Mehrheit die Meinung, es reiche, wenn dieses Training drei Jahre nacheinander von den jungen Leuten verlangt werde. Dann war die Frage, wenn man sich auf drei Jahre beschränkt, wie das die Vorlage tut, ob man 16., 17. und 18. oder 17., 18. und 19. Jahr vorschreiben wolle. Ausschlaggebend für die Vorlage, wie sie jetzt vor Ihnen liegt, also 16., 17., 18. Jahr, war die Meinung des Chefs der Abteilung für Infanterie, Oberstkorpskommandant Wille, der sagte, wenn er sich zwischen 17.—19. und 16.—18. Jahr zu entscheiden habe, möchte er dem letzteren den Vorzug geben, weil dadurch der Kontakt gewahrt bleibe zwischen dem Schulunterricht, der in der Hauptsache mit dem 15. Altersjahr aufhört und dem Turnkurs, der im 16. Altersjahr beginnt. Zudem hätten die Jünglinge in diesen Jahren eine turnerische Vorbildung am meisten nötig.

Ich darf Sie noch darauf aufmerksam machen, ich weiss nicht, ob alle das in der Verordnung gesehen haben, dass nicht nur bei den Leistungsprüfungen, sondern womöglich auch bei den turnerischen Kursen die ärztliche Kontrolle vorgesehen ist. Da ist es namentlich für die Gesundheit unserer Jünglinge wünschenswert, dass die Kontrolle so früh wie möglich einsetzt, damit Korrekturen noch rechtzeitig vorgenommen werden können, indem der Arzt rechtzeitig den Jüngling auf konstatierte Fehler aufmerksam macht, wie das in Art. 23 vorgesehen ist. Diese Untersuchung hat zuhau den Eltern festzustellen, ob namentlich für die ungenügende Leistungen aufweisenden Jünglinge besondere Massnahmen zu treffen sind. Es ist das meines Erachtens sehr wertvoll für Eltern, die keine Gelegenheit hatten, ihre Jungen kontrollieren zu lassen. Sie werden auf Dinge aufmerksam gemacht, die sie sonst vielleicht übersehen hätten und die sich später rächen würden.

Die Lösung 16.—18. Altersjahr vereinfacht die Angelegenheit auch nach der Richtung, dass man dann mit der Rekrutenprüfung im Frühjahr des 19. Altersjahres nicht in Konflikt kommt, indem die Leistungsprüfung im Herbst des 18. Altersjahres wegfällt. Wir glauben auch, dass, wenn sich ein Jüngling drei Jahre lang durchtrainiert hat, er genügend trainiert ist, aber auch normalerweise sein Training freiwillig fortsetzt, damit er mit dem

20. Altersjahr gut trainiert in die Rekrutenschule eintritt. Wir stehen mit dieser Lösung in Einklang mit der Abteilung für Infanterie. Wir möchten Ihnen diesen Antrag bei lit. b zur Gutheissung empfehlen. Lit. a würde dadurch nicht geändert.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission Einstimmigkeit

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 4. April 1940. Séance du 4 avril 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Zust.*

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 217 hiervor. — Voir page 217 ci-devant.

Art. 1, Abs. Ibis.

Antrag der Kommission.

Die Kosten des militärischen Vorunterrichts werden vom Bunde getragen.

Art. 1, al. Ibis.

Proposition de la commission.

Les frais de l'instruction militaire préparatoire sont à la charge de la Confédération.

Altwegg, Berichterstatter: Sie haben diesen Abs. 1 an die Kommission zurückgewiesen, um eine nähere Interpretation zu bekommen über die Frage der Kostendeckung. Der Art. 103 der Militärorganisation beginnt: „Der Bund sorgt ...“ Die Kommission hatte die Meinung, dass mit einer Protokollnotiz der Sache Genüge getan sei. Der Rat hat aber eine präzisere Fassung gewünscht. Die Kommission hat diese Frage nochmals geprüft und könnte sich damit einverstanden erklären, dass man dem Art. 103 einen weiteren Absatz hinzufügt, lautend: „Die Kosten des militärischen Vorunterrichts werden vom Bunde getragen.“ Das Departement machte uns allerdings darauf aufmerksam, dass man auch darauf hätte verzichten können, mit Rücksicht auf Art. 25 der Verordnung, der sagt: „Der Bund trägt die Kosten für die Organisation und Durchführung des gesamten militärischen Vorunterrichts. Er liefert auch sämtliche einschlägigen Formulare und sonstigen Druckschriften.“ Aber man kann sagen, dass das die Ausführung dieses Grundsatzes sei, der in die Militärorganisation hineingehöre, zur Beruhigung der Kantone. Sie müssen darüber entscheiden, ob

Sie diesen Absatz aufnehmen wollen oder nicht. Es ist allerdings dazu noch etwas zu sagen: Es können insoweit nicht sämtliche Kosten in Frage kommen, als gewisse Auslagen selbstverständlich den Kantonen zufallen. Es handelt sich um eine Zusammenarbeit zwischen Kantonen und Bund, und es ist gedacht, dass gewisse Arbeiten kantonaler Funktionäre, einmal der Militärdirektionen, dann der Kreiskommandanten, der Sektionschefs usw. nötig sind. Es besteht nun nicht die Auffassung, dass die Kantone dem Bund hierfür noch Rechnung stellen können. Ich glaube, diese Meinung besteht auch bei den Kantonen nicht, wenigstens ist von keiner Seite nach dieser Richtung ein Vorstoss gemacht worden. Nun haben wir uns in der Kommissionssitzung dank dem Entgegenkommen des Departementschefs — er ist nicht so misstrauisch wie die Kantone es dem Bund gegenüber sind — einigen können, indem sich der Bundesrat mit einer Protokollnotiz begnügt, in dem Sinne, dass administrative Kosten in den Kantonen dem Bunde nicht belastet werden können. Man hat also die Rollen vertauscht, wenn man so sagen will, zuungunsten des Bundes. Es liegt darin eine gewisse Logik. Die Kantone sind ja bei diesen Beratungen nicht beteiligt, sie haben die Akten nicht zur Verfügung, der Bund aber hat diese Akten und kann mit einer solchen Protokollnotiz mehr anfangen als die Kantone, die auch nicht in den Besitz unserer Protokolle kommen. Nach dieser Richtung kann diese Umstellung der Rollen begründet werden. Der Antrag geht also auf Einfügung eines neuen Absatzes im Sinne der Kostentragung, mit der Protokollnotiz, dass administrative kantonale Kosten dem Bund nicht belastet werden können.

Angenommen. — *Adopté.*

Altwegg, Berichterstatter: Abs. 1 hat noch einen andern kleinen Haken. Die Diskussion hat sich gestern bekanntlich mit den Worten „in Verbindung mit den Kantonen“ beschäftigt. Wir haben die Strafaufgabe bekommen, zu untersuchen, ob diese fünf Worte etwas besser interpretiert werden können. Wir müssen zu unserem Bedauern gestehen, dass es uns nicht gelungen ist, diese Aufgabe restlos und zu unserer eigenen Befriedigung zu erfüllen. Wir möchten Ihnen deshalb beantragen, es bei diesen Worten „in Verbindung mit den Kantonen“ zu belassen.

In Ihren Händen befindet sich ein Antrag von Herrn Kollege Vieli, der zwei Sachen regeln will. Der erste Punkt, der nachher noch kurz zur Sprache kommt, befasst sich mit der Sonntagsruhe, und im zweiten Punkt wird ein neuer Absatz gewünscht, lautend: „Der militärische Vorunterricht wird unter Oberleitung der Abteilung für Infanterie von den Kantonen organisiert und durchgeführt.“ Es steht auch in diesem Antrag Vieli nichts darüber, wie die Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen genau abgegrenzt werden. Man könnte höchstens aus diesem Antrag herauslesen, dass die ganze Organisation und Durchführung in die Hände der Kantone gelegt wird. Da, müssen wir schon sagen, hat die Mehrheit der Kommission die Meinung, dass nach Annahme des Antrages Vieli auf dem Gebiet des Vorunterrichts ein ganz deutlicher Rückschritt

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.04.1940
Date	
Data	
Seite	217-226
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 030

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

20. Altersjahr gut trainiert in die Rekrutenschule eintritt. Wir stehen mit dieser Lösung in Einklang mit der Abteilung für Infanterie. Wir möchten Ihnen diesen Antrag bei lit. b zur Gutheissung empfehlen. Lit. a würde dadurch nicht geändert.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission Einstimmigkeit

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 4. April 1940. Séance du 4 avril 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Züst.

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 217 hiervor. — Voir page 217 ci-devant.

Art. 1, Abs. Ibis.

Antrag der Kommission.

Die Kosten des militärischen Vorunterrichts werden vom Bunde getragen.

Art. 1, al. Ibis.

Proposition de la commission.

Les frais de l'instruction militaire préparatoire sont à la charge de la Confédération.

Altwegg, Berichterstatter: Sie haben diesen Abs. 1 an die Kommission zurückgewiesen, um eine nähere Interpretation zu bekommen über die Frage der Kostendeckung. Der Art. 103 der Militärorganisation beginnt: „Der Bund sorgt ...“ Die Kommission hatte die Meinung, dass mit einer Protokollnotiz der Sache Genüge getan sei. Der Rat hat aber eine präzisere Fassung gewünscht. Die Kommission hat diese Frage nochmals geprüft und könnte sich damit einverstanden erklären, dass man dem Art. 103 einen weiteren Absatz hinzufügt, lautend: „Die Kosten des militärischen Vorunterrichts werden vom Bunde getragen.“ Das Departement machte uns allerdings darauf aufmerksam, dass man auch darauf hätte verzichten können, mit Rücksicht auf Art. 25 der Verordnung, der sagt: „Der Bund trägt die Kosten für die Organisation und Durchführung des gesamten militärischen Vorunterrichts. Er liefert auch sämtliche einschlägigen Formulare und sonstigen Druckschriften.“ Aber man kann sagen, dass das die Ausführung dieses Grundsatzes sei, der in die Militärorganisation hineingehöre, zur Beruhigung der Kantone. Sie müssen darüber entscheiden, ob

Sie diesen Absatz aufnehmen wollen oder nicht. Es ist allerdings dazu noch etwas zu sagen: Es können insoweit nicht sämtliche Kosten in Frage kommen, als gewisse Auslagen selbstverständlich den Kantonen zufallen. Es handelt sich um eine Zusammenarbeit zwischen Kantonen und Bund, und es ist gedacht, dass gewisse Arbeiten kantonaler Funktionäre, einmal der Militärdirektionen, dann der Kreiskommandanten, der Sektionschefs usw. nötig sind. Es besteht nun nicht die Auffassung, dass die Kantone dem Bund hierfür noch Rechnung stellen können. Ich glaube, diese Meinung besteht auch bei den Kantonen nicht, wenigstens ist von keiner Seite nach dieser Richtung ein Vorstoss gemacht worden. Nun haben wir uns in der Kommissionssitzung dank dem Entgegenkommen des Departementschefs — er ist nicht so misstrauisch wie die Kantone es dem Bund gegenüber sind — einigen können, indem sich der Bundesrat mit einer Protokollnotiz begnügt, in dem Sinne, dass administrative Kosten in den Kantonen dem Bunde nicht belastet werden können. Man hat also die Rollen vertauscht, wenn man so sagen will, zuungunsten des Bundes. Es liegt darin eine gewisse Logik. Die Kantone sind ja bei diesen Beratungen nicht beteiligt, sie haben die Akten nicht zur Verfügung, der Bund aber hat diese Akten und kann mit einer solchen Protokollnotiz mehr anfangen als die Kantone, die auch nicht in den Besitz unserer Protokolle kommen. Nach dieser Richtung kann diese Umstellung der Rollen begründet werden. Der Antrag geht also auf Einfügung eines neuen Absatzes im Sinne der Kostentragung, mit der Protokollnotiz, dass administrative kantonale Kosten dem Bund nicht belastet werden können.

Angenommen. — *Adopté.*

Altwegg, Berichterstatter: Abs. 1 hat noch einen andern kleinen Haken. Die Diskussion hat sich gestern bekanntlich mit den Worten „in Verbindung mit den Kantonen“ beschäftigt. Wir haben die Strafaufgabe bekommen, zu untersuchen, ob diese fünf Worte etwas besser interpretiert werden können. Wir müssen zu unserem Bedauern gestehen, dass es uns nicht gelungen ist, diese Aufgabe restlos und zu unserer eigenen Befriedigung zu erfüllen. Wir möchten Ihnen deshalb beantragen, es bei diesen Worten „in Verbindung mit den Kantonen“ zu belassen.

In Ihren Händen befindet sich ein Antrag von Herrn Kollege Vieli, der zwei Sachen regeln will. Der erste Punkt, der nachher noch kurz zur Sprache kommt, befasst sich mit der Sonntagsruhe, und im zweiten Punkt wird ein neuer Absatz gewünscht, lautend: „Der militärische Vorunterricht wird unter Oberleitung der Abteilung für Infanterie von den Kantonen organisiert und durchgeführt.“ Es steht auch in diesem Antrag Vieli nichts darüber, wie die Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen genau abgegrenzt werden. Man könnte höchstens aus diesem Antrag herauslesen, dass die ganze Organisation und Durchführung in die Hände der Kantone gelegt wird. Da, müssen wir schon sagen, hat die Mehrheit der Kommission die Meinung, dass nach Annahme des Antrages Vieli auf dem Gebiet des Vorunterrichts ein ganz deutlicher Rückschritt

vollzogen würde. Sie haben gestern selber beschlossen, diesen Vorunterricht als „militärischen“ zu bezeichnen. Es war das vielleicht mehr eine Geste, aber damit haben Sie doch bekundet, dass es sich um eine militärische Angelegenheit handelt. Seit 1874 sind die militärischen Belange nun beim Bund. Wollen Sie nun diese Vorunterrichtsbelange wieder an die Kantone zurückgeben, im gleichen Augenblicke, wo Sie nicht nur die Geste machen, sondern gestern den bedeutungsvollen Beschluss gefasst haben, das obligatorische Turnen und Schiessen einzuführen? Ich glaube, das wäre ausserordentlich bedauerlich.

Wir haben mit Herrn Kollege Vieli verhandelt. Er erklärt, er möchte keinen Rückschritt auf diesem Gebiet; aber die von ihm vorgelegte Fassung müsste unbedingt als solcher gewertet werden. Wir haben die Auffassung, dass wir nicht sehr weit auseinander sind. Der Bund, d. h. die Abteilung für Infanterie wird weder diese Schiesskurse noch diese turnerische Vorbereitung selber durchführen können, sie hat die Organe nicht; daher muss diese Durchführung durch die Kantone geschehen. Auch die Kantone werden kaum besondere Organe schaffen; in der Hauptsache wird es weitergehen wie bisher auf freiwilligem Boden, der Vorunterricht muss nur etwas besser ausgebaut werden, um dem Obligatorium zu genügen. Das Schiessen wird in der Hauptsache durch die kantonalen, aber unabhängigen Schiessvereine durchgeführt werden, zu denen die Unteroffiziersvereine auch gehören, und die Mithilfe beim Turnen, die bisher bei den Turnvereinen und zum Teil bei den Unteroffiziersvereinen lag, wird nun durch die Vorlage ausgedehnt auf alle sportlichen Vereinigungen. Wenn man nun die Worte „in Verbindung mit den Kantonen“ weggelassen hätte, hätte man an diese ganze Sache gar nicht gerührt, sondern das der Verordnung überlassen.

Sie finden in der Verordnung eine ganze Reihe von beruhigenden Vorschriften. Sie haben in Art. 26 die allgemeine Bestimmung: „Der militärische Vorunterricht wird kantonsweise organisiert. Er kann aber auch für mehrere Kantone des gleichen Divisionskreises ganz oder teilweise in eine Organisation zusammengefasst werden.“ Eine ganz vernünftige Bestimmung, die dem entspricht, was Herr Kollege Amstalden mir gestern gesagt hat: Für kleinere Verhältnisse sei eine kantonsweise Organisation gar nicht möglich; sein Kanton hätte sich einem Nachbarkanton angeschlossen. Bezüglich der Schützen haben Sie den Art. 46, der lautet: „Die Ausbildung der Jungschützen wird grundsätzlich den gesetzlich anerkannten Schiessvereinen übertragen.“ Das habe ich Ihnen bereits ausgeführt und stimmt mit dem überein, was bisher existierte. Art. 50 sagt: „Die Aufsicht über die Kurse der Jungschützen wird von den eidgenössischen Schiessoffizieren in Verbindung mit den kantonalen Schiesskommissionen ausgeübt.“ Die kantonalen Kommissionen überwachen also das Turnen und Schiessen. Man könnte auch sagen „unter Mitwirkung der Kantone“. Und wenn Sie noch eine zweite Rückversicherung haben wollten, dann könnte man ergänzend sagen „im Rahmen der Verordnung“. Dadurch würde auf diese Bestimmungen noch speziell verwiesen. Aber mit Rücksicht darauf, dass der Militärkurs, der ja eigentliches Neuland gebracht

hätte, mit grosser Mehrheit gestrichen wurde und diese pièce de résistance weggefallen ist, handelt es sich nur noch um das Schiessen und Turnen, um zwei Gebiete, bei denen man bereits eine freiwillige Ordnung hat, die nun im gleichen Sinne obligatorisch weiter ausgebaut werden soll. Grund zu irgendwelcher Aengstlichkeit sollte nicht vorhanden sein. Ich möchte Ihnen im Namen der Kommission beantragen, die Worte „in Verbindung mit den Kantonen“ zu belassen. Ich glaube, wir kommen durch diese generelle Lösung der Sache am nächsten und bringen nicht eine Kompetenzfrage in Diskussion, die im Detail sicher nicht leicht gelöst werden kann.

Präsident: Es wird sich empfehlen, dass wir in Verbindung mit Abs. 1 den Antrag Vieli über Abs. 5 in Beratung ziehen. Der Antrag zu Abs. 4 würde vorläufig zurückgestellt.

Antrag Vieli.

Abs. 5 (neu). Der Vorunterricht wird unter der Oberleitung der Abteilung für Infanterie von den Kantonen organisiert und durchgeführt.

Amendement Vieli.

Al. 5 (nouveau). L'instruction préparatoire est organisée et appliquée par les cantons sous la direction générale de la section de l'infanterie.

Vieli: Die Hauptsache bei dieser Vorlage haben Sie jetzt erreicht, nämlich das Obligatorium des Vorunterrichts, um das man seit Jahren und Jahrzehnten gekämpft hat. Ich möchte gleich betonen, dass auch ich für dieses Obligatorium gestimmt habe. Ich musste mir sagen, dass nach der Entlassung aus der Volksschule bis zur Rekrutierung eine Lücke besteht, die im Sinne der körperlichen Ertüchtigung unserer Jugend ausgefüllt werden musste.

Was will man mit dieser Vorlage des militärisch-turnerischen Vorunterrichts erreichen? In erster Linie das, was die Vorlage sagt: eine Ertüchtigung des jungen Mannes für den Wehrdienst. Das ist das Nächstliegende und das war auch die Veranlassung zu diesem Gesetz. Aber mit dieser Vorlage will man noch etwas mehr. Man will den jungen Mann überhaupt ertüchtigen, auch für das praktische Leben, für seinen wirtschaftlichen Kampf. Es ist das vielleicht für die Zukunft ebenso wichtig wie die militärische Ertüchtigung, nicht nur für den Einzelnen, sondern für das Ganze. Man wollte mit der ersten Vorlage vom Jahre 1937 auch noch den staatsbürgerlichen Unterricht damit verbinden. Sie wissen, dass gegen jene Vorlage eine mächtige Opposition eingesetzt hat. Man hat sofort erklärt, es gehe nicht an, dass der Staat zentralistisch den staatsbürgerlichen Unterricht an die Hand nehme. Staatsbürgerlicher Unterricht solle durch die Kantone erteilt werden. Das sei Schweizerart, das verlange die Eigenart und der Charakter der Schweiz. Die Opposition war damals auch entstanden, weil nicht gesagt worden war, ob auch der Sonntag dazu genommen werde. Nachdem nun auch die Verordnung zum Gesetz vorliegt, wonach man ungefähr weiss, wie der Unterricht gestaltet werden soll,

hat man sich in weiten Kreisen beruhigt und einverstanden erklärt.

Nun aber die Frage: Soll der turnerisch-militärische Vorunterricht, wie er nun im Verordnungsentwurf und im Gesetz vorgesehen ist, zentralistisch organisiert und durchgeführt werden, oder soll auch dieser Unterricht den Kantonen überlassen werden? Hier geht meine Auffassung einen andern Weg, als wie er vorgeschlagen ist. Ich gehe nämlich davon aus, dass in unserer Volksschule der obligatorische Turnunterricht durch die Kantone besorgt wird. Der aus der Schule entlassene Junge steht vom 16.—18. Altersjahr oder bis zum Militärdienst noch im Entwicklungsalter. Es bestand bisher immer die Auffassung, dass die Erziehung der Jugend, sei es nun in körperlicher oder geistiger Hinsicht, dem Kanton überlassen werden soll. An diesem Grundsatz möchte ich weiterhin festhalten. Dabei will ich aber gleich bemerken, dass diese körperliche Erziehung nicht nach verschiedenen kantonalen Systemen erfolgen soll, sondern nach einheitlichen Richtlinien, die vom Militärdepartement respektive von der Abteilung für Infanterie ausgearbeitet werden. Das Programm für die Ertüchtigung der Jugend nach diesen einheitlichen Richtlinien soll aber durch die Kantone, und nicht zentralistisch, d. h. vom eidgenössischen Militärdepartement aus durchgeführt werden.

Dieser obligatorische turnerische Unterricht bedeutet einen sehr weitgehenden Eingriff in die persönliche Freiheit. Glauben Sie mir, dass das im Volke draussen nicht so leicht aufgenommen wird. Aber man hat sich nun weitgehend davon überzeugt, dass hiefür eine gewisse Notwendigkeit vorhanden ist. Wenn Sie nun das Obligatorium schon durchgebracht haben, so glaube ich, dass man die Organisation und die Durchführung den Kantonen überlassen kann. Diese sollen feststellen, welche Mittel und Wege die geeignetsten sind, um diesen turnerischen Unterricht in ihrem Gebiet nach den einheitlichen Richtlinien und unter der Oberleitung des eidgenössischen Militärdepartementes durchzuführen.

Ich stelle mir vor, dass dieser turnerische Vorunterricht in den Landkantonen, wo der freiwillige turnerische Vorunterricht heute noch nicht organisiert ist, etwa in der Weise durchgeführt werden soll, dass die Lehrer, die diesen turnerischen Unterricht bis zum 16. Jahre erteilen, ihn auch nach dem 16. Jahre weiterhin erteilen werden. Lehrer, die Offiziere oder Unteroffiziere sind, werden sich dieser Aufgabe sicherlich mit besonderer Freude widmen.

Wenn man aber den Unterricht so durchführen will, muss man den Kantonen freie Hand lassen. Der militärische Zwang wird ungerne ertragen, deshalb bin ich zu meinem Vorschlage gekommen, der lautet: „Der Vorunterricht wird unter der Oberleitung — ich möchte noch einschalten — und nach den Richtlinien“ — der Abteilung für Infanterie von den Kantonen organisiert und durchgeführt.“

Ich gebe zu, dass, wenn dieser Antrag so angenommen wird, die bereits vorliegende Verordnung, die die nähere Ausführung und Organisation schon enthält, etwas umgestaltet werden muss. Ich glaube, Sie erreichen aber sicherlich mehr, wenn

Sie diesen obligatorischen Turnunterricht nach diesem Vorschlag organisieren und durchführen, als wenn Sie nach dem Vorschlage der Verordnung zentralistisch organisieren. Nach und nach wird es doch so kommen, dass die Organisation und Durchführung vollständig zentralistisch sein wird. Heute macht man diesen Anfang, und in 5 Jahren — die Verordnung ist für 5 Jahre in Aussicht genommen — wird dann die Verordnung im Sinne weitergehender Zentralisierung geändert werden. Das ist, was wir verhindern wollen, und zwar so lange es noch Zeit ist.

Ich glaube, man darf den Kantonen das nötige Vertrauen entgegenbringen, dass sie in ihrem eigenen Interesse und im Interesse des Schweizervolkes dafür besorgt sein werden, für die Ertüchtigung unserer Jugend ihr Möglichstes zu tun, um so mehr, als ja die Eidgenossenschaft für die hierfür notwendigen Mittel aufkommen wird.

Das sind die Gründe, die mich veranlasst haben, diesen Antrag zu stellen. Ich glaube, man sollte nicht so leicht darüber hinweggehen. Die im revidierten Gesetzestext von Art. 103 vorgesehene Fassung: „Der Bund sorgt in Verbindung mit den Kantonen für die Ausbildung der Schweizerjugend in turnerischer Hinsicht“, zieht, wie schon gestern ausgeführt worden ist, die Kantone zu einem gewissen Grade wohl in Betracht, aber man weiss nicht, was die Kantone da noch zu tun haben werden und was sie tun sollen. Schliesslich wird dann die allgemeine Fassung eben so ausgelegt und ausgestaltet, dass die Kantone dabei wahrscheinlich nichts oder sehr wenig zu sagen haben.

Von diesen Erwägungen geleitet, bitte ich Sie, meinen Antrag anzunehmen.

Bundesrat Minger: In Art. 17 der Verordnung steht: „Der militärische Vorunterricht bezweckt die Vorbereitung der Schweizer Jünglinge auf den Wehrdienst.“

Damit ist der Zusammenhang des obligatorischen militärischen Vorunterrichtes mit dem Wehrwesen gegeben. Was das Fortbildungsschulwesen und den staatsbürgerlichen Unterricht anbetrifft, so hat diese Vorlage, besonders nachdem die Militärkurse gestrichen worden sind, damit gar nichts mehr zu tun. Das Fortbildungsschulwesen und der staatsbürgerliche Unterricht sind Sache der Kantone. Wenn die Kantone den Wunsch haben, auf diesem Gebiete ein mehreres zu tun, dann steht Ihnen hiefür der Weg vollständig offen. Man kann somit die beiden Sachen in dieser Vorlage nicht miteinander verquicken.

Nun ist das Wehrwesen bekanntlich schon seit Jahrzehnten eine eidgenössische Angelegenheit, und in diesem Sinne soll auch der obligatorische militärische Vorunterricht organisiert werden. In Art. 26 der Verordnung steht geschrieben: „Der militärische Vorunterricht wird kantonsweise organisiert, er kann aber auch für mehrere Kantone des gleichen Divisionskreises ganz oder teilweise in eine Organisation zusammengefasst werden.“ Also nur organisatorisch wird er kantonsweise zusammengefasst, es steht aber nichts davon, dass er durch die Kantone durchgeführt werde. Gerade darin besteht der grosse Unterschied zwischen der Auffassung des Herrn Vieli und dem Inhalt der Vorlage.

Es steht dann weiter in Art. 27: „Die Oberleitung des obligatorischen militärischen Vorunterrichts wird der Abteilung für Infanterie übertragen“. Die Abteilung für Infanterie trägt somit die Verantwortung für eine einheitliche Durchführung des obligatorischen Turnunterrichtes in der ganzen Schweiz. Wenn wir der Abteilung für Infanterie das zumuten, so müssen wir ihr auch die Mittel an die Hand geben, damit sie diese Aufgabe lösen kann, und diese Mittel sind umschrieben, indem es heisst: „Die Abteilung für Infanterie ernennt als Hilfsorgane: *a.* die eidgenössischen Turninspektoren, *b.* die Präsidenten der Kantonalkomitees für den turnerischen Vorunterricht und *c.* die eidgenössischen Schiessoffiziere.“ Dann wird weiter gesagt, wer die Kontrolle auszuüben hat über den militärischen Vorunterricht. Es heisst: „Die eidgenössischen Turninspektoren haben die obligatorischen Kurse des turnerischen Vorunterrichts zu überwachen und zu inspizieren.“ In Art. 29 heisst es: „Die Präsidenten der Kantonalkomitees für den turnerischen Vorunterricht unterbreiten der Abteilung für Infanterie Vorschläge für die Bestellung dieser Komitees, in denen die Verbände und Institutionen, welche die obligatorischen Turnkurse durchführen, angemessen vertreten sein sollen.“ Dass bei der Aufstellung solcher Vorschläge mit den kantonalen Behörden Fühlung genommen wird, betrachte ich als gegeben. Dann heisst es in Artikel 30: „Die eidgenössischen Schiessoffiziere haben in Verbindung mit den kantonalen Schiesskommissionen die obligatorischen Jungschützenkurse zu organisieren und zu beaufsichtigen.“ Also der turnerische Vorunterricht wird überwacht und kontrolliert durch die Turninspektoren, und die obligatorischen Jungschützenkurse werden überwacht durch die eidgenössischen Schiessoffiziere in Verbindung mit den kantonalen Schiesskommissionen. Die obligatorischen Kurse für den turnerischen Vorunterricht stehen unter der Leitung der Kantonalkomitees, aber wie gesagt, die Kantonalkomitees werden ernannt durch die Abteilung für Infanterie, nicht durch die Kantone selbst, sondern die Kantone haben nur ein Mitspracherecht. Aber durchgeführt werden diese obligatorischen Kurse nicht durch den Bund und nicht durch die Kantone, sondern durch die turnerischen und sportlichen Organisationen in unserem Lande. Diese sind die ausführenden Organe.

Es gilt also hier genau die gleiche Organisation, wie sie bisher für den freiwilligen turnerischen Vorunterricht schon gegolten hat, und es sind auch die gleichen Organisationen, die die Jungschützenkurse bis heute auf freiwilligem Wege durchgeführt haben. Somit ändert sich am bisherigen System gar nichts, als dass man das Obligatorium erklärt an Stelle der Freiwilligkeit. Die Durchführung selbst bleibt in den gleichen Händen wie bisher, unter der Oberaufsicht der Abteilung für Infanterie, und dieser sind die entsprechenden Organe beigegeben.

Es sind übrigens nicht nur sportliche Verbände und Vereine beteiligt, sondern es können auch die Schulen für den obligatorischen Turnunterricht herangezogen werden. Dem Gedanken, den Herr Vieli geäussert hat, man könnte auf dem Lande, wo keine Turnvereine bestehen, den Schulen den

Turnunterricht auch im nachschulpflichtigen Alter übertragen, ist in der Verordnung Rechnung getragen. Wenn der Antrag Vieli so gemeint ist, dass die Abteilung für Infanterie nur noch die Richtlinien aufzustellen und das Programm auszuarbeiten hat, während die Durchführung dieser Kurse unter der Verantwortung der Kantone zu geschehen hat, so stehen wir vor einer neuen Situation. So war die Verordnung hier nicht gemeint, denn wenn wir die Hauptverantwortung an die Kantone delegieren, dann müssen wir ihnen auch die Mittel lassen, damit sie diese Aufgabe lösen können. Heute hat die Abteilung für Infanterie diese Mittel; im Falle der Annahme des Antrages Vieli müssen die Kantone diese Mittel in die Hand bekommen. Man kann nachher den Kantonen nicht vorschreiben, in welcher Weise sie die Organisation durchzuführen haben, man hat es auch nicht in der Hand, die Kantone zu zwingen, dass sie unter allen Umständen dieses Obligatorium durchführen. Die Militärorganisation aus dem Jahre 1874 hatte das Obligatorium für den Turnunterricht nach der Schulentlassung vorgeschrieben, aber die Ausführung war den Kantonen anvertraut. Das war ja gerade der Grund, weshalb das Obligatorium nicht zur Tatsache geworden ist. Was soll der Bund mit einem Kanton anfangen, der sich auf den Boden stellt, das tue er nicht, das passe ihm nicht? Der Bund kann nichts tun, er ist auf den guten Willen angewiesen. Wir können also den Kantonen wohl Richtlinien vorschreiben, aber wir können sie nicht verpflichten, dass sie diesen Richtlinien wirklich auch nachleben.

Also kommt es zum Schluss doch so, auch wenn Herr Vieli das nicht wünscht, dass wir 24 Turnsysteme in unserem Lande haben werden, auch wenn einheitliche Richtlinien bestehen. Sie sehen, dass die Auffassung von Herrn Vieli eine vollständige Abweichung von dem bedeutet, was die Verordnung hier vorsieht. Wir sind auf die Mitarbeit der Kantone in einem gewissen Umfange angewiesen, aber die Verantwortung für eine einheitliche Durchführung müssen wir bei der Abteilung für Infanterie belassen und dementsprechend müssen wir sie auch mit den nötigen Kompetenzen ausrüsten, dass sie die ihr zugemutete Aufgabe für das ganze Gebiet der Schweiz nach einheitlichen Gesichtspunkten durchführen kann.

Wenn Sie dem Antrag Vieli zustimmten, würden wir tatsächlich hinter die Verhältnisse zurückfallen, wie wir sie vor dem Jahre 1874 hatten. Wir haben ja auf militärischem Gebiet auch bei den Kantonen angefangen. Aber die Dinge haben sich auf dem Gebiet der Landesverteidigung ebenso entwickelt, dass man eine einheitliche zentralistische Zusammenfassung unseres Wehrwesens schaffen musste. Ich glaube nun doch, es wäre ein kaum zu verantwortender Rückschritt, wenn wir für das Gebiet der militärischen obligatorischen Turnkurse wieder zu einem System, das wir vor 1874 hatten, zurückgehen würden.

Aus diesen Ueberlegungen möchte ich Sie namens des Bundesrates bitten, den Antrag Vieli abzulehnen.

M. Pillier: Au nom de la minorité de la commission, je vous recommande d'accepter la proposition de M. Vieli.

On nous dit que ce projet n'apporte rien de neuf. Je ne partage pas ce point de vue. Le projet apporte en tout cas ceci de nouveau, qu'il institue l'obligation, ce qui est une transformation du système actuel. Jusqu'à présent les jeunes gens pouvaient librement suivre des cours de gymnastique, des cours de tir, qui étaient facultatifs. Dorénavant, ils y sont tenus. Au demeurant, nous ne sommes pas opposés à cette obligation, mais il faut se rendre compte que certaines conséquences découleront de cette transformation.

— Quelles conséquences? Dès l'instant où, tous les jeunes gens seront astreints à suivre ces cours, la question se pose de savoir qui sera responsable de leur formation et de leur éducation? Que ces cours soient qualifiés «instruction militaire préparatoire» n'est pas une raison suffisante pour tenir les cantons à l'écart de cette activité et pour décréter que seule la Confédération est compétente. Jusqu'à présent, ce sont les cantons, qui se sont occupés de l'éducation de l'enfance et de la jeunesse. Est-ce que, par hasard, nous nous serions montrés au-dessous de tout ou bien, au contraire, avons-nous rempli ces tâches convenablement? Les cantons n'ont-ils pas su former une jeunesse imprégnée de l'esprit civique et patriotique? Ils pourvoient à l'éducation générale de la jeunesse. Dans les cours complémentaires et dans les cours professionnels, en vertu, il est vrai, d'une loi fédérale, d'une loi dont l'exécution est confiée aux autorités cantonales ils s'efforcent de créer, de maintenir et de développer l'esprit de civisme et de patriotisme. Le projet introduit comme branches obligatoires d'un caractère, si l'on veut, plus pratique: la gymnastique et le tir. Il va de soi que dans les cantons, nous saurons utiliser les concours dont nous pouvons disposer. Nous n'allons pas créer de nouveaux organismes pour exercer une activité qui est déjà assurée par des groupements existants. Nous aurons recours à la collaboration des sociétés de tir et de gymnastique. Mais, nous ne pouvons pas admettre la prétention que la Confédération semble avoir ici, d'exclure de cet aspect de l'éducation les autorités scolaires cantonales. Et nous disons: Comprenez-donc, messieurs du Conseil fédéral, que nous vous offrons notre collaboration. Pourquoi vous obstinez-vous à la refuser? à ne pas vouloir avoir à faire avec nous? Nous ne pouvons pas concevoir une telle attitude, nous la déplorons. Nous estimons que lorsqu'il s'agit d'une tâche aussi importante que la formation de la jeunesse, il faut faire appel à tous les concours et dédaigner moins que tout autre celui des autorités scolaires. Cette collaboration vous la repoussez en nous renvoyant à l'ordonnance fédérale qui dit: «Le but de l'instruction militaire-préparatoire est de préparer les jeunes Suisses au service militaire ...» Nous sommes bien d'accord, mais il ne suffit pas d'apposer sur une activité l'étiquette «militaire», pour pouvoir dire que seule la Confédération pourra remplir cette tâche et qu'elle veut y pourvoir elle-même sans le concours des cantons et de l'école. Maintenant que la situation est éclaircie et que l'on a supprimé les cours militaires préparatoires qui, eux, devaient relever essentiellement des autorités militaires, des commandants de division de l'armée, il ne reste plus que la gymnastique et le tir. Là, je ne vois

pas pourquoi on refuserait systématiquement la collaboration des autorités scolaires cantonales; car c'est ce que l'on fait. On invoque en vain l'article 27 de l'ordonnance pour prétendre le contraire. Cet article dit simplement que la direction générale incombe au service de l'infanterie. Parce qu'apparaît le mot «cantonaux» deux ou trois fois ailleurs, on croit avoir fait une part très large aux cantons, mais il faut voir la chose de plus près: c'est le service d'infanterie, et non pas les autorités cantonales, qui désigne les présidents des comités cantonaux. Les présidents des comités cantonaux font leurs propositions à Berne, c'est Berne qui les adopte ou les rejette, mais les cantons n'ont rien à dire. Et il en est partout ainsi. D'après l'article 40, la haute direction technique et administrative de l'enseignement préparatoire appartient aux comités cantonaux institués par qui? Par les cantons? Pas du tout: Par le service de l'infanterie.

Nous sommes donc parfaitement fondés à affirmer que l'on cherche ici à tout prix une solution centralisatrice, ce contre quoi nous nous insurgons.

Ces cantons, dès qu'il s'agit d'instruction et d'éducation, entendent avoir voix au chapitre. Je ne comprends pas pourquoi on repousse cette idée qui s'impose aussi si l'on se place au point de vue de l'esprit public. Car se sont les autorités cantonales qui en sont responsables et qui doivent travailler, gouverner, administrer constamment et directement avec le public. Ce sont elles et non pas des comités ou des associations. Quand les choses vont mal, on sait fort bien s'adresser aux autorités cantonales, leur dire: «Mais il y a de l'agitation, il faudrait aviser, calmer les esprits». Il est temps d'en finir avec la méthode qui consiste à nous mettre toujours entre le marteau et l'enclume, en nous laissant seulement les tâches désagréables et en nous tenant au contraire à l'écart lorsqu'il s'agit de construire quelque chose, de faire un travail positif, de parfaire l'éducation, de développer le sens civique et le patriotisme de la jeunesse. La proposition de M. Vieli pose le principe de la collaboration avec les autorités cantonales et scolaires. Il ne s'agit nullement de contester à la Confédération la compétence en matière d'organisation militaire et l'article 33 resterait donc intact, qui dit que le Département militaire arrête les programmes d'enseignement et donne les directives; nous admettons également les dispositions relatives aux inspecteurs de gymnastique si cela est nécessaire pour assurer une instruction uniforme.

Cette méthode, ce système suisse, c'est vous, autorité fédérale, qui le fixerez, c'est entendu, mais nous ne saisissons pas que vous n'avez pas confiance en notre collaboration loyale et complète? Voilà ce que nous ne pouvons pas comprendre et qui nous fait de la peine!

Klötli: Die Herren Piller und Vieli scheinen mir allzu starke föderalistische Bedenken zu haben. Sie nehmen doch auch Absatz 1 an, wo es heisst, dass der Bund in Verbindung mit den Kantonen diesen Vorunterricht organisieren und durchführen. Die Bedenken, die gegen Abs. 1 erhoben wurden, gingen anfänglich nur in der Richtung, dass nicht genügend klar ausgesprochen sei, dass die Kantone nicht zahlen sollen. Dieses Bedenken ist beseitigt worden

durch die Einfügung eines neuen Absatzes, laut welchem die Kosten des militärischen Vorunterrichtes, abgesehen von der Ausnahme, die zu Protokoll erklärt wird, vom Bund getragen werden. Der militärische Vorunterricht ist doch eine Bundes Sache — das geben Sie ja alle zu — so gut wie der Militärunterricht selbst. Die Folge davon ist — auch da ist man einig —, dass der Bund die Richtlinien gibt und dass der Bund die Durchführung in der Hand hat, die Kantone aber vor allem bei der Organisation mithelfen müssen. Auch Herr Vieli kann sich dieser Auffassung nicht ganz entziehen. Er will wohl den Kantonen diese Durchführung übertragen, aber unter der Oberleitung der Abteilung für Infanterie. Es kommt darauf an, wie diese Oberleitung ausgeübt wird. Die Oberleitung hat das Recht, nicht nur in bezug auf die allgemeinen Richtlinien, sondern auch in bezug auf die Bezeichnung derjenigen, die den Unterricht zu erteilen haben, zu disponieren. Ich halte es auch für einen Fehler, dass man im Gesetz so sehr in die Details gehen will. Für die Öffentlichkeit hat es kein grosses Interesse, welche Unterabteilung des Militärdepartementes die Leitung des Vorunterrichts hat. Wir übergeben die Leitung dem Bund und damit seiner Exekutive, dem Bundesrat. Wenn es dem Bundesrat einfällt, beim Militärdepartement eine besondere Abteilung für den militärischen Vorunterricht zu schaffen, so sollte man deswegen das Gesetz nicht ändern müssen. Das gehört in die Verordnung hinein. Herr Vieli hat das aus der Verordnung herausgenommen und ins Gesetz eingefügt, was meines Erachtens keine Verbesserung ist.

Ich glaube auch, man übertreibt. Es wird niemand wollen, dass die Funktionen, die die turnerischen und militärischen Organisationen übernommen haben, rein bürokratisch von den Erziehungs- oder Militärdepartementen der Kantone durchgeführt werden sollen. Das wollen auch die Herren, die auf streng föderalistischem Boden stehen, gewiss nicht. Herr Piller übertreibt, wenn er sagt, dass man „systematiquement“ die „collaboration“ der Kantone ablehne. Das kann man nicht sagen, wenn man den Gesetzesentwurf und namentlich auch die Vollziehungsverordnung ansieht. Man weiss, dass die Vollziehungsverordnung eine organische Weiterentwicklung der bisherigen Praxis bedeutet. Ich möchte also empfehlen, dass man dem Antrag der Kommission und des Bundesrates zustimmt.

Meyer: Die Ausführungen von Herrn Piller haben gezeigt, wie schwer die verfassungsrechtlichen Bedenken sind, die gegen diese neue Ordnung erhoben werden müssen. Da ist ja darauf verwiesen, dass die Durchführung in Verbindung mit den Kantonen geschehe, aber nicht durch die Kantone, nicht durch die von Kantonen bestellten Autoritäten, sondern durch Organe, die vom Bund selbst neben den kantonalen Behörden bestellt werden. Damit sind die Kantone tatsächlich von der Mitwirkung ausgeschlossen oder sie sind auf Gnade und Ungnade darauf angewiesen, ob sie noch beigezogen werden oder nicht. Man hat gesagt, das sei notwendig im Interesse einer einheitlichen Durchführung. Diese Auffassung ist falsch. Alle

Bundesgesetze und Bundesverordnungen werden seit Jahrzehnten von den Kantonen durchgeführt und vom Bunde überwacht. Dieses System, das im Charakter des Bundesstaates liegt, hat zu keinen Schwierigkeiten geführt. Das hat eine einheitliche Anwendung gesichert. Es wird auch möglich sein, wenn der Antrag Vieli angenommen wird, dem Bund die Oberaufsicht und die Durchführung der einheitlichen Richtlinien zu sichern. Aber etwas anderes ist hier im Tun. Hier handelt es sich meines Erachtens nicht um die Durchführung der allgemeinen Richtlinien, sondern darum, ein neues System einzuführen, die direkte Durchsetzung von Bundesbeschlüssen und Bundesgesetzen neben den Kantonen. Das ist, wie ich schon gesagt habe, ein Bruch nicht nur mit den föderalistischen Auffassungen, sondern mit dem bundesstaatlichen Charakter, den die Schweiz einmal hat. Was mir ganz unverständlich erscheint, ist das Misstrauen, das gegen die Kantone und ihre Durchführung der Bundesvorschriften herrscht. Man darf nicht vergessen: Die Schweiz ist schliesslich aus den Kantonen, aus den einzelnen kleinen Staatswesen heraus gewachsen. Sie sind es, die den Bund und den schweizerischen Gedanken geschaffen haben. Sie verdienen diese Beiseiteschiebung in keiner Weise. Wenn es sich tatsächlich nur darum handeln würde, die Aufsicht einheitlich zu gestalten, so wäre der Antrag von Herrn Vieli durchaus annehmbar. Wenn man aber diesen Antrag ablehnt und am Vorschlag festhält, dann glaube ich, dass andere Absichten und Tendenzen im Hintergrund stehen, die wir grundsätzlich ablehnen.

Egli: Ich hätte es, wie ich in der Eintretensdebatte ausführte, lieber gesehen, wenn der Militärkurs beibehalten worden wäre. Dann läge ein Grund zu einer zentralistischen Organisation vor. Nachdem nun aber der Militärkurs mit grossem Mehr abgelehnt wurde, fallen auch die Grundlagen für diese zentralistische Gestaltung dahin. Es fehlt heute meines Erachtens jeder Grund, den Kantonen das Vertrauen zu entziehen und anzunehmen, sie würden die Sache nicht recht durchführen. Der Passus „in Verbindung mit den Kantonen“, wie er in Art. 103 vorgeschlagen ist, hat entgegen der Ansicht von Kollege Klöti nicht nur finanzielle Bedeutung. In Wirklichkeit will man das Ganze zentralistisch organisieren. Den Beweis bildet die Verordnung. In der Verordnung ist gesagt, wie man die Sache durchzuführen gedenkt. Niemand wird behaupten können, sie beruhe auf föderalistischer Grundlage. Nein, sie ist zentralistisch, sogar sehr zentralistisch gedacht. Das will man ja. Das hat auch der Chef des Militärdepartementes erklärt.

Der Bundesrat hat alle Gewähr in der Hand, dass die Sache nach seinen Intentionen durchgeführt wird, auch wenn der Antrag Vieli angenommen wird. Das ergibt sich aus den Worten „unter der Oberleitung“ und, wie nun noch beigelegt wird, „nach den Richtlinien“. Das besagt doch alles, was der Bundesrat wünschen kann für eine einheitliche und geschlossene Durchführung.

Einmal wird das Programm vom Bunde aufgestellt, und zum Zweiten werden vom Bund die Anforderungen für die Prüfung festgesetzt. Die Kan-

tone haben zu gehorchen; sie haben die Programme zu vollziehen. Der Bund kann sich durch Inspektionen davon überzeugen, ob in den Kantonen die Sache richtig durchgeführt wird oder nicht. Geschichte es nicht, so hat der Bund meines Erachtens die Kompetenz, einzuschreiten und eventuell die Sache selbst an die Hand zu nehmen, gewissermassen strafweise den Kantonen die Befugnisse zur Durchführung zu entziehen. Das ergibt sich auch aus der Struktur des Verhältnisses zwischen Bund und Kantonen. Aber so lange das nicht nötig ist, soll der Bund die Kantone am Werke lassen, es ihnen überlassen, die Sache durchzuführen. Es ist das eine Vertrauensfrage. Die Kantone dürfen auch gegenüber dem Bund ein ähnliches Vertrauen beanspruchen, wie sie es gegenüber dem Bund an den Tag legen. Ich stimme deshalb für den Antrag Vieli, nachdem der Militärkurs fallen gelassen worden ist und nachdem man den Vorunterricht nicht kraft der ausserordentlichen Vollmachten versuchsweise einführen will.

Hefti: Ich bedaure es sehr, dass ich dem Antrage von Herrn Vieli nicht zustimmen kann. Ich möchte Ihnen empfehlen, dem Antrage der Mehrheit zuzustimmen.

Ich kann sehr föderalistisch denken, aber auf andern Gebieten. Wir haben im Ständerat Gelegenheit genug, auf anderem Gebiete föderalistisch zu handeln, den Föderalismus dort zu unterstützen, wo er wirklich angezeigt ist. Diese Idee soll man aber nicht auf militärischen Boden hinübertragen. Ich wage zu behaupten, dass, wenn wir hier föderalistisch denken, das einen Fehler gegenüber dem Militär bedeutet. Es ist auch ein Misstrauensvotum gegenüber dem Militär. Man will nun behaupten, diese Vorlage bedeute ein Misstrauen gegenüber den Kantonen. Ich wage das Gegenteil zu behaupten. Die Kantone haben hier kein Vertrauen in den Bund. Es ist doch merkwürdig, wenn die Kantone heute in unsere Armee kein Vertrauen haben. Diese Vorlage will ja unsere Armee stützen. Hier müssen wir den Spiess umkehren. Man soll hier nicht dem Bunde Tendenzen unterschieben, die gar nicht bestehen.

Wir haben hier ein kurzes Gesetz vor uns. Ich habe es aber selten wahrgenommen, dass einem so kurzen Gesetze gleich die Verordnung beigelegt wurde, eine Verordnung, die 50 Artikel aufweist, so dass dem Rate und dem Volke Gelegenheit gegeben wird, zu erfahren, wie sich der Bundesrat den Vollzug vorstellt und wie er ihn in Aussicht nimmt. Wenn wir nun diese Artikel der Verordnung durchgehen, so sehen wir doch, dass der Bundesrat hier den Kantonen ein eigentliches Recht gar nicht nehmen will, ein Recht, das die Kantone heute gar nicht besessen haben.

Herr Kollege Vieli wünscht ja selber einheitliche Richtlinien. Ja, glauben Sie denn, dass, wenn die Sache von den Kantonen aus organisiert wird, wir dann wirklich in allen Kantonen diese einheitlichen Richtlinien bekommen? Ich zweifle daran.

Herr Kollege Vieli sagt, dieser militärische Vorunterricht soll immerhin nach den Anordnungen des Bundes durchgeführt werden; also nach Möglichkeit Gleichheit. Ja, kommt es denn nicht fast auf dasselbe heraus, ob der Bund diese Anordnungen

gerade selbst durchführt, oder ob sie die Kantone nach den Anordnungen des Bundes durchführen? Aber ich vermute, ich muss das den verschiedenen Voten entnehmen, dass die Kantone eben diese Anordnungen des Bundes doch nicht gleichmässig durchführen wollen. Und das ist ein Zeichen der Schwäche; ich habe es schon in der Eintretensdebatte gesagt.

Der Herr Antragsteller hat auch gesagt, es bestehe ein militärischer Zwang. Kommt es nicht auf dasselbe heraus, ob dieser militärische Zwang von den Kantonen oder vom Bund angewendet wird? Ich vermisste zwar im Gesetz einen eigentlichen militärischen Zwang. Dieser besteht doch nur im Obligatorium; in der Ausführung selber ist er nicht zu sehen, denn dieser militärische Vorunterricht wird ja den Schützen- und den Turnvereinen, den Sportverbänden anheimgestellt; sie haben diese Kurse durchzuführen. Da kann man doch nicht von einem eigentlichen militärischen Zwang sprechen, nachdem wir, die Kommission und Sie, nun Ziff. c betr. den militärischen Vorkurs weggelassen haben. Schwächen Sie nicht die ganze Vorlage noch mehr, denn sie ist nun ohnehin schwach geworden. Wir haben das grosse Hindernis weggeräumt, und da hätte ich nun geglaubt, dass sich der Ständerat damit hätte zufrieden geben sollen.

Man kritisiert nun heute das, was vom Bunde kommt. Stehen wir nicht gerade heute unter dem Schutze unserer Armee, unter dem Schutze des Bundes? Werden heute nicht gerade auch die Kantone durch den Bund und seine Armee geschützt? Deshalb ist der Vorwurf der zentralistischen Tendenzen unangebracht.

Herr Bundesrat Minger hat ausgeführt, dass in der Kreiseinteilung, in der Durchführung des militärischen Vorunterrichtes unter Umständen nicht auf die Kreise der Kantone abgestellt werden könne, sondern, dass man vielleicht nach den Kreisen der Divisionen gehen müsse. Es ist das ja in der Tat auch richtiger und gut. Wir sagen, es sei gut, dass es in der Schweiz so viele Unterschiede gebe, dass wir Deutsch-, Französisch-, Italienisch- und Romanisch-Sprechende haben. Aber ist es nicht auch gut, dass wir heute, im Aktivdienst, keinen Unterschied machen, ob ein Soldat oder Offizier diesem oder jenem Kanton angehöre, dass wir hier solche Unterschiede nicht kennen? Wir rühmen uns ja dessen, wenn wir als Soldaten in eine Batterie oder in ein Bataillon eingeteilt werden, es komme nicht darauf an, ob man Berner oder Bündner, Thurgauer oder Waadtländer sei, sondern, dass wir dort alle Schweizer seien. Hier aber, beim militärischen Vorunterricht, will man nun einen Unterschied machen. Da müssen die Kantone hübsch von einander getrennt sein. Dieser Gedanke gefällt mir nicht, bei einer rein militärischen Frage, wie wir sie heute zu behandeln haben. In der Erziehung des Soldaten und in der Erziehung zum Soldaten müssen wir nach meiner Auffassung rein schweizerisch denken und das Kantonale in den Hintergrund stellen.

Ich glaube auch nicht, dass der Nationalrat diesem Begehren, das Herr Kollege Vieli geltend gemacht hat, zustimmen würde. Herr Kollege Vieli hat es wahrscheinlich sehr gut gemeint. Ich kenne seine Tendenzen in dieser Beziehung, aber ich glaube

nie daran, dass der Nationalrat einem solchen Vorschlage, wonach die Kantone den militärischen Vorunterricht selber organisieren, zustimmen würde.

Auf Grund dieser Erwägungen bitte ich Sie nun, hier dem Bundesrat zuzustimmen.

Bundesrat **Minger**: Herr Ständerat Meyer hat gesagt, was wir da wollten, sei ein neues System. Das Gegenteil ist der Fall. Die bundesrätliche Vorlage ist das Resultat, herausgewachsen aus den Verhältnissen, wie sie sich im Laufe der Jahre entwickelt haben. Es sind nicht die Kantone, die sich bisher um die körperliche Ertüchtigung der schulentlassenen Jugend besonders verdient gemacht haben, sondern es sind die turnerischen und sportlichen Organisationen, die sich auf dem Wege der Freiwilligkeit gebildet haben, und der Bund hat diese Organisationen finanziell unterstützt. Die Kantone haben hier keine weiteren Opfer gebracht.

Nun müssen wir auf dem, was vorhanden ist, aufbauen. Die Kantone sind in dieser Beziehung gar nicht eingerichtet. Nun kommt Herr Piller und möchte einerseits, dass der Bund auch fernerhin alle die Kosten bestreitet, aber die Kantone sollen von jetzt an, wenn das Obligatorium kommt, befehlen. Ich meine, das sei ein Grundsatz, dem Herr Piller sonst nicht huldigt. Wenn wir wirklich eine neue Organisation schaffen wollten im Sinne der Dezentralisation, so müssten wir jedenfalls auch die Kostenfrage neu aufrollen. Herr Ständerat Meyer hat gewisse Befürchtungen zum Ausdruck gebracht, indem er erklärte, was wir jetzt wollen, das sei ein Schritt weiter in der Richtung der Zentralisation. Ich kann Herrn Ständerat Meyer beruhigen, dass das unter keinen Umständen unsere Auffassung ist, denn wir wissen heute sicher alle die Bedeutung eines gesunden Föderalismus zu würdigen. Wir schätzen ihn zu hoch, als dass wir hier auf Umwegen in der Richtung der Zentralisation etwas hineinschuggeln wollten. Die Dinge liegen doch so, dass, was militärische Belange anbetrifft, wir diese Zentralisation schon lange haben, und wenn wir hier etwas anderes beschliessen, so steht es in direktem Gegensatz zu dem, was bis heute auf dem Gebiet des Wehrwesens an der Tagesordnung war. Es handelt sich in keiner Weise um ein Misstrauen gegenüber den Kantonen, sondern da hat Herr Hefti das Richtige getroffen: Ich habe vielmehr, wie er, herausgeföhlt, dass es sich um ein gewisses Misstrauen seitens einzelner kantonaler Vertreter gegenüber dem Bund handelt. Da habe ich nun schon die Meinung, wir sollten hier einander das Vertrauen schenken. Das dürfen in diesem Falle auch die Kantone, denn wir wollen nur das weiter entwickeln, was bereits besteht. Wollten die Kantone den obligatorischen Turnunterricht selbst durchführen, dann müssten sie vorerst noch einen eigenen kantonalen Apparat schaffen, den sie bisher nicht hatten, denn sie haben sich bis jetzt mit der Frage der körperlichen Ertüchtigung für die schulentlassene Jugend gar nicht beschäftigt, sondern das den Verbänden überlassen. Deshalb bin ich erstaunt, dass man plötzlich von Seite der Kantone einen ganz andern Kurs einschlagen will, als es bisher Uebung war.

Abstimmung. — *Vote.*

Absatz 1.

Angenommen. — *Adopté.*

Absatz 5.

Für den Antrag Vieli	20 Stimmen
Dagegen	15 Stimmen

Abs. 2bis und 2ter.

Antrag der Kommission.

Als Anregung zur turnerischen Betätigung im vordienstpflichtigen Alter finden alljährlich obligatorische Leistungsprüfungen statt.

Zur Teilnahme am turnerischen Vorunterricht gemäss Lit. *a* sind nur jene Jünglinge verpflichtet, die sich an diesen Prüfungen nicht über die vorgeschriebenen Mindestleistungen auszuweisen vermögen.

Al. 2bis et 2ter.

Proposition de la commission.

Des examens obligatoires ont lieu annuellement pour pousser les jeunes gens à pratiquer la gymnastique avant d'être astreints au service militaire.

Seuls sont tenus de suivre les cours de gymnastique prévus sous lettre *a* les jeunes gens qui n'ont pas obtenu les résultats minimums à ces examens.

Altwegg, Berichterstatter: Der erste Absatz, auf den hier hingewiesen wird, bedarf keiner weiteren Erklärung. Er verfolgt nur den Zweck, die Bedeutung der obligatorischen Leistungsprüfungen etwas mehr zu veranschaulichen. Er kann vielleicht einen gewissen propagandistischen Charakter haben. Der folgende Absatz ist die Konsequenz der Abänderung, welche Sie beim Absatz 2 durch Streichung des Militärvorkurses beschlossen haben.

Angenommen. — *Adopté.*

Abs. 3.

Antrag der Kommission.

Die Teilnahme am Jungschützenkurs gemäss Lit. *b* ist obligatorisch. (Rest des Absatzes streichen.)

Al. 3.

Proposition de la commission.

La participation aux cours pour jeunes tireurs prévus sous lettre *b* est obligatoire. (Biffer le reste de l'alinéa.)

Altwegg, Berichterstatter: Dieser Absatz sagt lediglich, dass die Teilnahme an den Jungschützenkursen gemäss Lit. *b* obligatorisch ist. Der weitere Absatz wird gestrichen, das ist die logische Folge Ihres Beschlusses von gestern betreffend Streichung des Militärvorkurses. Der letzte Absatz: „Bei der Aushebung der Wehrpflichtigen findet über deren körperliche Leistungsfähigkeit eine Prüfung statt“, stand schon in der bisherigen Militärorganisation.

Angenommen. — *Adopté.*

Abs. 4.

Antrag der Kommission.

Streichen.

Antrag Vieli.

Die Kurse des Vorunterrichtes finden in der Regel an Werktagen statt. Wo die Verhältnisse eine Ausnahme erfordern, müssen stets die gesetzlichen Bestimmungen über die Sonntagsruhe befolgt werden.

Al. 4.

Proposition de la commission.

Biffer.

Amendement Vieli.

Les cours d'instruction préparatoire ont lieu dans la règle les jours ouvrables. Là où les circonstances nécessitent une exception, les prescriptions légales concernant le repos hebdomadaire doivent toujours être observées.

Präsident: Nun stellt Ihnen Herr Vieli einen Antrag auf Einfügung eines neuen Absatzes 4.

Vieli: Mein Zusatzantrag lautet: „Die Kurse des Vorunterrichtes finden in der Regel an Werktagen statt. Wo die Verhältnisse eine Ausnahme erfordern, müssen stets die gesetzlichen Bestimmungen über die Sonntagsruhe befolgt werden.“

Als Abs. 5 zu Art. 103 haben wir folgenden Zusatzantrag gestellt: „Der Vorunterricht wird unter der Oberleitung der Abteilung für Infanterie von den Kantonen organisiert und durchgeführt.“

Nun deckt sich der erste Antrag mit dem Wortlaut des Art. 24 der Verordnung. Der Sprechende hat geglaubt, diesen Art. 24 der Verordnung in das Gesetz hinübernehmen zu sollen, weil es sich nach seiner Auffassung dabei um eine grundsätzliche Bestimmung handelt. Sie wissen, was für eine starke Opposition seinerzeit dem ersten Entwurf entgegengebracht wurde, speziell von katholischer und evangelischer Seite, aus der Befürchtung heraus, der Sonntag könnte für diese Uebungen weitgehend in Betracht kommen. Nun hat das Departement in Art. 24 des Verordnungsentwurfes diesen Einwänden Rechnung getragen. Es handelt sich deshalb nur darum, ob diese Bestimmung ins Gesetz oder in die Verordnung gehört. Nach weiterer Ueberlegung glaube ich, diesen Antrag fallen lassen zu können, wenn vom Herrn Departementschef die Erklärung abgegeben wird, dass man an diesem Grundsatz nicht nur für die Dauer der Verordnung, sondern auch in Zukunft festhalte, dass also der Sonntag nur ausnahmsweise für solche Uebungen in Betracht komme.

Altwegg, Berichterstatter: Ich begrüße es, dass Herr Vieli diesen Antrag zurückzieht. Ich glaube, es genügt auch, dass diese Ausführungsbestimmung in der Verordnung enthalten bleibe. Ich möchte diese Gelegenheit benützen, zu erklären, dass die Kommission an den Worten „in der Regel“, die von gewisser Seite kritisiert worden sind, festhalten muss, allerdings in der Meinung, dass die Erklärung, die vom Departement der katholischen Kirche ge-

geben worden ist, auf die Sonntagsruhe soweit als möglich Rücksicht nehmen zu wollen, selbstverständlich auf dem ganzen Gebiet der Vorlage gilt. Weil der Militärvorkurs, dieses Novum, wegfällt, und man bisher auf dem Gebiete des Schiessens und Turnens keine schlechten Erfahrungen gemacht hat, soweit wir orientiert sind, glaube ich, dass die Bedenken nach dieser Richtung unbegründet sind. Schon vorher hat man bei dem sonntäglichen Schiessen am Vormittag während der Zeit der Gottesdienste immer aufgehört zu schiessen. Das wird auch in Zukunft der Fall sein.

Präsident: Der Antrag ist durch Rückzug hinfällig geworden.

Gestrichen. — *Biffé.*

Art. 104 M.O.

Antrag der Kommission.

Der Bund unterstützt ferner Vereine, die sich im Interesse der Landesverteidigung die körperliche Ertüchtigung der Staatsangehörigen nach deren Entlassung aus der obligatorischen Schulpflicht zur Aufgabe machen.

Art. 104 O. M.

Proposition de la commission.

La Confédération subventionne de même les associations qui, dans l'intérêt de la défense nationale, visent à donner une éducation physique aux jeunes Suisses ayant accompli leur scolarité obligatoire.

Altwegg, Berichterstatter: Sie sehen aus der Vorlage, dass die Kommission Ihnen vorschlägt, die Worte „und Bestrebungen“ zu streichen, weil die Abteilung für Infanterie und das Departement uns eigentlich keine Erklärung geben konnten, was man damit im Auge hatte. Das Departement ist, soviel ich mich erinnere, mit dieser neuen Fassung einverstanden.

Etwas Neues haben wir in der Kommission hier in diesem Art. 104 entdeckt. Entgegen der alten Fassung des Art. 104 der Militärorganisation ist hier von „Staatsangehörigen“ die Rede. Der französische Text spricht von „la jeunesse suisse“. Wir haben festgestellt, dass unter „jeunesse suisse“ auch die Frauen zu verstehen sind. Dasselbe ist der Fall bei „Staatsangehörige“. Es besteht also hier zum alten Art. 104 ein gewisser Gegensatz, wo stand: „Der Bundesrat unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen — man hat also damals schon Bestrebungen unterstützt, die man jetzt streicht — die eine militärische Vorbildung „der Jünglinge“ vor dem Eintritt in das dienstpflichtige Alter bezwecken.“ Hier haben Sie eine Erweiterung der bisherigen Vorlage, indem Sie die Frauen auch einbeziehen. Wir können diesem Novum nur zustimmen, um so mehr, als wir ja auf anderem Gebiete den Wünschen der weiblichen Turnlehrerinnen nicht entsprechen konnten; diese haben bekanntlich eine gedruckte Eingabe an die Kommission, vielleicht auch an Sie, gemacht, mit dem Ersuchen, man sollte hier das obligatorische weibliche Schulturnen einführen. Ich habe Ihnen im

Eintretensvotum gesagt, dass wir die Auffassung haben, es gehöre dies nicht in die militärische Vorlage hinein, trotzdem wir diesen Bestrebungen durchaus sympathisch gegenüberstehen, dass wir aber hoffen, dass die Lösung, die die weiblichen Organisationen wünschen — Herr Piller wird wohl in seiner heutigen Interpellation darauf Bezug nehmen — dort zu ihrem Rechte kommt. Aber, wie gesagt, eine gewisse Beruhigung ist bereits in diesem Art. 104 enthalten. Das Departement erklärte uns, dass bisher schon gewisse weibliche Turnorganisationen, Turnlehrerinnenkurse usw. vom Bund unter diesem Titel unterstützt wurden, trotzdem im alten Art. 104 nur von Jünglingen die Rede war, und dass man daher immer ein etwas schlechtes Gewissen gehabt habe (wenn man das bei der Verwaltung überhaupt haben kann), und dass diese Lücke korrigiert werden solle dadurch, dass man statt „Jünglinge“ „Staatsangehörige“ und beim französischen Text „jeunesse suisse“ sage. Wir möchten Ihnen den Text des Art. 104 mit diesen Bemerkungen zur Annahme empfehlen.

Präsident: Da das Wort nicht weiter gewünscht wird, haben Sie zugestimmt. Damit ist Art. 1 erledigt.

Nur eine Bemerkung in redaktioneller Beziehung. Der Antrag des Herrn Vieli spricht von „Abteilung für Infanterie“. Ich nehme an, dass Herr Vieli einverstanden ist, wenn redaktionell die Worte „Abteilung für Infanterie“ durch „Militärdepartement“ ersetzt werden, da es sich um eine rein interne Frage der Organisation handelt.

Art. 2.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen — *Adopté*.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble*.

Für Annahme des Gesetzentwurfes

23 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

3975. Bürgschaftsrecht. Bundesgesetz. Cautionnement. Loi.

Botschaft und Gesetzentwurf vom 20. Dezember 1939 (Bundesblatt II, 841). — Message et projet de loi, du 20 décembre 1939 (Feuille fédérale II, 857).

Beschluss des Nationalrats vom 22. Februar 1940.
Décision du Conseil national, du 22 février 1940.

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Eintreten.

Minderheit (Bolla):

Nichteintreten.

Proposition de la commission.

Majorité:

Passer à la discussion des articles.

Minorité (Bolla):

Ne pas passer à la discussion des articles.

Berichterstattung. — *Rapports généraux*.

Iten, Berichterstatter: Seit 3 Jahren ist das Bürgschaftsrecht in Revision. Die Revision geht zurück auf Postulate, die seit dem Jahre 1932 in den beiden Räten gestellt wurden. Im Jahre 1935 hat sich der Schweizerische Juristenverein an seiner Jahresversammlung in Interlaken für die Revision des Bürgschaftsrechtes ausgesprochen. Der erste Entwurf des Justizdepartementes datiert aus dem Jahre 1937. Dieser Entwurf wurde der Öffentlichkeit zugänglich gemacht und hatte eine grosse Diskussion, zahlreiche Eingaben und wissenschaftliche Abhandlungen zur Folge. Im April 1939 wurde ein zweiter Vorentwurf einer Expertenkommission unterbreitet. Auf Grund der Beratungen der Expertenkommission wurde der Entwurf ausgearbeitet, der uns mit Botschaft vom 20. Dezember 1939 vom Bundesrat vorgelegt wird. Expertenkommission und Nationalrat sind ohne Opposition auf die Beratung der Vorlage eingetreten.

Die Entstehungsgeschichte des heute zur Beratung stehenden Entwurfes zeigt, dass der Vorwurf einer Zeitung, die Revision des Bürgschaftsrechts sei überstürzt worden, keine Berechtigung hat.

Die Bürgschaft ist ein altes Rechtsinstitut, dem wir zu allen Zeiten und bei allen Völkern in dieser oder jener Form zum Zwecke der Kreditbeschaffung begegnen. Weil sie eine Personalhaftung für die Schuld eines andern zur Aufgabe hatte, waren mit der Eingehung der Bürgschaft von jeher besondere Formalitäten verbunden, die je nach der Auffassung der Zeit und des Volkes änderten. Der Sinn dieser Formalitäten war immer der, dem Bürgen seine persönliche Haftung recht augenscheinlich darzustellen. Diese Formen haben sich, wie die aller übrigen Rechtsinstitute, mit der Zeit vereinfacht und den Bedürfnissen des Verkehrs angepasst.

Die Schweiz hatte von jeher ein strenges Bürgschaftsrecht und auch das heute zu revidierende

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.04.1940
Date	
Data	
Seite	226-235
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 031

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

1939 über Beschlagnahme und Enteignung vorläufig zurückgestellt sein soll.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission Einstimmigkeit

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Vormittagssitzung vom 6. Juni 1940. Séance du 6 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Zust.*

3992. Militärischer Vorunterricht. Instruction militaire préparatoire.

Siehe Seite 196 hiervor. — Voir page 196 ci-devant.

Beschluss des Nationalrats vom 4. Juni 1940.
Décision du Conseil national, du 4 juin 1940.

Art. 1 (Art. 103 M.O., Abs. 4).

Antrag der Kommission.

Der militärische Vorunterricht umfasst folgende Kurse:

- a) ...
- b) ...
- c) den Militärvorkurs für die diensttauglich...
Als Anregung...
Zur Teilnahme...

Die Teilnahme am Jungschützen- und Vorbereitungskurs gemäss lit. *b* und *c* ist obligatorisch. (Rest des Absatzes streichen.)

Art. 1 (Art. 103 O.M., al. 4).

Proposition de la commission.

L'instruction militaire préparatoire comprend les cours suivants:

- a) ...
- b) ...
- c) Le cours préparatoire militaire...
Des examens obligatoires...
Seuls sont tenus de suivre...

La participation au cours pour jeunes tireurs et au cours préparatoire prévus sous lettres *b* et *c* est obligatoire. (Biffer le reste de l'alinéa.)

Altwegg, Berichterstatter: Wie Sie wissen, bestehen auf dem Gebiete des militärischen Vorunterrichts zwischen den beiden Räten zwei erhebliche Differenzen. Sie betreffen den Art. 103 der Vorlage, und zwar in erster Linie den Abs. 3, der Ihnen bekannt sein wird als Antrag Vieli; ferner die pièce de résistance, die einzelnen Kurse, wo wir, wie Sie wissen, den Militärvorkurs gestrichen haben. Die Kommission möchte Ihnen beantragen, die Differenzen in dem Sinne zu erledigen, dass Sie zuerst auf die Behandlung dieser zweiten Frage

eintreten, wenn sie sich auch in der Vorlage erst nachher präsentiert. An zweiter Stelle würde die andere Frage, die mehr prinzipieller Natur ist, zu behandeln sein; immerhin steht sie in Zusammenhang mit der Lösung, die Sie bei der andern Differenz treffen. Wir wollen also diese Frage noch offen lassen, bis Sie den Art. 103 in den übrigen Absätzen und speziell den umstrittenen Abs. 4 behandelt haben. Wenn keine Opposition dagegen gemacht wird, so würde ich mir erlauben, mich in erster Linie zu diesen Kursen im Namen der Kommission auszusprechen. Sie scheinen damit einverstanden zu sein.

Seit den Märztagen, wo Ihre Kommission diese Vorlage beraten und unter die Lupe genommen hat und namentlich seit dem 2. April, wo Sie einer scharfen Kritik gegenüber einem Bestandteil dieser Vorlage gefolgt sind, haben sich die Verhältnisse stark verändert. Ich muss darauf hinweisen, dass sich eigentlich wenige Tage, nachdem wir hier unsere Entscheidung getroffen hatten, Ereignisse vollzogen haben, die uns mehr als aufhorchen liessen. Kurz darauf sind nacheinander drei weitere neutrale Staaten von der Bildfläche verschwunden. Nun haben wir schon nicht weniger als 9 Staaten, die unter der Unbill der Witterung leiden mussten. Es ist eine Tragik, der wir staunend und ergriffen gegenüberstehen, ohne dass wir daran etwas ändern können.

Diese Tragik ist aber nicht spurlos an uns vorübergegangen. Sie hat leider ihre Wellen auch ins Innere des Landes geworfen. Wir haben bei uns in den letzten Wochen Erscheinungen konstatieren müssen, die uns auch überrascht haben, die wir nicht erwartet hätten und die wir aufs äusserste bedauern müssen. Wir hoffen, dass sie sich nicht wiederholen. Aber diese bedauerlichen Erscheinungen haben gezeigt, dass wir nach wie vor und noch mehr als früher allen Wert auf eine starke, geschlossene Armee legen müssen und ein starkes, geschlossenes Zusammengehen zwischen Armee und Hinterland nötig haben.

Gegenüber dieser Konstatierung grösster Tragweite müssen meines Erachtens Fragen und Bedenken zweiter und dritter Bedeutung zurücktreten. So geht es vielleicht mit den Einwänden, die wir in guten Treuen gegen diese Vorlage glauben machen zu müssen. Ich möchte fast sagen, sie sind durch das Weltgeschehen überholt worden. Es hat unserm Departementschef einen guten Wind in seine Segel geblasen. Deshalb komme ich dazu und habe ich den Auftrag erhalten, im Namen der Kommission ihren Mehrheitsantrag, der ohne Gegenantrag geblieben ist, d. h. Zustimmung zum Nationalrat in der Frage der Ausbildungskurse zu empfehlen.

Dass die Uebernahme dieses Referates dem Sprechenden nicht so leicht gefallen ist, werden Sie verstehen. Er hat starke Bedenken zurückstellen müssen, ist aber doch dem Wunsche der Kommission nachgekommen. Ich glaube auch, dass der Ernst der Stunde es verlangt, hier persönliche Prestige Gründe zurücktreten zu lassen.

Die neue Stellungnahme gegenüber dieser Vorlage ist dem Sprechenden und auch der Kommission erleichtert worden, einmal durch die Konstatierung, dass unsere Arbeit nicht umsonst war, denn Ihre Kommission hat vor wenigen Tagen endlich das

erhalten, was sie im März und April gern gehabt hätte, nämlich eine Auskunft darüber, was man mit diesen umstrittenen Militärvorkursen im Auge habe. Wir hatten gestern abend eine gewisse Genugtuung, als der Departementschef das Geständnis ablegte, die Klarheit über das, was man mit diesen Militärkursen wolle, habe sich erst durch das Studium und die Kritik, die die erste Vorlage erfahren habe, herausgeschält. Die Vorlage, die Verordnung und auch die Botschaft des Bundesrates hätten alle Möglichkeiten offen gelassen.

Nun haben wir, und ich möchte das dem Departementschef verdanken, in den letzten Tagen in der Kommission ein Programm erhalten über den Vorbereitungskurs der diensttauglich Befundenen im 19. Altersjahr. Es handelt sich um einen Entwurf zu einem Programm für den turnsportlichen Teil und die Geländeübungen, woraus sich ergibt, dass man das grosse Schwergewicht auf das Geländeturnen, auf die körperliche Ertüchtigung, also mehr auf das Körperliche und weniger auf das Soldatische legt, also keine Rekrutenschule en miniature, kein Drill, Gewehrgriff usw., sondern das, was wir auch wollten mit dem obligatorischen Turnen.

Ich kann Ihnen jetzt nicht das ganze Programm vorlesen, muss Ihnen aber das Grundsätzliche bekanntgeben. Es wird der Zweck dieses Vorkurses auseinandergesetzt. Es heisst da:

„Es ist auf das in den Kursen des turnerischen Vorunterrichts und in den Jungschützenkursen Gelernte im Sinne der Zusammenfassung und der Anwendung aufzubauen. Dabei ist weniger zu schulen als anzuwenden.“

Das Ziel ist die turnsportliche, schiesstechnische und seelische Vorbereitung auf die Rekrutenschule. Es wird erreicht durch Schulung der Beweglichkeit, der Kraft, des Willens, der Einsatzbereitschaft und der Ausdauer, sowie durch die Schaffung der Grundlagen zur soldatischen Härte. Weitere Aufgaben sind die Schärfung der Sinne durch Beobachtung, Anpassung an das Gelände, Tarnung und sichere Bewegung im Gelände mit und ohne Karte und Kompass. Ausbildung zum sichern Schützen.“

Wenn man das liest, muss es Eindruck machen. Das hätte uns sicherlich schon Eindruck gemacht, wenn wir es in den März- und Apriltagen, bei der ersten Beratung, schon gehört hätten.

Es ist ein präzises Programm über Sammel-, Appell- und Reaktionsübungen, anregende Uebungen als Ueberleitung zu der nachfolgenden kraftvollen Arbeit; wir haben ein Turnprogramm, ein Programm über die sportliche Schulung und über die Geländeausbildung. Das ist praktisch dargestellt. In diesem Programm sind dann auch spezielle Beispiele erwähnt, worauf es ankommt beim Kriegsspiel, beim Geländekampf, bei Geländemärschen, die wichtig sind in einem Zeitalter, da viele nur noch Velo fahren usw. Es sind ferner zwei Programme aufgestellt, die darüber Auskunft geben, wie man diese Samstagnachmittagsübungen zuerst auf dem Sportplatz und im nahen Gelände und später als Uebungen im Gelände sich vorstellt. Offen gestanden, diese Ausführungen haben in Ihrer Kommission befriedigt und beruhigt. Sie waren wohl auch mit schuld daran, dass der Nationalrat sich unsern Gedankengängen nicht hat anschliessen

können, sondern auf den Boden der Vorlage zurückgegangen ist.

Ich gebe zu, auch wenn das Programm im Detail vorliegt, kann man noch gewisse Bedenken haben. Sie sind auch dem Sprechenden wieder aufgestossen. Aber schliesslich sind diese Detailfragen nicht das, was wir hier im Parlament erledigen müssen, sondern das sind Fragen, die das Militär angehen. Das Militär muss' mit dieser Vorlage auskommen. Wir hörten, dass man an höchster Stelle, speziell beim Armeekommando, grössten Wert auf diese Vorlage legt.

Es ist in der Kommission meines Erachtens mit Recht gesagt worden, wenn diese Vorlage auch heute noch gewisse Mängel aufweise und gewissen Bedenken rufe, müsse man, wie das bei jedem Neuland der Fall sei, eben den Erfahrungen etwas überlassen; man dürfe hoffen, dass man mit der Zeit den richtigen Weg finden werde. Sicher ist, dass man nicht zurückgehen darf auf die Fehler, die man beim freiwilligen Vorunterricht gemacht hat und die auch dazu führten, wie das Departement wiederholt kundgegeben hat, dass der ganze Vorunterricht in Misskredit gekommen ist.

Wir haben nicht nur dieses neue erfreuliche und beruhigende Programm erhalten. Der Departementschef hat uns einen Vorschlag über eine neue Redaktion von Art. 53 der Verordnung vorgelegt, die in der Hauptsache konzentriert das enthält, was in diesem Programm enthalten ist, womit das wegfällt, was am früheren Art. 53 nicht befriedigte. Dieser Artikel lautete vorher: „Nach der Aushebung im 19. Altersjahr hat jeder diensttauglich befundene Schweizerjüngling einen Militärvorkurs zu bestehen, der als unmittelbare Vorbereitung auf die Rekrutenschule in Waffenübungen von total 80 Unterrichtsstunden besteht.“ Daraus konnte jeder herauslesen, was er wollte oder nicht wollte. Man musste wirklich zur Meinung kommen, es sei dies eine vorgeschobene Verlängerung der Rekrutenschule, was, wie wir gehört haben, und was vielleicht der Herr Departementschef noch zuhanden des Protokolls bestätigen wird, nicht der Fall sein soll. Heute steht in diesem Art. 53 eine Zusammenfassung dessen, was in diesem Arbeitsprogramm enthalten ist.

Das hat in der Kommission beruhigt. Dazu kommt noch etwas anderes. Wir hatten gewisse Bedenken geäussert, dass es der Armee und den verantwortlichen Divisionären am nötigen Kader fehlen werde. Es sei möglich, dass nach dem Krieg das Kader sich nicht mehr so herandränge, wie das vielleicht heute der Fall wäre, obschon wir den Pessimismus, der im Nationalrat zu unserer Ueberaschung von hoher Stelle zum Ausdruck gebracht wurde, heute offiziell wenigstens nicht teilen wollen. Ich habe die Auffassung, dass man hier bei dieser Gelegenheit uns weit entgegengekommen ist durch die Erklärung seitens des Departements, dass man in diesem Militärkurs oder Vorbereitungskurs — wir wollen vorläufig den Namen offen lassen — nicht allein auf Offiziere und Unteroffiziere abstellen wolle, sondern dass man hier die Hilfe derjenigen, welche dieses Turnen, auch dieses Geländeturnen schon in den Vorkursen im 16. bis 18. Altersjahr durchführen und kennen, nicht auf die Seite stellen will, sondern ebenfalls heranzieht. Der Herr

Departementschef hat uns erklärt, er wolle dafür sorgen, dass auch dieser Gedanke in der Verordnung verankert werde. Das hat uns wiederum eine gewisse Beruhigung geschaffen, und wir glauben auch, dass diese Zusammenarbeit der Offiziere — das Departement hofft in erster Linie auf Freiwillige, die sich herandrängen; möge er recht bekommen —, die das nötige Verständnis, das nötige Einfühlungsvermögen in die Jugend haben, das Zusammenspielen dieser Offiziere mit den sachverständigen Lehrern, Turnern ein gutes Resultat zeitigen werde.

Es ist in der Kommission nicht mit Unrecht gesagt worden, dass gerade diese Schulung vielleicht nicht nur für die jungen 19jährigen Leute eine Kräftigung, eine weitere Ausbildung sei, sondern ebenso sehr für diese jungen Lehrer, für diese jungen Subalternoffiziere oder Unteroffiziere, die sich an Hand dieses neuen Programms in die Materie einarbeiten, sich damit selbst ausbilden, nach dem schönen Spruch: „Docendo discitur“, „beim Lehren kann man lernen“.

Das ist eine Beruhigung, die wir erhalten haben und die uns die Zustimmung zum Nationalrat erleichtert hat. Für den Sprechenden — und es ging wohl auch andern Kommissionsmitgliedern so — ist aber noch etwas anderes ebenso massgebend gewesen. Unsere Beschlussfassung vom 2. April hatte nicht nur einen Schönheitsfehler, sondern eine starke Lücke, die ich ausserordentlich bedauert habe, die Lücke, dass wir im 19. Altersjahr gerade zwischen diesem Vorunterricht und der Rekrutenschule ein Leerjahr hatten, indem dort nach unserer Vorlage nichts als ein paar Schiessübungen eingelegt waren. Wie ist das gekommen? Ich habe Ihnen seinerzeit ausgeführt, dass in der Kommission vom Sprechenden als Ersatz für den ausfallenden Militärvorkurs ein vierjähriger Turnkurs vorgeschlagen wurde. Hätten wir im 19. Altersjahr einen obligatorischen Turnkurs als Ersatz gehabt, dann wäre die Linie vom 16. bis 20. Altersjahr geschlossen gewesen. Ihre Kommission glaubte aber, ein dreijähriges obligatorisches Turnen genüge. Es entstand dann die Frage, wo nun das vierte Jahr abgeschnitten werden soll, unten oder oben. Wir sind in der Kommission mehrheitlich, speziell unter dem Einfluss des Waffenchefs der Infanterie, der in dieser neuen Situation eine Lösung finden musste, dazu gekommen, dass wir dieses Leerjahr nicht beim 16. Altersjahr einschieben wollten, sondern oben beim 19., weil Herr Oberstkorpskommandant Wille sagte, es liege ihm mehr an der Kontinuität zwischen Schule und Turnen, und wenn man ein Leerjahr einschalten müsse, könne man annehmen, die Leute seien mit 19 Jahren so vorgeschult, dass es dort nicht viel ausmache. Aber wir sind über diesen Cauchemar nicht hinweggekommen, dass hier eine Lücke ist und ich bedauere doppelt, dass ich auf meinen Antrag, das war der Antrag A der Turn- und Sportkommission, verzichtet habe, den Antrag auf vierjähriges Turnen nicht aufrecht erhalten habe. Er hätte vielleicht die Basis für eine andere Lösung geschaffen. Heute ist es zu spät; es sind schwache Versuche gemacht worden auf diesem Gebiete, die Sache noch zu ändern; aber wenn eine Vorlage einmal zum Ende drängt, kann man mit Abänderungen von so grosser Tragweite, schon aus Zeitmangel, nicht mehr kommen.

Deshalb bleibt heute nur die Lösung, dieses Leerjahr nun auszufüllen im Sinne der Beschlussfassung des Nationalrates, im Sinne der bundesrätlichen Vorlage, wie sie sich heute präsentiert, in der Hauptsache präzisiert auf das Geländeturnen.

Ich möchte zum Schluss nochmals Wert darauf legen, dass wir das grosse Ganze nicht aus dem Auge lassen müssen. Es kommt uns doch darauf an, in erster Linie einmal das obligatorische Turnen und Schiessen zu erreichen, und wenn wir das nun auf dem Weg erreichen, dass wir einen geländeturnerischen Militärkurs mit in Kauf nehmen müssen, so ist das eigentlich eine Kleinigkeit gegenüber dem, dass wir heute nun doch Aussicht haben, im Jahre 1940 das zu erreichen, was man im Jahre 1874 nicht erreicht, was man 1907 erstrebt und noch nicht erreicht hat. Ich glaube, man darf hier sagen: «Paris vaut bien une messe». Ich glaube, Sie werden unter diesen Umständen verstehen, wenn der Sprechende von einem Saulus zu einem Paulus geworden ist. Wir verstehen auch die Stellungnahme des Nationalrats. Zur Beruhigung kann vielleicht noch darauf hingewiesen werden, dass die Verordnung die Bestimmung enthält, dass sie nach 5 Jahren wieder einer Korrektur unterzogen werden könne, wenn die Erfahrung zeige, dass man auf dem einen oder andern Gebiet zu wenig weit oder zu weit gegangen sei. Diese Möglichkeit ist in der Verordnung vorgesehen. Ich möchte allerdings hoffen, im Interesse des Ansehens unserer Armee, dass wir hier nicht zurückrevidieren müssen.

Ich muss zum Schluss noch darauf hinweisen, es muss das auch heute wieder gesagt werden, dass diese Vorlage keine Kriegsvorlage ist. Sie ist nicht für den heutigen Moment geschaffen. Der heutige Moment wird nur dazu benützt, vielleicht etwas missbraucht. Die Vorlage ist für die späteren Jahre. Die Prüfungen beginnen allerdings, wenn das Gesetz in Kraft tritt, schon mit dem Jahre 1940. Die Leute, die mit dem Turnen beginnen, kommen erst in 3 Jahren in die Rekrutenschule und der Militärkurs oder wie Sie diesen Kurs nennen wollen, ist erst auf das Jahr 1942 oder 1943 vorgesehen. Das muss erneut gesagt werden gegenüber vielen, die das scheint's noch nicht begriffen haben. Die Vorlage ist nicht für den heutigen Moment, aber ich glaube, der heutige Moment verlangt eine Lösung auf diesem Gebiet, und zwar eine geschlossene Lösung. Damit wir nach aussen einen geschlossenen Eindruck machen, hat sich die Kommission mit Rücksicht auf all die Punkte, auf die ich Sie hingewiesen habe, zur Auffassung des Nationalrates bekannt. Sie sehen aus den Vorschlägen, die vorliegen, dass unsere Kommission sogar noch etwas weitergehen will als der Nationalrat, dass man das grausame Spiel, das die nationalrätliche Kommission mit dem Namen dieses Kurses getrieben hat, nicht mitmacht. Man schlägt Ihnen vor, auf den Vorschlag des Bundesrates zurückzukommen und diesen Kurs wieder „Militärvorkurs“ zu nennen. Wenn Sie Vorbereitungskurs sagen, müssen Sie auch noch hinzufügen, wozu der Vorbereitungskurs dient, also Vorbereitungskurs auf die Rekrutenschule. Der Herr Departementschef hat natürlich dieses Zutrauensvotum entgegengenommen, obschon er die Differenz mit dem Nationalrat nicht sehr gerne sieht. Ich glaube jedoch, dass der Nationalrat auf

diesem formellen Punkt nicht allzu sehr insistieren wird, um so mehr als der militärische Gedanke hier zum Ausdruck kommt. Dieser Kurs beschlägt das Schiessen, das Gelände-, das Militärturnen, also militärische Funktionen. Warum sollten wir also diesen Kurs nicht Militärcurs nennen dürfen? Sie haben diesen Gedanken eigentlich schon zum Ausdruck gebracht, als Sie in den früheren Beratungen beim Titel den Antrag, das Wort „militärisch“ zu streichen, abgelehnt haben. Deshalb steht als Untertitel in der Vorlage heute noch: „Einführung des obligatorischen militärischen Vorunterrichts“.

Mit diesen Ausführungen möchte ich Ihnen empfehlen, dem Nationalrat zuzustimmen, mit der redaktionellen Aenderung, dass in lit. c gesagt wird, „Militärvorkurs“ statt „Vorbereitungskurs“.

Käser: Auf dem Blatt, das uns verteilt worden ist, entspricht der Schlusssatz in seiner Redaktion nicht dem, was wir in unserer Kommission geändert haben.

Altwegg: Das kommt nachher. Wir sind bei Abs. 4.

Meyer: Ich nehme an, dass der Herr Vorsteher des Departements nun auf alle die verschiedenen Bedenken, die in der letzten Session geäußert worden sind, antworten wird. Ich möchte, um zur Abklärung beizutragen, fragen:

Wie werden diese Kurse durchgeführt? Werden sie schematisch von Gemeinde zu Gemeinde abgehalten oder regional nach Ermessen der Militärbehörde? Weiter: Sind die 80 Stunden, die für den Vorkurs vorgesehen sind, unabänderlich, oder ist es möglich, dass in Gegenden, wo 80 Stunden infolge der Witterungs- und Wegverhältnisse unmöglich erreicht werden können, ohne dass eine ganz sinnlose Plackerei für die Bevölkerung entsteht, diese 80 Stunden angemessen herabgesetzt werden? Es würde mich sehr interessieren zu hören, wie der Herr Departementschef den Ausdruck „im Benehmen mit den Kantonen“ versteht, ob bei der Organisation dieser Kurse die Behörden der Kantone auch in irgendwelcher Weise angehört und berücksichtigt werden in bezug auf die Wahl der Leiter, in bezug auf die Organisation der Kreise, in bezug auf das Dispensationswesen usw., oder ob die Militärdirektionen der Kantone, die Regierungs-, Gemeinde- und Schulräte vollkommen brüskiert werden. Ebenso ist es von Wichtigkeit zu vernehmen, ob nur militärische Leiter berufen werden oder ob z. B. auch Lehrer, die Turnunterricht erteilen, mit dem militärischen Vorunterricht betraut werden können, und ob man auch die Absicht hat, auf die Einstellung des Rekruten zum öffentlichen Leben, zu den Problemen des Staates, der Weltanschauung usw. nach der einen oder andern Richtung einzuwirken?

Bundesrat **Minger:** Was die Fragen anbetrifft, die soeben Herr Meyer gestellt hat, möchte ich folgendes sagen: Was die Art und Weise der Durchführung und die Mitwirkung der Kantone betrifft, so wird sich Gelegenheit bieten, hierauf anlässlich der Behandlung des Minderheitsantrages der Herren Egli und Pillier zu antworten.

Was die 80 Stunden, von denen Herr Meyer gesprochen hat, anlangt, so kann ich ihm sagen, dass wir in der Verordnung nicht 80, sondern 60 Stunden einsetzen werden. Ich habe schon in der früheren Beratung in dieser Beziehung quasi ein Versprechen abgegeben. Das wird meinerseits auch eingelöst.

Was die militärischen Leiter anbetrifft, so hat der Herr Kommissionspräsident hierüber bereits Auskunft gegeben. Er hat darauf hingewiesen, dass man, da es ein Militärcurs ist, in erster Linie Offiziere und Unteroffiziere als Lehrer heranzieht, dass es aber ohne weiteres möglich und gegeben ist, für das Turnen auch Fachleute heranzuziehen. In der Praxis wird es so sein, dass unter diesen Fachleuten verschiedene Offiziere und Unteroffiziere bereits vorhanden sind. Aber es soll die Möglichkeit geschaffen werden, und wir werden das in die Verordnung hineinnehmen, dass auch Fachleute im Turnen, die keinen Grad bekleiden, herangezogen werden können. Diesem Wunsche wird also ohne weiteres Rechnung getragen.

Schliesslich die letzte Frage: die geistige Beeinflussung dieser Jünglinge. Darauf ist zu sagen, dass die Beeinflussung darin besteht, dass man die jungen Leuten bei den Marschübungen an historische Stätten führt, ihnen hier ein Stück Schweizergeschichte vor Augen führt, die Schönheiten unserer Natur zeigt und in ihnen dadurch die reine Vaterlandsliebe zu wecken versucht. Es ist selbstverständlich, dass sie in keiner Weise politisch beeinflusst werden. Das muss restlos ausgeschlossen sein. Man wird die Leute nur vom rein vaterländischen Standpunkte aus für ihre Heimat und unsere Einrichtungen zu begeistern suchen. Das ist das Eine.

Nun fühle ich mich doch noch verpflichtet, zur Bezeichnung Militärvorkurs oder Vorbereitungskurs einige Bemerkungen anzubringen.

Ihre Kommission hat die ursprüngliche Bezeichnung Militärvorkurs wieder aufgenommen. Ich sollte eigentlich der Kommission hierfür dankbar sein, und doch ist es mir dabei nicht ganz behaglich.

Was das Wesen und die Durchführung des Kurses anbetrifft, so kommt es auf das Gleiche heraus, ob wir Militärvorkurs oder Vorbereitungskurs sagen. Das wird das Wesen und die Bedeutung des Kurses nicht ändern. Die Frage, wie das Kind getauft werden soll, hat bei den Beratungen der nationalrätlichen Kommission, wie das der Herr Präsident bereits ausgeführt hat, eine ziemlich grosse Rolle gespielt. Man hat geltend gemacht, dass die Art und Weise, wie die Durchführung des Kurses gedacht ist, vom militärischen Standpunkte aus sicher von grosser Bedeutung sei, aber gleichzeitig seien diese Kurse ebenso gute Vorbereitung für das zukünftige Leben dieser jungen Leute überhaupt. Nicht nur für das Militär, sondern auch für die Wirtschaft müssen wir eine gesunde Generation heranschulen. Die nationalrätliche Kommission hat gefunden, der Ausdruck „Militärvorkurs“ sei zu eng gefasst und bringe den Zweck des Kurses nur ungenügend zum Ausdruck. Darum hat man die allgemeine Bezeichnung Vorbereitungskurs gewählt, weil es eine Vorbereitung auf das Militär wie auf das Zivilleben sein soll.

Ich konnte mich den Ueberlegungen der nationalrätlichen Kommission tatsächlich nicht verschliessen und habe deshalb dieser neuen Bezeichnung zugestimmt.

In Ihrer Kommission bestand darüber keine Einstimmigkeit. Der bezügliche Beschluss wurde bloss mit einer Stimme Mehrheit gefasst. Ich frage mich nun: Lohnt es sich, wegen dieses Ausdruckes allein eine Differenz mit dem Nationalrat zu schaffen? Das ist der Grund, weshalb ich es vorgezogen hätte, wenn man auch hier dem Nationalrat zustimmen würde und es beim Ausdruck Vorbereitungskurs bleiben liesse.

M. Piller: Je n'avais pas l'intention d'intervenir dans ce débat, mais les paroles que vient de prononcer le chef du Département militaire m'obligent à dire pourtant quelques mots.

Il s'agit, ne l'oublions pas, d'un cours destiné uniquement aux jeunes gens reconnus aptes au service militaire et qui a pour but de leur donner un entraînement en vue du service à l'école de recrues. Si ce cours devait être suivi par l'ensemble de notre jeunesse masculine, on pourrait discuter. Mais puisque c'est en réalité un cours pour les jeunes gens préalablement reconnus aptes au service, je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas le courage de l'appeler: cours militaire préparatoire. On nous dit que ce cours est nécessaire à la préparation au service militaire. Eh bien, ne reculons pas devant un mot — «militaire» — seulement pour la raison que le Conseil national a donné la préférence à une autre solution. Ce sera plus clair et plus net; il y a dans ce projet assez d'autres points qui peuvent prêter à l'équivoque.

Käser: Es lohnt sich wirklich fast nicht, über diesen Ausdruck zu streiten. Aber man sollte doch in der ganzen Sache eine gewisse Konsequenz einhalten. Wir nennen das Ganze eine Vorlage über den militärischen Vorunterricht. Das Gesetz heisst „Gesetz über die Einführung des obligatorischen militärischen Vorrunterrichtes“. Wenn wir, der ganzen Sache eine solche allgemeine Benennung geben wollten, müssen wir konsequenterweise auch nicht sagen „Vorbereitungsunterricht“, sondern „Militär-Vorkurs“. Das erstere wäre ein Name ohne Gehalt und Inhalt.

Im Nationalrat wurde gesagt, es sei lächerlich, sich am Titel zu stossen, den Ausdruck „Militär-Vorkurs“ durch die Bezeichnung „Vorbereitungskurs“ ersetzen zu wollen. Um ehrlich zu sein, glaube ich, dass wir der Sache einen bessern Dienst leisten, wenn wir am Vorschlag des Bundesrates („Militär-Vorkurs“) festhalten. Das entspricht auch dem Titel und der Terminologie der ganzen Vorlage. Ich möchte deshalb beantragen, am Ausdruck „Militär-Vorkurs“ festzuhalten.

Hefti: Ich möchte über diese Ausdrucksweise nicht lange streiten, frage mich aber doch mit dem Bundesrat: Ist es der Mühe wert, hier mit dem Nationalrat eine Differenz zu schaffen? Die Hauptsache ist die Durchführung. Praktisch kommt es auf das Gleiche heraus, ob wir das Kind so oder anders taufen. Das System und die Durchführung

dieses Kurses sind die Mittel zur Ertüchtigung des Mannes.

Im übrigen ist der Ausdruck Militärvorkurs auch nicht ganz richtig. Es ist in Wirklichkeit ein Vorbereitungskurs für die körperliche Ertüchtigung des jungen Mannes und nicht ein reiner Militärvorkurs. Man will ja diesen Militärvorkurs gar nicht. Man hat ihn deswegen bei der früheren Beratung in der Kommission mit Mehrheit gestrichen, man hatte vor dem Worte „Drill“ zu grosse Angst, man wollte auch nicht, dass die Leiter Offiziere seien. Und nun, nachdem ein Programm des Departementes vorliegt, sieht man, dass der Kurs nicht rein militärisch sein soll, sondern ein Kurs für die körperliche Ausbildung des jungen Mannes, für die Ausbildung im Langlauf, im Steinhoben, in allem Möglichen, was zur körperlichen Ertüchtigung dient. Deshalb ist auch der Name „Vorbereitungskurs“ nicht so verfehlt, und deshalb brauchen wir keine Differenz mit dem Nationalrat stehen zu lassen. Ich betrachte es, offen gestanden, als etwas kleinlich, wenn wir hier das frühere Wort „Militärvorkurs“ wieder einsetzen.

Abstimmung. — Vote.

Für den Antrag der Kommission (Militärvorkurs)	28 Stimmen
Für den Antrag Piller (Vorbereitungskurs)	4 Stimmen

Abs. 5. 6 und 7.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Altwegg, Berichterstatter: Wir kommen zu den folgenden drei Absätzen. Es ist schwer, dieselben mit Ziffern zu bezeichnen, weil keine Ziffern hier sind und weil die einzelnen Vorschläge ineinander übergreifen. Die Redaktion in der gedruckten Vorlage ist insoweit nicht richtig, als sich die verschiedenen Absätze zum Teil überschneiden. Die Lösung, die wir vorschlagen, ist mehr redaktioneller Natur, wie das im schriftlichen Vorschlag, den Sie in letzter Stunde noch erhalten haben, enthalten ist.

Wir schlagen ferner in diesem neuen dritten Absatz, den ich soeben zitiert habe, eine redaktionelle Aenderung vor, die wir Herrn Käser verdanken. Er hat darauf aufmerksam gemacht, dass es nicht richtig sei, wenn man von der Teilnahme am Jungschützenkurs spreche, da ja mehrere Jungschützenkurse stattfinden. Deshalb ist redaktionell verbessert worden: „die Teilnahme an den Jungschützenkursen und am Militärvorkurs“.

Dann darf ich gleich die folgenden beiden Absätze noch erledigen. Beim Absatz, wo Subalternoffiziere und Unteroffiziere genannt sind, hat man sich gefragt, ob man die Zusicherungen, die das Departement uns gemacht hat, dass beim Militärvorkurs nicht nur Offiziere und Unteroffiziere, sondern auch Turnlehrer herangezogen werden, nicht irgendwo niederlegen sollte. Es wäre möglich gewesen, eine andere Redaktion zu suchen, indem man gesagt hätte: Subaltern- und Unter-

offiziere des Auszuges sind verpflichtet, in den Militärvorkursen denjenigen Unterricht zu erteilen, zu dem die eidgenössischen und kantonalen Militärbehörden sie beziehen“, statt auffordern“. Daraus würde geschlossen, dass noch andere Geister da mitspielen. Man hat sich dann aber mit der Erklärung des Departementes begnügt, dass dieser Gedanke in die Verordnung hineinkomme. Um hier nicht eine weitere Differenz mehr redaktioneller Natur zu schaffen, will man sich damit abfinden.

Dann darf noch ein Wort gesagt werden zum letzten Absatz, Antrag Niederhauser im Nationalrat, der in letzter Stunde gestellt wurde, der den kirchlichen Behörden eine grössere Sicherheit geben soll betreffend Sonntagsheligung. Tatsächlich ist die Bestimmung, — dass diese Kurse in der Regel am Werktag sein sollen — nicht in der Vorlage enthalten, sondern nur in der Verordnung. Es ist auch von seiten der evangelischen Konfession eine etwas grössere Garantie gewünscht worden. Der letzte Absatz lautet nun: „Die Kurse des militärischen Vorunterrichtes dürfen nur ausnahmsweise an Sonntagen abgehalten werden“. Die Kommission hat stillschweigend zugestimmt.

Meyer: Ich möchte sehr wünschen, dass der Ausdruck „Sonntag“ interpretiert wird. Bezieht sich der Ausdruck auch auf die staatlichen Feiertage? Das ist von wesentlicher Bedeutung, speziell für den katholischen Teil der Schweiz. Ich will keinen Ergänzungsantrag stellen, dass man etwa sagen solle „Sonn- und Feiertage“, ich begnüge mich damit, wenn hier erklärt wird, dass unter dem Begriff „Sonntag“ auch die staatlichen Feiertage festgelegt sind.

Bundesrat **Minger:** Ich betrachte das als selbstverständlich, dass in katholischen Gegenden diese Feiertage als Sonntage behandelt werden. Sie dürfen doch nicht vergessen, wer die Kurse durchführt. In katholischen Gegenden sind das die Organe, die dort sind, die Organe des katholischen Turn- und Sportverbandes. Da ist jede Gewähr vorhanden, dass solche Tage in ihrer Feierlichkeit nicht gestört werden.

Meyer: Ich danke für die Erklärung des Herrn Bundesrates. Diese Frage war nicht umsonst, denn ich habe an gewissen Orten schon selbst erlebt, wie man von Bundeswegen mit staatlichen hohen Feiertagen umgesprungen ist.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 103 M.O., Abs. 3.

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats (streichen).

Minderheit (Egli, Piller):

Der turnerische Vorunterricht wird unter der Oberleitung und nach den Richtlinien des eidgenössischen Militärdepartements von den Kantonen organisiert und durchgeführt.

Art. 103 O.M., Al. 3.

Proposition de la commission.

Majorité:

Adhérer à la décision du Conseil national (biffer).

Minorité (Egli, Piller):

L'enseignement de la gymnastique est organisé et appliqué par les cantons sous la direction générale et d'après les directives du Département militaire fédéral.

Altwegg, Berichterstatter der Mehrheit: Es handelt sich um die zweite grosse Differenz, die geschaffen wurde, durch Annahme des Antrages Vieli mit 20 : 15 Stimmen, dem prinzipielle Bedeutung zukommt. Es handelt sich nicht nur um eine Differenz mit dem Nationalrat, sondern um eine scharfe Differenz in unserem Rat; dieser Antrag ist ja erst im Rat gestellt worden. Für den Sprechenden bringt das Referat über diesen Punkt keinen Gewissenskonflikt, denn ich habe mit aller Bestimmtheit schon im April Stellung in dem Sinne bezogen, dass es sich hier um eine eidgenössische Sache handle und dass hier der Beschluss des Ständerates nach meiner Auffassung ein Irrtum sei. Die Ironie des Schicksals wollte dann, dass der Sprechende im Protokoll der nationalrätlichen Kommissionsverhandlungen als derjenige zitiert wurde, der die kantonale Lösung im Ständerat vorgeschlagen habe, während ich es ja gerade als einen Rückfall von 1848 bezeichnet hatte. Herr Oberstkorpskommandant Wille hat auf meine Intervention hin dem Departement und den Referenten gegenüber diesen Irrtum, der dem Protokollführer passiert ist, richtiggestellt. Es lag mir wirklich daran, das festzustellen, damit ich nicht in einen falschen Verdacht komme. Für den Nationalrat war diese Frage viel liquider als für uns, wie es scheint. Das hängt mit der Konstellation unseres Rates zusammen. Der Nationalrat ist mit keinem Wort auf diese Frage zu sprechen gekommen, er hat sang- und klanglos, einstimmig, ohne Gegenrede diesen ständerätlichen Antrag gestrichen. Entsprechend meiner Einstellung vom April muss ich im Namen der Mehrheit der Kommission Ihnen das heute wiederum beantragen. Ich glaube, viele Worte sind nicht mehr zu machen, aber es muss doch auf die Verfassung hingewiesen werden. Herr Kollege Meyer war gestern so freundlich und hat mich auf Art. 20 der Verfassung aufmerksam gemacht, dessen Abs. 1 deutlich sagte, dass die Durchführung des Militärgesetzes Sache der kantonalen Behörden sei. Abs. 1 lautet: „Die Ausführung der bezüglichen Gesetze in den Kantonen geschieht innerhalb der durch die Bundesgesetzgebung festzusetzenden Grenzen und unter Aufsicht des Bundes durch die kantonalen Behörden.“ Das wäre ungefähr der Gedankengang, den Herr Vieli in unsern Beschluss hereinbringen wollte. Nun sagt aber Abs. 2 des Art. 20: „Der gesamte Militärunterricht und ebenso die Bewaffnung sind Sache des Bundes.“ Da steht ganz deutlich, wer hier das Messer in der Hand haben soll. Das ist der Bund. Nun wollen wir doch nicht hinter 1874 zurückkriechen. Wir dürfen das gar nicht, denn wir haben nicht das Recht, die Bundesverfassung hier zu korrigieren.

Ich glaube auch, die Ereignisse der letzten Wochen und Tage haben gezeigt, dass eine Armee einheitlich organisiert werden muss und dass wir es nicht riskieren dürfen, dass 25 verschiedene Unterrichtsmethoden im militärischen Turnen stattfinden. Der Antrag, wie er das letzte Mal bei uns zustande gekommen ist, kam etwas spät; die Sache konnte in der Kommission gar nicht behandelt werden. Ich glaube, der Antrag Vieli hat den Antragsteller selbst nicht ganz befriedigt. Er ist nun korrigiert worden, indem nur noch vom Turnen die Rede ist. Nach dem neuen Minderheitsantrag wird verlangt, der turnerische Vorunterricht sei Sache der Kantone. Ich glaube mit dem Departement, dass auch dieser korrigierte und reduzierte Antrag zurückgewiesen werden muss. Ich glaube auch, dass die Herren, welche hier Misstrauen haben, vielleicht mehr an das Schulturnen als an das militärische Turnen, das für den Vorunterricht in Frage kommt, denken. Das Schulturnen, das in der Militärorganisation obligatorisch erklärt worden ist, ist aber in Art. 102 der Militärorganisation geregelt. An diesem Art. 102 wird heute nicht gerüttelt. Es heisst dort, dass die Kantone dafür sorgen, dass die männliche Jugend im schulpflichtigen Alter Turnunterricht erhält usw. Die Kantone müssen dafür sorgen, im Gegensatz zu früher, dass in den Schulen geturnt wird. Heute handelt es sich aber nicht mehr um ein einfaches Schulturnen, sondern um den militärischen Vorunterricht. Schon in den Kursen für das 16., 17., 18. Jahr werden sie kein gewöhnliches Turnen haben, sondern ein Turnen, das sich bereits als militärisches Geländeturnen usw. auszeichnet, so dass ein Vergleich mit dem Schulturnen nicht am Platze ist. Dass Sie es damit ernst nehmen, haben Sie durch den Beschluss gezeigt, nicht mehr von Vorbereitungskursen, wie der Nationalrat vorschlägt, sondern von Militärvorkursen zu sprechen. Sie sind auf der Linie geblieben, die Sie seinerzeit eingenommen haben, als Sie im April den Vorschlag, das Wort „militärisch“ zu streichen, zurückgewiesen haben, so dass wir eine Vorlage über den obligatorischen militärischen Vorunterricht haben, sowohl was das Turnen, als was das Schiessen und was den Militärvorkurs anbelangt. Dieses Turnen ist unbedingt ein Bestandteil des militärischen Vorunterrichts und es wäre meines Erachtens ein grosser Fehler, wenn man sagen wollte, der turnerische Vorunterricht, der bis jetzt freiwillig war, müsse nun, weil er obligatorisch wird, den Kantonen übertragen werden. Im Gegenteil. Diesem militär-turnerischen Unterricht kommt nur eine viel grössere Bedeutung zu für das Heer. Das spricht dafür, dass wir an der Einheitlichkeit, die in Art. 20, Abs. 2, der Bundesverfassung verlangt wird, festhalten. Sie ist auch in der Verordnung enthalten. Sie finden bei diesem turnerischen Vorunterricht die einheitlichen Instruktooren, die einheitlichen Lehrer, namentlich aber die einheitlichen Prüfungen. Bei diesen wird jeden Herbst entschieden, ob der junge Mann das nächste Jahr einen Turnkurs zu machen hat. Würde das den Kantonen überlassen, so hätten wir 25 verschiedene Systeme, und das wäre nicht von Gutem.

Ich darf Sie in diesem Zusammenhang auf die Verordnung hinweisen, welche die Herren, die Bedenken haben, beruhigen sollte. Was den obliga-

torischen Turnunterricht im 15., 16., 17. Altersjahr anbetrifft, so wird in Art. 19 davon gesprochen, dass er in Verbindung mit den kantonalen Militärbehörden organisiert werden soll. In Art. 29 steht, dass die Präsidenten der Kantonalkomitees für den turnerischen Vorunterricht der Abteilung für Infanterie Vorschläge für die Bestellung dieser Komitees machen, in denen die Verbände und Institutionen, welche die obligatorischen Turnkurse durchführen, angemessen berücksichtigt sein sollen. Schliesslich muss hauptsächlich auf Art. 36 hingewiesen werden, welcher sagt, wo dieses Turnen der Leute, die sich auf die Prüfungen vorbereiten, und jener Leute, die die Prüfungen nicht bestanden haben und das folgende Jahr einen obligatorischen Kurs machen müssen, stattfindet. Die obligatorischen Kurse des turnerischen Vorunterrichtes werden unter Leitung der Kantonalkomitees stattfinden. Sie haben das Messer in der Hand. Wenn auch in diesen kantonalen Komitees noch eine eidgenössische Vertretung wäre, so werden die Komitees schon Manns genug sein, dafür zu sorgen, dass dem kantonalen Charakter genügend Rechnung getragen wird.

Nach Art. 36 der Verordnung wird der turnerische Vorunterricht unter Leitung des Kantonalkomitees organisiert und durchgeführt von den kantonalen Turn- und Sportverbänden sowie von den einzelnen, diesen Verbänden nicht angehörenden Vereinen, Kadettenkorps, Pfadfinderabteilungen usw., die sich mit der körperlichen Ausbildung befassen.

Vielleicht spielt für manchen noch eine grössere Rolle Abs. 2, wo von den Schulen und Seminarien die Rede ist.

Ich glaube, dass nach dieser Richtung bei einzelnen Stellen gewisse Bedenken bestanden. Ich habe mit einem Vertreter der katholischen Kirche, Herrn Bischof von Streng, über diese Angelegenheit gesprochen. Er hat mir die Frage unterbreitet: Glauben Sie, dass diese Kurse, die nach den nicht bestandenen Prüfungen verlangt werden, auch in den Seminarien durchgeführt werden können? Diese Frage ist gestellt worden in der Kommission und, wenn ich richtig verstanden habe, hat Herr Bundesrat Minger nach dieser Richtung Zusicherungen gegeben. Ich glaube, nach dieser Richtung brauchen wir keine grossen Bedenken zu haben.

25 verschiedene Turnsysteme wären meines Erachtens ein Fehler. Es darf noch darauf hingewiesen werden, und die Debatte im Nationalrat hat das deutlich gezeigt, wie es in den einzelnen Kantonen mit dem Turnen aussieht, trotzdem die Militärorganisation sagt: „Die Kantone haben für das obligatorische Schulturnen zu sorgen.“ Es liegt in vielen Kantonen noch im argen. Wenn man im militärischen Vorunterricht für bessere Einheitlichkeit schafft, ist das nicht von Schaden.

Zum Beschluss möchte ich darauf hinweisen, dass Sie selber das letzte Mal den Beschluss gefasst haben, trotzdem es schon in der Verordnung steht, im Gesetz, in Abs. 2, ausdrücklich aufzunehmen, dass der Bund alle Kosten bezahlt. Wer bezahlt, befiehlt im allgemeinen, wenigstens ist das bei uns üblich. Zudem hat ja der Bund nach der Verfassung die Verantwortung für diesen militärischen Unterricht zu tragen.

Aus diesem Grunde möchte ich Sie mit dem Nationalrat und der Mehrheit der Kommission

ersuchen, diesen Absatz zu streichen, im Vertrauen auf eine richtige Durchführung in Zusammenarbeit der eidgenössischen und der kantonalen Instanzen, wie dies in der Verordnung vorgesehen ist.

Dieser Antrag wäre nicht nur ein Schönheitsfehler, er wäre ein Rückschritt, den wir früher oder später bedauern würden.

M. Piller, rapporteur de la minorité: Après les appels pathétiques du président de la commission, rapporteur de la majorité, il peut paraître téméraire de prendre la parole pour exprimer un point de vue contraire. On s'expose, dans les temps actuels, lorsqu'on veut émettre des idées justes, des idées saines, à être incompris et traité d'antipatriote.

Dans notre dernière session, notre Conseil avait admis une proposition présentée par notre collègue M. Vieli, laquelle disposait que l'instruction militaire préparatoire est organisée et appliquée par les cantons sous la direction du Département militaire fédéral. Il était possible, à ce moment-là, d'adopter ce texte parce que le cours militaire préparatoire avait été supprimé. Actuellement, ce cours est rétabli, nous nous trouvons en face d'une nouvelle situation. Il est évident que ce qui est strictement militaire relève de la Confédération. Nous ne le contestons pas. Nous connaissons l'art. 20 de la Constitution qui dit: «L'instruction militaire, dans son ensemble, appartient à la Confédération». Mais comment faut-il interpréter cet article? Le président de la commission a cru nous effrayer en nous citant le Moyen-âge, en nous disant: «Nous allons revenir au delà de 1848.» Revenir au delà de 1848 ne serait pas, à certains égards, un recul si prononcé que cela en a l'air. Il est évident qu'avant 1848 on ne connaissait pas la guerre totale. Est-ce un progrès de la connaître aujourd'hui? Je pose la question. On ne pensait pas, en 1848 ou en 1874, que l'on militariserait un jour la jeunesse. Notre organisation militaire repose sur le principe que les obligations militaires commencent à 19 ans. Toute la jeunesse était laissée de côté. Cette disposition n'a pas changé encore à l'heure actuelle, malgré le projet que l'on nous présente et qui veut qu'on commence une certaine préparation au service militaire par la gymnastique, par des cours de jeunes tireurs et par des cours préparatoires pour ceux qui ont été reconnus aptes au service. Nous reconnaissons la compétence de la Confédération, pour tout ce qui est spécifiquement et strictement militaire, soit pour le tir, soit pour le cours militaire (litt. c).

Nous ne pouvons pas nous y rallier en ce qui concerne la gymnastique. Le président de la commission nous dit: «Il s'agira de faire uniquement une gymnastique militaire et non pas autre chose». Il y a une certaine façon militaire de comprendre la gymnastique, c'est ce que l'on propose de faire dans le cours préparatoire militaire. Mais à part cela, y a-t-il vraiment une gymnastique militaire? Nous ne le croyons pas. Nous le croyons d'autant moins qu'il n'y aura pas, à proprement parler, de cours de gymnastique obligatoires, mais seulement un examen obligatoire de gymnastique. Le reste est facultatif. Chacun peut donc se préparer à cet examen comme il l'entend. Voilà la situation. Est-ce donc vraiment de la gymnastique militaire? C'est de la gymnastique et rien de plus. Il ne suf-

firait d'ailleurs point d'appeler militaire une branche pour dire qu'elle relève nécessairement de la Confédération. Je ne veux pas pousser les choses jusqu'à l'absurde, mais il est évident que savoir lire, écrire, compter ou dessiner sont des notions qui ont leur importance au point de vue militaire. Va-t-on, pour cette raison, réglementer la lecture et le dessin dans les écoles? Non, personne n'y songe, fort heureusement.

Il s'agit donc de savoir si la collaboration des cantons est utile, car elle ne se heurte à aucun obstacle d'ordre constitutionnel ou juridique — si cette collaboration est avantageuse au point de vue du but que l'on veut atteindre. Quel est ce but? C'est de donner une mentalité civique saine à notre jeunesse masculine, lui faire comprendre que le service du pays consiste à penser à l'ensemble, à se subordonner à l'intérêt général; lui faire comprendre qu'elle doit consacrer du temps au service du pays en essayant d'acquérir une santé forte, d'avoir surtout — ce qui est important — cette mentalité, cet esprit sur lequel le colonel commandant de corps Wille insistait tellement dans les séances de la commission. Et puisque je parle du colonel Wille, je rappellerai ce que le président de la commission évoquait lui-même tout à l'heure, c'est que le chef d'armes de l'infanterie, s'il avait eu à choisir entre la solution consistant à faire commencer la préparation militaire à 17 ans et la maintenir jusqu'à 19 ans et celle qui consiste à la faire commencer à 16 ans et à l'arrêter à 18 ans aurait donné la préférence à la solution qui permettrait de faire continuer cette instruction depuis l'école, d'intégrer ces jeunes gens, de poursuivre leur culture physique. Il avait ses raisons. Il préférerait renoncer à 19 ans plutôt qu'à 16 ans. On ne pouvait pas, d'une façon plus éclatante, montrer qu'il s'agit avant tout d'éducation; il s'agit de continuer l'école. Quelles sont les compétences de la Confédération en matière scolaire? Je ne parle pas seulement de ses compétences constitutionnelles, je demande quelle est sa compétence, son aptitude à s'occuper de questions dont elle n'a aucune expérience quelconque. Les cantons, eux, ont des aptitudes, des expériences; ce que nous demandons pour eux ici, c'est uniquement que l'on accepte leur collaboration à la formation patriotique, à la formation physique et pré-militaire de la jeunesse. Les cantons, à l'heure actuelle, disposent déjà des jeunes gens pour les cours complémentaires lesquels prévoient aussi quelques heures de gymnastique. L'éducation est une tâche assez lourde, assez délicate, assez pénible, pour que l'on évite de mettre encore des entraves à l'école. Il faut s'efforcer d'éviter de laisser à l'école uniquement les tâches ingrates en lui enlevant tout ce qui est plus agréable, ce qui est plein air, mouvement, donc plus conforme aux aptitudes de la jeunesse et réserver cela à des organismes spéciaux. On nous dit qu'on ne veut pas avoir vingt-cinq gymnastiques différentes... Mais personne ne songe à cela. On fera la gymnastique d'après les exigences des manuels fédéraux, selon les instructions du Département militaire, du service de l'infanterie. Nous vous offrons notre collaboration, et je m'étonne qu'aujourd'hui encore vous la refusiez, à une époque, où, de tous côtés on dit: Il faut que nous unissions nos efforts, il faut que tous ceux qui pensent juste et qui veulent se dépenser, puissent se dévouer en-

semble. Or, on écarte systématiquement la collaboration des cantons. Le président de la commission citait tout à l'heure l'ordonnance. Eh! bien, examinons-la ensemble cette ordonnance et nous arriverons à la constatation précise de ce que j'avance. Il a cité l'art. 19. Que dit cet article? Il stipule qu'un examen aura lieu dans l'arrière-automne. Cet examen serait organisé d'entente avec les autorités militaires cantonales. La tâche de ces autorités consistera exclusivement dans l'établissement des listes, des contrôles et rien de plus. Les autorités militaires cantonales n'ont rien à dire quant à l'enseignement de la gymnastique. Ils doivent simplement aider à la préparation, à l'organisation de l'examen. On a cité aussi l'art. 27 où il est question de comités cantonaux. La bonne plaisanterie! L'art. 27 stipule que l'instruction militaire préparatoire incombe au service de l'infanterie. Ce service nomme les présidents des comités cantonaux pour l'enseignement préparatoire de la gymnastique.

A la commission, nous nous sommes efforcés d'obtenir au moins cette assurance que l'on procéderait en cette matière d'entente avec les gouvernements cantonaux. Le Conseil fédéral s'y est opposé de la façon la plus catégorique. Il ne veut pas entendre parler des cantons.

A l'art. 29, c'est la même chose: «...les présidents des comités cantonaux de l'enseignement préparatoire de la gymnastique font des propositions au service de l'infanterie pour la constitution des comités...» Ces comités dits «cantonaux» sont donc constitués de toutes pièces pour le service de l'infanterie; les autorités cantonales sont exclues sans que l'on puisse justifier cet ostracisme par aucune raison plausible. Car ce que nous demandons c'est uniquement de pouvoir mettre à disposition, en faveur de l'éducation de la jeunesse — (et l'éducation est une œuvre de synthèse, elle ne peut pas se faire convenablement en partant de points de vue différents) — le concours qu'ils sont capables de donner. Notre désir est de mettre au service de cette cause nos expériences, nos institutions, nos écoles, nos maîtres. Si vous ne voulez pas même cela, je dis alors que vous ne pensez pas juste, que vous considérez tout cela à travers une lunette militaire dont le champ divisé est des plus étroits: il faudrait pourtant se souvenir de ce qui est et de ce qui devrait rester notre caractéristique en tant que suisses: notre fédéralisme, nos libertés locales, nos libertés cantonales, le principe de la subsidiarité, ce que les communes peuvent faire, ce que les cantons peuvent faire, ce qu'ils font déjà. Pourquoi ne veut-on pas de leur concours dans l'avenir, sous les auspices des autorités fédérales? Tous, nous désirons avoir une jeunesse animée d'un esprit patriotique sain et qui soit physiquement résistante, bien formée, bien entraînée. A cette œuvre éminemment utile, les cantons peuvent contribuer dans une forte mesure; mais vous refusez leur concours! C'est de plus en plus incompréhensible.

On nous oppose en somme cet argument: «C'est la Confédération qui paye, par conséquent c'est elle qui doit commander!» Ah! je crois que dans les questions d'éducation, l'argent n'est pas la chose dominante; dans ce domaine au moins, c'est encore — et c'est fort heureux! — l'esprit qui l'emporte. Et d'ailleurs, l'acte de commander consiste précisé-

ment à utiliser les compétences et à susciter les collaborations et non pas à vouloir toute faire soi-même.

Il s'agit là d'une question qui a incontestablement son importance. Nous vous prions donc de vous rallier à la proposition de la minorité qui entend faire appel à la coopération des cantons pour l'enseignement de la gymnastique.

J'ajoute que cette minorité ne comprend d'ailleurs pas seulement les noms mentionnés sur la feuille qui vous a été remise. Elle comprend également notre honorable collègue M. Bosset, dont le nom a été omis par erreur.

Egli: Diese Vorlage ist entstanden in einem Zeitpunkt, als man noch nichts vom Kriege wusste. Es ist also wirklich ein Zufall, dass wir sie unter diesen veränderten Umständen beraten müssen. Aber der Wille, die Zeitumstände auszunützen, um die Vorlage rasch durchzubringen, ist unverkennbar. Da kann mir der Herr Chef des Militärdepartementes sagen, was er will; tatsächlich werden diese Zeitumstände ausgenützt; umsomehr ist gegenüber der Vorlage einige Vorsicht am Platze.

Theoretisch anerkennt man immer den staatsrechtlichen Grundsatz, dass der Kanton nicht machen soll, was eine Gemeinde ebensogut machen kann, und dass der Bund nicht machen soll, was ebensogut die Kantone machen können, Theoretisch, sage ich, anerkennt man das, aber in der Praxis ist es oft anders.

Man hat der Minorität vorgeworfen, sie hege gegenüber dem Bunde Misstrauen. Gewiss, aber ein bisschen Misstrauen einem starken Herrn gegenüber ist gesund. Es wurde gesagt, man könnte den Spieß auch umkehren und erklären, der Bund könne auch Misstrauen gegenüber den Kantonen hegen. Dieses Misstrauen ist nicht berechtigt, denn der Bund befiehlt und hat auch die nötigen Machtbefugnisse, seinem Befehle Nachachtung zu verschaffen.

Wir haben in der Kommission gemeint, der von der Minderheit gemachte Vorschlag könnte einen Verständigungsvorschlag bilden. Es bestand nie die Meinung, dass die Kantone den Militärkurs organisieren und durchführen sollten. Es liesse sich aber sehr gut denken, dass sie die Jungschützenkurse organisieren. Wir wollen aber auch das nicht. Dagegen überlasse man den Kantonen die Organisation des turnerischen Vorunterrichtes. Das ist herzlich wenig verlangt und könnte die Basis zu einer Verständigung bilden.

Herr Bundesrat Minger hat gesagt: Die Kantone haben ja schon bisher den turnerischen Vorunterricht nicht durchgeführt. Warum wollen sie sich jetzt einmischen und diese Aufgabe an die Hand nehmen? Bisher war der turnerische Vorunterricht nicht obligatorisch, er war freiwillig, und es war daher selbstverständlich, dass man ihn den Vereinen überliess. Heute befiehlt aber der Bund; mit Recht, ich gebe das zu. Wenn nun aber der turnerische Vorunterricht obligatorisch wird, melden sich die Kantone für ihre Mitarbeit. Sie wollen nicht, dass ihnen vom Bunde aus ein Turnvogt aufoktroiiert wird. Sie wollen selber bestimmen, wer den turnerischen Vorunterricht in den Kantonen zu leiten hat. Das ist das Wesentliche an der Sache.

Es ist für den Bund besser, in den Kantonen freudige Mitarbeiter zu besitzen, statt verdrossene und deshalb weniger gute. Ein Risiko besteht für den Bund nicht. Er befiehlt; er stellt Richtlinien auf; er wird durch seine Kontrolle dafür sorgen, dass nicht 25 verschiedene Systeme entstehen, wie das der Herr Kommissionspräsident befürchtet, sondern es wird nur ein System bestehen nach den vom Bunde aufgestellten Richtlinien. Wenn ein Kanton die vom Bund aufgestellten Richtlinien nicht oder nicht richtig durchführt, wird der Bund seine Machtmittel zu gebrauchen wissen und wird den Kanton „mores“ lehren. Die Kantone führen ja auch die Berufsbildung nach dem Bundesgesetz über die Berufsbildung durch. Bestehen da auch 25 Systeme? Mit nichten; der Bund sorgt schon dafür, dass das Berufsbildungsgesetz im ganzen Schweizerland einheitlich durchgeführt wird. Berechtigte Klagen über Mängel der Durchführung werden nicht erhoben.

Es ist und bleibt also auch bei Mitwirkung der Kantone der Bund, der nicht nur bezahlt, sondern auch befiehlt. Ich bitte den Vorsteher des Militärdepartements, er möge diese bescheidene Mitwirkung der Kantone nicht verschmähen, sondern sich lieber freudige als verdrossene Mitarbeiter schaffen. Wenn es dann schief gehen und nicht klappen sollte, hat er Machtmittel genug, um einzuschreiten. Ich empfehle Ihnen den Antrag der Minderheit.

Bundesrat **Minger**: Herr Ständerat Egli hat sein Votum mit der Behauptung eingeleitet, der Wille, diese Vorlage unter dem Einfluss der heutigen Verhältnisse durchzuzupfeitschen, die Konjunktur zu missbrauchen, sei unverkennbar. Darauf muss ich erwidern, dass die Vorlage seit langer Zeit vorbereitet wurde und dass hinsichtlich des Zeitpunktes die heutigen Verhältnisse gar nichts geändert haben. Auch wenn der Krieg nicht ausgebrochen wäre, wären wir mit den Beratungen in den gleichen Zeitpunkt hineingekommen. Das nur zur Richtigstellung. Im übrigen bedaure ich, dass dieser Minderheitsantrag gestellt wurde, das um so mehr, da nicht die geringste Aussicht vorhanden ist, dass der Nationalrat diesem Beschluss des Ständerates zustimmen wird.

Der Herr Kommissionspräsident hat Ihnen die Gründe, die für die Ablehnung dieses Antrages sprechen, auseinandergesetzt; meinerseits möchte ich nur noch das Folgende bemerken: Der militärische Vorunterricht ist nichts Neues, wir haben ihn seit Jahren eingeführt, aber er war bis heute freiwillig, nicht obligatorisch, und die Zahl der Teilnehmer an diesem freiwilligen Vorunterricht hat im Jahre 1939 41 100 Mann betragen, also schon ein ganz bedeutendes Kontingent. Um diesen militärischen Vorunterricht haben sich die Kantone bis jetzt in keiner Weise gekümmert, er wurde durch die turnerischen und sportlichen Organisationen durchgeführt, unter der Aufsicht der Abteilung für Infanterie. Die ganze Organisation für die Ausbildung der 41 200 Jünglinge im militärischen Vorunterricht ist heute vorhanden und hat schon seit Jahren gespielt. Es handelt sich also um eine Praxis, die auf Grund jahrelanger Erfahrungen sich entwickelt hat. Wir waren sonst

alle immer der Auffassung, speziell die Herren von der konservativen Richtung, dass das, was sich bewährt hat, nicht umgestellt, sondern beibehalten werden sollte. Die Vorbereitungen für die Einführung des Obligatoriums wurden ganz naturgemäß im Benehmen mit denjenigen Turn- und Sportverbänden getroffen, die bisher den freiwilligen turnerischen Vorunterricht durchgeführt haben. Es sind die gleichen Organe, die in Zukunft die Jünglinge auf dem Weg der Freiwilligkeit auf die Turnprüfung vorbereiten. Diejenigen, die bei der Turnprüfung durchfallen, wir rechnen etwa mit 30 %, das mögen 30 000 Jünglinge sein, haben nachher einen obligatorischen Turnkurs zu bestehen. Es liegt auf der Hand, dass für die Durchführung eines solchen obligatorischen Kurses die gleichen Organisationen weitaus am besten befähigt sind.

Der Herr Kommissionsreferent hat Ihnen gesagt und Sie haben das auch aus der Verordnung gesehen, wie der obligatorische Turnkurs durchgeführt werden soll. Es sind die eidgenössischen und kantonalen Turn- und Sportverbände sowie Einzelverbände, die dazu geeignet sind, dann auch Kadettenkorps und Pfadfinderabteilungen. Was die Gymnasien, Seminarien, Handels-, Industrie- und technischen Schulen anbetrifft, so können sie dieses Obligatorium auch durchführen, Gymnasien und Seminarien sogar in sehr einfacher Weise: sie brauchen nur ihr Turnprogramm der eidgenössischen Turnschule anzupassen und in ihren Stundenplan aufzunehmen, dann gilt die Durchführung dieses Programmes als obligatorischer Turnkurs. Es braucht also hier weiter nichts mehr.

Wenn der Antrag der Herren Egli und Piller angenommen wird, haben Sie das folgende Bild: Der Vorbereitungskurs, neuerdings Militärkurs getauft, wird eidgenössisch durchgeführt, die Jungschützenkurse werden eidgenössisch durchgeführt, die Vorbereitung auf die Turnprüfung, die freiwillig ist, ist ebenfalls eine eidgenössische Sache. Und nun soll nach Antrag Piller der obligatorische Turnunterricht aus diesem ganzen Programm einfach herausgebrochen und durch die Kantone organisiert und durchgeführt werden, wobei allerdings der Bund soweit beteiligt ist, dass er die Kosten übernehmen darf. In meinen Augen ist das etwas ganz Unmögliches und Unnatürliches, das wird gar nie gut kommen. Die gleiche Ansicht haben alle diejenigen, die sich die Mühe genommen haben, die Auswirkungen dieses neuen Programms zu prüfen, diejenigen, die jetzt den Ueberblick über die Organisation und Durchführung des obligatorischen Vorunterrichts haben. Die Mitwirkung der Kantone besteht nur in administrativer Beziehung. Sie müssen notgedrungen die Liste der Prüfungspflichtigen bei der Turnprüfung aufstellen, auch die Liste derjenigen, die zum obligatorischen Turnkurs einberufen werden. Die Vorbereitung für diese Kurse ist Sache der Kantone, und bei der Durchführung der Turnprüfung müssen dann die Kreiskommandanten und Sektionschefs mitwirken. Eine weitere Mitwirkung seitens der Kantone ist nicht vorzusehen, denn der ganze Aufbau entspricht den bisherigen Verhältnissen, wie sie sich in langjähriger Praxis entwickelt haben. Der Antrag des Herrn Piller stellt das ganze Projekt, das von der

Abteilung für Infanterie mit allen Fachverbänden nach allseitiger sorgfältiger Abwägung aufgestellt wurde, ganz einfach auf den Kopf. Ich kann nicht glauben, dass das der Wille des Rates sei. Auch ich gehöre zu denjenigen, die von der hohen Bedeutung des Föderalismus für die Struktur unseres Landes und unseres Staatswesens überzeugt sind. Wir wollen den Kantonen ihre Souveränität lassen überall da, wo die Voraussetzungen hierzu vorhanden sind. Ich teile hier durchaus die Auffassung von Herrn Ständerat Egli. Was der Kanton unbeschadet dem Ganzen, von sich aus tun kann, das soll man ihm belassen. Für die Durchführung des obligatorischen Turnunterrichtes sind aber diese Voraussetzungen in keiner Weise vorhanden. Deshalb möchte ich sehr bitten, den Minderheitsantrag abzulehnen und dem Antrag der Kommissionsmehrheit Folge zu geben.

Meyer: Ich habe mich zu dieser Frage bereits in der letzten Session geäußert. Eine Bemerkung des Kommissionspräsidenten veranlasst mich, auf meine Ausführungen zurückzukommen. Ich habe den Art. 20 der Bundesverfassung zitiert, der ausdrücklich sagt, dass die Durchführung der militärischen Gesetze und Verordnungen Sache der Kantone sei. Der Herr Kommissionsreferent sagte, bei einem Haar wäre er auf diesen Hinweis hereingefallen, aber er habe nachher den Abs. 2 des Artikels gelesen, der davon spricht, dass der militärische Unterricht Sache des Bundes sei. Zunächst einmal bin ich nicht so boshaft, einen Kollegen und dazu noch einen Kommissionspräsidenten, irreführen und zum andern wäre das ein Versuch mit untauglichen Mitteln, denn ich hätte mir von vorneherein sagen müssen, dass eine Irreführung bei unserem verehrten Kommissionspräsidenten überhaupt unmöglich erscheint. Aber ich möchte doch an meiner Auffassung grundsätzlich festhalten. Diese Vorschrift des Art. 20 der Bundesverfassung steht in Übereinstimmung mit der ganzen Struktur unseres Bundesstaates und mit der gesamten Praxis. Es ist ja wahr, in Abs. 2 wird gesagt, der militärische Unterricht sei ausschliesslich Sache des Bundes. Aber unter diesen Begriff „militärischer Unterricht“ hat man bisher die Rekrutenschule und die Wiederholungskurse, die Instruktionen verstanden. Was man heute schafft, ist etwas Neues, das bisher als Vorkurs fakultativ war und kantonale organisiert oder wenigstens den Kantonen überlassen war. Ich habe die Genugtuung, mich für meine Auffassung auf die Staatsrechtslehrer Fleiner und Burckhardt berufen zu können. Fleiner sagt in seinem Staatsrecht, Paragraph 64, S. 608, über den Umfang der Kompetenzen, die den Kantonen noch geblieben sind, unter Ziffer d: „Den umfangreichsten Teil der kantonalen Kompetenz bilden die den Kantonen vorbehaltenen Stücke der Militärverwaltung im engeren Sinn. Zu ihr gehört die Vollziehungsverordnung der von der Eidgenossenschaft erlassenen Militärgesetze und Verordnungen.“ Burckhardt drückt sich etwas unbestimmter aus. Der Grundsatz, dass die Militärgesetze des Bundes durch die Kantone zu vollziehen sind, wird zwar als Regel hingestellt, aber den Kantonen nicht in einem bestimmten Umfang gewährleistet. Burck-

hardt glaubt, dass man ausnahmsweise von dem Vollzug durch die Kantone absehen und den Vollzug dem Bund überlassen könne, aber er bezeichnet das als eine Ausnahme, während Fleiner den kantonalen Vollzug als die Regel überhaupt schlechthin ohne Ausnahme hinstellt. Ich befinde mich also auf solidem Boden; wenn ich in meinem Votum vom März und in meinen Bemerkungen gegenüber unserem Kommissionspräsidenten diese Auffassung vertrete.

Herr Kollege Egli hat mit Recht darauf hingewiesen, wie verletzend es für uns ist, dass unter dem Druck unserer allgemeinen Lage diese Vorlage durchgepeitscht werden soll, in der Hoffnung, dass nachher aus patriotischen Gründen die Befragung des Schweizervolkes unterbleiben soll. Ich schliesse mich seinem Bedauern an. Nachdem man dieses Gesetz erst nach Kriegsende zur Ausführung bringen will, wäre es viel demokratischer gewesen, für die Jetztzeit auf das Notrecht abzustellen. Der Bundesrat hat alle möglichen Dinge, ich sage mit Recht, durch Notrecht geordnet. Warum sollte er das nicht auch jetzt tun können? Wenn man es aber auf dem ordentlichen Gesetzgebungswege tun soll und wenn man es erst zur Durchführung bringen will, wenn der Krieg vorüber ist, dann hätte man dem freien Spiel des Verfahrens seinen Lauf lassen sollen, auch auf die Gefahr hin, dass das Volk eine andere Auffassung gehabt hätte, als die Behörden und der hohe Bundesrat und seine Ratgeber. Ich unterstütze im übrigen den Minderheitsantrag.

Abstimmung. — Vote.

Für den Antrag der Mehrheit	18 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	19 Stimmen

Art. 104 M.O.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

Altwegg, Berichterstatter: Wir haben noch Art. 104 kurz zu bereinigen. Sie sehen, dass die Verkürzung im Text, die der Ständerat das letzte Mal vorgenommen hat, durch den Nationalrat wieder korrigiert wurde, indem man die Fassung des Bundesrates aufgenommen hat, wonach es heisst: „Der Bund unterstützt ferner Vereine und Bestrebungen“. Auch hier sind nicht viele Worte zu machen; ich darf Sie daran erinnern, dass der Vorschlag des Bundesrates und des Nationalrates nur das aufnimmt, was im bisherigen Art. 103 enthalten ist und was Gültigkeit hatte in der Militärorganisation seit dem Jahre 1907. In der Kommission hat man uns orientiert, dass unter diesen „Bestrebungen“, z. B. Fachstudien im Ausland in Frage kommen, Wettkämpfe, die Herausgabe von Fachliteratur und Lehrmitteln auf dem Gebiet der Jugendertüchtigung. Ich glaube nicht, dass im Rat ein Antrag auf Zurückkommen auf unsern Beschluss gestellt wird. Ich möchte Ihnen mit der einstimmigen Kommission beantragen, dem Nationalrat zuzustimmen.

Angenommen. — *Adopté.*

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Vormittagssitzung vom 8. Juni 1940.
Séance du 8 juin 1940, matin.

Vorsitz — *Présidence*: Hr. *Zust.*

3992. Militärischer Vorunterricht.
Instruction militaire préparatoire.

Siehe Seite 354 hiervor. — *Voir page 354 ci-devant.*

Beschluss des Nationalrats vom 7. Juni 1940.
Décision du Conseil national, du 7 juin 1940.

Differenzen. — *Divergences.*

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Eintreten auf die Differenzenberatung.

Minderheit (Egli, Piller):

Verschiebung der Beratung.

Proposition de la commission.

Majorité:

Passer à la discussion des divergences.

Minorité (Egli, Piller):

Renvoyer la discussion.

Altwegg, Berichterstatter: Die Kommission hat die letzte Differenz mit dem Nationalrat soeben besprochen. Sie war zahlenmässig sehr bescheiden zusammengesetzt, weil zwei Mitglieder fehlten und nur telephonisch ihre Meinung zum Ausdruck bringen konnten. Aber insoweit hat sich die Sache nicht geändert, als die drei Mitglieder, die bis jetzt schon für Zustimmung zum Nationalrat waren, anwesend waren und an ihrem Antrag festhalten. Demgegenüber ist in der Kommission die Meinung zum Ausdruck gebracht worden, man sollte heute auf die Sache nicht mehr eintreten und die Schlussabstimmung verschieben. Dieselbe Mehrheit, die für Zustimmung zum Nationalrat ist, hält auch dafür, dass wir heute die Schlussabstimmung vornehmen. Es ist bedauerlich, dass der Rat nicht die Besetzung hat, wie wir sie vielleicht gern hätten, aber das ist die Ironie des Schicksals, dass immer am Schlusstag viele Vakanzen vorhanden sind. Auf der andern Seite habe ich mir gesagt, dass diejenigen, denen die Sache ausserordentlich am Herzen liegt, vielleicht doch hätten hier bleiben können, und dass eine Abwesenheit am heutigen

Tage, wo die Schlussabstimmung stattfinden musste, gewissermassen so ausgelegt werden kann, dass man da und dort dieser Sache doch nicht so Bedeutung beimisst. Auch ich glaube, dass man die Bedeutung des Minderheitsantrages überschätzt.

Ihre Kommission möchte Ihnen mehrheitlich vorschlagen, heute auf die Sache einzutreten, d. h. die Schlussabstimmung vorzunehmen, denn es würde nach aussen einen schlechten Eindruck erwecken, wenn wir heute, wo jedermann weiss, worum es sich handelt — materiell ist die Vorlage reichlich, im April und jetzt, besprochen worden — am Schluss noch wegen dieser Differenz den Entscheid über die Vorlage vertagen würden. Was bedeutet das, wenn Sie die Schlussabstimmung heute nicht vornehmen? Wenn das Geschäft erst im September erledigt werden kann, kommt nicht mehr in Frage, was diejenigen wünschen, die sich von dieser Vorlage sehr viel versprechen, nämlich, dass schon diesen Herbst die erste Prüfung der 16-Jährigen stattfinden kann, um zu entscheiden, wer im nächsten Jahr den obligatorischen Turnkurs absolvieren muss. Sie verschieben diese ganze Unterrichtstätigkeit um ein ganzes Jahr. Ich bin überzeugt, dass Sie damit viele Turn-, Sport- und Militärkreise ausserordentlich enttäuschen.

Das sind die Gründe, weshalb wir Ihnen beantragen, heute die Schlussabstimmung vorzunehmen. Ich muss mir je nach Ihrem Entscheid dann noch einige Bemerkungen in materieller Beziehung vorbehalten; vorläufig werden wir entscheiden müssen, ob wir auf die Differenzenberatung weiter eintreten oder nicht. Die Kommissionsmehrheit beantragt, einzutreten und zuzustimmen.

Egli, Berichterstatter der Minderheit: Die Vorlage liegt mir sehr am Herzen; ich bin ein warmer Freund derselben und gerade aus diesem Grunde möchte ich beantragen, heute nicht auf das Geschäft einzutreten, sondern Abstimmung und Behandlung zu verschieben auf die Herbstsession. Einmal wird bei diesen gelichteten Reihen der Ständerat in der Oeffentlichkeit nicht gerade Ehre einlegen, wenn das Resultat der Abstimmung publik wird. Es ist überhaupt nicht glücklich, solch wichtige Abstimmungen im letzten Moment einer Session vorzunehmen. Wenn wir die Erledigung um 3 Monate verschieben, so ist anzunehmen, dass dann eine bedeutend ruhigere Atmosphäre um dieses Geschäft sein wird. Man wird inzwischen auch noch Gelegenheit erhalten, über die Auswirkung der einen oder andern Lösung, über die Organisation und Durchführung des turnerischen Unterrichtes durch die Kantone oder durch den Bund, Erhebungen anzustellen.

Der Herr Kommissionspräsident meint, die Verschiebung auf die Herbstsession würde eine Verschiebung der ganzen Sache um ein Jahr zur Folge haben. Das ist meines Erachtens nicht richtig. Ich glaube kaum, dass man unter den heutigen Umständen dazu kommen wird, im Herbst schon die erste Prüfung für den turnerischen Vorunterricht vorzunehmen, nachdem keine Vorbereitungen stattgefunden haben und eventuell zuerst noch das Referendum abgewartet werden muss. Es hindert nichts, diese Prüfungen um 3 Monate zu ver-

Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.06.1940
Date	
Data	
Seite	354-365
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 061

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Angenommen. — *Adopté.*

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Vormittagssitzung vom 8. Juni 1940.
Séance du 8 juin 1940, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Züst.

3992. Militärischer Vorunterricht.
Instruction militaire préparatoire.

Siehe Seite 354 hiervor. — Voir page 354 ci-devant.

Beschluss des Nationalrats vom 7. Juni 1940.
Décision du Conseil national, du 7 juin 1940.

Differenzen. — *Divergences.*

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Eintreten auf die Differenzenberatung.

Minderheit (Egli, Piller):

Verschiebung der Beratung.

Proposition de la commission.

Majorité:

Passer à la discussion des divergences.

Minorité (Egli, Piller):

Renvoyer la discussion.

Altwegg, Berichterstatter: Die Kommission hat die letzte Differenz mit dem Nationalrat soeben besprochen. Sie war zahlenmässig sehr bescheiden zusammengesetzt, weil zwei Mitglieder fehlten und nur telephonisch ihre Meinung zum Ausdruck bringen konnten. Aber insoweit hat sich die Sache nicht geändert, als die drei Mitglieder, die bis jetzt schon für Zustimmung zum Nationalrat waren, anwesend waren und an ihrem Antrag festhalten. Demgegenüber ist in der Kommission die Meinung zum Ausdruck gebracht worden, man sollte heute auf die Sache nicht mehr eintreten und die Schlussabstimmung verschieben. Dieselbe Mehrheit, die für Zustimmung zum Nationalrat ist, hält auch dafür, dass wir heute die Schlussabstimmung vornehmen. Es ist bedauerlich, dass der Rat nicht die Besetzung hat, wie wir sie vielleicht gern hätten, aber das ist die Ironie des Schicksals, dass immer am Schlusstag viele Vakanzen vorhanden sind. Auf der andern Seite habe ich mir gesagt, dass diejenigen, denen die Sache ausserordentlich am Herzen liegt, vielleicht doch hätten hier bleiben können, und dass eine Abwesenheit am heutigen

Tage, wo die Schlussabstimmung stattfinden musste, gewissermassen so ausgelegt werden kann, dass man da und dort dieser Sache doch nicht so Bedeutung beimisst. Auch ich glaube, dass man die Bedeutung des Minderheitsantrages überschätzt.

Ihre Kommission möchte Ihnen mehrheitlich vorschlagen, heute auf die Sache einzutreten, d. h. die Schlussabstimmung vorzunehmen, denn es würde nach aussen einen schlechten Eindruck erwecken, wenn wir heute, wo jedermann weiss, worum es sich handelt — materiell ist die Vorlage reichlich, im April und jetzt, besprochen worden — am Schluss noch wegen dieser Differenz den Entscheid über die Vorlage vertagen würden. Was bedeutet das, wenn Sie die Schlussabstimmung heute nicht vornehmen? Wenn das Geschäft erst im September erledigt werden kann, kommt nicht mehr in Frage, was diejenigen wünschen, die sich von dieser Vorlage sehr viel versprechen, nämlich, dass schon diesen Herbst die erste Prüfung der 16-Jährigen stattfinden kann, um zu entscheiden, wer im nächsten Jahr den obligatorischen Turnkurs absolvieren muss. Sie verschieben diese ganze Unterrichtstätigkeit um ein ganzes Jahr. Ich bin überzeugt, dass Sie damit viele Turn-, Sport- und Militärkreise ausserordentlich enttäuschen.

Das sind die Gründe, weshalb wir Ihnen beantragen, heute die Schlussabstimmung vorzunehmen. Ich muss mir je nach Ihrem Entscheid dann noch einige Bemerkungen in materieller Beziehung vorbehalten; vorläufig werden wir entscheiden müssen, ob wir auf die Differenzenberatung weiter eintreten oder nicht. Die Kommissionmehrheit beantragt, einzutreten und zuzustimmen.

Egli, Berichterstatter der Minderheit: Die Vorlage liegt mir sehr am Herzen; ich bin ein warmer Freund derselben und gerade aus diesem Grunde möchte ich beantragen, heute nicht auf das Geschäft einzutreten, sondern Abstimmung und Behandlung zu verschieben auf die Herbstsession. Einmal wird bei diesen gelichteten Reihen der Ständerat in der Oeffentlichkeit nicht gerade Ehre einlegen, wenn das Resultat der Abstimmung publik wird. Es ist überhaupt nicht glücklich, solch wichtige Abstimmungen im letzten Moment einer Session vorzunehmen. Wenn wir die Erledigung um 3 Monate verschieben, so ist anzunehmen, dass dann eine bedeutend ruhigere Atmosphäre um dieses Geschäft sein wird. Man wird inzwischen auch noch Gelegenheit erhalten, über die Auswirkung der einen oder andern Lösung, über die Organisation und Durchführung des turnerischen Unterrichtes durch die Kantone oder durch den Bund, Erhebungen anzustellen.

Der Herr Kommissionspräsident meint, die Verschiebung auf die Herbstsession würde eine Verschiebung der ganzen Sache um ein Jahr zur Folge haben. Das ist meines Erachtens nicht richtig. Ich glaube kaum, dass man unter den heutigen Umständen dazu kommen wird, im Herbst schon die erste Prüfung für den turnerischen Vorunterricht vorzunehmen, nachdem keine Vorbereitungen stattgefunden haben und eventuell zuerst noch das Referendum abgewartet werden muss. Es hindert nichts, diese Prüfungen um 3 Monate zu ver-

schieben; es ist nicht gesagt, dass man nur im Herbst Prüfungen abnehmen kann. Mit der Verschiebung um ein Jahr ist es also meines Erachtens nichts. Man erhält aber in vermehrtem Masse immer wieder den Eindruck, dass dieses Geschäft mit Gewalt in dieser Session unter Ausnützung der Stimmung durchgedrückt werden soll. Ich bedaure es im Interesse der Sache, wenn man dieser Stimmung nachgibt. Ich beantrage Verschiebung und Nichteintreten.

M. Weck: Je voudrais appuyer la proposition de M. Egli de renvoyer à une session ultérieure la discussion des divergences.

Si j'ai bien compris M. Altwegg, président de la commission, il nous a dit que l'absence d'un certain nombre de membres de notre Conseil à la présente séance signifiait qu'on n'attachait pas beaucoup d'importance à ce vote final. Sur ce point je voudrais faire remarquer qu'en réalité, l'absence d'un certain nombre de nos collègues ce matin est due au fait qu'ils avaient pris des engagements, dans l'idée que la session durerait une semaine et demie et que, par conséquent, nous suspendrions nos délibérations hier pour les reprendre lundi prochain. Il y a des engagements qui sont pris, qui doivent être tenus et, au surplus, je ne crois pas que nous puissions liquider les divergences dans une séance finale comme celle-ci, car, malgré tout, il s'agit d'une question de principe et du point de savoir si les cantons auront encore quelque chose à dire au point de vue scolaire ou si, au contraire, ils seront soumis définitivement à la volonté toute puissante des organisations militaires fédérales.

On a allégué que le renvoi ferait une très mauvaise impression dans le peuple... mais enfin, ce projet a été présenté sous la forme d'une loi. Il n'a donc aucun caractère d'urgence; si cependant on juge qu'il y a urgence, le Conseil fédéral peut alors faire usage de ses pleins pouvoirs. Je ne comprends pas, par exemple, que le Conseil national n'ait pas admis la proposition qui lui avait été présentée de faire décréter les mesures qui s'imposent en vertu des dits pleins pouvoirs. Je ne crois pas du tout qu'il y ait risque de produire une mauvaise impression dans le pays. Je pense, au contraire, que si l'on veut aujourd'hui en quelque sorte nous faire violence en fin de session, le peuple se dira que ce n'est pas là de la vraie démocratie.

C'est la raison pour laquelle j'appuie la proposition de M. Egli.

Winzeler: Ich möchte beantragen, das Geschäft heute zu erledigen. Wenn Herr Kollege Egli meint, es würde im Volk einen schlechten Eindruck machen, wenn das Geschäft nun mit einer so kleinen Stimmenzahl erledigt wird, so möchte ich darauf hinweisen, dass es einen viel schlechteren Eindruck im Volke machen würde, wenn in den Zeitungen vom nächsten Montag zu lesen wäre, dass ein wichtiges Geschäft nicht mehr erledigt werden konnte, weil ein Grossteil der Ständeräte einfach abgereist ist, ohne sich weiter um das Geschäft zu kümmern.

Was die andere Behauptung anbelangt, man wolle das Geschäft durchdrücken, so möchte ich darauf hinweisen, dass es jetzt bald ein halbes Jahr her ist, seit die Herren Ständeräte die Bot-

schaft in die Hände bekommen haben. Man hat Zeit genug gehabt, um dieses nicht sehr umfangreiche Geschäft zu studieren und sich seine Meinung zu bilden. Ich beantrage Ihnen, das Geschäft heute zu erledigen.

Haefelin: Ich möchte mich aus voller Ueberzeugung den Ausführungen meines Herrn Vorredners anschliessen. Wir legen für den Ständerat keine Ehre ein, wenn wir heute dieses Geschäft wieder vertagen, im Gegenteil. Vergessen Sie nie, dass die Jugend ungeduldig ist. Sie hat die Vorbereitungen für diese Kurse bereits begonnen, ich weiss das aus eigener Erfahrung; die Jugend drängt sich in Scharen zu den Ortswehren. Ich hatte gestern auf meinem Bureau 13- und 14-jährigen Knaben, die unbedingt Eingliederung in die Ortswehr wünschten. Sie sehen diesen Geist der Bereitschaft unserer Jungmannschaft. In diesem Moment will der hohe Ständerat eine für die Zukunft wichtige Vorlage wegen einer bescheidenen kleinen Differenz um einige Monate vertagen. Wenn Sie das beschliessen, dann dürfen wir heute nicht erhobenen Hauptes aus dem Bundeshaus hinausziehen, an unsern Wehrmännern und unsern tapfern Pfadfindern vorbei.

Die Differenz ist doch eine minime, nachdem selbst die Minderheit der Kommission sich damit einverstanden erklärt hat, dass der Schiessunterricht und der militärische Vorkurs eidgenössisch durchgeführt werden. Es handelt sich nur noch um ein Rückzugsgefecht, mit dem man den turnerischen Vorunterricht für die Kantone reservieren will. Die Zeit ist zu ernst, um aus Prestige Gründen solche Sachen zu vertagen. Wenn Herr Kollege Egli glaubt, wir hätten im Herbst eine ruhigere Atmosphäre, so möchte ich sagen: Nützen wir die relativ ruhige Atmosphäre des heutigen Tages und der heutigen Stunde noch aus, um diese Vorlage zu verabschieden. Wir wissen nicht, was für eine Atmosphäre wir im Herbst haben, und welche Aufgaben unser im Herbst warten werden. Ich möchte dringend bitten, im Gedanken an unsere Jugend, an unser Land und an unsere Aufgabe, auf die Differenzenberatung einzutreten.

M. de Coulon: Je voudrais tout d'abord protester contre quelques-unes des paroles que vient de prononcer l'orateur précédent. Je crois qu'on peut différer d'avis au sujet de cette loi, sans qu'on nous dise qu'on sortira du Parlement la tête basse si on se décide pour le renvoi du vote. Ce sont là des procédés de discussion inadmissibles.

Nous discutons sur un principe et je crois qu'on peut différer d'avis sur un principe sans passer pour un mauvais patriote ou un antimilitariste. Il s'agit de savoir quel sera, à l'avenir, d'une manière générale, le rôle des cantons, le rôle de la famille dont on n'a pour ainsi dire pas parlé. On ne cesse de répéter que la base de l'Etat, de la Confédération, c'est la famille et chaque fois qu'on peut porter atteinte aux droits de la famille, on ne manque pas de le faire. Il y a là une contradiction que j'ai beaucoup de peine à m'expliquer.

On parle, Messieurs, de jeunes gens, mais il s'agit d'enfants de 16 ans. Ce qui me surprend, c'est qu'on veut absolument soumettre ces enfants à l'autorité

militaire. On peut être un excellent officier, un excellent sous-officier, mais n'avoir aucune des capacités requises pour instruire un enfant de 16 ans. Autre chose est de participer à une école de recrues, à un cours de répétition avec des hommes, et autre chose est de former un enfant de 16 ou de 17 ans. Il y a là quelque chose que je ne m'explique pas et j'estime que pour cette seule raison déjà il convient de voter contre cette loi.

Löpfe: Ich möchte unserm Herrn Kollegen de Coulon antworten, dass es wohl richtig ist, wenn er sagt, es handle sich um die Kinder. Ich würde sein Votum verstehen, wenn es sich nicht um das Turnen, um die rein körperliche Ertüchtigung handelte. Mit diesem eidgenössisch geregelten Turnunterricht will der Bund aber nicht den geistigen, politischen oder religiösen Einfluss auf die Kinder nehmen oder zentralistisch regeln. Davon kann wirklich gar keine Rede sein. Es handelt sich nur um die körperliche Gesundheit und Stärkung. Das sollte nach einheitlichen Grundsätzen erfolgen. Ich habe gewiss auch sehr viel Verständnis für die Aufrechterhaltung der kantonalen Hoheitsrechte, aber ich kann wirklich nicht verstehen, wie die Förderung des Turnens in dieser ersten Zeit zum Eckpfeiler der kantonalen Hoheitsrechte gemacht wird. So sehr ich versuche, Ihre Auffassung zu begreifen, komme ich dazu, sie zu verneinen und — entschuldigen Sie — als eine Uebertreibung zu bezeichnen, dass wir die Erziehungsrechte auf die Jugend irgendwie beeinflussen würden. Ich bewundere den Optimismus unseres verehrten Kollegen Egli, wonach wir im Herbst diese Frage in einer ruhigeren Atmosphäre behandeln können. Im Herbst wird vielleicht eine Atmosphäre sein, wo wir derartige Dinge mit einer ganz andern Brille betrachten müssen. Wir haben doch in bezug auf eidgenössische Regelung zur Kräftigung und Stärkung der Landeswehr noch weitergehende Beschlüsse gefasst als diesen eidgenössischen militärischen oder turnerischen Vorunterricht, den ich mit Bezug auf die kantonale Souveränität als eine ganz untergeordnete Angelegenheit betrachte. Ich gehe da mit Herrn Haefelin vollkommen einig, und ich glaube, man würde eine Verschiebung der Behandlung im Volke nicht verstehen. Gerade der Umstand, dass sich auch Gesinnungsfreunde jener Kreise, die sich heute in unserm Rate so lebhaft für die Wahrung der kantonalen Hoheit im Nationalrat, für die eidgenössische Regelung dieser Sache eingesetzt haben, gibt mir den Glauben, dass Sie sicherlich viel zu dunkel mit Bezug auf die Gefährdung kantonalen Hoheitsrechte sehen.

Was nun den mittelmässigen Besuch der Sitzung betrifft, so ist zu sagen, dass wir alle wussten, dass es zu dieser Differenz und zu den Absenzen kommen würde. Wir haben jeweils schon viel wichtigere Entscheidungen am Freitagmorgen bei schlechterer Besetzung des Rates vorgenommen. Ich würde niemals Hand dazu bieten, um die nationale Stimmung mit dem schwachen Besuch einer Sitzung für einen Zweck auszunützen, den man nicht gut verantworten kann. Ich glaube auch, dass Herr Ständerat Egli im Irrtum ist, wenn er meint, dass ein Hochdruck seitens des Bundesrates oder der nationalrätlichen Mehrheit eingesetzt habe, denn

die abschliessende Beratung dieser Vorlage ist auf die Junisession allgemein in Aussicht genommen worden. Wir müssen auch diese im Verhältnis zu den gewaltigen Opfern, die wir bringen müssen, meines Erachtens nicht sehr bedeutende Angelegenheit noch in die grosse eidgenössische Geschlossenheit einreihen. Ich empfehle Ihnen, den Entscheid heute zu vollziehen.

Bundesrat Minger: Ich habe in der Frage der Einführung des obligatorischen Vorunterrichts im Ständerat verschiedene Ueberraschungen erlebt, aber ich muss schon sagen, dass das die grösste Ueberraschung ist, wenn man nun die Schlussabstimmung verschieben wollte, nachdem der Nationalrat dazu Stellung genommen und die Sache bereinigt hat und es sich eigentlich nur noch um einen Differenzpunkt handelt. Die Gründe, weshalb der Ständerat die Schlussabstimmung heute vornehmen sollte, sind ausgeführt worden. Ich möchte sie nicht wiederholen, sondern sie nur unterstreichen und nichts weiteres mehr beifügen. Jedenfalls muss sich der Ständerat der grossen Verantwortung bewusst sein, wenn er heute die ganze Sache noch einmal auf die lange Bank schiebt. Dies wird den Eindruck auslösen, als ob der Ständerat das Obligatorium überhaupt nicht wollte. Meinerseits möchte ich sehr darum bitten, dass Sie heute die Schlussabstimmung vornehmen.

Präsident: Gestatten Sie mir eine Bemerkung bezüglich der Besetzung des Rates. Schon um eine Situation von der Art der vorliegenden zu vermeiden, habe ich mich gegen die Verkürzung der einmal vorgesehenen Sessionsdauer ausgesprochen, da erfahrungsgemäss die Mitglieder sich auf einen festgelegten Plan einstellen, und Beratungsstoff genügend vorhanden gewesen wäre für Sitzungen in der nächsten Woche. Die nachträglich beschlossene Abänderung ist der Hauptgrund für die heutige Besetzung des Rates. Die Mitglieder, die nicht anwesend sind, haben eben ihre Engagements nicht mehr ohne weiteres umformen können, nachdem sie einmal gemäss dem von beiden Bureaux festgelegten Plan disponiert haben.

Abstimmung. — *Vote.*

Für Eintreten auf die Vorlage	15 Stimmen
Dagegen	12 Stimmen

Art. 1, Art. 103 M.O., Abs. 36.

Antrag der Kommission.

Mehrheit:

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Minderheit (Egli, Piller):

Festhalten.

Art. 1, art. 103 O.M., al. 3.

Proposition de la commission.

Majorité:

Adhérer à la décision du Conseil national.

Minorité (Egli, Piller):

Maintenir.

Altwegg, Berichterstatter der Mehrheit: Wir dürfen mit gutem Gewissen dem Nationalrate beipflichten und diesen Passus, Abs. 3, der nachträglich hereingekommen ist, streichen, weil eigentlich auf diesem Gebiete des turnerischen Vorunterrichts prinzipiell nichts Neues geschaffen wird. Ich möchte nochmals darauf aufmerksam machen, dass wir bereits den freiwilligen turnerischen Vorunterricht haben. Das Departement hat Ihnen mitgeteilt, dass in der Hauptsache dieselben Kader und dieselben Organisationen für den obligatorischen Vorunterricht in Frage kommen werden.

Neu kommen hinzu die obligatorischen Prüfungen und die Durchführung der obligatorischen Kurse für diejenigen, welche die Prüfungen nicht bestehen. Wollen Sie nun, obwohl Sie eigentlich an der Sache nichts ändern, sondern nur das Provisorium in ein Obligatorium umwandeln, die Kantone in einer andern Form mitsprechen lassen, als das bis heute der Fall war? Ich glaube im Gegenteil, wenn Sie der Sache des turnerischen Vorunterrichts grössere Bedeutung beimessen und ihn militärisch-turnerischen Vorunterricht nennen, können Sie nun doch nicht an der Kompetenz des Bundes, wie sie in der Verfassung verankert ist, etwas ändern.

Wenn Sie dem Nationalrate nicht zustimmen, würde das auf dasselbe hinauskommen, wie wenn Sie heute Nichteintreten beschlossen hätten; denn ich glaube nicht, dass der Nationalrat nach seinen zwei Abstimmungen (im einen Fall Einstimmigkeit, im andern Fall eine Mehrheit von 80 gegen 30 Stimmen), uns zustimmen würde. Dann bliebe eine Differenz, was zur Folge hätte, dass das Geschäft auf die Septembersession verschoben werden müsste. Also hätten Sie doch die Verantwortung für die Verschiebung des Geschäftes zu tragen.

Ich möchte in diesem Zusammenhang noch auf etwas aufmerksam machen. Viele erwarten, Herr Haefelin hat das auch gesagt, dass schon dieses Jahr mit der Arbeit begonnen wird. Ich erlaube mir, im Zusammenhang damit nur noch an den Departementschef die bescheidene Frage zu stellen, ob man nicht mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der körperlichen Ertüchtigung des Mannes heute schon bei den mobilisierten Truppen nach dieser Richtung etwas mehr vorkehren könnte durch allgemeine systematische Durchführung des ausgezeichneten militärischen Turnprogramms, wie es in einzelnen Truppenteilen bereits durchgeführt wird, aber meines Wissens nicht in der ganzen Armee. Eine provisorische Lösung mit Vollmacht des Bundesrates kann nicht in Frage kommen, weil es sich um ein Gesetz, um eine dauernde Lösung handelt.

Beim Finanzprogramm, das allerdings auch eine wichtige Vorlage war, handelte es sich um eine vorübergehende Massnahme und der Bundesratsbeschluss stand im Einklang mit dem Parlament. Wenn der Bundesrat hingegen hier von seinen Vollmachten Gebrauch machen wollte, würde er sich zum mindesten mit einer Kammer in Gegensatz stellen.

Ich möchte Ihnen belieben; dem Nationalrat zuzustimmen und Abs. 3 streichen.

Egli, Berichterstatter der Minderheit: Ich beantrage Festhalten am Beschluss des Ständerates. Ich will die Gründe nicht wiederholen, die dafür sprechen. Die Meinungen dürften gemacht sein. Aber zwei Bemerkungen möchte ich den Debatten noch beifügen.

Herr Kollege Löpfe hat gemeint, an dieser verhältnismässig geringfügigen Differenz hängen die Hoheitsrechte der Kantone nicht. Gewiss ist das nicht der Fall; an diesem einen Punkt liegt es nicht. Aber es liegt an den vielen Punkten, an den vielen Positionen, die die Kantone dem Bunde gegenüber schon haben preisgeben müssen. Ich erinnere an folgende, aus ganz neuester Zeit: Berufsbildungsgesetz, starke Einmischung des Bundes in die Hoheitsrechte der Kantone; im Steuerrecht: sehr starker Eingriff; ferner namentlich beim Strafrecht: ausserordentlich starker Eingriff. Ich war bei allen drei Fragen für die Zentralisierung. Aber Schritt für Schritt, nie auf einmal, werden alle diese Eingriffe vorgenommen.

Herr Bundesrat Minger hat gesagt, es komme nicht gut heraus, wenn die Kantone die Vorbereitung, Durchführung und Organisation des turnerischen Vorunterrichtes übernehmen. Und ich sage, es kommt nicht gut heraus, wenn man die liebevolle und bereitwillige Mitarbeit der Kantone durch eine Zwängerei zurückweist.

Bundesrat Minger: Herr Ständerat Altwegg hat auf das Turnen in der Truppe hingewiesen.

Sie wissen, dass bei der Truppe ein neues Turnprogramm eingeführt worden ist, das allgemein gut aufgenommen wurde. Man hört darüber nur günstige Urteile. Der General hat einen allgemeinen Befehl über das Turnen erlassen. Es ist zweifellos seine Meinung, dass in der ganzen Armee nach dieser neuen Methode geturnt werde. Ich bin aber gerne bereit, den Wunsch, den Herr Ständerat Altwegg angebracht hat, auch noch dem General zur Kenntnis zu bringen.

Zur Sache selbst hätte ich nur noch zu bemerken, dass wenn sich der Ständerat heute dem Beschlusse des Nationalrates nicht anschliessen kann, so dass die Behandlung auf den September verschoben werden müsste, dadurch die Einführung um ein volles Jahr verschoben wird, denn das Gesetz ist dem Referendum unterstellt; es muss die Referendumsfrist ablaufen, und die Kurse sind so vorgesehen, dass die Turnprüfungen jeweilen im Herbst stattfinden müssen. Wenn jetzt der Beschluss gefasst wird, dass die Vorlage verabschiedet werden kann, können die nächsten Turnprüfungen im kommenden Herbst durchgeführt werden; wenn das aber nicht der Fall ist, wenn Sie die Beratung auf den September verschieben, dann kann die erste Turnprüfung erst im September 1941 durchgeführt werden. Ich wollte doch auf das aufmerksam gemacht haben.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Mehrheit	14 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

Präsident: Sie haben mir damit den Stichtentscheid übertragen. Grundsätzlich stehe ich auf dem Standpunkt der Kommissionsminderheit und ich würde als Mitglied des Rates meine Stimme in diesem Sinne abgeben. Als Vorsitzender fällt für mich in Betracht, dass der Entscheid des Nationalrates mit einer Mehrheit von über $\frac{2}{3}$ der Stimmen gefallen ist, dass der Bundesrat einstimmig die gleiche Auffassung vertritt und dass eine weitere Aufrechterhaltung der Differenzen die Verabschiedung der Vorlage in der laufenden Session verunmöglicht, ich aber die Verantwortung für eine weitere Verzögerung der Sache, die der körperlichen Ertüchtigung unserer Jugend dient, nicht auf mich nehmen will. Sie erlauben mir diese kurze

Motivierung, die ich nach der Situation, wie sie sich heute in unserm Rat ergeben hat, für nötig erachte. Ich entscheide mich für den Mehrheitsantrag und damit für Zustimmung zum Nationalrat.

Die Differenzen zwischen den beiden Räten sind damit behoben.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	17 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Schluss des stenographischen Bulletins der Sommer-Session 1940.

Fin du Bulletin sténographique de la session d'été 1940.



Militärischer Vorunterricht.

Instruction militaire préparatoire.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1940
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3992
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.06.1940
Date	
Data	
Seite	365-370
Page	
Pagina	
Ref. No	20 033 062

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.